

Trois scrutins en trois mois en Algérie

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C.S. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rs. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 L. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 1250 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; Tch. 100 cs. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 12
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris n° 630672
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'UNESCO et l'information

A la suite de laborieux débats en commission, le projet de déclaration sur l'information soumise à la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi, est remis sur le métier : c'est une victoire des Occidentaux, qui ont refusé l'appui d'une partie du tiers-monde. Mais les débats ont révélé l'enjeu que représente la circulation de l'information entre les nations : les pays industrialisés et leur presse doivent sans doute à l'avenir tenir compte des revendications des pays en voie de développement.

Aux yeux des Occidentaux, ce projet de déclaration, préparé par une réunion d'experts, risquait, en plaçant l'information sous la responsabilité des pouvoirs publics et en leur reconnaissant dans certains cas la possibilité de « rectifier » les nouvelles, d'encourager un contrôle de la presse par l'Etat, notamment dans le tiers-monde. En outre, bien que le problème ait été à peine évoqué lors des derniers débats, les Occidentaux rejettent la référence faite dans le préambule du texte à l'information à la résolution de l'Assemblée des Nations unies assimilant le stalinisme à une forme de racisme.

Le texte aurait pu obtenir une majorité à la conférence générale, grâce aux votes des Etats socialistes et d'une partie du tiers-monde, au prix d'une coupure irréversible dans l'assemblée. Désormais, il n'a plus guère de chances d'être adopté tel quel : le groupe de négociation et de médiation chargé maintenant de l'examiner a précédemment pour tâche de présenter des projets acceptables par le plus grand nombre de délégations. A la possibilité de marquer des points sur les Occidentaux, les Africains ont préféré celle de préserver les chances de succès d'une conférence générale réunie en terre africaine, sous la présidence du ministre de l'Education du Kenya et d'une organisation dirigée par un des leurs.

Ainsi, la thèse selon laquelle l'alliance du tiers-monde, réunie par les Etats arabes et des pays socialistes, disposerait de la majorité automatique à l'UNESCO se trouverait-elle une nouvelle fois battue en brèche.

Mais la vivacité des débats provoqués par ce projet de déclaration est révélatrice. Elle illustre les difficultés qu'entraînent pour l'UNESCO la croissance de sa représentativité et l'extension de ses compétences. La « politisation » reprochée à l'UNESCO n'est pas nouvelle. Les Américains n'avaient-ils pas voulu au moment de la guerre de Corée la faire participer à la défense du « monde libre » ? Il est inévitable que des oppositions politiques se manifestent au sein d'une organisation intergouvernementale.

Ce n'est pas non plus l'effet du hasard si un texte sur l'information est l'occasion de conflits et de nouvelles manœuvres diplomatiques. Plus encore que l'éducation, la science ou la culture, l'information est un enjeu politique. L'inégalité entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde s'y manifeste de manière éclatante, comme l'a reconnu le ministre français de l'Education. L'information qui circule dans le monde sur les pays en voie de développement n'estime guère leur leur.

Les proclamations d'attachement à la « liberté de circulation de l'information » ne suffisent certes pas à lever les ambiguïtés du projet présenté à Nairobi et à écarter les risques de restriction qu'il comportait. Mais le réquisitoire des Etats occidentaux n'est pas entièrement désintéressé. Ce n'est pas pour rien que l'interdiction des diplomates à Nairobi a été précédée de vigoureuses attaques lancées par des associations de propriétaires de journaux. Des responsables d'organes de presse figuraient parmi certaines délégations. C'est que l'information est un pouvoir : à l'intérieur des frontières comme sur le plan international — et parfois au sein des journaux eux-mêmes. — Il y a ceux qui peuvent parler et ceux qui ne le peuvent pas, et les premiers tiennent à garder leurs privilèges.

(Lire page 42.)

L'enlisement de la négociation sur la Rhodésie

Pour les chefs d'États noirs d'Afrique australe la lutte armée reste la « seule solution »

Les chefs d'Etat noirs de l'Afrique australe voisins de la Rhodésie, dits de ce fait « Etats de la ligne de front », ont tiré, le samedi 6 novembre, à Dar-Es-Salaam, la leçon de l'enlisement de la conférence de Genève sur la Rhodésie. Ils ont en effet confirmé qu'à leurs yeux la libération du Zimbabwe (Rhodésie) ne pourra être obtenue « autrement que par la lutte armée ».

Les quatre chefs d'Etat de la Tanzanie, de la Zambie, du Mozambique et de l'Angola, MM. Nyerere, Kaunda, Machel et Neto, ainsi que le vice-président du Botswana, qui représentait M. Khama, actuellement hospitalisé, sont tombés d'accord pour proclamer leur « détermination de mener jusqu'à son terme la lutte de libération de l'Afrique australe en dépit des menaces des régimes racistes de Salisbury et de Pretoria ». Venant après les déclarations très pessimistes sur un règlement négocié qu'a faites au monde M. Robert Mugabe, principal porte-parole à Genève des nationalistes noirs les plus intransigeants (le Monde daté 7-8 novembre), la prise de position des cinq Etats voisins de la Rhodésie pourrait sonner le glas des pourparlers officiels, actuellement renvoyés sine die à Genève, qui se poursuivent seulement « à titre informel » et en l'absence de M. Ian Smith, rentré à Salisbury.

Les raids menés récemment par les forces rhodésiennes à l'intérieur du territoire mozambicain, qui ont été condamnés avec vigueur à Dar-Es-Salaam, ont sans doute joué un rôle important dans la prise de position des « pays de première ligne ». Concluant son compte rendu de la conférence, le président Nyerere a employé la formule « la lutte continue », devise du Mouvement de libération du Mozambique (Fretilim). Le chef de l'Etat tanzanien a, par ailleurs, reçu l'envoyé spécial de Washington, M. John Reinhardt, arrivé vendredi à Dar-Es-Salaam. Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires publiques (directeur des services d'information) a assuré que les Etats-Unis envisageaient de « nouvelles initiatives » pour

débloquer la négociation, sans toutefois en préciser la nature. Pour sa part M. John Vorster, premier ministre sud-africain, tout en assurant ne pas désespérer d'une solution négociée qu'il juge « encore possible si la majorité noire et la minorité blanche la souhaitent vraiment », a pris le contrepied des thèses des nationalistes en assurant que le « plan Kissinger » — ensemble de propositions dont se réclame M. Ian Smith en n'en voulant rien dire — « doit être à la base du règlement ».

En l'état actuel des positions des deux parties, tout aussi inconciliables qu'au début de la conférence de Genève, et en l'absence de tout fait nouveau, on voit mal comment le problème rhodésien pourrait recevoir un début de règlement à Genève. Pour leur part, les Européens de Rhodésie, confirmant l'impression qu'ils ne souhaitent pas vraiment un tel règlement, ont multiplié au cours des derniers jours les initiatives militaires et les déclarations selon lesquelles ils étaient disposés, le cas échéant, à mener une « longue guerre » contre les maquisards.

M. Barre cherche à dissiper l'inquiétude des syndicats sur l'avenir de la politique contractuelle

M. Raymond Barre reçoit, ce lundi 8 novembre, les dirigeants de la C.F.T.C., venus exprimer au premier ministre leurs « vives inquiétudes » à propos des incidences du plan gouvernemental sur la politique contractuelle. C'est sur ce même thème que la fédération des fonctionnaires F.O. tient, ce lundi, une conférence de presse : son secrétaire général, M. Bernard Clauque, entend réaffirmer, tout comme M. Bergeron dans l'interview qu'il a publiée dans « le Point » de cette semaine, que Force ouvrière n'accepterait pas que la liberté de négociation des accords salariaux dans le secteur public et nationalisé soit remise en cause.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., s'est félicité, lors d'une réunion samedi 5 novembre, dans le Pas-de-Calais, de cette attitude de Force ouvrière. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont, pour leur part,

lancé pour mardi 9 novembre un ordre de grève de vingt-quatre heures à l'E.G.F. en signe de protestation contre les conséquences que risque d'avoir le « plan Barre » sur les rémunérations des électriciens et des gaziers. L'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) s'est prononcée, de son côté, pour une grève prolongée à l'E.G.F., si les nouvelles conventions d'assurance ne sont pas signées avant le 15 novembre, et si les nouvelles conventions de pouvoir d'achat salarial ne sont pas signées avant le 15 novembre.

M. Raymond Barre, qui a effectué samedi à Troyes son premier voyage officiel en province, ne s'est pas exprimé sur le sujet. L'impression prévaut qu'il souhaite gagner du temps. Il a, en revanche, incité les chefs d'entreprise à « faire preuve de responsabilité » en matière de prix, annonçant que « des sanctions exemplaires seraient prises envers d'éventuels abus ».

(Lire page 8.)

L'os

par PIERRE DROUIN

L'os du plan Barre, on pensait seulement le déborder en janvier 1977, commençant à déborder dangereusement. Si, mardi 9 novembre, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une grève d'avertissement à l'E.D.F., ce n'est pas pour réchauffer l'atmosphère sociale et maintenir une bonne tension politique. Si M. André Bergeron rencontrera, le 17 novembre, le premier ministre, ce ne sera pas pour un « tour d'horizon général ».

Cette fois, les objectifs sont très précis : la sauvegarde des avantages, mieux, le respect des principes fixés le 10 décembre 1969 à l'E.D.F. et qui ont servi de référence pour tout le secteur public. La politique contractuelle, telle qu'elle s'est développée depuis sa naissance sous le règne de M. Chaban-Delmas, avait cette particularité, on le sait, d'avoir donné aux travailleurs des « garanties » d'augmentations du pouvoir d'achat (plus

de 2 % à l'électricité de France. Aujourd'hui, le gouvernement demande une pause, au nom de la lutte contre l'inflation. Il accepte que l'augmentation des rémunérations s'aligne sur celle des prix, mais ne veut pas aller au-delà. Le conflit entre deux principes, celui qui a été reconnu par contrat et celui que les circonstances imposent pour réduire l'inflation est là en germe, dans toute sa pureté. Comment s'en sortir ?

La « politique contractuelle » dans le secteur public a maintenant fait ses preuves. Force ouvrière, qui a été son initiateur, et qui l'a défendue avec brio et enclaves ainsi que la C.G.C. et la FEN contre la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ne voyaient guère là qu'un nouvel avatar de la collaboration de classe, est décidé à se battre par tous les moyens, grève comprise, pour le sauver. (Lire la suite page 37.)

Une ère nouvelle au Maroc ?

Le roi Hassan II fera une visite officielle en France, du 22 au 25 novembre, à l'invitation de M. Giscard d'Estaing, à l'occasion d'un communiqué de l'Elysée.

Cette visite répond à celle qu'avait faite au Maroc, du 3 au 6 mai 1975, M. Giscard d'Estaing.

Le souverain marocain a célébré, le samedi 6 novembre, par une cérémonie au mausolée Mohammed V, à Rabat, le premier anniversaire de la « marche verte », qui a marqué une étape décisive dans la récupération des « provinces

marocaines » du Sahara occidental. Il a mis l'accent sur la « maturité politique » dont le peuple marocain — sachant à quel moment il faut user de patience et quand il faut manifester de l'orgueil — a fait preuve en la circonstance. Il convenait d'en tirer les conséquences, a-t-il dit en substance, en évoquant les élections municipales du 12 novembre. Cette consultation sera suivie d'autres, professionnelles et régionales, avant la mise en place au printemps du Parlement prévu par la Constitution révisée en 1972.

1. — Les limites de la « démocratie hassanienne »

Rabat. — Les Marocains n'ont vraiment cru à la réalité des élections que le 7 octobre. Ce jour-là, un bref communiqué du ministère de l'Intérieur a annoncé que le scrutin pour la désignation de quelque treize mille deux cents conseillers municipaux et communaux aurait lieu le 12 novembre. Jusqu'alors les proclamations du pouvoir annonçant la mise en

place démocratique des institutions prévues par la Constitution de 1972 avaient été accueillies avec scepticisme. Celui-ci n'est d'ailleurs pas, il s'en faut de beaucoup, dissipé. Nombre de citoyens ont peine à croire que les opérations auxquelles ils s'approprient à participer seront régulières :

« L'administration marocaine a appris sous le protectorat français à « fabriquer des élus », nous a dit un journaliste de l'Opinion, quotidien du parti de l'istiqal (opposition). Les leçons ont été bien retenues. Depuis treize ans, toutes les consultations ont été entachées de fraude et d'irrégularité. »

Le vote du 12 novembre et la campagne qui l'aura précédé prennent donc valeur de test. « Soyons réalistes. Nous ne pourrions pas empêcher des bavures de se produire », nous a confié un jeune fonctionnaire, qui ne cachait pas sa sympathie pour l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), parti qui revendique l'héritage de Mehdi Ben Barka. Les vieilles habitudes, surtout dans les campagnes, ont la vie dure. Mais les irrégularités doivent être l'exception. Si elles dépassent le seuil du tolérable, les formations politiques en tireront les conséquences. »

LE MONDE
DIPLOMATIQUE
du mois de novembre
EST PARU

De cela, Hassan II est certainement persuadé. Le souverain a réussi, depuis deux ans, en utilisant avec beaucoup d'habileté l'affaire du Sahara occidental, à rétablir une situation qu'il paraissait presque désespérée. Pris pour cible, en 1971 et 1972, par des généraux en qui il avait placé toute sa confiance, coupé des partis politiques et sans doute aussi d'un peuple qui le craignait plus qu'il ne l'aimait, il n'avait pu assurer un pouvoir chancelant qu'au prix d'une répression vigoureuse.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

RES NULLIUS

C'est tout un collectif des moyens et gros fraudeurs fiscaux qui vient d'être mis au jour dans le Var. Il était temps que la fraude cessât d'être considérée comme un vice solitaire confiné au secret des confidences qu'on fait chaque année au contrôleur des impôts.

C'est un fait que les Français ont une « disposition congénitale à penser que voler l'Etat ce n'est voler personne. Sans doute y a-t-il là une antique séquelle de nos déshérences politiques. Si l'Etat est considéré comme Res Nullius, c'est sans doute que, le temps étant passé où un seul homme pouvait dire que l'Etat c'était lui, nous n'avons pas encore trouvé un système où l'Etat ce soit vraiment nous.

ROBERT ESCARPIT.

ENTRETIEN AVEC LES ROSTROPOVITCH

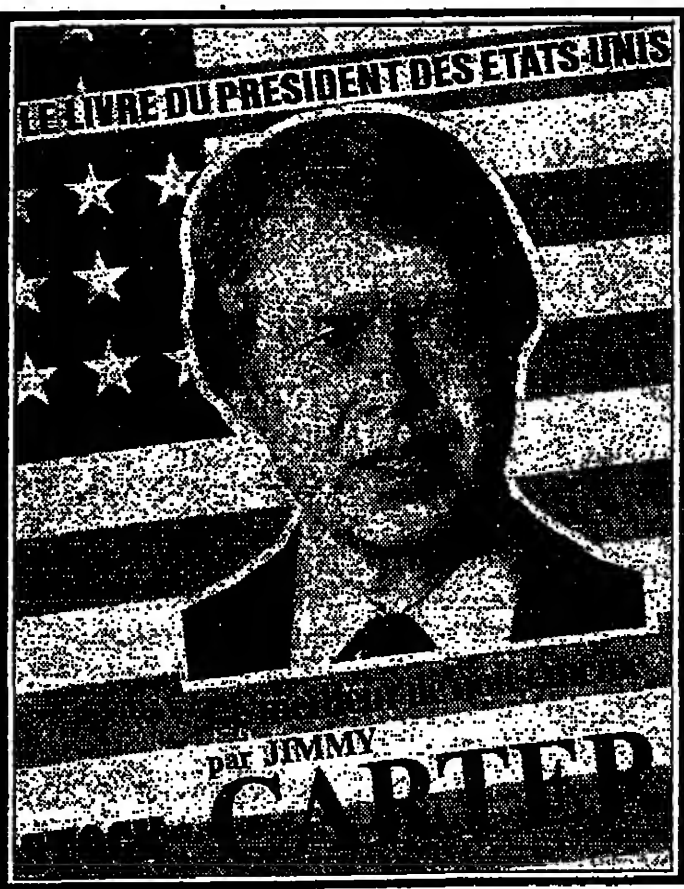
Souffrances et bonheurs de l'exil

Ils sont là, sobrement habillés à la russe, lui, débordant d'affection, le regard plein de joie et de malice, elle avec les beaux yeux profonds de Tatiana l'amoureuse, et durs de Tosca la tigresse, qui affronte la vie et ses drames avec la fermeté inébranlable d'une petite fille lueuse régnant sur le monde. Les mois chantants se bousculent dans la bouche de Rostropovitch, qui ne se lasse pas de célébrer l'amitié, la musique, la beauté, et entremêle d'un français rugueux, à la manière de Georg Solti, les traductions instantanées d'une interprète-hors de pair, avec la même fougue que son violoncelle ferraillant à travers l'orchestre du « Don Quichotte » de Strauss. Point de distance entre l'être et l'artiste : tous deux font éclater le

vernis (ou la croûte) de respectabilité des relations mondaines, des systèmes sociaux, des idées reçues, et resplendissent comme un soleil la dignité foncière de l'homme, son pouvoir démiurgique, créateur. Novembre à Paris sera le mois Rostropovitch (qui, de plus, vient d'y louer un appartement) : solistes de l'Orchestre national de France (les 8 et 9), il dirigera ensuite l'Orchestre de Paris avec sa femme Galina (les 18 et 20) et Vasso Devetzi (les 24 et 25), puis reviendra le 29 décembre à l'Orchestre national pour y donner « la Dame de pique » avec toujours Galina Vichnevskaya. Tous deux ont accepté de dire au « Monde » leur vie d'artistes loin de leur patrie.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire page 25.)



EUROPE

Union soviétique

Le défilé militaire du 7 novembre

M. Oustinov : l'armée est sur le pied de guerre pour remplir son devoir patriotique et internationaliste

De notre correspondant

Moscou. — La parade militaire traditionnelle pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre s'est déroulée, dimanche 7 novembre, sur la place Rouge. Elle n'a réservé aucune surprise aux attachés militaires occidentaux.

Seule différence avec la parade de 1975 : il y a un an, le maréchal Gretchko (décédé au mois d'avril) commandait le défilé. Son successeur au ministère de la Défense, M. Oustinov, ne l'a pas remplacé dans cette tâche. Cependant, c'est ce dernier qui a prononcé le bref discours habituel. Il a constaté l'apparition de nouvelles conditions favorables à la détente internationale et à la coopération entre États à systèmes sociaux différents, mais il s'en est pris

en termes assez vifs, sans citer aucun pays, aux milieux impérialistes agressifs qui « cherchent à entraver le processus révolutionnaire mondial, accroissent les budgets militaires et poursuivent leur dangereuse provocation dans diverses régions du monde ».

« L'armée soviétique », a ajouté M. Oustinov, est sur le pied de guerre, prête à remplir aux côtés des combattants des pays de la communauté socialiste son devoir patriotique et internationaliste. (...) Fidèles aux principes sacrés de l'internationalisme prolétarien et protégeant les intérêts du socialisme, l'œuvre de la liberté et de l'indépendance des peuples, les Soviétiques suivent avec vigilance les menées des ennemis de la paix ».

Faillit ces ennemis de la paix, M. Oustinov n'a pas cité la Chine, comme le maréchal Gretchko l'avait fait l'an dernier. Le représentant diplomatique de Pékin n'a donc pas eu à quitter la place Rouge en signe de protestation. L'omission de M. Oustinov constitue un indice supplémentaire de la volonté de Moscou de normaliser ses rapports avec Pékin sans faire pour autant des concessions.

JACQUES AMALRIC.

● Le Front de la jeunesse (extrême droite) organise une manifestation, ce lundi 8 novembre, à 18 h. 30, place de Budapest, à Paris, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'invasion de la capitale hongroise par l'armée soviétique.

Bulgarie

● EMPRUNT BULGARE SUR LE MARCHÉ DES EURO-DEVICES. — La Banque bulgare du commerce extérieur a signé, récemment, à Londres un contrat d'emprunt de 100 millions de dollars pour cinq ans, sur le marché des euro-devises, sur l'initiative de la Bankers Trust International. Ce crédit — octroyé par trente-deux banques — servira au financement des importations de biens d'équipement nécessaires au développement de la Bulgarie. — (A.F.P.)

Albanie

A LA FIN DU VII^e CONGRÈS

M. Hodja qualifie M. Marchais de « nouveau Proudhon »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Le septième congrès du parti du travail d'Albanie (P.T.A.) s'est terminé le dimanche 7 novembre à Tirana. La dernière séance a été consacrée à l'annonce de la composition des nouveaux organes dirigeants.

Les quelques changements concernent le secrétariat et les suppléants du bureau politique. Deux dirigeants font leur entrée dans cette dernière instance : Mme Lenka Cuko et M. Simon Stefani. Ils remplacent MM. Dodbiba, qui avait été relevé au mois d'août de ses fonctions de ministre de l'Agriculture, et M. Spahiu.

Mme Lenka Cuko avait en la double honneur d'ouvrir la liste des orateurs sur le rapport d'activité de M. Hodja et ensuite de présider la séance au cours de laquelle avait été lu le message de salutations du P.C. chinois. Sa promotion témoigne du rôle croissant que jouent les femmes (48 % des salariés) dans la vie du pays, selon Mme Vito Kajo, présidente de l'Union des femmes, celles-ci représentent un tiers des élus dans toutes les organisations du parti à la base et dans les districts, et un tiers également des députés à l'Assemblée populaire.

An secrétaire, le départ de M. Petro Dode et Eski Tocka (1) ne sont compensés que par une seule promotion, celle de M. Prokop Muran. Cet organisme est donc réduit à cinq membres et semble plus que jamais contrôlé par trois hommes liés de longue date et en place depuis de nombreuses années : MM. Enver Hodja, Hyami Kajo (élu en 1959) et Ramiz Alla (élu en 1960).

Que signifie exactement l'effacement de M. Dode ? S'agit-il du début d'une éclipse ? Ou bien souhaite-t-on qu'il se consacre exclusivement à ses fonctions de président de la commission de planification ? Le fait que M. Dode ait pris la parole pendant le congrès ferait plutôt pencher pour la seconde hypothèse.

Cette incertitude en tout cas s'ajoute à toutes celles qui régnaient actuellement sur l'état de la situation économique. Pendant les travaux du congrès, la discrétion de la plupart des ministres relevant de ce secteur (construction, industrie légère et alimentaire, finances) a été notée, comme a été relevée la hargne avec laquelle M. Enver Hodja a attaqué à plusieurs reprises l'ancien chef du Plan.

(1) M. Tocka reste, cependant, membre du bureau politique.

linogé en 1975, M. Kellezi, accusé d'avoir voulu par ses actions de « sabotage » faire revenir l'Albanie « à la culture du tournesol ».

Ni le premier secrétaire, ni M. Chebu, le chef du gouvernement, n'ont donné dans leurs rapports de chiffres de production absolus, ce qui interdit toute comparaison. Mais les pourcentages de croissance annoncés pour les cinq dernières années restent en deçà des prévisions formulées en 1971, lors du précédent congrès : revenu national, + 38 %, au lieu de + 55,60 % ; industrie, + 32 % au lieu de + 61-66 % ; agriculture, + 33 % au lieu de + 65-69 %.

Marqué par la dénonciation de différents « complots » démasqués depuis trois ans à l'intérieur du parti, le septième congrès a démontré que M. Enver Hodja tenait bien en main son organisation. A l'intérieur, le premier secrétaire n'a pas caché la nécessité, selon lui, de poursuivre avec acharnement la lutte de classe et l'élimination de toutes les tendances révisionnistes. A l'extérieur, M. Hodja continue de rejeter dans le même opprobre l'impérialisme américain et le « social-impérialisme » soviétique. Dans le mouvement communiste, le « révisionnisme moderne » reste l'ennemi numéro un, et les chefs des partis français, italien et espagnol, à commencer par M. Marchais, qualifié de « nouveau Proudhon », ont été vivement attaqués.

Reste l'énigme des relations avec la Chine. Si celles-ci demeurent privilégiées, elles semblent avoir perdu de leur chaleur d'autrefois. Le silence total observé par M. Hodja sur le nom de Hua Kuo-feng, la discrétion de M. Nase, le ministre des affaires étrangères, sur le thème des rapports avec Pékin, mais surtout les différences d'appréciation de plus en plus visibles entre les deux partis sur nombre de questions internationales (détermination de l'ennemi principal et attitude à l'égard de l'Europe, en particulier) permettent de parler pour le moins de dissonances. La Chine reste une amie, mais elle est encore plus lointaine qu'autrefois. Les dirigeants albanais veulent être des « purs », mais ils sont soumis, comme ils le disent eux-mêmes, à un ride « éternel », l'impérialisme et le révisionnisme, que leur intransigence ne contribue pas à briser.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

Le décret franquiste qui « punissait » deux provinces basques est abrogé

Madrid (Reuter, U.P.I.). — M. Luis Valero Bermejo, secrétaire de l'Association nationale des anciens combattants de la guerre civile, va être démis de ses fonctions de président des sociétés Enagas et Butano, deux sociétés nationalisées, rapporte le journal *El País* du 6 novembre. Cette éviction pourrait marquer le début d'une opération contre les ultra-conservateurs au sein de l'administration. L'Association des anciens combattants prépare une marche sur Madrid qui doit avoir lieu le 20 novembre pour le premier anniversaire de la mort de Franco. De plus, le journal de l'Association, *El Alcazar*, lance des attaques quotidiennes contre le gouvernement.

D'autre part, le roi Juan Carlos a abrogé, samedi, un décret, signé par le général Franco en 1937, qui abolissait les privilèges fiscaux des provinces basques de Biscaye et du Guipuzcoa pour les « punir » de leur républicanisme durant la guerre civile.

Le nouveau décret, publié par le *Journal officiel* du 6 novembre, ne rétablit pas toutefois les anciens privilèges. Il stipule simplement que les deux provinces basques seront traitées comme les autres provinces d'Espagne jusqu'à l'adoption par le Parlement de nouvelles lois spécifiques au pays Basque.

Les provinces de Biscaye et du Guipuzcoa avaient été durant la guerre civile les plus violemment antifranquistes des quatre provinces basques. Les nationalistes espéraient que l'abrogation de l'ancien décret signifierait une diminution de leurs

impôts et un contrôle accru des autorités locales sur la police. Mais le décret signé par Juan Carlos se contente d'indiquer : « L'abrogation répond au désir de la couronne de faciliter l'intégration et la pleine participation de tous les peuples d'Espagne dans le processus politique en cours ».

Enfin, la Cour suprême a lavé la société américaine Lockheed des accusations de versements de pots-de-vin tout en estimant que des « irrégularités » ont été commises dans ses opérations en Espagne. Selon les conclusions préliminaires de l'enquête, le constructeur aéronautique américain aurait versé 103 millions de pesetas en commissions déposées sur des comptes en Suisse, puis introduites illégalement en Espagne. Deux officiers de l'armée de l'air, le général Luis Rey Rodóquez et le colonel Carlos Grand Segade, auraient chacun touché plus de 20 millions de pesetas en « gratifications ».

Les deux officiers ont été suspendus de leur poste le mois dernier après avoir été impliqués dans le scandale. S'il n'est pas prouvé que le constructeur a recouru à la corruption pour promouvoir ses ventes, « ses représentants ont commis des irrégularités dans la gestion des affaires de Lockheed en Espagne », dit un communiqué du gouvernement espagnol.

Portugal

M. SOARES PARAIT DÉCIDER À METTRE AU PAS LA MINORITÉ DU PARTI SOCIALISTE

Lisbonne (A.F.P.). — L'agitation au sein du parti socialiste portugais continue après le congrès de cette formation. C'est ainsi que M. Mario Soares, réélu sans opposition secrétaire général, a dissous la commission de travail du parti, bastion de l'aile radicale travailliste, qui avait présenté une liste d'opposition pour les élections à la commission nationale. Cette liste avait recueilli un quart des voix des députés. Le secrétaire général du P.S., chargé M. Marcelo Curto, ministre du travail, de se charger des affaires de cette commission, en attendant la réunion de la commission nationale, qui doit élire le secrétariat national du parti.

A ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'ayez jamais à râler.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement ? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été amical et efficace ? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre ? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique ? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire ?

NOM : _____
ADRESSE : _____

L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2. Nous renvoyons chaque année nos hôtes en stage. Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3. Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4. Pour être sûr d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons.

Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous

pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de

réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.
Profitez de nous.

سكيا في الامم

EUROPE

Allemagne fédérale

A MANNHEIM

Un millier de personnes ont assisté à une cérémonie d'hommage à l'ancien colonel SS Joachim Peiper

De notre envoyé spécial

Mannheim. — Dans une Maison de la culture de la banlieue de Mannheim décorée aux couleurs de l'ancien Reich allemand (noir, blanc, rouge), de l'Allemagne contemporaine (noir, rouge et or) et de la France, pour bien marquer que l'on « honore » ici les morts de tous les camps, un millier de nostalgiques de la Grande Allemagne se sont réunis le dimanche 7 novembre pour rendre hommage à la mémoire de Joachim Peiper, ancien colonel de la Waffen SS, qui a — peut-être — trouvé la mort cet été, en France, dans l'incendie de sa maison, près de Vesoul.

Les orateurs sont très prudents dans l'expression de leur pensée. A les entendre, ce sont eux les meilleurs défenseurs de l'Etat constitutionnel et de la liberté. Le public paraît un peu déçu, et se contente d'applaudir à l'annonce de la manifestation, organisée par le président de l'Union du peuple allemand (D.V.U.), M. Frey, qui publie un hebdomadaire d'extrême droite, la *National Zeitung*, avait d'abord été interdite par la municipalité socialiste-démocrate de Mannheim. Mais elle a été autorisée par le tribunal administratif de Karlsruhe, qui a toutefois interdit l'inauguration d'une stèle à la mémoire de Peiper.

Des télégrammes de soutien

Des télégrammes d'anciens compagnons de combat de la Wehrmacht, venus de Flandre, de Wallonie, d'Italie et d'Espagne sont d'abord lus à la tribune avec ceux de l'ancien colonel Rudolf (le Monde du 3 novembre), de l'ancien colonel Hans. Argand et de M. François Duprat, collaborateur de l'hebdomadaire français *Rinç-rol*.

Le discours de M. Frey peut se résumer en une phrase : « Le national-socialisme a disparu en 1945. Nous pensons que la forme des peuples doit être déployée contre l'impérialisme soviétique et non contre un fantôme. » Le directeur de la *National Zeitung* ne veut pas tenir rigueur à Louis XIV et à Napoléon d'avoir spolié les Allemands. Où en arriverions-nous ?

● A Berlin-Ouest, la police a opéré une descente dans un appartement où trois personnes participaient à une réunion secrète destinée à constituer un mouvement néo-nazi. La police a saisi un pistolet, des cartouches et des magazines ainsi qu'un bûche de fûter et des documents de propagande nazie. Deux personnes ont été inculpées de port d'arme illégale. Les onze autres ont été relâchées après avoir été interrogées. — (A.F.P., Reuters)

nous ? demande-t-il. Alors, pourquoi certains s'obstinent-ils — comme la « bande à Karsfeld » — à faire porter aux seuls Allemands la responsabilité de la guerre ? Nous regrettons toutes les injustices commises sous le III^e Reich et pendant la guerre, déclare M. Frey, mais nous regrettons des autres le même avec que nous ne sommes pas seuls coupables.

La D.V.U. veut, selon son président, défendre la liberté, la culture, la civilisation, l'Europe des nations, contre l'impérialisme soviétique ; elle réclame l'unité allemande et la restauration des frontières de 1937.

D'après ces propos, qui pourraient paraître anodins, se cachent cependant des nostalgies plus dangereuses. Dans une brochure vendue à l'entrée de la Maison de la culture, la D.V.U. pose la question : « Six millions de juifs sont-ils vraiment morts pendant la guerre ? » Le cahier s'ouvre par une citation de Himmler : « Nous avons dû construire les fours crématoires pour brûler les cadavres de beaucoup de prisonniers qui étaient morts de maladies infectieuses. Et à partir de là ils ont fait un usage courant pour nous punir. »

Dehors, une centaine de policiers casqués protégeaient sans ménagement la manifestation contre quelques jeunes manifestants qui procédaient contre cette réunion néo-nazie.

DANIEL VERNET.

UN MINISTRE-PRÉSIDENT FAVORABLE A LA TORTURE DANS LES SITUATIONS EXTRÊMES

Bonn (A.F.P.). — Une prise de position du ministre-président Land de Basse-Saxe, M. Ernst Albrecht, en faveur de la pratique de la torture dans certaines situations extrêmes provoque de vives réactions chez les intellectuels ouest-allemands. Dans une thèse de philosophie publiée sous le titre « L'Etat : idées et réalités », M. Albrecht considère comme « éthiquement défendable » la pratique de la torture dans certaines situations extrêmes. Il a ébauché l'hypothèse suivante : une bande de criminels résistait à l'emparement d'une bombe atomique et menaçait de la lancer sur une grande ville. La police arrête un des membres de la bande. Or la catastrophe économique ne peut être évitée que si les policiers obtiennent à temps de cet homme des indications sur le refuge de ses complices.

« Alors, écrit le ministre-président, admettons le droit moral de dire : même dans cette situation extrême, je ne vais pas chercher à obtenir par la force les informations permettant de sauver des centaines de millions de vies humaines ? ». Les responsables devraient ensuite répondre devant un tribunal.

Dans une déclaration dont le premier signataire est Helmut Kohl, prix Nobel de littérature, plusieurs dizaines d'intellectuels estiment que M. Albrecht a ainsi appelé « la police à pratiquer la torture ». Comparant M. Albrecht à Heinrich Himmler, les intellectuels soulignent qu'un tel appel « relève des tribunaux ».

Grande-Bretagne

M. Healey annonce une aggravation des mesures d'austérité

De notre correspondant

Londres. — Les désastreux résultats des élections partielles de la semaine dernière et une nouvelle débauche d'impôts ont conduit le gouvernement Callaghan dans une situation de plus en plus difficile. Personne ne doute plus que dans les semaines, ou peut-être même les jours, à venir le chancelier de l'Echiquier sera contraint de présenter un nouveau « mini-budget » aggravant les mesures d'austérité prises au mois de juillet. Un train supplémentaire d'économies est en effet devenu urgent. En fin de semaine, le *Financial Times* constatait qu'une fois de plus les prévisions gouvernementales ont été beaucoup trop optimistes (le Monde du 7-8 novembre).

Au début de l'été, M. Healey avait annoncé que l'an prochain le déficit du budget, qui est

actuellement de 11 à 12 milliards de livres, serait ramené à 9 milliards. Or, au rythme actuel, le déficit pour 1977-1978 s'élèverait de 14 à 15 milliards, d'après les calculs du *Financial Times*. Au cours d'une interview radiodiffusée, le chancelier de l'Echiquier a soutenu que les chiffres du grand journal londonien — qui sont d'ailleurs attribués aux spécialistes du Trésor — étaient « purement spéculatifs ». Il n'en a pas moins reconnu que le gouvernement pouvait être conduit à prendre d'autres mesures « douloureuses et difficiles ».

De son côté, Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier du cabinet familial conservateur, considère que la lumière jetée sur l'évolution des dépenses publiques est « une conséquence caractéristique et catastrophique de la capacité de M. Healey à cacher la vérité, même à lui-même ». En fait, l'aggravation du déficit budgétaire ne pouvait plus guère être dissimulée, alors que les experts du Fonds monétaire international sont en train d'examiner la comptabilité de la trésorerie avant de décider sous quelles conditions la Grande-Bretagne pourrait obtenir le prêt de 3,9 milliards de dollars qu'elle attend.

M. Healey a expliqué que les prévisions des experts officiels ont été démenties parce que la reprise économique qu'ils annonçaient avec confiance au mois de juillet a été beaucoup plus lente que prévu. Les cent milliards d'investissements et d'augmentations substantielles des allocations versées aux chômeurs auraient déjoué les calculs du Trésor.

JEAN WETZ.

Pays-Bas

La réunion de l'Internationale socialiste a été dominée par la question de la défense européenne

De notre correspondant

Amsterdam. — Un échange de vues sur la politique de détente, telle fut pour l'essentiel la conférence sur la paix et la sécurité qui réunissait à Amsterdam les dirigeants socialistes d'Europe à Amsterdam les 5 et 6 novembre. Le débat « nord-sud », entre socialistes, n'a pas eu lieu : l'allemand n'était pas en nombre. Le P.S. français avait délégué M. Michel Tauvin, adjoint de M. Pontillon, secrétaire chargé des relations internationales, et Jacques Hunsbinger, expert en politique étrangère. Le P.S.O.E. espagnol était représenté par son président, Vasco González, mais ce dernier n'a pas vraiment participé aux débats. M. Mario Soares, le leader portugais, n'était pas venu en raison de difficultés avec l'aile gauche de son parti à Lisbonne. Dans ces conditions, les conclusions du congrès ont surtout reflété la position des partis nord-européens.

C'est donc un ton assez atlantiste qui a prévalu : l'OTAN, et l'appartenance des pays européens à l'OTAN, ne peuvent être rediscutées ; une défense européenne n'est pas concevable sans les Américains. Comme le disait M. Willy Brandt, qui présidait l'importante délégation allemande, « sont les Etats-Unis, il n'y a pas d'OTAN ». M. Hunsbinger s'élève contre cette thèse en précisant que les P.S. pourraient, éventuellement, imaginer un système de sécurité sans l'OTAN. La présidence du parti néerlandais, M. Van Den Heuvel, avait aussi exprimé quelques doutes sur l'alliance atlantique, mais elle n'a pas été suivie par le congrès.

MARTIN VAN TRAA.

ASIE

Chine

La critique de la « bande des quatre » s'accompagne d'une volonté de développer les « forces productives »

De notre correspondant

Pékin. — La définition des nouvelles orientations intérieures du régime se fait sans perdre de temps. La tendance « économiste » des autorités se manifeste avec vigueur pour dénoncer les méfaits attribués à Mme Chiang Ching et à ses amis dans le domaine de la production. La plupart des responsables qui ont reçu des visiteurs étrangers leur ont expliqué que la « bande à quatre » était à l'origine de divers « obstacles » auxquels s'est heurté le développement, et que des « retards » doivent en conséquence être rattrapés. On parle d'ingérences « impermissibles », de « sabotage » même, par exemple dans le domaine des transports ferroviaires, où la diffusion de certains documents émanant du comité central aurait été entravée par les membres du « groupe de Changhaï ». Ceux-ci sont accusés d'avoir dépeché à travers le pays des « agents » dont l'action aboutissait à semer le désordre, nuisant ainsi au fonctionnement normal de l'administration économique et des unités de production.

Mais une révision d'ordre théorique est également en cours. Prenant le contrepied d'une campagne qui s'était développée depuis le début de l'année avec la dénonciation de M. Teng Hsiao-ping et du « droit révisioniste de droite », le *Quotidien du peuple* titrait, sans complexe, le 4 novembre, un de ses articles par cet appel : « Critiquer la bande des quatre et développer la force productive ».

Les arts et la littérature

La critique de la « bande des forces productives » a été un élément essentiel de la campagne contre M. Teng ; selon cette thèse, un développement prioritaire des forces productives peut seul permettre de nouveaux progrès dans la « superstructure », c'est-à-dire dans la marche vers le socialisme. Rappelant les années de guerre civile où les soldats de l'armée rouge maniaient à la fois « la pioche et le fusil », le chef d'orchestre Li Teh-hu a déclaré que, une fois la révolution menée à bien, le problème de la production se résoudrait naturellement. Et encore qu'il faut le savoir de la masse c'est une manière de recourir aux stimulants matériels.

Ce sont là des propos qui subvertissent la révolution comme la production. La référence à l'amélioration du niveau de vie touche évidemment un point sensible dans l'opinion, assez disposée à croire, semble-t-il, que les dernières grandes campagnes idéologiques, avec leurs orientations anti-pragmatiques, anti-empiriques, se sont faites au détriment du progrès des conditions d'existence. La nouvelle direction s'appuie sur ce sentiment lorsqu'elle invite « les comités du parti à tous les échelons à tenir

compte de l'ardeur des masses populaires à renforcer la direction du parti sur le travail économique, à s'efforcer de travailler pour faire la révolution et promouvoir la production ». Toujours dans le domaine économique, les références se font beaucoup plus fréquentes au programme de développement pré-senté en janvier 1976 par Chou En-lai devant l'Assemblée nationale. Mais on glisse ici sur le plan politique, car le nom du premier ministre défunct est de plus en plus utilisé comme le symbole à la fois d'un style de gouvernement et d'un mode de développement. C'est un excellent « placement » pour les autorités qui bénéficient indirectement de l'immense popularité dont jouissait Chou En-lai. C'est une manière aussi d'assurer la continuité de la campagne, en les présentant comme les adversaires déclarés de ce dernier.

A cet égard, les révélations concernant les mésaventures du film sur l'exploitation pétrolière de Taishan (le Monde du 7-8 novembre) ont notamment pour objet de montrer comment Mme Chiang Ching et ses amis se sont opposés à Chou En-lai. Inversement, M. Teng Hsiao-ping, qui fut, après tout, l'un des plus proches collaborateurs de l'ancien premier ministre, bénéficie naturellement de cette campagne. Le chef d'orchestre Li Teh-hu a ouvert le feu le 31 octobre en dénonçant dans le *Quotidien du peuple* la « dictature fasciste » que Mme Chiang Ching faisait régner dans le monde musical, où elle se montrait, paraît-il, « plus autoritaire que savante ». Le 5 novembre, le journal du P.C. accusait les « quatre » d'avoir « saboté la ligne du parti en matière d'art et de littérature », et d'avoir « voué une haine implacable au principe du président Mao ». Ces deux résumés sont en fait ceux de deux éditoriaux. Si l'on ne peut savoir encore jusqu'où iront les « réajustements », il est clair que l'œuvre est à quelques mètres de compléter entre artistes et littérateurs : les accusations de favoritisme ou de persécution, les allusions à la mise en place de factions et de clans.

A l'existence d'une sorte de « clientèle » des dirigeants déchu d'où étaient bannis les « éléments étrangers », laissent prévoir que les questions de personnes vont occuper une place non négligeable dans les mois à venir.

Tandis que se dessinent ces réorientations, de graves questions politiques restent en suspens, et une série d'anomalies font s'interroger les observateurs sur le degré d'équilibre auquel est parvenu le pouvoir. La plus étrange a été le démenti donné par certains personnages les plus directement concernés aux affiches annonçant notamment la nomination de M. Li Hsien-nien à la tête du gouvernement. Compte tenu de l'opération de reprise en main à Changhaï, personne n'imaginait que des affiches aient pu apparaître « accidentellement » encore moins demeurer en place pendant plusieurs jours. On ne peut qu'être surpris par l'insistance d'un très haut responsable à affirmer le principe d'une « direction unifiée » dans laquelle M. Hua Kuo-feng est à la fois le chef du parti et celui du gouvernement, ce qui constitue une innovation sans précédent. Dans le même ordre d'idées, certaines formes permettent de s'interroger sur les pouvoirs du président. Le *Quotidien du peuple* publiait, le 4 novembre, en manchette un slogan où il n'était plus question de « suivre le comité central ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng », mais simplement d'« obéir à la direction du président Hua ».

De troublantes lacunes

Le P.C. ne s'est jamais encombré de formalisme dans ses procédures, mais on ne peut tout de même manquer de s'étonner devant l'apparente désinvolture avec laquelle sont traitées certaines questions depuis le début de la crise : la seule décision du comité central dont on soit informé est celle du 7 octobre, nommant M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et de sa commission militaire. Encore le texte n'en a-t-il pas été publié. Aucune décision du comité central n'a été mentionnée concernant la destitution de quatre membres du bureau politique. Aucune résolution n'a été donnée sur les conditions dans lesquelles trois nouveaux secrétaires du comité du parti à Changhaï ont été désignés, alors qu'une telle mesure, elle aussi, en principe, du comité central.

De telles lacunes sont d'autant plus troublantes que le pouvoir se montre très soucieux de prouver sa légitimité. Il est par exemple normal qu'il en fasse la démonstration, non seulement par les révélations posthumes de propos tenus par Mao, mais aussi par un respect des règles de procédure et des plus élémentaires de la vie du parti. Personne ne s'aventure à interpréter ces anomalies qui conduisent à s'interroger sur les incertitudes qui peuvent encore peser sur l'organisation du régime et les rapports de forces en son sein.

ALAIN JACOB.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● SELON LES AUTORITÉS SUD-AFRICAINES, se référant à des informations de provenance du nord de la Namibie, de violents combats se déroulent actuellement dans le sud de l'Angola. Des forces gouvernementales appuyées par des Cubains et par des guerilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) auraient pris l'offensive contre des éléments de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Cette action combinée prêterait le caractère d'une opération militaire de grande envergure, avec intervention de blindés, de chars et d'artillerie et appui aérien. — (A.F.P., Reuters)

Bangladesh

● A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DU COUP D'ETAT, le gouvernement militaire a décidé, lundi 8 novembre, la libération de deux mille cinq cents prisonniers politiques. — (Reuters)

Guinée

● UN REMANIEMENT PARTIEL DU GOUVERNEMENT a eu lieu en Guinée, a révélé Radio-Conakry captée à Dakar. La radio a en effet cité M. Thiékoua Camara comme étant ministre de la santé. Il était, depuis décembre 1975, ministre de l'élevage et de la pêche. M. Camara succède au général Lansana Diéne, qui a été récemment nommé ministre de la justice, en remplacement de M. Diolo Teïla, arrêté en juillet pour participation à un complot.

La radio guinéenne a, d'autre part, cité M. Louis Ollie comme étant ministre des grands aménagements, de la pêche et de l'élevage, à la place de M. Thiékoua Camara. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LES AUTORITÉS RHODésiENNES ont commencé samedi 6 novembre l'évacuation des dix-sept mille habitants d'un bidonville situé aux portes de Salisbury pour les amener dans une zone pour Africains située à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale. Les autorités craignent la création d'un foyer d'agitation dans ce bidonville de formation récente. — (A.F.P.)

OCÉANIE

L'AGENCE TASS DÉNONCE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE EN MICRONÉSIE

L'agence Tass a diffusé, vendredi 5 novembre, une vive attaque contre la politique des Etats-Unis en Micronésie. Il est rare que Moscou s'en prenne, ce par le biais d'une dépêche d'agence, à la stratégie des Américains dans ces territoires placés sous leur tutelle.

« Peu de choses ont changé dans la vie des cent quinze mille Micronésiens », depuis que le mandat a été confié à Washington par l'ONU en 1947, écrit Tass, qui ajoute : « En revanche, la diplomatie américaine et le Pentagone, conscients de l'importance stratégique de la Micronésie, se préoccupent de l'avenir politique de ces îles et s'efforcent de transformer ces territoires en : tutelle en la propriété... » des Etats-Unis.

Tass rappelle que, « sans bruit et sans trop de pompe », les îles Mariannes ont été, l'an passé, rattachées aux Etats-Unis à la suite d'un « plebiscite », et, citant des informations occidentales, l'agence écrit que Washington entend établir un statut de « libre association » pour les autres archipels, cependant que l. Pentagone « lève à long terme des terrains » qui pourront lui servir de bases et de zones d'expérimentation d'armes nouvelles.

Tass affirme que l'avenir des territoires sous tutelle doit être réglé par le Conseil de sécurité de l'ONU, que les vides « canonisés » de Washington compliquent les problèmes de navigation maritime dans une grande partie du Pacifique » et qu'aucun peuple colonisé ne saurait se voir « le droit à l'autodétermination et à l'indépendance ».

ANGELOS ANGELOPOULOS

POUR

LA NOUVELLE

POLITIQUE DU

INTERNATIONAL

puf

AFRIQUE

UNE ÈRE NOUVELLE AU MAROC ?

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat ne pouvait ignorer les dangers de cette « fuite en avant ». De fait, toute son action, depuis l'échec de l'attentat du 16 août 1972, a tendu à normaliser la vie politique et à restaurer le crédit du régime. Le 3 mars 1974, le souverain annonça pour la première fois son intention d'organiser des élections. Il en repara ensuite, à intervalles réguliers, pour, tout aussi régulièrement, en repousser l'échéance. Les bonnes raisons ne manquaient pas : l'action engagée pour le retour « à la mère patrie » des « provinces sahariennes » occupées par l'Espagne exigeait la mobilisation de tous ; l'heure n'était pas aux querelles partisanes et aux affrontements électoraux ; tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition comme l'istigial, l'U.S.F.P., le Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.-communiste) en convenaient.

Ce sont même eux qui, inquiets des « menées » de l'Algérie et du Front Polisario, incitèrent le

roi à prendre l'initiative au Sahara occidental avant que soit créé, sous le double patronage d'Alger et de Madrid, un « Etat fantôme ». Pour cette cause « sacrée », les plus sévères censeurs du régime n'hésitèrent pas à offrir leurs services au monarque. Le secrétaire général d'un parti communiste encore interdit quelques mois auparavant fut chargé officiellement par le roi d'aller plaider la cause marocaine auprès de M. Fidel Castro. D'autres dirigeants politiques, comme M. Bouabid (U.S.F.P.) et M. Boucetta (istigial), n'hésitèrent pas, eux aussi, à prendre le bâton du pèlerin, et à parcourir le monde pour prêcher la bonne parole. Seul M. Abdallah Ibrahim (D.N.F.P.) se singularisa en affirmant que le pouvoir devait prendre ses responsabilités.

La bataille pour la « libération » du Sahara occidental devait attendre son paroxysme avec la « marche verte », lancée en octobre 1975 par le souverain et à laquelle allaient participer

trois cent mille hommes et femmes venus de toutes les provinces du royaume. Les chefs de partis, consultés, avaient montré quelque réticence. Ils préconisaient, pour chasser les troupes espagnoles, une action populaire armée. Le souverain, peu désireux de distribuer des fusils qui pourraient un jour servir à d'autres fins, avait opté pour une action pacifique. Les « marcheurs » n'ont été munis que d'étendards verts, de photos du roi et d'exemplaires du Coran. Outre son efficacité sur le terrain, elle a joué un rôle non négligeable dans la décision espagnole de négocier, — la « marche verte » a aussi constitué pour le roi une merveilleuse opération de « promotion ».

« Le monarque avait besoin de restaurer son prestige religieux auprès des masses populaires », nous a dit un diplomate occidental observateur de longue date de la politique marocaine. « Il n'aurait plus, d'ailleurs, que récemment son titre de « Commandeur des croyants ». La retransmission télévisée et radiodiffusée

de l'exécution sommaire de dix officiers accusés d'avoir dirigé la tentative de putsch de Skhirat avait été soigneusement jugée par nombre de musulmans. La marche verte a permis une résurrection du pouvoir ».

Un redressement spectaculaire

Le prestige de la monarchie s'est donc redressé de façon spectaculaire. L'opposition de l'Algérie aux accords de Madrid, qui ont permis au Maroc et à la Mauritanie de se partager le Sahara occidental, la guerre menée par le Front Polisario contre « les troupes d'occupation », entretenue, depuis dix mois, un climat d'union nationale autour du trône. Paradoxalement, l'action menée par le régime socialiste du président Boumedienne a ainsi favorisé le renforcement de la monarchie algérienne. Pourquoi, dans ces conditions, le roi Hassan II, qui n'a jamais fait mystère de ses préventions à l'égard des partis politiques, volontiers qualifiés d'« irresponsables », juge-t-il nécessaire de se lancer dans un processus électoral qui pourrait déboucher sur une démocratisation du pays ?

« Je vais changer quelque chose dans ma façon de gouverner ce pays », avait-il affirmé le 13 juillet 1971, trois jours après les sanglants événements de Skhirat. Tirant les leçons de son isolement, il avait compris qu'il lui fallait trouver un appui dans de nouvelles couches de la population. C'est de cette époque que datent l'« ouverture » aux partis politiques et les décisions prises les années suivantes : octroi, en 1972, d'une Constitution plus « libérale » que la précédente, « marocanisée » des terres et des sociétés étrangères, formation d'un gouvernement « apolitique » faisant largement appel à des technocrates compétents pour développer le pays. Ces mesures n'avaient pas convaincu les partis d'opposition de sortir de leur réserve, mais elles ont eu indéniablement des conséquences positives sur le plan économique.

« L'affaire du Sahara occidental a permis la réinsertion des partis dans le jeu politique. Cette réinsertion a été favorisée par le soutien du roi. Il devait en effet tenir compte, dans ses calculs, de la résurgence d'une force qu'il s'était jusqu'alors employé à brider : l'armée », nous a expliqué un enseignant membre du Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.) de M. Ali Yata.

Une nouvelle génération d'officiers

Echaudé par les tentatives de putsch de 1971 et 1972, le roi avait soigneusement veillé, ces dernières années, à ce que l'armée ne constitue plus une menace. Les troupes avaient été dispersées aux quatre coins du royaume. L'état-major général avait été supprimé, les munitions étaient placées sous la garde des gouverneurs de province, l'essence était rationnée, etc.

L'action militaire entreprise au début de 1976 pour conquérir les villes du Sahara qui étaient aux mains du Front Polisario, la tension qui continuait à régner dans cette région et les risques de guerre ouverte avec le voisin algérien ont contraint le roi à restructurer l'armée et à la doter de moyens importants. Plus de trente mille hommes sont maintenant engagés dans les opérations de « maintien de l'ordre ». Le roi a cependant multiplié les précautions : le commandement du front sud a été confié à un fidèle entre les fidèles, le colonel Dlimi, chef des aides de camp du souverain, un spécialiste de la répression qui fut impliqué dans l'enlèvement de Ben Barka. En revanche, des officiers qui s'étaient illustrés au Sinaï, comme le major Batimi, ou au Golan, comme le général Sefroui, ont été tenus à l'écart. Le premier, considéré comme l'un des meilleurs stratèges marocains, dirige l'office des logements militaires, le second est commandant de la garde royale, charge toute honorifique.

Il n'existe aucune raison de penser que les officiers supérieurs actuellement en fonctions sont hostiles à la monarchie, voire simplement réservés. La génération de cadres formée dans les troupes coloniales françaises, noyau initial, en 1956, des forces armées royales, tend à disparaître. Des rescapés de la campagne d'Israël ou de la guerre d'Indochine sont tombés devant les pelotons d'exécution. D'autres ont été écartés ou sont à la retraite. On assiste depuis quelques années à la montée de jeunes qui s'étaient engagés par idéal au lendemain de l'indépendance. Nom-

bre d'entre eux n'ont pas oublié que, entre les intérêts de la nation et ceux du trône, la monarchie a souvent choisi les siens. « Si, en 1956, le roi avait laissé faire l'armée populaire de libération du Sud, nous aurions été membres du comité de l'U.S.F.P., celle-ci, qui avait pris une part active à la lutte contre la présence française, aurait, dans la foulée, libéré les territoires occupés par l'Espagne, y compris les provinces sahariennes. Les Sahraouis étaient alors à nos côtés. L'époque, nul ne parlait d'autodétermination. Mais l'existence de ces milliers d'hommes en armes ajoutant à celle d'un puissant parti, l'istigial, constituait un danger pour la monarchie. Elle a préféré dissoudre l'armée populaire de libération et s'est employée ensuite, non sans succès, à diviser l'istigial ».

Les officiers qui sont aujourd'hui aux postes de commandement ont soit de respectabilité et ne se soucient guère de « venger » des aînés qui, comme le général Oufkir ou le général Medbouh, les traitaient avec une poigne de fer. Au douteux romantisme d'un fédéralisme corrompu, ils préfèrent la froide efficacité d'un Etat moderne. Ils admettent donc la primauté du politique sur le militaire. Ils supportent cependant mal les ordres qui leur sont donnés de ne pas poursuivre en territoire algérien les maquisards sahraouis qui harcèlent les convois et les postes marocains. Plus d'un colonel rêve du raid vengeur, de l'opération-éclair, qui détruirait les bases du Front Polisario dans la région de Tindouf.

Un jeu subtil

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la mise en œuvre du processus qui doit conduire à l'élection, au printemps de 1977, d'une chambre des représentants. Les partis, après avoir reconstitué leurs forces, feront un utile contrepoint à une armée qui aurait pu être tentée de combler le vide politique. Il y a plus : l'élection d'un Parlement répond aux vœux de certains officiers : « Si nous devons faire la guerre à l'Algérie, nous a dit l'un d'eux, nous voulons que le peuple tout entier en prenne clairement la responsabilité. Les partis devront se prononcer au sein d'un Parlement régulièrement élu. Nos succès, comme nos revers, s'il y en a, seront ceux de toute la nation ».

L'évolution en cours présente un autre avantage. L'image du régime s'était dégradée à l'étranger, notamment dans les démocraties occidentales. Elle avait commencé à s'améliorer en 1974 et surtout en 1975. Les élections parachèveront ce travail de ravalement. La tâche des alliés du Maroc, et singulièrement des Etats-Unis, en sera facilitée. Ces pays pourront, désormais, accorder, avec bonne conscience, leur aide à une nation que le suffrage universel aura « purifiée ».

Si le roi joue la carte des élections et tend la main aux partis, il entend cependant rester le maître du jeu. Contraint, pour être crédible, aux concessions, il garde constamment l'initiative et refuse tout ce qui pourrait apparaître comme un geste de faiblesse, comme le résultat d'une négociation avec les partis politiques. Il lui faut cependant céder suffisamment de terrain pour que l'opposition y trouve son compte. Hassan II est passé maître en cette matière. Il s'est refusé à prononcer l'amnistie générale réclamée pour tous les détenus politiques, mais les procédures judiciaires, qui entraînaient parfois depuis des années, ont été accélérées, et des condamnés de clémence ont été donnés aux magistrats.

« Cent à cent cinquante de nos militants condamnés à des peines diverses sont encore en prison », nous a dit M. Bouabid, le leader de l'Union socialiste des forces populaires. Il y a quelques mois, ils étaient plusieurs milliers. Notre parti a été le plus directement concerné par la répression. Nous sommes donc plus que tous les autres attachés à l'amnistie. Nous avons, c'est vrai, assoupli notre position sur ce point. Le choix

était simple : faire fi de tout ce qui avait été acquis pour la mise en place d'institutions démocratiques, en grande partie grâce à une lutte incesante, ou entrer dans la bataille électorale et agir demain au sein des institutions pour obtenir une loi d'amnistie. Nous avons opté pour cette seconde voie, tout en restant vigilants. Nous n'oublions pas aussi que quelques deux cents « gouchistes » attendent encore d'être jugés. Ils le seront sans doute après les élections. Nous leur apportons une assistance judiciaire ».

Bien que réclamé par plusieurs formations, l'abaissement à dix-huit ans de l'âge électoral n'a pas été accordé. Les listes ont été cependant l'objet d'une révision exceptionnelle, qui a permis, à la fin d'août et au début de septembre, d'inscrire plus de quatre cent mille nouveaux électeurs. « Avant cette opération, nous a dit M. Bouabid, on évaluait le nombre des non-inscrits à plus d'un million. Le progrès est donc certain ».

Le roi s'est aussi refusé à revenir sur la dissolution de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), mesure pourtant vivement réclamée. Mais, en ce domaine aussi, il a fait un bon bout de chemin. Le 13 août 1976, un arrêté du ministre de l'enseignement supérieur a organisé l'élection de représentants des étudiants au conseil de l'Université et aux conseils d'établissement.

La façon dont a été créé, au début d'octobre, un « conseil national » chargé de superviser les opérations électorales illustre parfaitement le contenu et les limites de ce que M. Ahmed Aloui, ancien ministre et directeur du *Matin du Sahara*, appelle « la démocratie hassanienne ».

Le nouveau organisme, qui comprend des représentants de tous les partis politiques, constitue la pièce maîtresse des garanties accordées par le roi à l'opposition, concernant la régularité des consultations. Il est présidé et convoqué par le chef de l'Etat. Aucun texte ne régit, officiellement du moins, son fonctionnement ni ne fixe précisément ses attributions et sa composition. Les moyens d'action qui pourront éventuellement être mis à sa disposition dépendent de la bonne volonté du souverain.

Tirant argument de ces constatations, M. Abdallah Ibrahim, leader de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), a décidé de ne plus siéger dans ce conseil et a appelé au boycottage des élections. Les dirigeants de l'istigial et de l'U.S.F.P. ne sont pas moins conscients de ces insuffisances. « Le problème est effectivement de savoir quels seront les moyens d'action de cet organisme, nous a dit M. Bouabid. Nous avons obtenu sur ce point un premier succès puisque le conseil est régionalisé. Des commissions dirigées par les gouverneurs ou les préfets sont mises en place au niveau des provinces. Nous savons bien qu'il nous faudra lutter pour arracher de nouvelles garanties. Les progrès réalisés jusqu'à présent nous incitent à continuer. Si les motivations du chef de l'Etat sont claires, si l'on discerne ce qu'il peut gagner en l'affaire, celles des partis, dans leur diversité, ne le sont pas moins, même si elles ne sont pas non plus dépourvues d'ambiguïté ».

DANIEL JUNQUA

Prochain article :

L'OPPOSITION JOUE LE JEU

des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE.
Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous) de la Session d'Avril/Mai 1977 :

- SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial)
- CHAMBRES DE COMMERCE ETRANGERES : allemand, anglais, espagnol, italien.
- B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL : diplôme d'Etat, toutes langues.

CP CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Serv. LM3
134 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. (1) 666.65.61
Réception : 14 h à 18 h. Enseignement privé.



DIRECTEUR GÉNÉRAL

200.000 F

Une importante société holding française recherche un Directeur Général pour l'une de ses filiales, basée dans la région parisienne, et spécialisée dans la réalisation et l'exploitation d'usines « clés en main ». Rendement complexe Président, il aura à développer les ventes de l'entreprise et à en optimiser la rentabilité, en assurant personnellement la négociation de contrats auprès de collectivités publiques ou semi-publiques, tant en France que sur le marché export. Ce poste, qui requiert de grandes qualités de négociation à haut niveau et d'efficacité dans la gestion, ne peut convenir qu'à un cadre dynamique, diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans et possédant un tempérament d'entrepreneur. Le candidat retenu devra justifier d'une solide expérience de la vie de chantier et des problèmes de sous-traitance, acquise au sein d'une société d'engineering ou d'une entreprise de travaux publics. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

RÉF. A/2472M

DIRECTEUR AFFAIRES EXPORTATION

Constructions industrialisées. — Une société française, filiale d'un groupe international, spécialisée dans la réalisation de bâtiments industrialisés, recherche un Directeur des Affaires à l'Exportation. Sous l'autorité du Directeur Général, il établira et développera une politique de vente dynamique sur les marchés étrangers. Il sera responsable de la définition et de la réalisation des budgets, suivra l'établissement des propositions et négociera personnellement les contrats avec les clients directs ou avec les sociétés d'ingénierie. Son sens du marketing lui permettra d'orienter l'évolution des produits. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, disposera d'une solide formation de base et possèdera une expérience confirmée, acquise à un haut niveau, de la négociation de marchés à l'exportation soit, de préférence, pour des installations « clés en main », soit pour des équipements industrialisés destinés à la construction. La pratique très courante de l'anglais est indispensable. Le poste est à pourvoir à Paris. Le niveau de rémunération envisagé est attractif. Il tiendra compte de l'expérience et des capacités présentées. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

RÉF. A/2473M

MANAGEMENT CONSULTANTS

Our client, an international management consulting company, based in continental Europe, is planning to develop its activities in Europe, North Africa, South America and Asia. To assist in these plans, the company is seeking experienced management consultants to work as project leaders. They will be responsible for supervising consultants involved in industrial engineering and/or organization and methods projects and also for promoting the company's business. Applicants should have a successful record of achievement in a similar role with reputable management consultancy firms which operate world-wide. They should be fluent in English or French and have a working knowledge of Spanish or Italian. Attractive salaries, above the market level, will be offered together with excellent benefits. Write to Paris address.

RÉF. B/5577M

RESPONSABLE VENTES ET MARKETING

80.000 F

La filiale française d'une importante société allemande, distribuant des matériels destinés à des machines et installations hydrauliques ainsi qu'à certaines applications spéciales dans le domaine pneumatique, recherche son Responsable Ventes et Marketing qui sera basé à Paris. Cette société possède un programme de production réputé par sa haute qualité et conçoit et fabrique des produits innovants et de pointe. Elle a une gamme de produits nouvellement développés. Ce responsable aura pour principale mission de renforcer rapidement, sur le plan des ventes, la position de cette société sur le marché français. Ce poste peut intéresser un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation (constructions mécaniques) et pouvant justifier d'une solide expérience des ventes de produits techniques acquise, à un poste de responsabilité, au sein d'une société industrielle de moyenne importance. Ses qualités personnelles devront lui permettre de convaincre, à un haut niveau, une clientèle tant technique que commerciale. Une spécialisation en hydraulique et une bonne maîtrise de la langue allemande constitueront des atouts supplémentaires de réussite. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction du niveau de compétence acquis. Écrire à Paris.

RÉF. B/5578M

ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION

80.000 F

Une société française, bien implantée sur le plan international, spécialisée dans la fabrication de petit matériel électromécanique en grande série, recherche pour une de ses usines située dans une agréable région du littoral Pas-de-Calais, un Adjoint au Directeur de Production. Il assistera ce dernier dans ses différentes fonctions : encadrement et gestion du personnel de fabrication (300 personnes avec une majorité de femmes), réalisation des objectifs de production, organisation des ateliers. Il s'occupera sur le service technique pour la satisfaction des besoins qu'il aura exprimés concernant les machines. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 25 ans, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique ou électromécanique (ICAM, IDN, HEI, CNAM...) et ayant acquis une bonne expérience dans la fabrication en série de matériel électromécanique. Des qualités de dynamisme ainsi qu'un bon sens du commandement sont nécessaires. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire pour l'évolution ultérieure du candidat. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de la valeur et de l'expérience acquises. Écrire à M. OLARI à Croix.

RÉF. A/4316BM

Adressez C.V. détaillé en rapportant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renouvellement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à votre client, à moins qu'il n'ait été précisé qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle ». Indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

مركز الامم

PROCHE-ORIENT DIPLOMATIE

Liban

Le président Sarkis demande à la population de coopérer avec la force arabe d'intervention

De notre correspondant :

Beyrouth. — La semaine qui commence doit être celle de l'entrée en action de la force arabe au Liban. Le président Sarkis a adressé un message à la nation dimanche 7 novembre pour exposer les objectifs de cette force et demander la coopération de la population. Il n'a pas hésité le jour « J » du début de l'opération, qui aurait dû être le vendredi 5 novembre, et que l'on situe maintenant entre le mardi 9 et le jeudi 11 novembre.

Les ultimes consultations, dimanche, de l'officier libanais nommé commandant de la force d'intervention, le colonel Haff, ont été positives aussi bien avec les dirigeants conservateurs chrétiens qu'avec les Palestiniens et la gauche. Au fur et à mesure que filent les informations sur le plan d'action établi pour cette force, il est de plus en plus clair que celle-ci prendra position sur les lignes de front pour séparer les belligérènes — sans au sud, où elle n'interviendra pas jusqu'à nouvel ordre.

De même, elle pénétrera le long des grands axes routiers et contrôlera plus de routes qu'on ne le croyait, notamment la plupart des transversales est-ouest, tant la route Damas-Beyrouth, élisée à cheval entre le secteur conservateur chrétien et le secteur palestinien-progessiste, que celles incluses dans chacun de ces secteurs.

Dans son message, le président Sarkis a souligné trois points essentiels. Tout d'abord, la force d'intervention arabe est destinée à remplacer les forces de sécurité libanaises en attendant leur reconstitution ; la durée de sa mission — il l'espère courte — sera donc fonction de la capacité du Liban de reconstruire son armée et ses forces de sécurité. Ensuite, la force d'intervention opérera dans tout le Liban, ce qui veut dire aussi bien dans la zone contrôlée par la droite que de celle contrôlée par les Palestiniens-progessistes. Enfin, l'aide arabe pour le rétablissement de la paix et celle promise pour la reconstruction du Liban ne doivent pas faire perdre de vue aux Libanais que leur destin est entre leurs mains.

Le message du président Sarkis

Docteur « honoris causa » de l'université de Jérusalem

LE DIALOGUE ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS

RESTE LA SEULE CHANCE DE CRÉER UNE PAIX DURABLE

déclare M. Jean-Paul Sartre

M. Jean-Paul Sartre a reçu, le 7 novembre, à l'ambassade d'Israël à Paris, le diplôme de docteur « honoris causa » de philosophie de l'université hébraïque de Jérusalem, en présence de Mme Françoise Gilrod, secrétaire d'Etat à la culture.

« Mon acceptation de ce titre, dont je suis très honoré, a une signification politique », a déclaré le philosophe, qui avait refusé jusqu'à toutes sortes de distinctions, y compris le prix Nobel.

« Elle traduit l'ambition que je porte à Israël depuis sa naissance, et mon désir de voir cette nation prospérer dans la sécurité et dans la paix ».

« Pour moi, cette paix ne peut exister que si les Israéliens se mettent à discuter avec les Palestiniens. Car je me préoccupe aussi du sort du peuple palestinien. En fait, je me sens d'autant plus israélien et républicain que je suis plus palestinien », a encore dit M. Jean-Paul Sartre.

« Le Proche-Orient est plus divisé que jamais, et pourtant des forces de paix y existent et se développent actuellement. Un tel dialogue est donc, peut-être aujourd'hui, et en tout cas demain, possible, et reste la seule chance de créer une paix sincère, profonde et durable, fondée sur la justice. Et c'est parce que je crois à cette solution que j'accepte ce doctorat », a ajouté M. Jean-Paul Sartre.

Guy Hermet

l'Espagne de Franco

35 années de black-out idéologique et d'ignorance politique, d'intervention des graves et des schistes syndicaux ont-elles entraîné toute réflexion politique, toute aspiration démocratique ?

U Prisme ARMAND COLIN

INCIDENT NAVAL ISRAËLO-PALESTINIEN AU LARGE DES CÔTES DU SUD-LIBAN

Un engagement naval s'est déroulé samedi 6 novembre au large des côtes du Sud-Liban. Selon la version israélienne des faits, donnée à Tel-Aviv par un porte-parole militaire, un navire palestinien a été coulé et deux autres ont été arraisonnés sur un port israélien. La suite d'une opération d'interception effectuée par la marine israélienne.

L'interception a eu lieu en dehors des eaux territoriales d'Israël, a précisé le porte-parole, qui s'est refusé à révéler l'endroit exact. Un ferry-boat a été coulé et deux autres ont été arraisonnés sur un port israélien. Douze Palestiniens ont été capturés à bord des deux embarcations arraisonnées, où de grandes quantités d'armes, de munitions et d'explosifs ont été saisies.

Selon la version de l'agence palestinienne Waifa, des patrouilles israéliennes sont intervenues pour déloger deux vedettes des forces libanaises de droite prises sous les tirs des Palestiniens, alors qu'elles tentaient d'arrêter un cargo se dirigeant vers le port de Saïda, dans le sud du Liban.

Les deux vedettes ayant intercepté le cargo, une embarcation palestinienne armée d'une mitrailleuse est intervenue et a ouvert le feu. L'une des vedettes a été touchée, tandis que la seconde fuyait vers le large. C'est alors que deux patrouilles israéliennes ont tiré sur l'embarcation palestinienne puis ont pris en remorque la vedette libanaise à la dérive, puis le cap vers les eaux israéliennes. — (A.P.P.)

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 250 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....

Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport D.C. 8 et 10 et 12 et 14 et 16 et 18 et 20

Organisation Lic. A 478, Lic. A 490 et Lic. A 502



Cette année, les Bahamas!

Le budget des affaires étrangères sera encore réduit en 1977

C'est encore un budget de moins que sera présenté pour 1977, à l'Assemblée nationale, mardi 9 novembre, le budget des affaires étrangères. En ces temps d'austérité, nul n'attendait l'amélioration budgétaire réclamée depuis des années par nombre de députés et par les services du Quai d'Orsay. Ceux-ci espéraient du moins que cesserait la dégradation, mais il n'en est rien. Au vu des chiffres globaux, le budget des affaires étrangères progresse de 12,7 %, mais l'augmentation résulte pour une bonne part du transfert au Quai d'Orsay de charges sociales qui jusqu'alors ne lui incombait pas. A ne

comparer ce qui est comparable, le budget du Quai d'Orsay progressera en 1977 de 10,78 % contre 13,7 % pour le budget général.

Prévisions pour les amateurs de calcul infatigable, que la part des affaires étrangères dans le budget de l'Etat tombera en 1977 de 1,04 % ou à 1,02 % selon que l'on fait ou non cette correction, contre 1,05 % cette année et 1,06 % en 1975.

La France ne se donne pas les moyens de sa politique, même si elle ne veut être aujourd'hui qu'une puissance moyenne, a dit M. Maréchal (U.D.R.), rapporteur spécial, devant la commission des

finances de l'Assemblée nationale. Pour apaiser les mécontents, M. de Guiringaud dispose cependant d'un atout qui manquait à ses prédécesseurs : le plan de redressement budgétaire de cinq ans, dont il a fait adopter le principe en même temps qu'un ensemble de réformes par le conseil des ministres (« le Monde » du 15 octobre 1976). Reste à savoir quelles précisions chiffrées il sera en mesure de donner à l'Assemblée nationale et en particulier quelle part progressive des ressources de l'Etat le gouvernement s'engage à consacrer dans les années à venir à son action diplomatique.

comme la Suède et le Canada, pour ne pas parler de l'Allemagne fédérale et du Japon. Si elle indexait sa contribution volontaire au P.N.U.D. (où mille trois cents experts français occupent encore des places convoitées) sur le barème de ses contributions obligatoires, la France devrait la multiplier par cinq.

Un rapport défavorable

Une étude avait été entreprise en 1975, à la suggestion de M. Maréchal, pour trouver des formules nouvelles de gestion du patrimoine immobilier français à l'étranger, permettant d'obtenir plus d'appartements de fonction et de réduire des dépenses de déménagement absurdes. M. de Guiringaud a fait état de ses conclusions dans le Journal officiel du 23 octobre en réponse à la question d'un sénateur, M. Maurice Prévost (Union centriste). Le ministre écarte tout financement autre que budgétaire, et souligne l'insuffisance des sommes consacrées aux immeubles diplomatiques et consulaires à l'étranger.

En attendant, observe M. Louis Joxe (U.D.R.), ambassadeur de France et ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, rapporteur de la commission des affaires étrangères, « le ministère des affaires étrangères accuse, pour ses autorisations de programme, la plus forte régression de crédits de l'ensemble du budget (- 16,2 %), cependant que les crédits de paiement destinés aux immeubles diplomatiques sont amputés de 32 % ».

Le budget du service de presse n'est augmenté — de 3,3 % — qu'en apparence. La subvention à la SOMER (les émissions de Radio-Monte-Carlo sur le Proche-Orient avec un relais à Chypre, seule opération positive dans ce domaine depuis longtemps) passe cette année de 2,5 millions à 4,5 millions, mais l'augmentation ne résulte que d'un renouveau de la subvention supplémentaire étant précédemment fournie par la direction des affaires culturelles. Toutes les autres dotations du service de presse stagnent, en francs non constants, ou sont réduites.

La direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, qui absorbe près de la moitié des crédits du Quai d'Orsay, est particulièrement malmenée. Dans un budget général en régression, sa part diminue encore plus que le reste et tombe de 47,95 % en 1976, à 45,38 % en 1977. Dans ces conditions, on peut craindre que le maintien des moyens culturels, scientifiques et techniques, en 1977, ne soit pas assuré », a déclaré M. Chandermaor (P.S.), rapporteur spécial pour cette direction. Il a proposé que la commission des affaires étrangères émette un avis défavorable, ce qu'elle a fait.

Derrière la Suède et le Canada

La seule action nouvelle de quelque importance intéressera les Français de l'étranger qui bénéficieront, entre autres, de la construction ou de l'aménagement d'une douzaine d'établissements scolaires français ou francophones, de l'envoi de trente-cinq enseignants supplémentaires, ainsi que d'une augmentation appréciable des crédits d'assistance et de solidarité.

En revanche, le budget des contributions aux organisations internationales met la France en mauvaise posture. Certes, globalement, ces contributions augmentent de 16,7 % mais, à l'intérieur de cette enveloppe, les contributions obligatoires, dont le gouvernement français n'est pas maître et qu'il doit verser s'il ne veut pas risquer l'exclusion des organisations internationales, augmentent de 21 %. En regard, les contributions volontaires françaises, qui expriment la bonne — ou mauvaise — volonté de coopération avec les organisations internationales, n'augmenteront, en 1977, que de 0,39 %, soit 320 000 francs dévalorisés par rapport au dollar, monnaie de paiement.

La France ne cherche à garder son rang que dans quelques organisations scientifiques, mais pour le principal programme « volontaire », le Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.), elle se place derrière des pays non membres permanents du Conseil de sécurité.

1) Le ministère de la coopération a son budget propre, dont le projet en 1977 sera encore plus réduite que celle du Quai d'Orsay : 534 500 F.

2) Michel Jobert : l'Autre Regard, p. 365.

L'ambassadeur de France en Yougoslavie est tué dans un accident de chasse

De notre correspondant

Belgrade. — L'ambassadeur de France en Yougoslavie, M. Pierre Sebillan, a été tué, samedi 6 novembre, dans la matinée, au cours d'une partie de chasse organisée pour les diplomates par le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Mitich, dans les environs de Zrenjanin, à une centaine de kilomètres au nord de Belgrade. Grièvement blessé, l'ambassadeur a été immédiatement transporté à l'hôpital de Zrenjanin, où les médecins ont eu à peine le temps de pratiquer la réanimation et une anesthésie. Quelques heures plus tard, l'ambassadeur mourait sur la table d'opération.

Selon un communiqué de l'agence Tanjug, l'unique à laquelle ait été communiqué l'accident, la mort de l'ambassadeur a été accidentelle. L'ambassadeur avait été blessé accidentellement dans la région du rein gauche par son collègue, M. Alexander Ordo, ambassadeur d'Autriche.

Le président Tito a adressé au président Giscard d'Estaing un message de condoléances dans lequel il déclare avoir été « très affecté » par cette disparition. « Je regrette profondément », a écrit le chef de l'Etat yougoslave, pour ses grandes qualités personnelles et son importante contribution à l'amitié franco-yougoslave. Le président du conseil fédéral, M. Bjedich, et M. Mitich ont adressé, de leur côté, leurs condoléances à leur homologue français.

De Varsovie à Belgrade

Pierre Sebillan était né à Nantes, en 1912. Docteur en droit, licencié en lettres, il passa le concours des affaires étrangères en 1936 et se trouva en poste à Varsovie quand l'Allemagne envahit la Pologne. Affecté ensuite au service de presse du Quai d'Orsay, il fut, de septembre 1940 à juillet 1941, chef adjoint du cabinet civil du maréchal Pétain.

logues français. D'autres télégrammes ne cessent de parvenir à l'ambassade de France et à Mme Sebillan.

M. Pierre Sebillan, doyen du corps diplomatique, représentait la France à Belgrade depuis six ans. Il était très populaire dans les milieux intellectuels, chez les anciens combattants, surtout des anciens « poilus » de ce qui fut l'armée d'Orient au cours de la première guerre mondiale, et dans les milieux d'affaires. Il avait d'excellentes relations au gouvernement fédéral yougoslave, au ministère des affaires étrangères yougoslaves, et avec les milieux politiques et culturels de Belgrade, parce qu'il avait consacré toutes ses forces au développement et à la consolidation de l'amitié traditionnelle entre nos deux pays », écrit le quotidien Politika.

Le mort a atteint M. Pierre Sebillan alors qu'il touchait au terme d'une tâche à laquelle il avait consacré une grande partie de ses activités à Belgrade : la préparation de la première visite d'un chef d'Etat français à la Yougoslavie, qui aura lieu dans un mois exactement.

Sa dépouille mortelle, qui se trouve en ce moment à l'Institut médico-légal de la capitale, sera exposée mardi 9 novembre à l'ambassade de France. Le lendemain, elle sera transférée en France par un avion spécial yougoslave.

PAUL YANKOVITCH.

Mondialisme et productivité

Sans doute peut-on s'interroger sur le meilleur emploi de l'aide française au tiers-monde. La France aurait-elle intérêt à en faire transiter une part plus importante par l'ONU (qui n'a pas bonne presse dans l'opinion française) ? Tout le monde n'en est pas convaincu. La Suède, qui est, par habitude, le contributeur le plus généreux aux organisations internationales, n'en retire guère de bénéfices politiques ni même moral.

Pourtant, à se montrer trop regardante, la France court quelques risques. La position exceptionnelle dont elle bénéficie dans le tiers-monde s'est fortement dégradée ces derniers mois. Plus encore que ses prédécesseurs, M. Giscard d'Estaing a voulu — non sans raison — axer sa politique sur un dialogue Nord-Sud et entraîner la Communauté européenne dans cette direction, mais ses initiatives ont aujourd'hui dans l'impasse. La France a été plus attaquée au cours de la présente session de l'Assemblée générale des Nations unies que depuis la fin de la guerre d'Algérie. Il y a bientôt quinze ans. Elle fait de nouveau figure de bouc émissaire. M. de Guiringaud, très attaché aux organisations internationales et à la coopération avec le tiers-monde, est certainement préoccupé de cette situation, mais son influence ne se fera sentir sur les options budgétaires que dans le courant de l'année prochaine.

La France commence à payer le prix de ses traditions. Le prêt dont de la République d'aujourd'hui ne peut fonder sa politique sur le « mondialisme », comme il l'a proclamé le 20 décembre 1974, sans décevoir le ministre des finances d'hier, ironisant dans une lettre à M. Jobert (2), alors ministre des affaires étrangères, sur la productivité d'un département ministériel des plus modestes et dont la « production » ne peut évidemment être chiffrée.

MAURICE DELARUE.

M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, fera une visite de travail à Copenhague, le jeudi 25 novembre, apprend-on dans la capitale danoise. Il aura des entretiens avec son collègue M. Andersen, avec le ministre de l'économie extérieure, M. Moergaard, le premier ministre, M. Jørgensen, et sera reçu par la reine Margrethe. — (Corresp.)

QUE CHOISIR? NOVEMBRE

amante les décisions ?

la chasse aux jouets

assurances auto tarifs

400% d'écarts

non à la voiture absurde: opération

4 60 90 130

le test des avocats

GEST FACILE

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

مكتبة القرآن

LA FAMILLE, ÇA VA ?

On en attend l'absolu, l'ascèse et l'éternité. Pas étonnant qu'elle déçoive.

On lui prédit la chute définitive, l'écrasement, la volatilisation.

Elle tient plus que bon. Pas étonnant qu'on la haisse.

Et des familles, il s'en fonde plus que jamais. C'est à n'y rien comprendre.

Alors, la famille, ça va ou ça ne va pas ?

Une très étrange, oui, très édifiante enquête dans le Nouvel Observateur.

En vente
dès aujourd'hui.



LE NOUVEL
observateur

du 3 au 13 novembre
EXPOSITION VENTE
d'armes de chasse de 15 000 à 50 000 F (neuf et occasions)
Gastinne Renette
39, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS - Tél. : 359.7774

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688
ECOLE FERRASSATTOISE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
accréditée au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Félins-Champs
75008 PARIS - CROIX DE

POLITIQUE

Le premier déplacement en province du chef du gouvernement

« La France ne laissera pas disparaître son industrie textile mais celle-ci doit s'adapter », déclare à Troyes M. Raymond Barre

Troyes. — M. et Mme Pierre Lévy, industriels troyens, ont signé, samedi à Troyes, l'acte officiel de donation de leur prestigieuse collection de peintures et d'objets d'art, dont une exposition organisée à l'hôtel de ville dévoile

un certain nombre de richesses. Mme Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a signé pour l'Etat l'arrêt d'acceptation de cette donation et M. Raymond Barre, qui accompagnait M. Rufenacht, secrétaire d'Etat, a inauguré cette exposition.

Le premier ministre, dont c'était la première visite officielle en province, a tenu trois séances de travail à la préfecture de l'Aube : la première avec des représentants de la chambre patronale de la bonneterie, la seconde avec des représentants des syndicats qui avaient accepté d'être reçus : C.F.T.C., F.O. et C.G.C. la troi-

De notre correspondant

sème avec les élus du département et les responsables socio-professionnels. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient repoussé l'invitation qui leur avait été adressée et avaient organisé, avec la FEN et les partis de

gauche, une manifestation de protestation contre le « plan Barre », considéré comme une manœuvre politique la venue du premier ministre à Troyes. Six cents manifestants étaient réunis aux abords de la préfecture où se trouvait le premier ministre et ont crié des slogans hostiles à sa politique.

Les élus socialistes étaient présents à la préfecture, mais la section locale du P.S. a protesté contre le fait que l'opposition n'ait pas été autorisée à s'exprimer officiellement au cours de la visite du premier ministre, pas plus qu'elle ne l'avait été au cours des réunions préparatoires à ce déplacement. Les socialistes se sont élevés contre cette « situation de non-dialogue » et rappelés que le département de l'Aube est l'un de ceux où les salaires sont les plus frappés par la crise : le salaire net moyen y est, disent-ils, inférieur de 20 % à la moyenne nationale et le chômage y a progressé de 17 % en deux ans selon les statistiques officielles.

Au cours de la conférence de presse, tenue à l'issue de ses entretiens, M. Raymond Barre a notamment déclaré : « J'ai fait un voyage technique et je compte faire dans les villes de France des voyages de ce genre où l'on s'informe auprès de ceux qui sont sur le terrain. On reçoit leur avis et on peut ainsi éclairer l'action gouvernementale à la lumière des observations de ceux qui sont aux prises avec les difficultés. »

Evocant les problèmes spécifiques à Troyes, ville de la bonneterie, M. Barre devait dire : « La France ne laissera pas disparaître son industrie textile. Mais cela suppose qu'elle s'adapte aux conditions actuelles par des efforts de structuration, de productivité et d'innovation. Cette industrie ne devrait pas être exposée aux coups des importations sauvages venant de pays aux coûts de production très bas dus aux monnaies dépréciées par rapport à la monnaie française. » Les industriels troyens avaient présenté au premier ministre une paire de chaussettes chinoises dont le prix de vente en France est de 170 F alors que, en se basant au maximum les coûts de production, ils ne peuvent eux-mêmes produire un tel article qu'au prix de revient de 4 F.

« Sanctions exemplaires contre les abus sur les prix »

S'agissant des prix, le premier ministre a ajouté : « Le gouvernement est décidé à ce que la liberté des prix, notamment industriels soit respectée. Mais, j'ai dit clairement que le gouvernement ferait usage de tous les moyens, et il en a, pour que des sanctions exemplaires soient prises envers d'éventuels abus. Je suis partisan de la liberté des prix, mais elle ne peut s'exercer que si ceux qui en bénéficient font preuve de responsabilité. »

M. Barre a confirmé que la « gel » des prix serait intégralement maintenu, mais il justifie certaines dérogations, par exemple sur le café, le cacao, le foin gras, le boudin blanc ou les tarifs des remontées mécaniques. « Je m'étonne, a-t-il dit, de l'émotion causée par ces mesures. Je conçois que cet émoi aurait pu se manifester s'il s'était agi de produits de grande consommation, indispensables aux Français. Mais ceux qui, pour le réveillon, veulent sacrifier au foin gras et au boudin blanc feront un effort supplémentaire pour satisfaire leur goût. »

Au cours de l'allocation prononcée à l'hôtel de ville, après l'inauguration de l'exposition Lévy, M. Raymond Barre a déclaré que le gouvernement était tout à fait favorable à la création d'une université des arts manuels à Troyes, qui « pourrait aider à la revalorisation du travail manuel et redonner tout son lustre au travail de l'art et assurer une promotion à des jeunes attirés par la création artistique ».

ANDRÉ BRULEY.

l'édition en 5 volumes illustrés entièrement parus et un coffret documents de

LA RESISTANCE

la seule grande fresque qui embrasse 20 années de combats pour la liberté

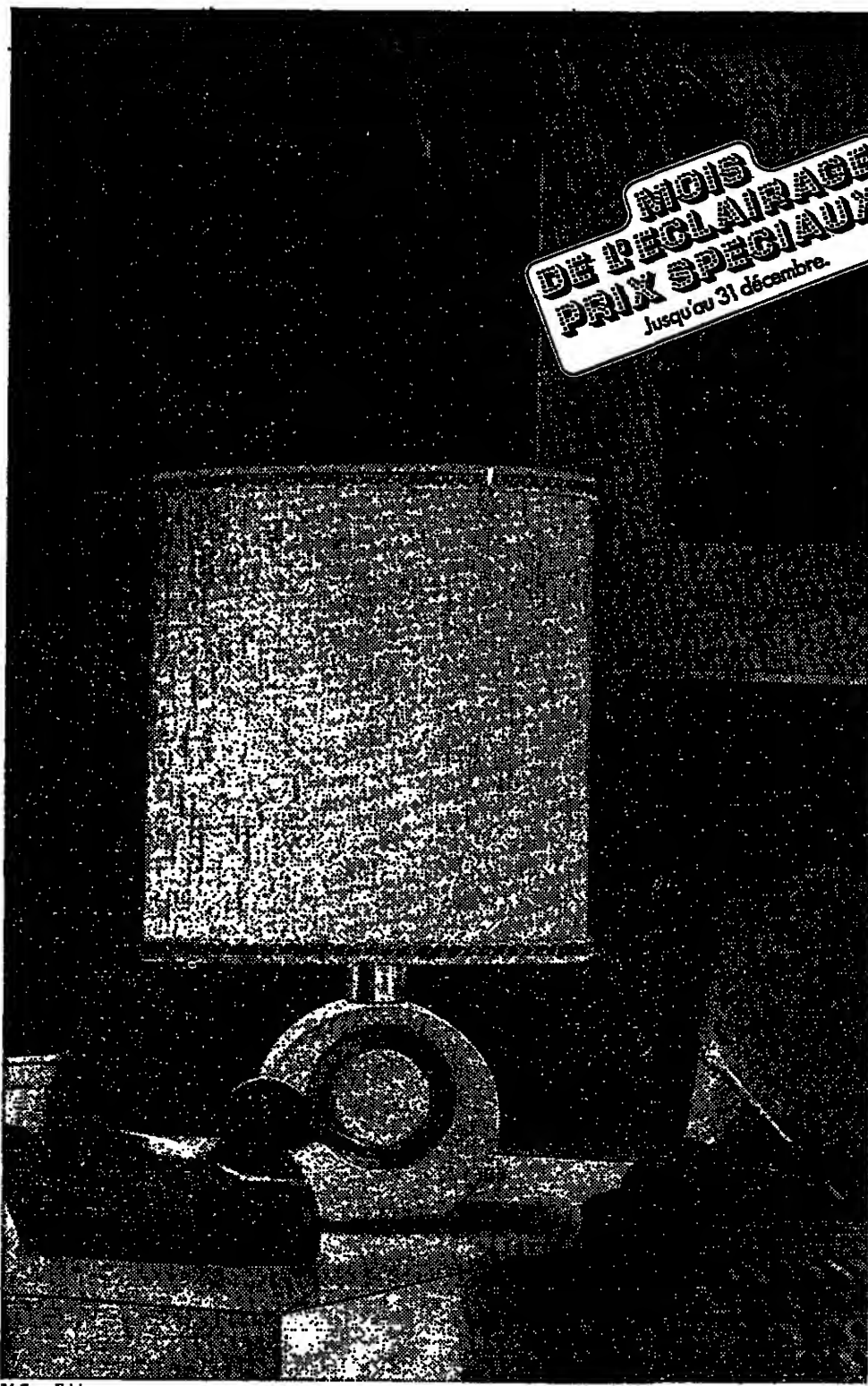
LES PREPARATEURS
Louis SALLANT, Président du Conseil National de la Résistance,
Jacques DEBILLY, Membre fondateur du Conseil National de la
Résistance au titre de la Fédération Républicaine
Marie Madeleine FOURCADE, Chef du réseau Aulicor, Présidente du
Comité d'action de la Résistance
Henry ROLAND, Colonel, Chef Régional des F.F.I. de l'île de France,
Compagnon de la Libération
Jacques BOUIN, Commissaire de la République du Languedoc
Roussillon, Porteur de
Robert VOLLET, Lieutenant-Colonel de l'armée secrète.

Bon de documentation gratuite à retourner au
Livre Club Diderot 13 Bd Bercy 75004 PARIS
Je désire être documenté sans aucun engagement sur
la Résistance par Alain Guérin

Nom et prénom :
Profession :
Adresse complète :

Dans les 8 BHV.

C'est le mois de l'éclairage,
profitez de nos prix spéciaux! Venez choisir
votre lampe, parmi des centaines de modèles,
avec l'aide de notre éclairagiste-conseil.



**MOIS DE L'ECLAIRAGE
PRIX SPECIAUX**
Jusqu'au 31 décembre.

Enfin, un mois de l'éclairage tel que vous l'attendiez.

Dans les 8 BHV, vous verrez des centaines de lampes, de quoi faire un tour d'horizon très complet. Vous trouverez aussi des éclairagistes-conseils.

Ils sont là pour vous parler technique et décoration et chercher avec vous la lampe la mieux adaptée à votre problème précis.

Enfin, pendant un mois, vous profiterez de nos prix spéciaux. C'est le moment d'acheter.

Au BHV Rivoli, faites confectionner vos abat-jour sur mesure et dans le tissu de votre choix.

Quelques exemples de prix :

1. Lampe en pierre du Gard taillée avec abat-jour, haut. 50 cm, 290^F
2. Lampe moderne pied fûtence rose pâle avec abat-jour marron, haut. 68 cm, 295^F
3. Lampe pied chromique avec abat-jour, haut. 40 cm. Exclutivité BHV, 170^F
4. Lampe genre Chine, pied porcelaine, avec abat-jour forme pagode, haut. 53 cm, 395^F
5. Lampe moderne pied bois tourné naturel avec abat-jour laqué, haut. 54 cm, 195^F

Jusqu'à épuisement des stocks.

Tous nos articles sont vendus sans emballage.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire réaliser, chez vous, tous les travaux d'électricité par des professionnels sélectionnés.

BHV

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

Pour être sûr de bien choisir.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

Jean Béranger
Maurice Gonnard

**La littérature
américaine
jusqu'en 1865**

Une initiation mettant en lumière les débuts, les courants majeurs, les figures principales de la première littérature américaine.

ARMAND COLIN

سكرا من الامم

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Le président de la République demanderait si nécessaire, une modification de la Constitution

L'entourage du président de la République a souligné, samedi 6 novembre, « la volonté politique » du chef de l'Etat de « construire l'Europe ». M. Giscard d'Estaing demanderait en conséquence une modification de la Constitution dans le cas où le Conseil constitutionnel estimerait incompatible avec cette Constitution l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.

Si le Conseil se prononce pour la compatibilité, le Parlement français, selon le souhait du président de la République, aura à ratifier l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne au cours de sa session du printemps 1977.

Dans le cas contraire, la révision de la Constitution qui sera demandée par le président de la République pourrait être ratifiée, soit par la voie parlementaire, soit par un référendum.

M. MITTERRAND : pas de faits nouveaux.

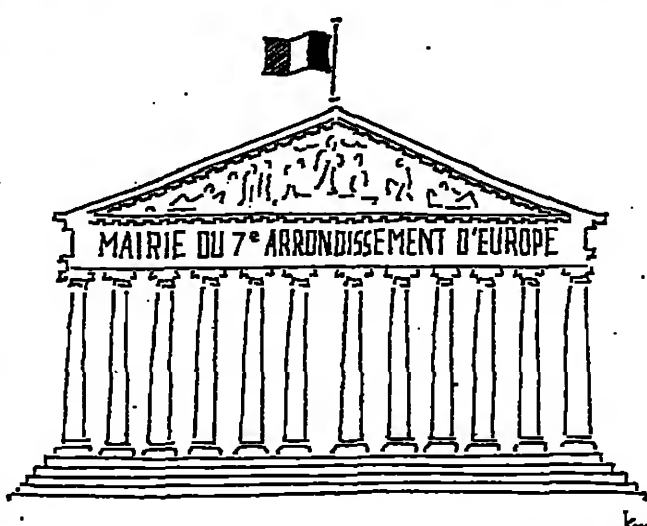
M. François Mitterrand a évoqué cette question samedi 6 novembre devant le comité directeur de son parti. Il a indiqué qu'une situation nouvelle est créée du fait de la saisine du conseil constitutionnel, mais qu'il n'y a pas de faits nouveaux tant que

cette instance n'aura pas rendu son arrêt. Il a rappelé que le parti socialiste est favorable au principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais réserve son attitude en attendant de savoir selon quelles modalités la question sera posée au pays.

M. ROCARD : nous voterons s'il n'y a pas tricherie.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré, dimanche soir 7 novembre, devant le Club de la presse d'Europe 1 :

« L'Europe se détruit sous nos yeux parce qu'on n'a voulu construire que l'Europe du libre-échange, c'est-à-dire une Europe sans identité, l'Europe des marchands de la marchandise. Nous pensons, nous, qu'il ne peut y avoir d'Europe qu'autour d'une volonté politique commune, autour des matières de souveraineté, prises une par une, des services publics européens, un statut commun du travail dans l'entreprise, tout ce qui dépend de la souveraineté, tout ce qui peut, à partir d'une volonté populaire, améliorer la situation du monde du travail et favoriser l'évolution de tous nos pays, ensemble. Pour



(Dessin de KONE.)

ce faire, il faut un lieu où s'exprime cette espérance européenne en termes de politique et de souveraineté : ce lieu peut être le Parlement. Nous sommes pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel (...). Nous la voterons, s'il n'y a pas de tricherie dans la manière dont la question est posée. »

M. KANAPA : nous ne céderons jamais.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, dimanche 7 novembre, à Nîmes :

« Nous sommes partisans du respect total de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Nous ne céderons jamais sur cette

question, quel que soit le comportement des uns ou des autres. »

« Sous couvert de suffrage universel, on vise, en fait, à donner à l'Assemblée européenne une autorité politique nouvelle, des droits et des prérogatives dont seraient dépossédés les Parlements nationaux. Une majorité étrangère pourra prendre des décisions par-dessus la tête de l'Assemblée nationale. Nous refusons de telles perspectives. »

● M. Raymond Barre, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue samedi 6 novembre à Troyes (voir page 8), a indiqué qu'il ne ferait pas de commentaires sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel avant que ne soient connues les conclusions du Conseil constitutionnel.

CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

Choisir un matériel de photocopie réaliste, c'est vital pour une compagnie d'aviation. Il s'agit de sa communication avec son réseau.

Un réseau sans lequel il n'y a pas de compagnie d'aviation. C'est pourquoi chaque compagnie tient à pouvoir compter sur des photocopieurs dont la qualité et la rentabilité lui assurent aux meilleures conditions l'influx qu'elle doit donner.

Et recevoir.

La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).

Voici comment nous travaillons chez Océ : nous sommes très ouverts dans les discussions avec vous, mais très précis dans l'analyse de vos besoins car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

C'est dans doute pourquoi Océ est réputé, même hors d'Europe. Un photocopieur Océ améliorera vos échanges avec votre réseau.

Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



Libres opinions

DE LEUR SILENCE A NOTRE VOLONTÉ

par MICHEL JOBERT

A dix-huit mois des élections législatives, la campagne électorale est ouverte. Si nous n'y prenons garde, elle sera bientôt permanente. Les Français assistent à ce spectacle avec étonnement, et se sentent lointains d'un monde politique qui joue à se ruiner et qui, sans le savoir, se coupe du peuple. Des citoyens, de plus en plus nombreux, souhaitent autre chose que l'affrontement et la destruction, et pensent que leur silence éduque les partis de s'occuper des affaires qui les concernent. Voilà pourquoi, venus de toute la France, ils se sont retrouvés récemment à Marseille, au deuxième rassemblement du Mouvement des démocrates. Quelques exemples permettant de mieux saisir la singularité du Mouvement des démocrates, qui recommande :

- Que la France soit prête techniquement et psychologiquement à se retirer de l'alliance atlantique, au moment où elle le jugerait opportun et pour des motifs dont elle serait seule juge ;
 - Que le traité de Rome soit révisé parce qu'il ne correspond plus aux nécessités de la construction d'une Europe confédérale, que la France refuse un prétendu Parlement européen, situé hors de toute perspective cohérente et qui camoufle le désaccord des Etats membres.
- Ces deux résolutions émanant d'une commission qui a consacré ses travaux à la patrie, idée révolutionnaire en son temps, devenue depuis l'allibi des conservateurs, ce qui prouve bien qu'il n'est pas utile de figer les idées. Dans la situation mondiale actuelle, la défense de la patrie française — sur le plan politique, militaire, démographique, culturel, économique, monétaire — est à nouveau le chemin d'une politique de progrès social et de libération humaine. Autres exemples issus cette fois de la commission sur « l'économie que nous voulons » :
- 1) a été proposé de :
 - Nationaliser quand c'est nécessaire et dénationaliser quand il le faut ;
 - Viser à terme la suppression de l'impôt sur le revenu ;
 - Moduler en compensation l'impôt sur la consommation ;
 - Instaurer un impôt sur la fortune (appelé de ce qui avait déjà été proposé lors du premier rassemblement du Mouvement des démocrates) ;

Remettre en cause le système des la Sécurité sociale et singulièrement les rôles respectifs de la cotisation et de l'impôt. De même, cette commission a réaffirmé la nécessité pour tous de participer, c'est-à-dire de refuser d'être des sujets économiques en sachant que cette attitude implique qu'il faut notamment faire du travailleur dans l'entreprise un partenaire total, en lui remettant, outre son salaire, la juste part du capital qu'il contribue à créer.

Ne sent-on pas au travers des mesures proposées que ce rassemblement a travaillé sans souci des préjugés ? La politique a-t-elle été absente ? Non, certes, mais la politique, c'est d'abord ce qui est commun à tous les citoyens et c'est aussi l'idée de la « démocratie vivante », lancée par notre mouvement dès sa création. Certains nouveaux « adeptes » se gardent bien de citer leurs sources, comme celui-ci qui, juste après avoir quitté le pouvoir, parle de démocratie du quotidien (que ne cherchait-il à la créer quand il possédait les leviers de commande ?). Ici ou là, nous retrouvons nos idées, mais dans une interprétation bien différente de la nôtre. La région, par exemple, simple maillon de la démocratie vivante, pour laquelle nous réclamons des moyens suffisants et une représentation élue au suffrage universel direct, l'arrondissement devenant le relais naturel entre la région et la commune.

Réjouissons-nous d'être limités, mais suggérons à tous ceux qui lisent nos documents de ne pas oublier que nous souhaitons aussi : la limitation du cumul des mandats, le développement systématique de la vie associative, la promulgation des textes d'application des nouvelles lois votées, la défense du citoyen contre l'arbitraire administratif (le rassemblement a, par exemple, proposé de pénaliser toute administration qui paierait ses dettes avec retard). Bon nombre de militants qui se trouvaient à Marseille ne s'étaient encore jamais engagés politiquement ; c'est la preuve que les citoyens ne souhaitent plus les idéologies rigides et les formules figées. Aussi viennent-ils et viendront-ils de plus en plus vers cette force neuve, pleine d'imagination et d'enthousiasme : le Mouvement des démocrates. Tous les partis de la majorité et de l'opposition avaient été invités à ce rassemblement. Seuls le parti socialiste et les radicaux de gauche ainsi que des personnalités à l'esprit ouvert et se sentant libres avaient accepté d'être présents, montrant qu'ils étaient attentifs au monde de demain. Mais le Mouvement des démocrates n'entend perdre ni sa singularité ni son originalité ou sa liberté. Qui, d'ailleurs, pourrait le souhaiter ? Ceux qui tiennent à ce que nous nous définissions dans le cadre actuel de la politique manquent d'imagination et font semblant de croire que l'affrontement direct entre la majorité et l'opposition est une fatalité. Chacun sent bien que le partage par moitié de la France est néfaste pour tous et empêche toute véritable légitimité nationale. Soyons nous-mêmes, dans notre diversité. Le Mouvement des démocrates poursuivra son chemin parce qu'il ne se définit pas par rapport aux autres, mais en fonction de sa volonté, dans ses certitudes et pour des objectifs sûrs qui concernent la France entière.

M. VALBON (P.C.) RÉPOND A M. PONIATOWSKI A PROPOS DE L'UTILISATION DE L'INFORMATIQUE

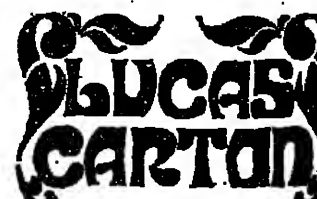
M. G. Valbon (P.C.), président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, a rendu publique, une déclaration dans laquelle il répond aux accusations lancées, à l'Assemblée nationale, par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, le mercredi 3 novembre (le Monde du 5 novembre), qui avait mis en cause diverses municipalités communistes de la Seine-Maritime et de la Seine-Saint-Denis — parmi lesquelles Bobigny, dont M. Valbon est le maire — qui, selon lui, utilisent à des fins partisanes des services informatiques.

Pour M. Valbon, ces maîtres « ont besoin, pour réaliser les équipements nécessaires à la population, de connaître, à travers des éléments statistiques, la composition sociale de la population » et de « connaître les tranches d'âges, la situation des logements, l'état de la voirie, etc., sans pour autant disposer d'un fichier enregistrant la situation personnelle de chaque citoyen ». M. Valbon poursuit :

« Ces informations, elles existent déjà dans trente-six mille communes de France, que ces communes utilisent ou non l'informatique. Dans ces conditions, que, à l'époque du progrès technique, de nombreuses villes — et celles dirigées par les communistes ne sont pas les seules — aient choisi de les traiter par des méthodes modernes pour un travail plus efficace au service de la population, n'est pas étrange, bien au contraire. »



ATHIS AUTOMOBILES S.A.
72-74, rue de Fontainebleau
R.N. 7, ATHIS-MONS.
Tél. 938.51.45.



LE RESTAURANT DES PURES TRADITIONS DE LA TABLE

LA CAVES LA PLUS COMPLETE

OUVERT tous les jours

SALONS pour réceptions

PARKING gratuit assuré

9, PLACE DE LA MADELEINE

RÉSERVATION : 265-22-90

سكنى من الامم

POLITIQUE

L'U.D.R. ET LES PROJETS DE M. CHIRAC

M. Guichard : notre capacité à vivre ensemble est extraordinaire

La fédération U.D.R. de Loire-Atlantique a, dans une motion, réaffirmé sa confiance au secrétaire général du mouvement, M. Yves Guéna, et au secrétaire général d'honneur, M. Jacques Chirac. La fédération a appuyé M. Jacques Chirac dans sa détermination de maintenir des options qualifiantes en rassemblant tous ceux qui refusent le collectivisme et veulent allier liberté et responsabilité.

Toutefois, cette fédération s'est prononcée en faveur du maintien du sigle du mouvement. M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, ministre de la justice, a déclaré devant cette instance : « La majorité doit gagner, à condition de ne pas faire d'erreurs. Première erreur : ne pas commettre la désunion. Cette erreur, nous y sommes surtout tombés dans les deux années qui viennent de s'écouler. A cet égard, les ministres et les responsables des formations politiques donnaient un peu trop l'exemple de l'insolence. Ce n'était pas le fait de l'U.D.R. La situation est aujourd'hui redressée. » « Ce qu'il y a d'extraordinaire et d'exemplaire chez les gaullistes, a-t-il ajouté, c'est leur capacité à vivre ensemble au-delà de bien des bagarres, de bien des discussions, de bien des oppositions de tempéraments. »

M. GUÉNA : le rassemblement est une nécessité

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré dimanche 7 novembre à Châteauneuf-sur-Loire : « Le rassemblement est aujourd'hui une nécessité. Si se maintient l'absurde dialogue entre la

droite et la gauche, le risque est grand de voir les socialistes et les communistes progressivement unis, faire pièce à une majorité qui passe plus de temps à s'interroger sur elle-même qu'à régler les élections nationales. Or le surcroît est possible. L'opinion hier insouciante mesure aujourd'hui le risque d'une victoire des coalisés du programme commun. Si nous sommes attirés, cette opinion viendra vers nous. »

Le rassemblement est lancé : nous nous sommes engagés résolument dans cette entreprise avec Jacques Chirac ; nous la poursuivons et nous la conduisons jusqu'à son plein accomplissement dans l'intérêt du pays. Ceux qui parlent de complot ne mesurent pas le sens des mots. Le complot est le propre des régimes de terreur ; la France est une démocratie. Qu'on évite ce vocabulaire absurde. »

M. Servan-Schreiber : en cas de victoire de la gauche M. Giscard d'Estaing devrait partir

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, estime dans un entretien avec Paris-Match publié dans le numéro daté du 19 novembre : « M. Mitterrand est plus « aventurier » que les responsables communistes. Il y a là un danger particulier. » Le député de Nancy, après avoir affirmé que le programme commun est en réalité l'« anti-gauche », répond à une question relative au maintien de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée après une éventuelle victoire de la gauche : « Je pense qu'il ne le devrait pas. Ni lui ni ceux qui participent à son entreprise. Si j'en suis, si les hommes de notre génération (...) aboutissent d'ici aux prochaines élections nationales à un bilan d'impulsivité (...), alors c'est cette aventure qui serait sanctionnée par un vote des Français en faveur du programme commun. M. Giscard d'Estaing, que nous avons choisi comme le plus compétent, et nous avec lui, devrions nous retirer. » Interrogé sur M. Chirac, le député de Nancy estime : « Une possibilité constructive apparaît dans son entreprise. M. Chirac a réussi à mobiliser, galvaniser son parti,

M. Michel Rocard : nous nous sentons prêts à gouverner

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a répondu dimanche soir 7 novembre aux questions des journalistes réunis par le « Club de la presse » d'Europe 1. Il a notamment déclaré :

● LE PROGRAMME COMMUN

« [En 1973], la conception de la démocratie économique dans la production, qui était incluse dans le programme commun, nous paraissait un peu trop descendre d'en-haut et ne pas assez monter d'en-bas ; et le deuxième point critique — et il n'y en avait que deux — c'était que, dans l'analyse de l'adaptation du programme commun à la conjoncture économique du moment où il a été signé, il y avait débat de spécialistes, et je faisais partie de ceux qui n'ont pas trouvé ces dispositions conjoncturelles exorbitantes (...). Aujourd'hui, nous sommes engagés sur la base d'un

contrat clair, le programme commun, qui est un contrat avec l'électorat. De plus, nous croyons à sa nécessité. »

● LES NATIONALISATIONS

« Le fait que les entreprises dominantes doivent venir sous le contrôle de la puissance publique est pour nous une chose acquise. Nous sommes en train d'examiner les moyens de rendre compatibles l'une et l'autre. (...) Propriété collective des moyens de production et d'échange, cela peut se traduire de bien des manières ; c'est le cas des entreprises nationalisées, c'est aussi le cas des coopératives, c'est le cas des régies municipales, le cas d'innombrables structures dans lesquelles ce n'est pas un capital privé qui domine. Nous avons l'intention d'assouplir et d'élargir le statut des coopératives, de fournir à l'économie la possibilité, en option, de choisir d'autres statuts d'entreprise, statuts de travailleurs associés, de partenaires, etc. Nous pensons que là est une voie d'avenir expérimentale. »

« Nous serions probablement plus prêts encore à gouverner si l'information réelle sur les dossiers techniques et financiers de l'Etat circulait complètement, si nous avions vraiment une démocratie. (...) Nous nous sentons beaucoup mieux prêts à gouverner que ce ne fut le cas dans le passé, au moment du Front populaire, ou même au moment de la Libération pour les forces de gauche, et même en 1958. Nous nous sentons beaucoup plus prêts, nous nous sentons une connaissance beaucoup plus ferme et plus précise des aspirations populaires, car le problème de l'accord des travailleurs avec ce que fera la gauche est le problème décisif de la confiance, qui nous permettra même de gouverner et aussi des dossiers principaux que nous rencontrerons dans les difficultés. (...) M. Giscard d'Estaing a les moyens, s'il est président de la République au moment où survient une victoire parlementaire de la gauche, de paralyser le système constitutionnel français. Il n'a pas été élu sur ce mandat, mais il en a les moyens à lui de répondre. Nous ne pouvons pas dans cette direction, mais je réaffirme que nous n'entendons en rien abandonner nos engagements. (...) Le président de la République en tirera les conséquences qu'il entendra. »



AUTO-HALL SA - PALACIO
75-78, avenue Léon
PIERRE-ETITE, Tél. 243.50.51



Notices à votre disposition chez les dépositaires

L'Amérique élit "Jimmy quoi?"

Politique étrangère: quoi?
Politique économique: quoi?
Politique interne: quoi?

Il y a un an, Jimmy Carter n'était qu'un cultivateur de cacahuètes Géorgien et inconnu. Aujourd'hui, il est devenu Président des Etats-Unis.

Dans un laps de temps aussi court, il a séduit l'électorat américain par une campagne électorale efficace et précise.

Maintenant que débute son mandat, "Jimmy qui?" est devenu "Jimmy quoi?" pour les Américains.

Dans le numéro de cette semaine, Newsweek examine le profil du Président Carter.

Chaque semaine, Newsweek rend compte de l'actualité mondiale de façon honnête et neutre, pour ceux qui veulent savoir comment, au-delà de leur propre pays, l'actualité affecte le monde.

Semaine après semaine, Newsweek écrit un chapitre de l'histoire du monde.

Un monde où nous vivons.
Carter Président. Dans

tous les kiosques. **Newsweek**
L'Histoire en action.

Alice Saunier-Seité est-elle seule responsable du naufrage de l'université?



L'intention de Politique hebdo n'est pas, on s'en doute, d'accorder des circonstances atténuantes à Mme le Secrétaire d'Etat. Le bilan qu'il dresse est au contraire plus accablant que jamais. Mais le naufrage de l'Université serait-il possible sans la complicité de certains enseignants ? Il y a des vérités tristes à dire et, cette semaine, la lecture de Politique hebdo ne sera pas au goût de tout le monde.

Dans le même numéro, un article sur Michel Sardou et un dossier sur le devenir des classes moyennes guettées par le « néo-travaillisme ». Décidément, l'offensive de la droite est menée sur tous les fronts, par de vrais professionnels. Il vaut mieux le savoir, et lire Politique hebdo.

nouvelle formule
politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

La rentrée des mouvements étudiants

C'est d'abord vrai pour la Ligue communiste révolutionnaire (L. C. R. - trotskiste), qui vient d'amorcer un virage spectaculaire. Son congrès s'est tenu dimanche à Nanterre, sous la présidence de son fondateur, la création, avant deux ans, d'une « Fédération des étudiants révolutionnaires », qui serait composée de militants et de sympathisants étudiants des « cercles rouges », et plus rapidement encore d'une organisation de jeunes (la Jeunesse communiste révolutionnaire), les responsables de la « Ligue » appellent aussi leurs militants étudiants à rejoindre le Mouve-

L'autre organisation issue de la scission, en 1971, de l'UNEF, la tendance **Unité syndicale**, qui revendique vingt-six mille adhérents, reste, elle, fidèle à son refus de toute participation aux conseils universitaires et a annu-

PHILIPPE BOGGIO.

Le SNES déclarait lundi, en réponse à M. Haby : « Le ministre

M. LOUIS MEXANDREAU, député, délégué à l'éducation du parti socialiste : « Dès le mercredi 6 octobre, dans une question d'actualité à l'Assemblée nationale, j'ai demandé l'attention du ministre de l'éducation sur l'importance du nombre de maîtres-auxiliaires sans poste ni traitement, qui sont 90 % de leur salaire. Lors de la présentation de son budget devant la commission des affaires culturelles, il avait répondu que tous ceux qui n'ont pas de poste ont 90 % de leur salaire. Lors de la présentation de son budget devant la commission des affaires culturelles, il avait répondu que tous ceux qui n'ont pas de poste ont 90 % de leur salaire après deux ans d'ancienneté et que tous les autres ont 100 % de leur salaire. Je réclame un service à temps partiel, toucheraient 60 % de leur salaire ; 30 % au titre de l'éducation pour partie d'emploi et 30 % au titre de l'enseignement technique. Depuis, j'ai été saisi personnellement de plusieurs centaines de cas semblables à celui de René Boudouresque, dont le salaire est de 120 000 francs. L'optimisme officiel de M. Mahy »

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) : « Ce drame illustre à quel point la politique de l'emploi de l'éducation nationale est au moment où les classes sont surchargées, on réduit les enseignants au chômage et on désespère : on ne peut pas l'accuser de trahison, d'être l'un de leurs moyens, on laisse des gens qui ont travaillé pendant trois ans sans aucune ressource, on leur a enlevé tout ce qu'ils ont, on leur a rencontré quelques difficultés dans son enseignement, mais ce qui est en cause c'est le système de l'examens, qui est un système qui ne permet pas aux enseignants qui n'ont reçu aucune formation pédagogique préalable, et cela dans les pires conditions, de faire des examens de deux ou trois semaines, moments de deux

● M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré : « Cette tragédie suscite l'émotion. Elle suscite l'indignation. Indignation contre la situation qui peut conduire à de tels gestes désespérés, indignation contre un ministre qui met en accusation la victime elle-même afin d'éluider la responsabilité du pouvoir dans les conditions inhumaines que connaissent des milliers de maîtres auxiliaires. »

« **Toutefois pas de président à l'université d'Angers.** — Réuni le 4 novembre, le conseil de l'université n'a pu donner un président pour succéder à l'actuel, hétéro, nommé quelques semaines auparavant recteur de l'académie de Nantes. Le 13 novembre, à la session, le 30 septembre, s'était soldée par un échec. D'une part, les candidats, 53, n'ont pas obtenu le quorum de 25 voix. D'autre part, le SGEN-CFDT et le S.N.E.-Sup. avaient posé le préalable — d'obtenir la suppression d'une représentation effective du corps étudiant égale aux deux tiers des mandats. D'autre part, les représentants des enseignants, de la faculté de technologie n'assistaient pas au conseil car ils attendaient l'avis de la commission de l'académie de Nantes pour lui exposer leurs problèmes propres. Le 13 novembre, le quorum n'était pas atteint. En attendant, une troisième réunion du conseil, le 20 novembre, a vu se faire nommer par le recteur, le professeur de médecine et de la faculté de médecine et de pharmacie, pour demeurer en fonctions. — *Curt Jarry* »

● **La subvention de l'U.G.E.** — L'Union des grandes écoles (U.G.E.) précise, à propos de la subvention qui doit lui être accordée par le secrétariat d'Etat aux universités (le Monde du 5 novembre), qu'elle a touché 50 000 F en 1975, alors que le secrétariat d'Etat ne prévoit de lui attribuer que 30 000 F en 1976 comme en 1974.

Un décret régleme les conditions d'ouverture des nouveaux laboratoires d'analyses

Sur le plan de l'équipement, les conditions minimales concernant la taille et l'aménagement des locaux, et l'appareillage, sont renforcées par rapport aux textes antérieurs et notamment l'unicité de lieu des analyses est re-

Desormais, l'effectif minimal du personnel technique assistant les chercheurs est fixé à 200 unités déterminées en fonction de l'activité annuelle du laboratoire à raison d'un technicien qualifié pendant trois ans dans une école de formation, par tranches de 200 unités, pour les laboratoires de biologie.

Des dispositions spéciales sont prévues concernant les laboratoires dont tout ou partie de l'activité concerne l'exécution d'actes d'anatomie et de cytologie pathologiques (notamment le diagnostic du cancer, examens de frottis).

**PLUSIEURS MILLIERS
DE PARENTS D'ÉLÈVES
ONT MANIFESTÉ À PARIS**

Appelés à une journée d'action contre « l'arbitraire du budget de l'Etat », les militants du Mouvement, des parents d'élèves de huit départements de la région parisienne ont manifesté samedi 6 novembre, à Paris, de l'Opéra à la République. Il y avait plusieurs milliers de manifestants — quatre mille selon les organisateurs, deux mille selon la police — porteurs de pancartes hostiles à la réforme Haby et demandant la rétrocession de la ville à certains fonctionnaires à sa libération au départ de la manifestation parce qu'une minorité souhaitait marcher sur l'Assemblée nationale, comme cela s'est déjà fait. Ils ont aussi appelé à manifester... Se rendant finalement aux raisons d'un dirigeant de la Fédération, les contestataires ont décidé d'arrêter à la place de la Concorde sans incident jusqu'à la clôture de la République.

Parvenus place de la République, les parents d'élèves entendirent leurs administrateurs nationaux souligner les méfaits de l'austérité, « qui frappe les parents deux fois : à la maison pour le budget familial et à l'école par le manque de cré-

Notre correspondant à Saint-Brieuc nous indique, d'autre part, que près de mille cinq cents délégués des communes de la région de Saint-Brieuc ont participé, à Guingamp (Côtes-du-Nord), à un meeting en présence de M^r Cornec, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves. Celui-ci a encouragé la Fédération Legard, les actions d'engagement qu'elle lui avait adressées, et il a dénoncé l'« énorme effort » des mass media pour déconstruire l'action des parents d'élèves. Dans la région, C'est la quatrième manifestation sensible. M^r Cornec a constaté que les données du problème se sont modifiées : « Beaucoup d'enseignants du secteur privé ont rejoint la Fédération Legard, ce qui nous permet de leur offrir un rôle qui n'est plus le rôle »

ROBERT & RENÉ

13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) - 1^{re} REPUBLIQUE

*Une boucherie
"Grande Surface"*
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) - M^o REPUBLIQUE
Une boucherie
«Grande Surface»
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

RELIGION

CRÉÉ A SANTIAGO-DU-CHILI EN 1972

APRÈS SON CONGRÈS NATIONAL

Le mouvement Chrétiens pour le socialisme connaît des difficultés pour s'établir en France

L'Eglise italienne veut se donner un organe permanent de concertation

De notre correspondant

Depuis un an, les différents courants de la gauche chrétienne en France s'interrogent sur l'opportunité de créer un mouvement national Chrétiens pour le socialisme (C.P.S.), fondé au niveau international à Santiago-du-Chili en 1972 et réunissant des militants d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe.

Pourquoi le C.P.S. a-t-il tant de mal à naître en France ? Dans un article paru en Belgique sous le titre *L'indrogro français* (1), Robert Vander Cruick, écrit : « La constitution du mouvement rencontre moins de difficultés là où elle représente une initiative tout à fait originale et neuve que là où elle vient se greffer sur une démarche effectuée par une large variété de publications et de groupements chrétiens, qui ont chacun leurs traditions, leur sensibilité, leur approche du problème. Au surplus, elle se heurte aux divergences profondes qui existent en matière de stratégie des Français qui ont opté pour le socialisme. »

La divergence la plus profonde — qui a marqué la rencontre nationale sur « Foi, communautés chrétiennes et socialisme », organisée à Orléans en juin dernier par cinq mouvements catholiques (le Monde du 10 juin) — oppose une tendance radicale, plus poli-

tique, qui met au premier plan la lutte idéologique contre le capitalisme et l'idéologie religieuse, à une autre tendance plus « religieuse », qui met l'accent sur l'élaboration d'une alternative ecclésiale, en considérant que la réappropriation de la foi est aussi importante que la lutte contre l'idéologie religieuse, et que le combat pour réformer les Eglises doit être entrecroisé dans un esprit de « fidélité conflictuelle ».

Cette deuxième tendance, représentée majoritairement à Orléans, se retrouve dans le document distribué par les cinq organisations responsables de la rencontre à titre d'« hypothèse de travail ». D'autres « plates-formes » pour un éventuel lancement du C.P.S. ont été élaborées, telles celle des Amis de l'Évangile chrétien en décembre 1975, ou celle signée par des groupes de Nantes.

Sans ambiguïtés

Un nouveau document vient d'être publié (2), intitulé « Chrétiens pour le socialisme : pour une plus grande responsabilité » et signé par le Cercle Jean XXIII, la Communauté de base de l'Est parisien, le groupe Chrétiens critiques d'Avignon, le groupe Cité nouvelle-Idéi, le groupe Chrétiens marxistes de Lille, le groupe C.P.S. de Nantes, la Lettre et Cité nouvelle. Il représente la première tendance, plus dure.

« Le premier objectif d'un mouvement C.P.S. en France, lit-on dans le préambule, doit-il être la prise en compte de la situation de la société, de l'Église ou de la rencontre de la foi et de l'Église ou de reconnaître l'importance de l'idéologie religieuse dans les batailles politiques d'aujourd'hui et de faire du combat contre cette idéologie le combat principal ? Sans oublier, bien entendu, qu'il doit être mené au sein d'une pratique de lutte pour la transformation révolutionnaire de la société qui, seule, peut libérer les chrétiens des contradictions où ils sont enfoncés, très souvent, enfoncés. »

Par rapport aux Eglises, l'agit-il seulement de dénoncer certains silences et certaines compromissions ou, beaucoup plus profondément, de mettre en cause le rôle qu'elles jouent dans la société, leur structure interne et l'expression de la foi qu'elles proposent ? A ce plan de la foi en fin, l'agit-il de résister, de maintenir, un nouveau credo ou d'accepter de passer par une critique radicale, tout en essayant de poser les premiers signes d'un nouveau mode de référence chrétienne ?

Après avoir analysé la crise actuelle du capitalisme et des Eglises, « trois niveaux de contradiction de la conscience chrétienne » — les niveaux politique, institutionnel et théologique — le texte définit ce que devrait être le C.P.S. en France.

« Son terrain spécifique est celui de l'idéologie religieuse sous toutes ses formes et quel que soit le domaine, explicitement religieux, ou politique, moral, où elle exerce son influence. Il ne s'agit pas de réunir les chrétiens qui, d'ores et déjà, se sont prononcés pour le socialisme et, en particulier, ceux qui adhèrent déjà à une organisation politique de gauche, mais de contribuer, par cette lutte spécifique, à renforcer le mouvement de passage des masses, influencées par l'idéologie religieuse, de la passivité politique ou du conservatisme à une attitude active et critique de lutte pour une transformation révolutionnaire de notre société. »

Quant à son objectif, « dans la situation de crise globale du capitalisme, et compte tenu de l'influence diffuse que garde en France le christianisme, un front de lutte contre l'idéologie religieuse, et en particulier ses manifestations politiques, nous paraît essentiel. Ce sera la première responsabilité des chrétiens pour le socialisme. »

Les objectifs à éviter, enfin : « C.P.S. ne doit être : — Ni un alibi élitiste aux chrétiens sans engagement ; partis et syndicats sont bien sûr les seuls du moment les lieux premiers de l'action politique. — Ni un parti politique de chrétiens ; il ne peut être question de constituer un parti des chrétiens de gauche. C.P.S. n'a ni programme ni stratégie de construction du socialisme. »

« Ni un appendice d'un quelconque parti de gauche. C.P.S. doit avoir son autonomie d'action et de critique, y compris vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de gauche. Si C.P.S. doit émerger clairement pour la défense de la droite, sa tâche critique des comportements religieux serait probablement aussi importante en période de construction du socialisme. »

« Ni un rassemblement sectaire : C.P.S. doit être un lieu unitaire rassemblant tous ceux qui, ayant opté pour des stratégies différentes, luttent pour le socialisme. »

« Ni un cartel d'états-majors qui ne s'appuierait pas sur une base réelle constituée de groupes locaux. »

Pour préparer la première assemblée de coordination nationale, qui doit se tenir au printemps de 1977, en vue du lancement du C.P.S., les groupes signataires de ce texte organisent un colloque, les 4 et 5 décembre, à

Paris, pour permettre un échange sur les expériences et les recherches actuelles des chrétiens engagés dans le socialisme et le marxisme (3).

Le refus de l'ACO

L'action catholique ouvrière (ACO), enfin, qui a toujours refusé, avec d'autres mouvements d'action catholique du monde ouvrier, d'envisager la création du C.P.S. en France, explique pourquoi, dans le numéro de novembre de la revue d'Action catholique (4).

« Avec nos organisations, nous faisons l'analyse de l'exploitation des travailleurs et de ses causes, et nous nous situons dans leur stratégie. Le secrétaire national de l'ACO sous le titre « Pourquoi nous disons non aux chrétiens pour le socialisme ». C'est après nos organisations respectives que nous jugeons de la place de l'Eglise dans ce système et que nous débattons des modalités de lutte. Entre chrétiens nous nous refusons à faire cette analyse et nous ne nous reconnaissons aucune compétence particulière pour définir un autre modèle de société. »

« A des questions sur la participation à l'action des chrétiens en tant que tels, le président de l'ACO rappelle à la Rencontre nationale de 1974 : « Cette vieille tradition de l'Eglise de nous faire passer une action sociale, politique, à une étiqnette chrétienne, comme elle est tenace. Mais ce n'est pas une organisation d'ouvriers de plus dans le mouvement ouvrier à dessein. »

« Or, force nous est de constater que, si ceux qui veulent organiser le regroupement des chrétiens pour le socialisme se défendent de vouloir créer un mouvement politique autonome, ils sont amenés par la stratégie à proposer une analyse et une stratégie de type socio-politique que certains courants du mouvement ouvrier refusent et qui ne s'imposent nullement aux croyants. »

« Dans ces conditions, présenter un projet d'organisation de la société comme la mise en pratique de l'Evangile représente un nouveau blocage politico-religieux que nous refusons. Un groupe de chrétiens, quel qu'il soit, et politiquement situé, n'a pas le privilège de la conscience de Dieu et de l'annonce de l'Evangile. Regrouper des chrétiens pour le socialisme comme la manifestation visible de l'Eglise à notre époque, nous apparaît comme une nouvelle forme de clericalisme. »

« Premiers le risque de donner l'image d'une Eglise de gauche s'opposant à une Eglise de droite ne correspond ni à notre manière de concevoir politiquement la construction de la société ni à notre volonté de construire une Eglise accueillante à tous les hommes. »

ALAIN WOODROW.

Rome. — Le premier congrès national de l'Eglise italienne s'est terminé à Rome sur un souhait : que cette concertation entre évêques, prêtres, religieux et laïcs, testée pendant cinq jours et jugée positive, devienne permanente. Autrement dit qu'une structure fixe soit mise en place pour favoriser la « participation » et la « communion » — deux mots-clés de la rencontre, à laquelle assistaient mille cinq cents représentants de tous les diocèses du pays sur le thème : « Evangélisation et promotion humaine ».

Une salle ultra-moderne, équipée d'un circuit interne de télévision : des cardinaux et des dizaines d'évêques en grande tenue, massés aux premiers rangs ; des prêtres strictement habillés en clergymen ; une messe pontificale à Saint-Pierre ; les télégrammes du président de la République, du président du conseil. Bref, l'image d'une Eglise bien installée, même si sa principale inquiétude a été l'étouffement de la culture catholique. Plutôt que de chercher l'effacement, l'assemblée s'est interrogée sur la manière d'être mieux présente dans la société, déclarant « impossible l'évangélisation sans la promotion humaine », cette dernière ne se réduisant pas à un militantisme politique.

La vedette du congrès de Rome aura été sans conteste l'un de ses vice-présidents, le Père Bartolomeo Sorge. Ce Jésuite talentueux, qui dirige la Civiltà Cattolica, s'est affirmé de bout en bout comme l'âme et le moteur de l'assemblée. Elle en a pris plus de poids, puisque l'intéressé est, au moins par sa fonction, l'un des hommes de confiance des autorités vaticanes. Mais elle avait fait un peu douter de sa représentativité, car le Père Sorge se distingue de la hiérarchie italienne, dont le niveau moyen est assez médiocre. On a pu le constater pendant la rencontre, avec des discours épiscopaux très creux, qui avaient le ton de l'homélie et paraissaient d'autant plus vieillottes que des centaines de personnes étaient venues s'exprimer dans un langage moderne sur des faits concrets.

Ne plus voter pour un seul parti

« La rencontre a largement dépassé notre attente », a déclaré le Père Sorge. Elle nous a appris combien l'Eglise italienne était vivante. Puis il a répondu aux critiques sur deux points : l'absence des catholiques du dissensus, qui se sont « auto-exclus » du congrès n'étant pas « en communion » avec l'Eglise hiérarchique (« Disons à nos frères absents que leur non-participation nous attriste profondément ») ; et le rôle purement consultatif de cette assemblée.

blée, qui, « ayant adopté la méthode du concile, a fait émerger la triple image d'une Eglise en recherche, d'une Eglise en service et d'une Eglise en croissance ».

Le Père Sorge a insisté avec force sur la « crise profonde » que traverse l'Italie, crise que l'Eglise vit de l'intérieur et qui met en question sa propre identité. Deux manières erronées d'y réagir, selon lui : l'intégrisme (« pour du dialogue, nostalgie de l'ancienne liturgie, regret du monolithisme politique des catholiques ») et la contestation, « qui est en train de prendre les proportions d'une véritable Eglise parallèle ». Le Père Sorge reconnaît qu'entre ces deux extrêmes « l'agglomération de l'Eglise italienne a été lent et désorganisée, en retard sur l'évolution de la société ». L'Eglise doit être « en état de recherche, étant entendu que la recherche ne doit pas partir de l'incertitude et encore moins du doute ». Et pour « adapter son langage » aux hommes de ce temps, il lui faut se rappeler « qu'un seul langage s'est toujours compris au cours des siècles : celui qui consiste à parler par les actes ». Cette Eglise en recherche doit « retourner à une pastorale missionnaire, mais qui soit post-chrétienne », car le temps des « patens ignares » est révolu.

De ce discours très dense, on retiendra l'insistance sur le pluralisme politique des croyants. Si cela va de soi en France, il n'en est pas de même en Italie. Affirmer comme l'a fait le rapporteur qu'une même foi « peut conduire à des engagements différents » ne contredit-il pas les récentes déclarations des évêques italiens en faveur de la démocratie chrétienne, avant les élections législatives de l'été dernier ?

Interrogés sur ce point lors d'une conférence, le Père Sorge a habilement détourné la question et renvoyé son interlocuteur aux conclusions, un peu obscures, de la commission politique, qui parlait d'une « dialectique entre unité et pluralité ».

Visiblement, cette question n'est pas encore tranchée en Italie. Si des élections devaient intervenir la semaine prochaine, nul ne saurait prévoir l'attitude de l'épiscopat. R. S.

O. CULLMANN-

LE MILIEU JOHANNIQUE

Étude sur l'origine de « l'Evangile » de Jean

DELACHAUX et NIESTLE

J. ELLUL

ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ

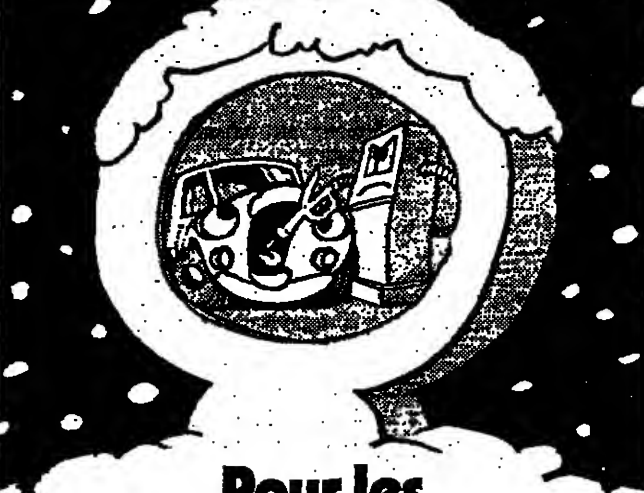
TOME I

ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ

TOME II

LABOR & FINES

Diffusion : LIBRAIRIE PROTESTANTE 140, bd Saint-Germain Paris 6



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle soit sobre.

Enquête Shell-Ilop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport, qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les démarrages à froid, augmenter le rendement de votre moteur et lutter contre le gaspillage d'essence, les stations Shell vérifient les BOUGIES, le FILTRE A AIR et les VJS PLATINEES. Ce service répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.



S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

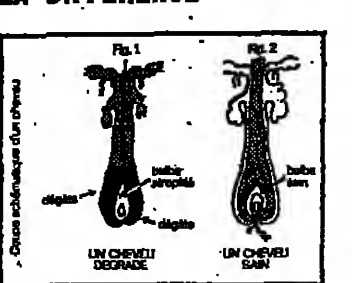
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux très secs ou très gras, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous consultera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP

INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Paillerie - Tél. 51-34-19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. 48-06-34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. 21-25-26
METZ : 2/4, en Chapelle - Tél. 75-00-11



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Ilop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport, qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.



DÉFENSE

AU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

La gauche au pouvoir devra tenir compte du fait nucléaire estiment MM. Hernu, Pontillon et Chevènement

Le comité directeur du parti socialiste, qui a examiné, dimanche 7 novembre, au Sénat, les problèmes de la défense, n'a pas tiré de conclusions, mais, selon M. Claude Estier, le débat doit continuer au sein du P.S. sur la base des réflexions contenues dans les trois rapports de MM. Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement et Robert Pontillon. Du reste, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est intervenu pour souligner la nécessité d'approfondir encore cette réflexion interne, de préciser certaines observations dans le but de sauvegarder l'autonomie de la décision française.

Pour M. Robert Pontillon, secrétaire national aux affaires internationales, il existe « deux menaces » pour l'Europe occidentale et la France. D'une part l'alliance atlantique deviendra « un bouclier moins efficace sur le plan militaire, mais plus lourd sur le plan politique et économique ». D'autre part, « la force militaire demeure un élément important de la puissance nationale ». Une telle évolution, a estimé M. Pontillon, « doit conduire à compter davantage sur soi et sur ses proches pour pouvoir disposer d'une liberté d'action ».

Rejetant la neutralité désarmée, la neutralité armée « qui met l'accent sur la seule production des intérêts nationaux français, au risque d'accroître un axe de défense occidentale entre Bonn et Washington » et l'atlantisme parce qu'« il demeure toujours, désormais, une incertitude de l'engagement américain », le secrétaire national du P.S. propose le concept d'« une défense nationale élargie ». Le meilleur système, a-t-il expliqué, repose sur le développement continu d'une force nucléaire stratégique protégeant le sous-marin et les opérateurs multiples, sur l'existence d'armes nucléaires tactiques aéroportées et sur des forces classiques légères et mobiles, capables d'intervention extérieure et d'une défense en profondeur.

« L'ensemble atomique doit rester sous contrôle national, même s'il peut être utilisé à des fins régionales », a précisé M. Pontillon, qui estime, en revanche, que « l'élément classique est appelé à coopérer normalement avec les autres forces régionales, même s'il remplit, pour certaines de ses composantes, des missions purement nationales ».

Des liens avec la communauté atlantique

« On peut concevoir, a ajouté le secrétaire national du P.S., qu'un gouvernement de gauche participerait pleinement aux réunions du conseil atlantique pour négocier, discuter, défendre ses positions sur les problèmes de sécurité occidentale. On peut penser également au maintien de liens actuels en matière de logistique, de télécommunications, d'observation (...). Il est possible de proposer et d'entreprendre, dans les prochaines années, de petits pas concrets, empiriques et limités, dans la perspective de la coopération politique et économique européenne », a conclu M. Pontillon, qui a cité la possibilité d'échanges technologiques ou stratégiques entre la France et la Grande-Bretagne en matière nucléaire, ou encore le développement d'une coopération (manœuvres et plans de renseignements) entre forces classiques européennes.

Député socialiste de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, de son côté, a sévèrement condamné l'abandon, discret mais réel, d'une doctrine de la dissuasion nationale par M. Giscard d'Estaing qui, en se préparant « à la bataille en Europe », aspire effectivement à remplir, sous l'égide américaine, une responsabilité régionale en Espagne, au Liban, en Méditerranée, en Afrique, mais aussi sur le continent européen.

« La France, a expliqué l'animateur du Centre d'études, de recherches et d'éducation socia-

Entre les trois rapporteurs, des points communs sont toutefois apparus. C'est ainsi que MM. Hernu, Chevènement et Pontillon sont convenus que la France devrait conserver ses moyens propres de sécurité pour faire face à toutes les menaces, et éviter de se laisser entraîner dans un conflit qui ne serait pas le sien. De même, les trois rapporteurs ont constaté que, si la gauche arrivait au pouvoir, elle hériterait d'une situation et qu'en particulier l'armement nucléaire était devenu une réalité avec laquelle il fallait compter. En revanche, des divergences se sont fait jour. Selon plusieurs

listes (CERES), l'axe gauche du P.S. a besoin d'entretenir un appareil de défense indépendant (...) qui peut, seul, lui garantir une marge de manœuvre suffisante pour jouer un rôle dans le développement et la solution des crises ».

Et M. Chevènement a poursuivi : « Depuis trente ans, la menace soviétique est utilisée par le pouvoir pour justifier la poursuite de la course à l'armement et par l'Amérique pour ramener l'Europe. Il est contraire à l'intérêt national de ne pas écarter les autres menaces. » Il a ajouté : « Que, face à la menace soviétique, comme à toutes les autres, la défense française puisse un jour s'insérer dans une perspective européenne, cela ne peut être exclu. Mais, dans la période actuelle, elle doit impérativement rester nationale. A cette condition seulement, la France pourra d'ailleurs jouer un rôle en Europe ».

« La France doit disposer d'une capacité de dissuasion et d'une capacité d'intervention au dehors. La dissuasion ne peut être qu'un tout. Elle inclut l'élément nucléaire, mais sa crédibilité est avant tout politique. Elle dépend de la résolution des chefs et de la volonté populaire, celle-ci étant, nous le savons, souvent celle-là. C'est pourquoi, a conclu le député de Belfort, un système de mobilisation populaire, fondé sur un service militaire réduit et universel, doit naturellement compléter la dissuasion nucléaire ».

M. Charles Hernu, président de la commission de la défense du P.S., a rappelé, pour sa part, que « la coexistence pacifique est aussi conflictuelle », et que, « aujourd'hui, le risque du conflit limité en Europe n'est exclu par aucun des Deux Grands et par aucun homme d'Etat averti de ces dangers ». « Le communisme et le capitalisme, comme toute idéologie, sont des idéologies expansionnistes, donc sont antagonistes ».

Le rapporteur a attiré l'attention du comité directeur du P.S. sur le fait que les progrès de la technologie vont modifier les rapports entre les États et bloquer les possibilités actuelles de contrôle des armements. « Les armes nucléaires tactiques deviennent si précises et si miniaturisées que, peu à peu, les hommes politiques et les États-majors prennent l'habitude de les considérer comme une artillerie classique du champ de bataille », ce qui accroît les risques de conflits limités.

M. Hernu a proposé « la création d'un état-major politique et militaire, chargé d'analyser les crises dans le monde et d'élaborer leur nature, leurs formes, leur évolution, leur déroulement — afin d'y apporter, justement, des réponses civiles, politiques, qui ne seraient militaires qu'en dernier recours, la nucléaire devant dépendre de cet état-major, placé sous la responsabilité du président de la République, du chef du gouvernement et contrôlé par une commission parlementaire ».

Des questions sans réponses

Constatant que l'indépendance nationale est une expression qui recouvre des interprétations politiques très différentes, le président de la commission de la défense du P.S. a conclu : « L'interprétation qui ne semble être celle des socialistes est la suivante : pas d'autarcie, reconnaissance des interdépendances et volonté européenne, mais indé-

pendance, c'est-à-dire précisément une volonté chatouilleuse de protéger notre liberté de décision en matière sociale, économique, industrielle et militaire. L'indépendance, c'est donc une liberté pour la France, peut-être demain pour l'Europe. (...) »

Après les trois rapporteurs, divers orateurs sont intervenus. M. Dominique Taddei a souligné les points de convergence et estimé que « l'antimilitarisme n'est pas une thèse » et qu'il convenait de refuser les économies sur la sécurité. MM. Gilles Martinet, Lionel Jospin, Didier Motchane et André Bouloche ont également pris la parole, tandis que M. Gérard Jaquet a rappelé que « l'alliance atlantique est une alliance défensive » et que M. Michel Rocard a considéré que des crédits d'études étaient indispensables, notamment pour maintenir le progrès technologique.

De la tribune où il présidait les débats du comité directeur, M. François Mitterrand a souligné que la réflexion continue au sein du P.S. sur les problèmes de la défense car, a-t-il observé, une série de questions n'ont pas trouvé leurs réponses : en particulier, quels sont véritablement les menaces et les risques, et la sanction nationale est-elle du domaine du possible ou s'intègre-t-elle à un système d'alliance ? Ne croyant pas à l'éventualité d'une invasion de l'Europe, il a néanmoins insisté sur l'importance de la France ne crée, chez un adversaire, la tentation de vouloir combler le vide, le premier secrétaire du P.S. a toutefois insisté, selon plusieurs des participants au comité directeur, sur le fait que « l'essentiel pour la France est de sauvegarder son autonomie de décision ».

Un effort de recherche

Lors d'une récente conférence de presse, M. François Mitterrand, répondant à une question, avait ironisé sur l'extrême dissonance des points de vue exprimés par plusieurs responsables du P.S. sur les problèmes de la défense et, en particulier, sur l'actualisation du programme commun de gouvernement en la matière. Il est vrai que l'indigence du projet politique de la gauche unie dans le domaine de la défense ou de la sécurité avait été relevée par les observateurs, à l'époque de la signature par le P.C.F. et le P.S. du programme commun en 1972. Depuis, la situation a évolué, et il a même été créé un groupe de travail qui analyse, de nouveau, les thèses de la gauche sur l'Europe et la sécurité collective.

Au comité directeur du P.S. du dimanche 7 novembre, la dissonance a continué d'apparaître entre les différents orateurs. Mais, l'impression qui a prévalu est qu'il existe des points d'accord importants : des socialistes sont de plus en plus nombreux à considérer qu'un gouvernement de gauche ne détruirait pas l'outil militaire laissé par le pouvoir actuel, en particulier l'armement nucléaire à propos duquel cer-

tains des intervenants ont tenu à rappeler le choix, en sa faveur, du gouvernement de M. Mendès France et du Front républicain en 1950, faute de la perspective d'un désarmement mondial.

M. Louis Baillet, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et président de la commission de la défense du P.C.F., n'a pas dit autre chose lorsqu'il a, de son côté, affirmé que la défense nucléaire était désormais un fait difficile à ignorer. De toute évidence, si des nuances persistent et si des précisions restent encore nécessaires avant que le P.S. et le P.C.F. n'en soient à arrêter définitivement leur politique commune de défense, il demeure que la gauche ne dissimule plus la recherche théorique à laquelle elle se livre depuis peu sur un point fondamental de la doctrine. Il est pour le moins paradoxal d'ailleurs : une telle évolution quelques mois après que le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, ait manifesté ses doutes sur la volonté de la nation de recourir à l'arme nucléaire dans un cas extrême.

JACQUES ISNARD.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Avec mon IBM 32 et ses programmes de facturation et de comptabilité, j'ai un outil de gestion alors que je n'avais qu'une tenue de compte.”



Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, d'une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité clients.

Jean Paloque, Président-Directeur Général de la société HARMAN à St-Mandé, répond à quelques questions.

Monsieur Paloque, vous distribuez du matériel Haute-Fidélité. Pouvez-vous nous situer avec plus de précision ?

Jean Paloque : J'emploie 35 personnes. Je distribue cinq marques, environ mille articles, à 7 ou 800 clients. Mais je fais 80 % de mon chiffre avec une centaine de clients seulement.

Certains penseraient que ces chiffres ne justifient pas un équipement informatique. Pourquoi avez-vous pensé le contraire ?

J. P. : D'abord, parce que le temps économisé, sur les opérations de facturation par exemple, peut être utilisé par le

personnel en place à des tâches plus constructives, plus « créatives ». Ensuite, parce qu'une petite entreprise dynamique tendant à devenir plus grande, son expansion doit être « prévue ». L'outil de gestion scientifique, c'est l'informatique. Pour les petits comme pour les grands.

Comment êtes-vous venu à l'informatique ? Étiez-vous attiré par elle ?

J. P. : Pas du tout. L'ordinateur m'apparaissait un peu comme un robot dépersonnalisant. Je suis venu à l'informatique par raison, lorsque sont apparus des matériels accessibles à la petite entreprise. Je dois dire que je n'ai absolument plus aujourd'hui la crainte d'être « assujéti » à l'ordinateur. Je sais que c'est le contraire.

Un PNA de facturation a été mis en place chez vous. Cela a-t-il été facile ?

J. P. : Oui. C'est vrai qu'il n'a fallu que deux mois pour qu'il soit opérationnel. On m'a soumis un questionnaire approfondi, défini les limites du programme et j'ai eu exactement ce qui m'avait été promis. Evidemment j'ai dû m'adapter un peu à lui. Disons qu'on a fait la moitié du chemin. Cela m'a d'ailleurs amené à simplifier et à rationaliser ma gestion.

Peut-être ne l'aurions-nous pas fait autrement. Ou alors trop lentement.

Que pensez-vous des résultats ?

J. P. : En ce qui concerne la facturation, c'est le jour et la nuit par rapport à ce que j'avais avant. C'est incomparablement plus rapide. Plus économique aussi. Comme je peux regrouper plusieurs factures sur une seule facture, je diminue par 3 le nombre de celles-ci. Et puis surtout, je peux suivre mes affaires client par client, marque par marque, représentant par représentant, et faire des statistiques. Je dispose d'un véritable tableau de bord.

Comment votre personnel a-t-il réagi à l'ordinateur ?

J. P. : Au début, il y a eu des prophéties de malheur. Et puis la confiance est venue. Il n'a fallu que quelques jours de formation aux 2 personnes qui font marcher le 32. Une facturière et une aide-comptable. Aujourd'hui, elles ont vraiment le sentiment de faire un travail plus intéressant qu'avant.

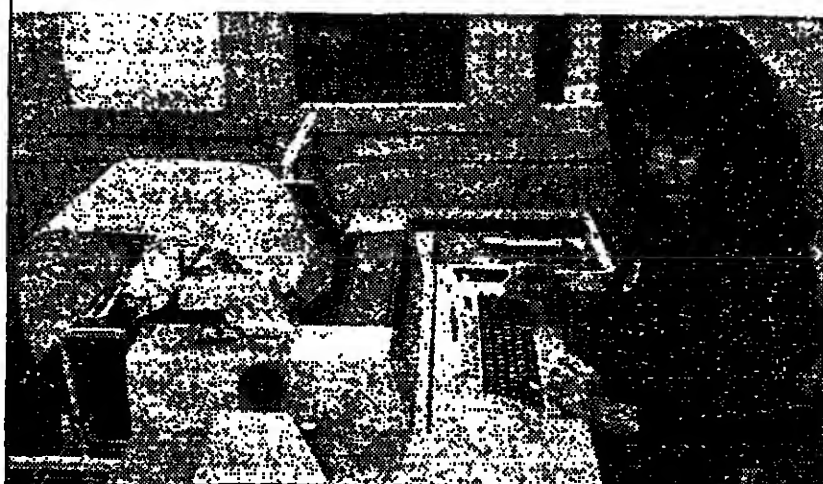
Et maintenant ?

J. P. : J'attends impatiemment la mise en place de mon PNA suivant : celui de gestion des stocks.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

Mademoiselle Huguet était aide-comptable. Il ne lui a fallu que trois jours de stage chez IBM pour devenir opératrice sur l'ordinateur 32.



* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez M. DELAHAYE, téléphone 776 93 93, Tour Générale, 5 place de la Pyramide - Quartier Villon, Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

La Pompadour
QUINZAINE
des MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEAUX LAINÉES
TOUTES TAILLES
du 40 au 62
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chaussée d'Antin

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR
FRANÇAISES ET FRANÇAIS
le 11 NOVEMBRE
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE

Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre
AU PROFIT des VEUVE - ORPHELINS et ASCENDANTS
PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

سكنا في الامم

SPORTS

AUTOMOBILISME

MUNARI VAINQUEUR DU TOUR DE CORSE

La distraction de Bernard Darniche

De notre envoyé spécial

Seize secondes seulement ont séparé à l'arrivée du tour de Corse, dimanche 7 novembre, le vainqueur, Sandro Munari, de son second, Bernard Darniche. C'était peu pour vingt-quatre heures de course, après un parcours de 1 300 kilomètres jalonné de plus de vingt mille virages. Le classement final a d'ailleurs donné lieu à beaucoup d'incertitude, et c'est en fin de compte une pénalisation routière d'une minute qui a décidé du classement en faveur de Munari. Mais le plus rapide sur les routes corse avait bien été Bernard Darniche.

Bastia. — Très vite, dès l'élancement des Opel d'usine et après que l'on s'était rendu compte que les Alpine Renault A-110, en fonction de leur potentiel, étaient réduites au rôle secondaire, très vite il est apparu que le Tour de Corse allait se jouer entre Munari et Darniche, tous deux sur Lancia Stratos. Le tout était de savoir de quel côté pencherait la balance et si Darniche aurait la possibilité d'acquiescer jusqu'au bout Sandro Munari.

Pour Lancia, il y avait en priorité Munari et éventuellement en réserve Darniche pour « assurer le

coup » en cas d'ennui. Il n'y a rien de choquant dans ce genre de plan de bataille que tous les constructeurs sont amenés à établir en fonction de leurs intérêts, des atouts dont ils disposent et des impondérables d'une telle épreuve.

Une forme d'ironie voulut que tout aille pour le mieux du monde dans l'équipe Lancia, du départ à l'arrivée, aussi bien pour Munari que pour Darniche. De sorte que tout l'intérêt du Tour de Corse, pour la première place, a été reporté sur le duel qui opposait les deux pilotes et que chez Lancia on devait être à la fois satisfait et préoccupé. Satisfait parce que de toute évidence les autres constructeurs ne pouvaient plus servir de faire valoir, et préoccupé quand même, parce que la concurrence entre deux pilotes d'une même marque a quelquefois provoqué des catastrophes.

Or Munari et Darniche se sont livrés une lutte sans merci dans les épreuves de classement, et si, dans la nuit, l'avantage était à Munari, au matin il semblait bien que Darniche allait obtenir gain de cause. Il avait en tout cas fait la preuve qu'avec une voiture moins puissante (30 chevaux de moins), il était capable d'aller aussi vite, et même plus vite que Sandro Munari, dont la réputation

est bien établie, et fort justement. Darniche s'était même offert le luxe, dans une épreuve de classement, de rattraper Munari, parti deux minutes avant lui, et si le pilote italien l'avait laissé passer — l'étrémité et la simplicité des routes corse rendent naturellement impossible tout dépassement — la démonstration aurait été encore plus probante.

C'est dimanche matin, à l'heure de la messe et des bonnes actions, que l'issue du Tour de Corse bascula en faveur de Sandro Munari. Un rallye est fait d'épreuves de vitesse et de sections de liaison, et le règlement impose aux concurrents d'être dans les sections de liaison, de pointer à des heures extrêmement précises. Il s'agit là d'opérations de routine à laquelle les deux pilotes ont été très soigneusement préparés. Les équipages aussi expérimentés que Darniche et son navigateur, Alain Mahé.

Et pourtant c'est en pointant avec dix secondes de retard qu'ils allaient perdre le Tour de Corse et écoper d'une minute de pénalisation. De retour à Bastia, Darniche et Mahé, tout à fait décontractés et tous sourires dehors, ont expliqué qu'ils avaient été simplement « distraits » et que toute autre interprétation de cette pé-

nalisation relèverait de beaucoup d'imagination.

Du coup, à les croire, il n'était plus question de penser que leur distraction arrangeait les affaires de tout le monde ; de Lancia, qui souhaitait voir gagner Munari, de Munari, le pilote vedette du constructeur de l'importateur Lancia en France, qui avait engagé la voiture classée deuxième et qui ne cherchait pas à briser des laques avec la maison mère, chacun y trouvait son compte, sauf apparemment Bernard Darniche et Alain Mahé. Mais un gentil constructeur sait trouver les motifs qui font du bien : au mois de janvier, Darniche et Mahé auront à leur disposition une voiture d'usine pour le rallye de Monte-Carlo, ainsi puissante que celle de Munari et ils bénéficieront de la même assistance. Cette fois, tout le monde était content.

FRANÇOIS JANIN.

RÉSULTATS

1. Munari-Mahé (Lancia Stratos), 8 h. 23 min. 43 sec. ; 2. Darniche-Mahé (Lancia Stratos), 8 h. 24 min. 12 sec. ; 3. Manzagol-Philippi (Alpine A110), 8 h. 49 min. 14 sec. ; 4. Bagnoli-Jauret (Alpine A110), 8 h. 59 min. 28 sec. ; 5. Almeras-Daerle (Ford Capri), 9 h. 19 min. 10 sec. ; 6. Morvan-Baron (Alpine A110), 9 h. 41 min. 28 sec. ; 7. Segond-Dini (Ford Capri), 9 h. 48 min. 48 sec. ; 8. Sewellings-Sewellings (Opel Kadett G.T.E.), 9 h. 56 min. 11 sec. ; 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

Les fédérations françaises face à l'horizon 80 des Jeux olympiques

Comme après tous les Jeux olympiques, la tempête a fait courir la tête des dirigeants sportifs. Toutefois, comme le veut la tradition, une seule tombe : celle du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Son successeur, consulté en toute bonne foi, annonce ses premières mesures, promet de tout revoir. Mise en scène trop souvent répétée pour que l'on puisse en espérer des résultats mirobolants.

Le mal est plus profond. Tout le monde le sait, à commencer par les pouvoirs publics. Pour tenter de corriger les racines de ce mal, nous avons interrogé quelques responsables de sept disciplines. Nous avons laissé le soin à nos interlocuteurs de tirer les leçons du passé et de définir leurs projets d'avenir, en s'en tenant à deux olympiades : celle qui vient de s'écouler et celle qui commence.

Il sera essentiellement question de sport de haut niveau. C'est la raison pour laquelle les personnes interrogées sont principalement les directeurs techniques nationaux. Cependant, les conclusions que nous serons amenés à tirer de cette série d'entretiens déborderont forcément du cadre de l'élite, celle élitiste étant largement tributaire de la façon dont fonctionne le sport de masse.

Athlétisme : faire pousser des fleurs dans le désert

Sans doute est-ce parce qu'il a passé plus de dix ans en Afrique, que l'on a prié récemment M. Jacques Dudal de venir planter des fleurs dans le désert de l'athlétisme français. Le nouveau directeur technique national, qui remplace M. Christian Dubreuilh, remercié avec toute courtoisie après les Jeux de Montréal, débarque sur une planète lunaire, l'athlétisme étant la plus désertifiée de toutes les disciplines sportives. Mais, pas plus qu'un seul homme ne peut être tenu pour responsable des échecs, un seul ne peut être garant du succès. Educateur pragmatique habitué à travailler sur le terrain, M. Jacques Dudal n'annonce que par bribes son plan de redressement.

Prudence nécessaire après tant de plans perdus comme les sables d'un oved dans les sables depuis une décennie. La médaille de Guy Drué, à Montréal, brille comme un caillou doré dans un ciel sans étoiles et ne saurait tromper personne : l'athlétisme se meurt, l'athlétisme est mort. Les défauts de société, qui affectent les autres sports, atteignent plus particulièrement celui-ci. L'organisation de la vie en France conduit à des aberrations : « Lorsque les élèves sont libres, les athlètes sont prisonniers, en même temps leurs heures de repos », constate le nouveau directeur technique, dont le souci principal paraît être de créer un courant de dynamisme qui lèverait les obstacles.

Le sport scolaire

Vue idéalisée des choses ? On ne peut s'empêcher de penser, en effet, que la bonne volonté et la débrouillardise ne suffiront pas à supprimer des carences aussi profondes. Mais, enfin, s'il faut appeler de nouveaux, autant le faire dans l'enthousiasme, et M. Jacques Dudal s'y emploie. Aussé il entend réconcilier le sport scolaire et le sport civil n'est pas

une idée nouvelle. Mais on ne peut que l'approuver dans son intention de favoriser les activités de l'association scolaire — plutôt que de les tenir pour concurrentes — et d'annexer les clubs à agir en continuité, en prenant principalement le relais après les heures de classe et en animant le temps de loisir.

Réalisable, le responsable de l'athlétisme soutient que l'on ne se décourage pas devant le manque de moyens. Il ne saurait, toutefois, ignorer que les professeurs trouvent appui sur des professeurs hautement qualifiés, les clubs restent les parents pauvres en moyens comme en éducateurs. Les entraîneurs sont loin de recevoir la formation nécessaire, et le corps des conseillers techniques a lui aussi ses problèmes (voir encadré).

De sorte que, si les installations ne manquent pas trop, ce qui frappe l'athlétisme de stérilité, c'est un défaut d'animateurs en quantité et en qualité. Aussi bien n'imaginons-on pas que le nouveau directeur technique puisse d'un coup de baguette magique répondre à la demande. Sur ce point, il est certainement conscient de ne faire que les premiers pas de sa longue marche. En l'absence de moyens, les déclarations d'intention — « priorité aux jeunes », « tout pour les clubs » — restent des vœux pieux, comme les dix dernières années l'ont amplement démontré. En revanche on s'attachera plus volontiers sur les projets concernant l'élite, dans la mesure où ils sont plus réalisables, et à court terme.

Un classement par points

Pour combattre des situations par trop assises, pour faire renaitre le goût de la lutte, M. Jacques Dudal imagine de soumettre les meilleurs athlètes à un classement par points obtenu dans une série de compétitions disputées au fil de l'année. Pour chaque discipline (sprint, lancers, sauts, courses de fond), il constituera trois équipes chez les hommes et deux équipes chez les femmes, composées chacune de quatre représentants. Il pourra alors organiser des tournois les plus variés, combinés éventuellement avec des stages de formation. Ainsi, s'ils veulent se maintenir parmi l'élite, les athlètes seront tenus de participer aux meetings officiels, plutôt que de se laisser séduire par les « enveloppes » des promoteurs. Encore faut-il espérer que la Fédération française ne cherchera pas à trop compenser ce manque à gagner — que l'on ne devrait pas avoir à mentionner.

GYMNASTIQUE. — Le comité directeur de la Fédération française a choisi, à l'unanimité, Strasbourg de préférence à Grenoble, à Paris ou à Lyon, pour l'organisation, du 22 au 29 octobre 1978, des championnats du monde.

La formation des cadres

En France, le défaut majeur dont semble souffrir le sport en général, et l'athlétisme en particulier, réside dans la faiblesse de l'encadrement à l'échelon départemental. Le fait que tout un chacun puisse se déclarer entraîneur de club, sans avoir à justifier cette prétention par un diplôme ou une formation quelconque indique bien que l'athlétisme bénéficie n'est pas nécessairement synonyme de qualité.

A qui revient le soin de former des entraîneurs ? Aux conseillers techniques régionaux et départementaux, qui sont au total 250 en France. Mis en place depuis 1953, ce corps de conseillers techniques souffre d'un recrutement

ment anarchique qui, en l'absence de statut, conduit à distinguer quatre catégories de personnel (professeurs d'éducation physique, anciens sportifs ou sportifs de haut niveau en activité, voire militaires en retraite). Cette hétérogénéité dans la formation et le traitement rend malaisée la coordination, quand elle ne suscite pas des jaloux motivés par des différences de traitement. Mais de la moitié sont titulaires de la fonction publique, les autres, en provenance du secteur privé, reçoivent le titre de maître auxiliaire. C'est mettre en présence un sergent et un capitaine, celui-ci dépendant parfois de celui-là.

Trop peu nombreux

Trop peu nombreux, et ne comptant parmi eux que quarante femmes, les conseillers techniques ont le plus grand mal à assurer leur mission de coordination et de formation. Souvent mal payés, et encore moins bien défrayés (la plupart ne touchent qu'une prime de déplacement de 200 francs par mois), ils s'efforcent de colmater les brèches, vont passer dans des stages des entraîneurs qu'ils perdent après complètement de vue, et se désespèrent de ne pouvoir assurer la promotion de l'élite comme ils l'entendraient.

Comment, en effet, développer l'athlétisme, et l'on s'appuie sur des clubs étrangers par les problèmes financiers et dépourvus d'encadrement ? Comment espérer voir fleurir une élite sur cette terre aride alors que les res-

ponsables n'ont même pas les moyens de faire fonctionner les installations existantes. Un exemple : la Ligue du centre de l'athlétisme dispose d'une dizaine de pistes tous temps, dont quatre de classe internationale. Elle se trouve dans l'impossibilité, faute de cadres techniques en nombre suffisant, d'en utiliser plus de deux en même temps. On assiste là à une déperdition d'énergie considérable qui rend précaires toutes les déclarations d'intention.

Quand le groupement des conseillers techniques réclame un statut, dont il a défini lui-même les grandes lignes, et un accroissement significatif de ses effectifs, il ne fait rien d'autre que de proposer une des meilleures solutions pour obtenir, en partant de la base, des athlètes de haut niveau. — P.S.

JUDO

Trop de monde sur le tatami

Judo marathon pour les finales des championnats de France par équipes de département disputées dimanche 7 novembre : sept équipes, cent cinq combattants, un tiers espoirs, un tiers juniors, un tiers seniors, répartis dans toutes les catégories de poids, ont bondi sur les trois tapis du stade Pierre-de-Coubertin. Au bout du compte, un vainqueur, le Val-de-Marne, devant le Nord et la Gironde.

Près de dix heures de compétitions quasi ininterrompues : même les « morias » qui assistent aux compétitions comme à la messe dominicaine s'y perdent quelque peu dans le tourbillon des vêtements blancs enchevêtrés. Chaque judoka a rencontré une fois tous ceux de son âge et de sa catégorie de poids. Pour suivre le déroulement exact de la compétition, il fallait faire une comptabilité qui était bien difficile à tenir lorsque trois combats se déroulaient de front.

Il reste que la formule est la plus équitable. De plus, son véritable objectif est de permettre aux dirigeants de la Fédération de passer en revue leurs troupes au début de l'automne. Après le tamisage des sélections départementales et régionales, à peu près tout ce qu'il y a de mieux dans le judo français s'est affronté dimanche.

En fait, le retour à la compétition souhaité par Anne-Marie Proell, pour quelques beaux assauts ! Finalement, des trois cent quinze combats, il est ressorti que les jeunes provinciaux ont les dents longues et qu'ils ne se laissent pas impressionner par leurs jeunes camarades de la capitale ; en revanche, que leurs aînés sont moins aguerris, que quelques juniors et seniors ont bien fibre altérée, que les Parisiens se sont fait boucler et qu'après tout c'était le premier championnat de l'année.

ALAIN GIRAUDO.

SKI

Le difficile retour d'Anne-Marie Proell

De notre correspondant

Vienne. — Rencara-t-on cette année Anne-Marie Proell sur les pistes ? La Fédération autrichienne de ski (Ö.S.V.) ne semble pas montrer un enthousiasme particulier pour le « comeback » de l'ancienne championne du monde. Samedi 6 novembre, les dirigeants de l'Ö.S.V., qui ont décidé de prononcer sur une demande d'obtention de licence présentée par Anne-Marie Proell ont fait savoir qu'ils avaient une « attitude positive » à cet égard. Mais ils n'ont pas pris la décision définitive, attendant que la Fédération internationale de ski donne d'abord le feu vert.

La réaction de la presse ne s'est pas fait attendre : « Voilà une solution typiquement autrichienne » ont dit les commentateurs, allant même jusqu'à accuser l'Ö.S.V. de vouloir « esquiver » ses responsabilités. En fait, le retour à la compétition souhaité par Anne-Marie Proell met beaucoup de monde dans l'embarras. En 1975, tout juste âgée de vingt-deux ans et cinq fois championne du monde, l'enfant prodige de Kleinfurth annonce qu'elle abandonne le ski pour s'occuper de sa famille, de sa maison, et du café-night-club qu'elle vient d'ouvrir avec son mari dans son village natal. Mais elle ne se contente pas de cette activité : elle monnaie sa gloire en devenant l'héroïne d'un flash publicitaire télévisé pour une marque de lessive. Gain estimé : 100 000 schillings (environ 25 000 F.).

Quel démon ou quelle nécessité pousse ainsi Anne-Marie Proell à revenir sur les pistes ? Les Autrichiens s'interrogent. Certains voient dans cette opération, qui risque de faire des remous au sein d'une équipe féminine déjà constituée à la veille du début des compétitions, la pression des forces occultes qui dirigent l'industrie du ski.

ANITA RIND.

TENNIS

L'U.R.S.S. est exclue de la Coupe Davis

Le comité de direction de la Coupe Davis, réuni dimanche 7 novembre dans les locaux fédéraux du stade Roland-Garros, a décidé d'exclure de la compétition 1977 l'U.R.S.S. qui avait refusé, cette année, de rencontrer le Chili en demi-finale pour des raisons politiques. Mesure qui est une menace d'exclusion non déguisée à l'égard de l'Italie si les joueurs transalpins ne font pas le voyage de Santiago pour disputer la finale de la Coupe contre les Chiliens.

Le même comité a rédigé une motion selon laquelle « toute nation s'engageant dans une compétition et déclarant forfait par la suite en sera automatiquement exclue l'année suivante ».

LES RÉSULTATS

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

Classement — 1. Rouen, 17 ; 2. Strasbourg et Besançon, 16 ; 3. Orléans et Tours, 14 ; 4. Luch et Brest, 13 ; 5. Dunkerque, Guingamp et Chaumont, 12 ; 6. Epinal et Lorient, 11 ; 7. Bourges, Nevers, Amiens et Saint-Denis, 10 ; 8. Evreux, 9 ; 9. Caen, 8.

Classement — 1. Nice, 23 pts ; 2. Villeneuve, 22 ; 3. Brest, 20 ; 4. Caen, 19 ; 5. Clermont, 18 ; 6. La Marse, Bagnollet, 17 ; 7. Antibes, 16 ; 8. S.F. Evry, 14 ; 9. Châteauneuf, C.R.O. Lyon, Monaco, 13 ; 10. Tarras, Valenciennes, 8.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

Classement — 1. Bastia, 2-2 ; 2. Reims et Saint-Etienne, 2-2 ; 3. Metz, 2-1 ; 4. Nancy, 2-1 ; 5. Angers, 2-0 ; 6. Nîmes, 2-1 ; 7. Valenciennes, 2-1 ; 8. Nancy et Lens, 1-1 ; 9. Laval, 1-1 ; 10. Paris-Saint-Germain, 1-0 ; 11. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 12. Caen, 2-1 ; 13. Auxerre, 2-1 ; 14. Nîmes, 1-1 ; 15. Nancy, 1-1 ; 16. Metz, 1-1 ; 17. Lens, 1-1 ; 18. Reims, 1-1 ; 19. Angers, 1-1 ; 20. Valenciennes, 1-1 ; 21. Nancy, 1-1 ; 22. Laval, 1-1 ; 23. Paris-Saint-Germain, 1-1 ; 24. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 25. Caen, 2-1 ; 26. Auxerre, 2-1 ; 27. Nîmes, 2-1 ; 28. Nancy, 2-1 ; 29. Metz, 2-1 ; 30. Lens, 2-1 ; 31. Reims, 2-1 ; 32. Angers, 2-1 ; 33. Valenciennes, 2-1 ; 34. Nancy, 2-1 ; 35. Laval, 2-1 ; 36. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 37. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 38. Caen, 2-1 ; 39. Auxerre, 2-1 ; 40. Nîmes, 2-1 ; 41. Nancy, 2-1 ; 42. Metz, 2-1 ; 43. Lens, 2-1 ; 44. Reims, 2-1 ; 45. Angers, 2-1 ; 46. Valenciennes, 2-1 ; 47. Nancy, 2-1 ; 48. Laval, 2-1 ; 49. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 50. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 51. Caen, 2-1 ; 52. Auxerre, 2-1 ; 53. Nîmes, 2-1 ; 54. Nancy, 2-1 ; 55. Metz, 2-1 ; 56. Lens, 2-1 ; 57. Reims, 2-1 ; 58. Angers, 2-1 ; 59. Valenciennes, 2-1 ; 60. Nancy, 2-1 ; 61. Laval, 2-1 ; 62. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 63. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 64. Caen, 2-1 ; 65. Auxerre, 2-1 ; 66. Nîmes, 2-1 ; 67. Nancy, 2-1 ; 68. Metz, 2-1 ; 69. Lens, 2-1 ; 70. Reims, 2-1 ; 71. Angers, 2-1 ; 72. Valenciennes, 2-1 ; 73. Nancy, 2-1 ; 74. Laval, 2-1 ; 75. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 76. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 77. Caen, 2-1 ; 78. Auxerre, 2-1 ; 79. Nîmes, 2-1 ; 80. Nancy, 2-1 ; 81. Metz, 2-1 ; 82. Lens, 2-1 ; 83. Reims, 2-1 ; 84. Angers, 2-1 ; 85. Valenciennes, 2-1 ; 86. Nancy, 2-1 ; 87. Laval, 2-1 ; 88. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 89. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 90. Caen, 2-1 ; 91. Auxerre, 2-1 ; 92. Nîmes, 2-1 ; 93. Nancy, 2-1 ; 94. Metz, 2-1 ; 95. Lens, 2-1 ; 96. Reims, 2-1 ; 97. Angers, 2-1 ; 98. Valenciennes, 2-1 ; 99. Nancy, 2-1 ; 100. Laval, 2-1 ; 101. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 102. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 103. Caen, 2-1 ; 104. Auxerre, 2-1 ; 105. Nîmes, 2-1 ; 106. Nancy, 2-1 ; 107. Metz, 2-1 ; 108. Lens, 2-1 ; 109. Reims, 2-1 ; 110. Angers, 2-1 ; 111. Valenciennes, 2-1 ; 112. Nancy, 2-1 ; 113. Laval, 2-1 ; 114. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 115. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 116. Caen, 2-1 ; 117. Auxerre, 2-1 ; 118. Nîmes, 2-1 ; 119. Nancy, 2-1 ; 120. Metz, 2-1 ; 121. Lens, 2-1 ; 122. Reims, 2-1 ; 123. Angers, 2-1 ; 124. Valenciennes, 2-1 ; 125. Nancy, 2-1 ; 126. Laval, 2-1 ; 127. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 128. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 129. Caen, 2-1 ; 130. Auxerre, 2-1 ; 131. Nîmes, 2-1 ; 132. Nancy, 2-1 ; 133. Metz, 2-1 ; 134. Lens, 2-1 ; 135. Reims, 2-1 ; 136. Angers, 2-1 ; 137. Valenciennes, 2-1 ; 138. Nancy, 2-1 ; 139. Laval, 2-1 ; 140. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 141. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 142. Caen, 2-1 ; 143. Auxerre, 2-1 ; 144. Nîmes, 2-1 ; 145. Nancy, 2-1 ; 146. Metz, 2-1 ; 147. Lens, 2-1 ; 148. Reims, 2-1 ; 149. Angers, 2-1 ; 150. Valenciennes, 2-1 ; 151. Nancy, 2-1 ; 152. Laval, 2-1 ; 153. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 154. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 155. Caen, 2-1 ; 156. Auxerre, 2-1 ; 157. Nîmes, 2-1 ; 158. Nancy, 2-1 ; 159. Metz, 2-1 ; 160. Lens, 2-1 ; 161. Reims, 2-1 ; 162. Angers, 2-1 ; 163. Valenciennes, 2-1 ; 164. Nancy, 2-1 ; 165. Laval, 2-1 ; 166. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 167. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 168. Caen, 2-1 ; 169. Auxerre, 2-1 ; 170. Nîmes, 2-1 ; 171. Nancy, 2-1 ; 172. Metz, 2-1 ; 173. Lens, 2-1 ; 174. Reims, 2-1 ; 175. Angers, 2-1 ; 176. Valenciennes, 2-1 ; 177. Nancy, 2-1 ; 178. Laval, 2-1 ; 179. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 180. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 181. Caen, 2-1 ; 182. Auxerre, 2-1 ; 183. Nîmes, 2-1 ; 184. Nancy, 2-1 ; 185. Metz, 2-1 ; 186. Lens, 2-1 ; 187. Reims, 2-1 ; 188. Angers, 2-1 ; 189. Valenciennes, 2-1 ; 190. Nancy, 2-1 ; 191. Laval, 2-1 ; 192. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 193. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 194. Caen, 2-1 ; 195. Auxerre, 2-1 ; 196. Nîmes, 2-1 ; 197. Nancy, 2-1 ; 198. Metz, 2-1 ; 199. Lens, 2-1 ; 200. Reims, 2-1 ; 201. Angers, 2-1 ; 202. Valenciennes, 2-1 ; 203. Nancy, 2-1 ; 204. Laval, 2-1 ; 205. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 206. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 207. Caen, 2-1 ; 208. Auxerre, 2-1 ; 209. Nîmes, 2-1 ; 210. Nancy, 2-1 ; 211. Metz, 2-1 ; 212. Lens, 2-1 ; 213. Reims, 2-1 ; 214. Angers, 2-1 ; 215. Valenciennes, 2-1 ; 216. Nancy, 2-1 ; 217. Laval, 2-1 ; 218. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 219. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 220. Caen, 2-1 ; 221. Auxerre, 2-1 ; 222. Nîmes, 2-1 ; 223. Nancy, 2-1 ; 224. Metz, 2-1 ; 225. Lens, 2-1 ; 226. Reims, 2-1 ; 227. Angers, 2-1 ; 228. Valenciennes, 2-1 ; 229. Nancy, 2-1 ; 230. Laval, 2-1 ; 231. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 232. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 233. Caen, 2-1 ; 234. Auxerre, 2-1 ; 235. Nîmes, 2-1 ; 236. Nancy, 2-1 ; 237. Metz, 2-1 ; 238. Lens, 2-1 ; 239. Reims, 2-1 ; 240. Angers, 2-1 ; 241. Valenciennes, 2-1 ; 242. Nancy, 2-1 ; 243. Laval, 2-1 ; 244. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 245. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 246. Caen, 2-1 ; 247. Auxerre, 2-1 ; 248. Nîmes, 2-1 ; 249. Nancy, 2-1 ; 250. Metz, 2-1 ; 251. Lens, 2-1 ; 252. Reims, 2-1 ; 253. Angers, 2-1 ; 254. Valenciennes, 2-1 ; 255. Nancy, 2-1 ; 256. Laval, 2-1 ; 257. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 258. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 259. Caen, 2-1 ; 260. Auxerre, 2-1 ; 261. Nîmes, 2-1 ; 262. Nancy, 2-1 ; 263. Metz, 2-1 ; 264. Lens, 2-1 ; 265. Reims, 2-1 ; 266. Angers, 2-1 ; 267. Valenciennes, 2-1 ; 268. Nancy, 2-1 ; 269. Laval, 2-1 ; 270. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 271. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 272. Caen, 2-1 ; 273. Auxerre, 2-1 ; 274. Nîmes, 2-1 ; 275. Nancy, 2-1 ; 276. Metz, 2-1 ; 277. Lens, 2-1 ; 278. Reims, 2-1 ; 279. Angers, 2-1 ; 280. Valenciennes, 2-1 ; 281. Nancy, 2-1 ; 282. Laval, 2-1 ; 283. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 284. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 285. Caen, 2-1 ; 286. Auxerre, 2-1 ; 287. Nîmes, 2-1 ; 288. Nancy, 2-1 ; 289. Metz, 2-1 ; 290. Lens, 2-1 ; 291. Reims, 2-1 ; 292. Angers, 2-1 ; 293. Valenciennes, 2-1 ; 294. Nancy, 2-1 ; 295. Laval, 2-1 ; 296. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 297. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 298. Caen, 2-1 ; 299. Auxerre, 2-1 ; 300. Nîmes, 2-1 ; 301. Nancy, 2-1 ; 302. Metz, 2-1 ; 303. Lens, 2-1 ; 304. Reims, 2-1 ; 305. Angers, 2-1 ; 306. Valenciennes, 2-1 ; 307. Nancy, 2-1 ; 308. Laval, 2-1 ; 309. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 310. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 311. Caen, 2-1 ; 312. Auxerre, 2-1 ; 313. Nîmes, 2-1 ; 314. Nancy, 2-1 ; 315. Metz, 2-1 ; 316. Lens, 2-1 ; 317. Reims, 2-1 ; 318. Angers, 2-1 ; 319. Valenciennes, 2-1 ; 320. Nancy, 2-1 ; 321. Laval, 2-1 ; 322. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 323. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 324. Caen, 2-1 ; 325. Auxerre, 2-1 ; 326. Nîmes, 2-1 ; 327. Nancy, 2-1 ; 328. Metz, 2-1 ; 329. Lens, 2-1 ; 330. Reims, 2-1 ; 331. Angers, 2-1 ; 332. Valenciennes, 2-1 ; 333. Nancy, 2-1 ; 334. Laval, 2-1 ; 335. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 336. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 337. Caen, 2-1 ; 338. Auxerre, 2-1 ; 339. Nîmes, 2-1 ; 340. Nancy, 2-1 ; 341. Metz, 2-1 ; 342. Lens, 2-1 ; 343. Reims, 2-1 ; 344. Angers, 2-1 ; 345. Valenciennes, 2-1 ; 346. Nancy, 2-1 ; 347. Laval, 2-1 ; 348. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 349. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 350. Caen, 2-1 ; 351. Auxerre, 2-1 ; 352. Nîmes, 2-1 ; 353. Nancy, 2-1 ; 354. Metz, 2-1 ; 355. Lens, 2-1 ; 356. Reims, 2-1 ; 357. Angers, 2-1 ; 358. Valenciennes, 2-1 ; 359. Nancy, 2-1 ; 360. Laval, 2-1 ; 361. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 362. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 363. Caen, 2-1 ; 364. Auxerre, 2-1 ; 365. Nîmes, 2-1 ; 366. Nancy, 2-1 ; 367. Metz, 2-1 ; 368. Lens, 2-1 ; 369. Reims, 2-1 ; 370. Angers, 2-1 ; 371. Valenciennes, 2-1 ; 372. Nancy, 2-1 ; 373. Laval, 2-1 ; 374. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 375. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 376. Caen, 2-1 ; 377. Auxerre, 2-1 ; 378. Nîmes, 2-1 ; 379. Nancy, 2-1 ; 380. Metz, 2-1 ; 381. Lens, 2-1 ; 382. Reims, 2-1 ; 383. Angers, 2-1 ; 384. Valenciennes, 2-1 ; 385. Nancy, 2-1 ; 386. Laval, 2-1 ; 387. Paris-Saint-Germain, 2-1 ; 388. Rennes et Sochaux, 2-2 ; 389. Caen, 2-1 ; 390. Auxerre, 2-1 ; 391. Nîmes, 2-1 ; 3

JUSTICE

Au congrès de criminologie

L'INFLUENCE DE LA PRESSE SUR LA DÉLINQUANCE EST « INDISCUTABLE »

estime le directeur de la P.J.

Réuni sur le thème « Délinquance et presse », le séminaire du congrès de criminologie s'est terminé, samedi 6 novembre, à Caen, par un acquiescement au bénéfice du doute pour ces mass media. Seul M. Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire, représentant le ministre de l'Intérieur, a estimé dans son allocution — qui devait, sans débats, clore le congrès — que l'influence de la presse sur la délinquance était « indiscutable ».

« Les conditions sont réunies pour accuser les mass media, a affirmé M. Bouvier, mais il ne peut y avoir de preuve mathématique. Les journalistes puisent dans la presse les moyens d'accomplir la façon d'agir, les possibilités d'échapper à la police. Les criminels sont trop souvent vulnérables et la victime complètement négligée. L'information ne doit-elle pas s'astreindre à des limites et à un mode d'expression ? »

Le représentant du ministère de l'Intérieur a toutefois souligné le rôle positif que la presse pouvait jouer contre la criminalité quand elle sursoit à la diffusion d'une information. Pour la première fois, le débat a été engagé, jeudi 4 novembre, sur la presse écrite, ce fut, vendredi, le tour de la radio-diffusion et de la télévision.

M. Etienne Mougeotte, directeur de l'information à l'Europe n°1, a analysé la radio en tant que « participant » à l'événement, comme ce fut le cas en mai 1968. Pour la seconde, M. Henri Marquet et Roger Gléquel ont présenté leur analyse en partant du rapt et du meurtre de Philippe Bérard, à Troyes. M. Gléquel devait dire : « Avec le recul, l'événement ne valait pas ce traitement ».

■ Mme Soléil en correctionnelle. — Pour n'avoir pas suffisamment éclairé l'administration des contributions directes sur le montant exact de ses gains réalisés en 1971 et en 1972, notamment grâce à ses prestations de voyance, Mme Soléil comparaitra dans quelques semaines devant la onzième chambre correctionnelle de Paris, ainsi que son mari, M. Fargeas.

■ Mme Soléil en correctionnelle. — Pour n'avoir pas suffisamment éclairé l'administration des contributions directes sur le montant exact de ses gains réalisés en 1971 et en 1972, notamment grâce à ses prestations de voyance, Mme Soléil comparaitra dans quelques semaines devant la onzième chambre correctionnelle de Paris, ainsi que son mari, M. Fargeas.

Formé à 15 heures devant le

climètre du Père-Lachaise, le cortège devait se diriger par la rue de la République vers la place de la Bastille. En tête, derrière une guillotine symbolique et une banderole « Non à la peine de mort », onze pancartes portaient les noms des onze derniers condamnés à mort exécutés en France dénonçant la présumée exemplarité de cette peine. Scandant divers slogans : « Il ne faut pas que le couperet retombe », « Non, non aux crimes légaux », « A l'Est, à l'Ouest, abolition de la peine de mort », les manifestants, parmi lesquels M. Claude Maitre, journaliste, M. Philippe Lemaire, l'un des avocats de Roger Bontems, exécuté en 1972, parvenaient à 16 h 30 à la place de la Bastille ; c'est là qu'après destruction de la guillotine symbolique devait être donné l'ordre de dispersion. Malgré cette consigne, une centaine de manifestants restèrent sur la place, provoquant ainsi un vaste embouteillage. Vers 17 heures, après l'intervention des forces de police, ce barrage improvisé était levé.

L'affaire de fraude fiscale de Toulon

LES AGISSEMENTS DE M. ROGER MOLLARD AURAIENT ÉTÉ DÉNONCÉS PAR UN COLLABORATEUR

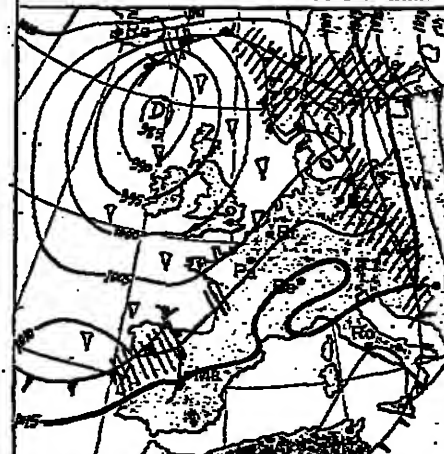
(De notre correspondant.)

Toulon. — Sans le conflit qui l'opposait à l'un de ses collaborateurs, M. Roger Mollard, propriétaire de la plus importante agence immobilière de la région, n'aurait pas pu être confondu par les agents du fisc. Mais lorsqu'ils « envahirent » les bureaux de la rue de la Paix, le 8 juillet dernier, ces agents étaient parfaitement renseignés sur les agissements de M. Mollard dont on pense qu'il aurait aidé, en trois ans, mille cinq cents clients à dissimuler à l'administration des impôts 50 millions de francs sur des transactions. (Le Monde daté 7-8 novembre 1976).

L'inspecteur Fichaud, qui dirige la brigade départementale de recherche des impôts et son collègue marseillais, l'inspecteur Bouché, se gardent bien de confirmer ou d'infirmer le chiffre avancé. « L'affaire », il faut bien le dire, a causé quelque émotion dans les milieux des agents immobiliers. Ils festinent « grosse ». Mais la découverte de la comptabilité parallèle de l'agence Mollard souligne que, pendant trois ans au moins, les transactions ont été singulièrement minorisées.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 NOV. 1976. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 novembre à 0 heure et le mardi 10 novembre à 24 heures :

La zone dépressionnaire du nord-ouest des îles Britanniques continuera de diriger sur la France un courant perturbé. Les différentes perturbations de ce courant seront un peu plus actives sur la moitié sud du pays que plus au nord, et seront accompagnées par des renforcements temporaires des vents.

Mardi, la perturbation, actuellement sur nos régions de l'Ouest, donnera encore le matin un temps couvert avec des pluies (trêve en moyenne montagne) sur nos régions les plus orientales, puis on notera sur ces régions une accalmie avec

le développement de quelques éclaircies.

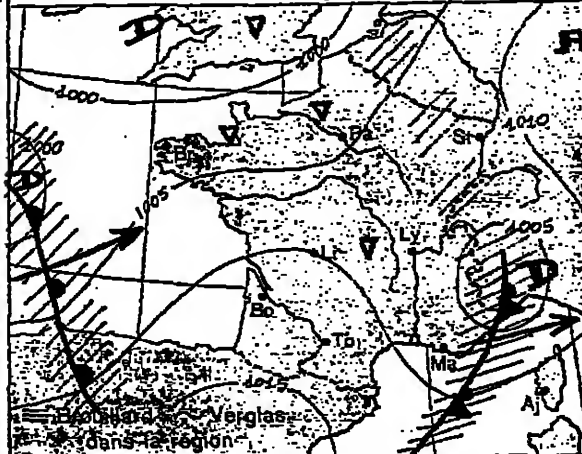
Sur le reste de la France, le matin, le temps sera nuageux avec des éclaircies, parfois brumeux sur le Sud-Ouest et le Centre. On notera quelques averses de la Bretagne à la frontière belge, qui s'atténueront par l'Ouest. Une nouvelle zone pluvieuse, venue de l'Atlantique, abordera nos régions côtières de l'Atlantique dans la soirée.

Les vents seront assez forts à forts sur les régions méditerranéennes, où ils tourneront temporairement au nord-ouest ; ailleurs, ils seront modérés, de sud-ouest, mais se renforceront le soir près de l'Atlantique.

Les températures seront en baisse ;

AUJOURD'HUI

PRÉVISIONS POUR LE 9. XI. 76 DÉBUT DE MATINÉE



La matinée sera fraîche dans l'intérieur. Lundi 9 novembre, à 7 heures, la

indique le maximum enregistré au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1008,9 millibars, soit 766,7 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Alaccio, 17 et 7 degrés ; Biarritz, 16 et 6 ; Clermont-Ferrand, 12 et 2 ; Dijon, 12 et 4 ; Grenoble, 9 et 2 ; Lille, 11 et 6 ; Lyon, 12 et 3 ; Marseille, 13 et 8 ; Nancy, 10 et 2 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice, 18 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 3 ; Pau, 16 et 2 ; Perpignan, 17 et 7 ; Rennes, 11 et 5 ; Strasbourg, 8 et 3 ; Tours, 13 et 7 ; Toulouse, 16 et 2 ; Poitiers-Pitre, 23 et 24. Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 12 et 3 ; Athènes, 22 et 14 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 10 et 2 ; Bruxelles, 11 et 8 ; Los Canales, 23 et 18 ; Copenhague, 11 et 7 ; Genève, 3 et -1 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 12 et 8 ; Madrid, 10 et 4 ; Moscou, 3 et -2 ; New York, 12 et 5 ; Palma-de-Majorque, 17 et 7 ; Rome, 19 et 10 ; Stockholm, 8 et 3 ; Téhéran, 22 et 10.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 7 novembre 1976 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 72-146 du 23 février 1972 portant institution d'une indemnité exceptionnelle de mutation ;

● Modifiant le décret n° 53-170 du 2 mars 1953 portant règlement d'administration publique pour l'organisation des corps de sapeurs-pompiers et statut des sapeurs-pompiers communaux ;

● Modifiant le décret n° 72-1004 du 30 octobre 1972 portant statut des personnels de documentation du ministère de l'éducation nationale.

Visites, conférences

MARDI 9 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 14 h. 30, métro Carbone, Mme Legrand : « L'UNESCO ». — 14 h. 45, quai Conti, Mme Fajot : « Hôtel des Monnaies et ateliers ».

CONFÉRENCES. — 18 h. 30 et 21 h. salle de cinéma du Club des Ingénieurs des arts et métiers, 9 bis, av. d'Iéna, M. J.-C. Stevens : « Une randonnée dans le plus beau désert du monde : au Sahara » (projection) (à la découverte du monde). — 18 h. 30, Maison d'histoire, 8, rue de la Ville-Évêque, M. l'abbé Pierre Bouffier : « Israël, pays de l'évangile » (Bible et terre sainte). 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Claude Thibaut : « La Florence médiévale ». — 20 h. 30, Amphithéâtre de l'Annex 15, rue de la Sorbonne, M. Jean-Marie Poes : « Les fouilles franco-paléontologiques de villages désertés en France ».

Jean Kay, mort ou vif ?

Les rumeurs convergent. « Jean Kay est mort. » Assassiné parce qu'il devenait gênant à se promener ainsi depuis quatre mois, de par le monde, avec son dossier explosif sous le bras. Le vrai dossier de Valhalla-Dassault. Tout entier. Mort parce que « les puissants » qu'il aurait menacés ou voulu faire chanter auraient payé des hommes du milieu pour l'abattre.

Mission accomplie. L'hebdomadaire Le Mailleur et M. François Macron ont écrit : « A mort, Jean Kay est mort... J'ai des antennes dans tous les milieux et dans le milieu », a raconté, samedi 6 novembre, sur Antenne 2, l'ancien inculpé de l'affaire Markovic. M. Alain Ayache, directeur « vendredi 29 octobre, à 14 heures du Mailleur, lui aussi, ne « doute plus », depuis qu'il a reçu, « vendredi 29 octobre, à 15 heures, un appel téléphonique provenant de l'étranger ». Il connaît jusqu'au nom des deux tueurs, lesquels auraient opéré au Liban. S'il n'a pas donné dans son article l'identité des deux hommes, c'est que « vraiment ils sont trop dangereux. Deux vultures du milieu ».

Bizarre, ce milieu qui se met à faire des confidences. Ennuysés qu'on en soit déjà à la troisième mort de Jean Kay depuis le 8 juillet. Cette fois, dira-t-on, est peut-être la bonne

(ou plutôt la mauvaise). Les avocats de Jean Kay, ses amis, tous ceux qui reconnaissent avoir eu récemment des contacts avec lui, tous ceux qui en ont eu sans le reconnaître, doutent pourtant de l'exactitude des rumeurs. D'autant, mais ne jurent pas du contraire. La vie de Jean Kay, depuis le début d'août, reste entourée d'un tel mystère qu'on peut répandre n'importe quelle nouvelle, pourvu qu'elle fasse vendre du papier ou serve des intérêts plus complexes.

Peut-être bien que Jean Kay est mort. Peut-être bien qu'il avait, ainsi qu'on le prétend, un dossier de quatre-vingt pièces compromettant pour les amis de M. Dassault. Peut-être bien qu'on peut vraiment s'en procurer une copie pour 500 millions ou 1 milliard de francs encaissés, selon qu'on est bon négociateur. A l'inverse, peut-être que Jean Kay est vivant, qu'il n'a jamais eu de dossier ou que celui-ci est déjà racheté et que l'ancien pirate d'Orly rit bien, quelque part en Espagne, de se faire passer pour mort.

Le juge d'instruction, M. Pelot, avancera dans l'instruction du dossier s'il établit à qui profite la rumeur vraie ou fausse de la mort de Jean Kay. Ce Jean Kay dont, brusquement, le silence est devenu d'or.

P.-M. D.

FAITS DIVERS

EXPLOSION AU SIÈGE D'UN BUREAU D'ÉTUDES SUR LES COMBUSTIBLES ATOMIQUES

Une explosion a dévasté, dimanche 7 novembre, les bureaux de la Compagnie pour l'étude et la réalisation de combustibles atomiques (CERCA) dans un immeuble situé avenue Montaigne, à Paris (8^e). L'engin explosif, dont la composition n'a pu encore être déterminée, avait été déposé sur le palier. L'étage entier a été gravement endommagé, et un début d'incendie a dû être maîtrisé. L'attention n'a pas été rendue.

Fondée en 1957, la CERCA est l'une des deux sociétés privées fabriquant des éléments combustibles nucléaires pour le compte du commissariat à l'énergie atomique. Le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann possède une participation dans cette société.

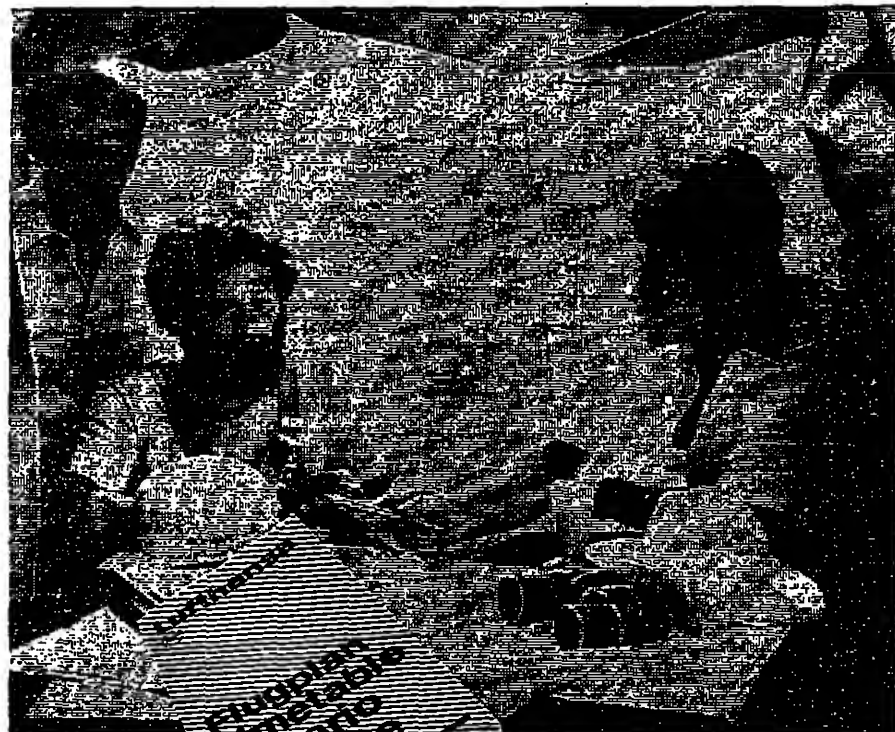
● Réunion anti-drogue à Marseille. Des policiers français, américains et canadiens se sont réunis la semaine dernière à Marseille conformément aux accords tripartites de 1971. Les participants ont constaté une recrudescence du trafic d'héroïne en provenance du « triangle d'or » (Laos-Thaïlande-Birmanie), notamment vers la France, où le nombre des interpellations pour usage de stupéfiants — trois mille en huit mois — est en augmentation de 17 %. La police française poursuit actuellement l'installation en Thaïlande une antenne de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

● Attentat contre l'hôtel des impôts de Dinan. Un attentat à l'explosif, commis dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 novembre contre l'hôtel des impôts de Dinan (Côtes-du-Nord), a provoqué dans le bâtiment des dégâts matériels assez importants. Le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne), qui revendique cette action, l'inscrit « dans le cadre de la campagne de deux mois contre l'occupation française ». Le message est signé par le même Xouern ar Sorn qui, le 30 septembre dernier, avait appelé tous les soldats de l'armée républicaine bretonne à participer aux opérations de sabotage afin d'obtenir « la libération totale de la nation bretonne et la construction d'un Etat socialiste breton libre » (Le Monde des 3 et 4 novembre).

● Des sapeurs-pompiers féménins. Le Journal officiel du 7 novembre publie un décret permettant aux corps de sapeurs-pompiers communaux de comporter du personnel féminin. Le texte prévoit d'autre part un abaissement progressif de l'âge de la retraite des sapeurs-pompiers, qui passera de soixante-cinq à soixante-trois ans en 1979.

● Accident d'avion en U.R.S.S. : au moins quatre-vingt-dix morts. Quarante-vingt personnes au moins auraient trouvé la mort, le 6 septembre dernier, dans une collision entre deux avions aux environs de Sotchi, ville balnéaire de la mer Noire, apprenait-on à l'occasion de sources officielles. Des informations sur cet accident ont été rapportées à Moscou par des voyageurs venant de Sotchi et de Donetsk, une cité minière ukrainienne d'où la plupart des passagers de l'un des appareils seraient originaires. — (A.F.P.)

Voyage d'affaires au Moyen-Orient? Ne partez pas sans notre livre jaune.



Notre horaire vous présente une bonne nouvelle : à partir du 1^{er} novembre, vous gagnez deux heures sur tous nos vols

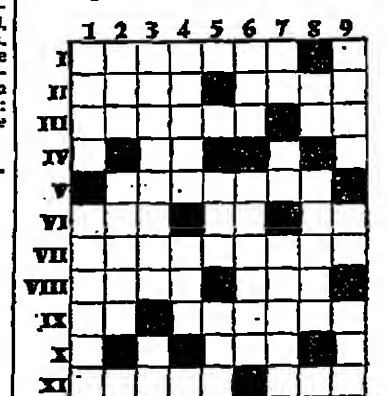
pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-Ouest pour Munich avec 10 correspondances directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad. Consultez notre livre jaune.

Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1607



HORIZONTALEMENT

I. Il faut le noyer pour en venir à bout. II. Artificiel. Ne se laisse pas couler. — III. Partit avec ses fils. Conjonction. — IV. Préfixe. — V. Classiquement mortelle quand elle est longue. — VI. Bestiole discrétive. Miroir. — VII. Comme de méchant propos. — VIII. Mot d'inventaire. En Belgique. — IX. Pronom. Ne risque donc pas d'éblouir. — X. Tout le charme est épuisé. — XI. Invite à franchir le seuil. Sillonner la terre.

VERTICALEMENT

1. Gagné par un jugement sans appel. Ce n'est vraiment pas de chance ! — 2. Invite une conquête à ne pas s'endormir. Connaît une incessante circulation. — 3. Prise en séduisant. Terme musical. — 4. Essai dans un point. Ceule en Suède. — 5. Abréviation. Ordre exempt de compassion. — 6. Cours étranger. Il suffit de chercher pour les trouver. — 7. Symbole. Terme musical. Pas quittés des yeux. — 8. Allez à Londres ! Où s'épanouissent maintes œuvres dans une relative obscurité. — 9. Le jule est parfois leur raison d'être. Celui-là, il est fort ! ; Pure imitation.

Solution du problème n° 1606

Horizontalement

I. Guenon. — II. Armée. — III. Océ. — IV. Emeu. — V. Nonne. — VI. Sud. — VII. Mails. — VIII. Tilt. — IX. At. — X. L. — XI. Emissions.

Verticalement

1. Gains. — 2. Lutte. — 3. Our. — 4. Outil. — 5. Emeu. — 6. Te. — 7. Néon. — 8. Boite. — 9. OE. — 10. Ems. — 11. Ainée. — 12. Mai. — 13. Os. — 14. No. — 15. Eperlan. — 16. Don. — 17. Fousière.

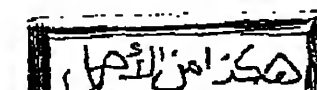
GUY BROUTY.

(Publicité)

SUPER SEARCH

PEUT VOUS AIDER A TROUVER UN EMPLOI

universités (Le Monde, novembre), quelle a touché 50 000 F en 1975, alors que le secrétaire d'Etat ne prévoit de lui attribuer que 20 000 F en 1976 comme en 1974.





ALABAMA. Croix rouge de Saint Andrew sur fond blanc.



FLORIDE. Armes de l'état sur fond blanc. Bandes diagonales rouges. Emblème: le soleil, un bateau à vapeur. Une jeune fille indienne répandant des fleurs.



KANSAS. Fond bleu. Soleil au dessus de l'emblème de l'état. Emblème: Soleil levant symbole de l'Est, un buffle, une cabane de roudins.



MINNESOTA. Armes de l'état et 19 étoiles d'or sur fond bleu. Emblème: trois charmes. La devise: «Ceres» tenant une corne d'abondance, symbole de l'agriculture. Une tête de cheval campée sur le dessus du casque du souverain. Une chute d'eau. Une forêt.



NEW JERSEY. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: trois charmes. La devise: «Ceres» tenant une corne d'abondance, symbole de l'agriculture. Une tête de cheval campée sur le dessus du casque du souverain.



OREGON. Armes de l'état et inscriptions jaunes sur fond bleu. Emblème: Départ d'un soldat britannique et arrivée d'un navire marchand américain, symbolisant la fin de la tutelle britannique et la montée au pouvoir des américains.



VERMONT. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: 14 branches de sapin pour les 13 états primitifs et le Vermont. Une vache, la laiterie. Des gerbes de blé, l'agriculture. En haut et en bas des lignes sinusoïdales, symboles du ciel et de la mer.



ALASKA. Sept étoiles d'or sur fond blanc représentant la Grande Ours. Huit étoiles représentant l'Etoile Polaire.



GEORGIE. Armes de l'état sur bande verticale. Drapeau de la confédération sur la droite. Emblème: arche, symbole de la Constitution de l'état. Trois colonnes avec la devise de la Géorgie. Et 1776: date de la signature de l'indépendance de la Géorgie.



KENTUCKY. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: deux hommes se congratulant. Devise de l'état.



MISSISSIPPI. Bandes horizontales bleues, blanches et rouges. Dans le coin supérieur rouge, le drapeau de la bataille des confédérés.



NOUVEAU MEXIQUE. Sur fond blanc, un soleil stylisé symbole du peuple indien Zia.



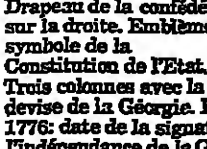
PENNSYLVANIE. Armes et devise de l'état portées par deux chevaux sur fond bleu bordé d'or. Emblème: Un aigle, un bateau - une charme - une gerbe de blé.



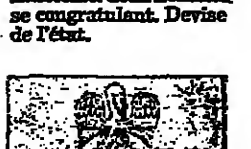
VIRGINIE. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: devise de l'état. Une silhouette féminine, symbole de la vertu, se dresse pour terrasser une autre silhouette, symbole de la tyrannie.



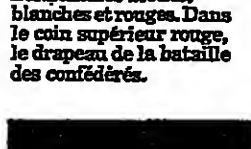
ARIZONA. Etoile cultivée d'or partant des lignes obliques rouges et jaunes. Bande horizontale bleue dans le bas.



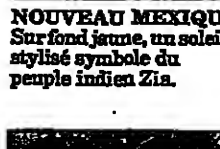
HAWAII. Huit bandes alternées blanches rouges et bleues représentant les principales îles de l'état. Drapeau de l'Union Jack dans le haut à gauche.



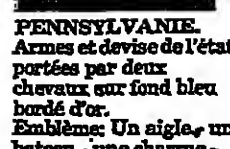
LOUISIANE. Armes et devise de l'état sur fond blanc. Emblème: un pélican nourrissant ses petits.



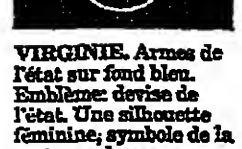
MISSOURI. Emblème de l'état centré sur trois bandes, bleues, blanches et rouges. Emblème: Deux ours gris tenant les écussons des Etats-Unis et du Missouri. Vingt quatre étoiles représentant l'entrée du Missouri au sein de l'Union.



NEW YORK. Drapeau de l'état bleu foncé. Au centre du drapeau: blason de la liberté et de la justice. Un trois mâts gréé en carré. Une corvette de la rivière Hudson, symbole du commerce. Sous l'écusson: la devise de l'état.



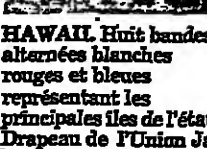
RHODE ISLAND. Ancre dorée et 12 étoiles d'or sur fond blanc.



WASHINGTON. Armes de l'état sur fond vert. Portrait de Washington avec une date: 1889. Celle de l'entrée de Washington au sein de l'Union.



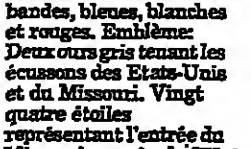
ARKANSAS. Diamant incrusté d'étoiles bleues et blanches sur fond rouge. La forme du diamant représente l'Arkansas, seul état producteur de diamants.



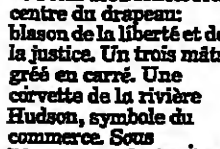
IDAHO. Au centre, armes de l'état sur fond blanc. Une femme tenant une balance et une lance. Un mineur. Des arbres. Une rivière. Une tête d'élan. Une corne d'abondance et une gerbe de blé.



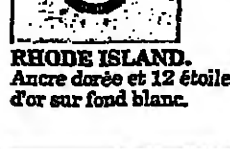
MAINE. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: un fermier et un marin, l'agriculture et la pêche étant les deux activités principales du Maine. Un pin, symbole de la forêt. Un élan. L'étoile polaire pour rappeler que le Maine est situé au Nord.



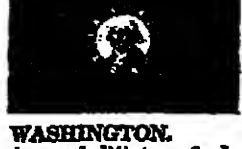
MONTANA. Armes de l'état du Montana sur fond blanc. Emblème: une charme. Une pioche et une pelle posées à terre, symbole de l'agriculture et des industries minières du Montana. Les chutes de la rivière Missouri.



CAROLINE DU NORD. Banderolles dorées. Sur une bande bleue, les initiales de la Caroline du Nord (séparées par une étoile blanche). Sur la droite: deux bandes horizontales rouges et blanches.



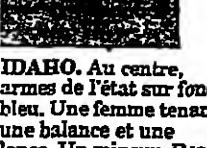
CAROLINE DU SUD. Palmier et croissant de lune blancs sur fond bleu.



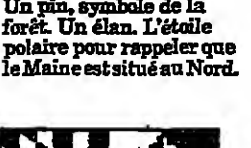
VIRGINIE DE L'OUEST. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: un rocher dressé entre un fermier et un mineur, symboles des industries virginiennes (dans le rocher on a gravé la date de l'entrée de la Virginie dans l'Union: 20 juin 1863).



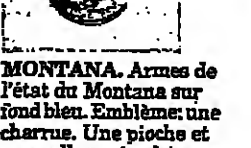
CALIFORNIE. Un ours et une étoile écarlate sur fond blanc. Bande horizontale rouge dans le bas.



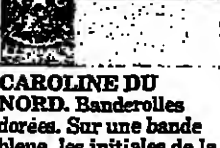
ILLINOIS. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: aigle américain qui tient dans ses serres un bouclier strié et étoilé représentant les 13 états. Une branche d'olivier, symbole de la paix. Des prairies, le soleil sur les plaines de l'Illinois.



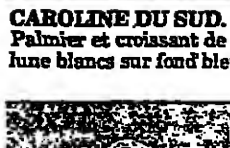
MARYLAND. Motifs géométriques noir et or dans les premier et troisième quarts. Croix rouges et blanches dans les second et quatrième quarts.



NEBRASKA. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: un forgeron représentant des arts mécaniques. Une casse de colon. Du blé qui pousse.



DAKOTA DU NORD. Sur la gorge d'un aigle: l'écusson américain. Au dessus de l'aigle un soleil encadrant 13 étoiles. En dessous: l'inscription «Dakota du Nord» sur une banderolle. Le tout sur fond bleu bordé de jaune.



DAKOTA DU SUD. Armes de l'état encadrées d'or sur fond blanc. Soleil stylisé et lettres jaunes sur fond blanc. Emblème: une chemise qui fume, un agriculteur et une barque.



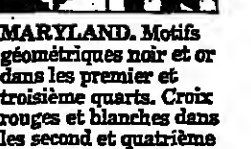
WISCONSIN. Armes de l'état sur fond blanc. L'écusson mis en avant par un marin et un pêcheur représente les industries du Wisconsin, état que l'on surnomme «Badger». Emblème: une corne d'abondance. Un monticule de blé.



COLORADO. La lettre C qui encadre une balle en or. En fond: des bandes bleues et blanches.



CONNECTICUT. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: trois grappes de raisins, symbole de la transplantation des cultures et des traditions européennes dans les colonies.



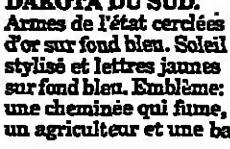
MASSACHUSETTS. Armes de l'état du Massachusetts sur fond blanc d'un côté. Pin vert sur fond blanc de l'autre. Emblème: Blason de la communauté du Massachusetts. Indien pointant une flèche au sol, symbole de la paix. Etoile au dessus de son épaule droite: reconnaîtance du Massachusetts en tant qu'état.



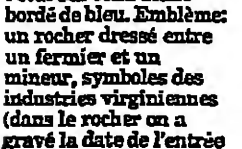
NEVADA. Sur fond blanc et dans le coin supérieur gauche: un insigne vert et or. Les mots «Battle Born» rappellent que le Nevada accéda au rang supérieur durant la guerre civile.



OHIO. Drapeau en forme de bannière. Avec des bandes rouges et blanches. Dans un triangle teinté de bleu: un cercle rouge bordé de blanc. Des étoiles blanches.



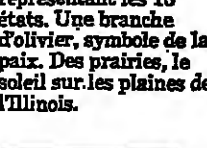
TENNESSEE. Trois étoiles blanches dans un rond bleu bordé de blanc. Fines rayures bleues et blanches sur la droite. Fond rouge.



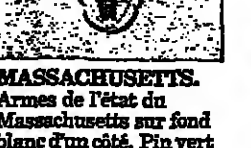
TEXAS. Une étoile sur une bande bleue verticale. Deux bandes rouges et blanches sur la droite.



DELAWARE. Armes de l'état dans un diamant poli sur fond blanc. Date de ratification de la Constitution. Emblème: une gerbe de blé. Un épi de maïs, un boeuf, un soldat et un fermier.



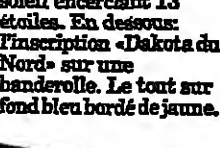
INDIANA. Un flambeau et 19 étoiles d'or sur fond blanc.



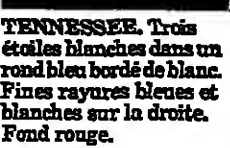
IOWA. Bandes verticales bleues, blanches et rouges. Aigle en vol qui tient dans ses serres la devise de l'état.



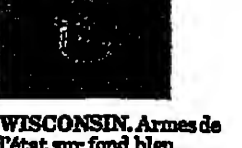
MICHIGAN. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: lever du soleil sur l'eau. Homme sur un écu avec un bateau par un cerf et un élan.



NEW HAMPSHIRE. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: reproduction d'une frégate de guerre sous la Révolution. «Raleigh» est entouré de 9 étoiles, dans une couronne de laurier, symbole de la victoire.



OKLAHOMA. Symboles de guerre et de paix sur fond blanc.



UTAH. Armes de l'état et bison sur fond blanc. Emblème: une ruche, symbole de l'industrie. Des trins de mouquet entourant la ruche.

QUI PA...

L'AMÉRIQUE EST À VOUS

Le département "Foreign Direct Investment" de la Chase, un raccourci efficace vers un marché américain en pleine expansion.

LA CHASE, POUR INVESTIR A L'AMÉRICAIN.

Parce que vous envisagez d'entrer sur un des marchés les plus sophistiqués du monde: les Etats-Unis.

Parce que les Etats-Unis, c'est bien sûr une nation, mais aussi une myriade de marchés différents.

Parce que les marchés exigent chacun leur propre stratégie et un traitement adapté par les problèmes de chaque région. Comment espérer voir un Direct Investment efficace en son territoire alors que les ressources de la

Chase aux USA. Il vous fournira faits, chiffres, évaluations et comparaisons. Vous aidera à apprécier l'intérêt d'investissements industriels particuliers. Sélectionnera et évaluera les possibilités de fusions, d'acquisitions ou de participations. Analysera la politique et les réglementations en vigueur concernant les investissements étrangers. Vous recommandera un plan d'action. Vous servira de guide dans toutes les procédures, négociera l'investissement et en organisera le financement.

Pour répondre à vos questions, pour vous faire profiter de son expérience, ce département mobilisera tout le réseau de la Chase. Aux Etats-Unis comme dans le reste du monde.

LA CHASE, POUR DONNER UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE ENTREPRISE.

Grâce à ses représentants et à son expérience, la Chase vous donnera des informations de première main sur chaque ville et sur chaque état aux USA.

Savoir comment pénétrer sur le marché américain, c'est bien. Mais au fait, êtes-vous sûr d'avoir intérêt à être présent sur ce marché plutôt que sur un autre? Seule la Chase est capable de vous répondre. Vous profiterez de sa compétence technique et de sa puissance financière fondée

sur 177 années d'expérience. Vous trouverez auprès de votre contact à la Chase une solution rapide et personnelle à tous vos projets d'investissement.

Seule la Chase a la possibilité de soutenir de grands projets. Parce que la Chase est compétente et a les moyens financiers. Sachez que n'importe où dans le monde la Chase est à la clé de tous les marchés.

Vous avez besoin de la Chase.

CHASE



سكرا من الامم

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

QUI PAIE L'IMPOT ?

46 % des Français ne sont pas taxés sur le revenu

COINCIDENCE ? Au moment où il expédie aux contribuables l'ordre d'acquiescer à la fin de l'année à l'impôt sur le revenu, le ministre de l'économie et des finances publie ses statistiques fiscales annuelles (1). Cela va permettre à chacun de comparer son cas à celui des autres pour y chercher — qui sait ? — quelque consolation.

La radiographie de la rue de Rivoli montre, en tout

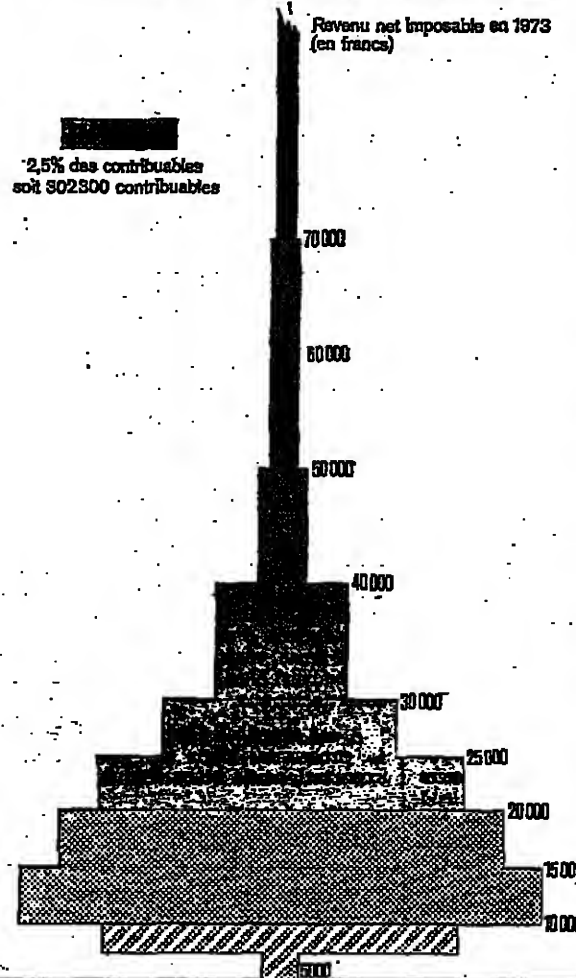
cas, que 46 % des Français n'acquiescent pas d'impôt sur le revenu et que ce que paient les autres 54 % représente seulement 47 % du revenu brut de l'ensemble des particuliers (52 % de leur revenu disponible après impôt). C'est encore peu au regard de l'étranger. Et pourtant, le nombre des contribuables payant cet impôt a progressé d'un million en deux ans, tandis que la part de l'impôt sur le revenu dans le total des recettes fiscales de l'Etat augmentait, pour dépasser 18 % (2).

par GILBERT MATHIEU

Enfin, le mode de calcul lui-même de l'impôt vise à réduire de bien des façons la charge à payer : quotient familial, seuils d'exonération, déductions. La fraude, bien

entendu, s'ajoute à ces évasions légales. De sorte qu'il n'est pas étonnant que près de la moitié de la population échappe à un impôt en principe obligatoire pour tous et que 85 % des revenus bruts des Français ne soient pas soumis à taxation (384 milliards sur 597 milliards en 1975).

LA PYRAMIDE DES CONTRIBUABLES



LE RAPPORT DU PLAN SUR LA RÉÉVALUATION DES BILANS

Les experts proposent de prendre en compte la dépréciation de l'endettement des entreprises

C'EST une idée nouvelle et passablement explosive qu'introduit le rapport sur la réévaluation des bilans qui vient d'être rendu public par le commissariat général du Plan. Ce rapport, en effet, s'il conduit à l'impérieuse nécessité de réévaluer les bilans, et notamment les éléments d'actif, propose également une réévaluation du passif, pour compenser les bénéfices que tirent

les entreprises du remboursement d'emprunts en monnaie dépréciée. Cette proposition, si elle était suivie d'effet, ne manquerait pas de soulever les objections des chefs d'entreprises, a priori hostiles à une opération qui déboucherait fatalement sur un réexamen des modes de financement de la croissance (prélèvement sur la marge brute, endettement, appel de fonds propres). Un dossier brûlant.

C'est à la fin de 1975 que le gouvernement avait été chargé par l'article 65 de la loi de finances pour 1976 de proposer au Parlement, avant le 31 décembre 1976, les modifications à apporter au droit des sociétés, ainsi qu'aux règles comptables et fiscales, pour remédier aux distorsions introduites dans les comptes des entreprises et les structures de financement de ces dernières par l'évolution de la valeur de la monnaie. Il confia au commissariat général du Plan la mission d'étudier ces distorsions et le moyen de les corriger. Un groupe de travail présidé par M. Delmas-Marsalet, chef du service du financement au commissariat, et réunissant des spécialistes du ministère de l'économie et des finances, du Crédit national, de l'INSEE, de l'Ordre des experts-comptables et de la Commission des opérations de Bourse, a effectué un travail considérable dans un délai très bref.

Le rapport rappelle tout d'abord qu'en période de hausse rapide et générale des prix l'inscription au bilan des immobilisations telles que terrains, immeubles, équipements, etc. pour leur prix d'acquisition (notion de coût historique) conduit à sous-estimer la valeur présente de l'actif net des entreprises. Cette sous-estimation peut porter atteinte au crédit des entreprises, surtout petites et moyennes lorsqu'elles doivent recourir aux services des banques et fournir des garanties : dans bien des cas néanmoins, ces dernières corrigent d'elles-mêmes et s'attachent davantage à la marche d'ensemble de l'entreprise. Plus graves sont les inconvénients qui résultent d'une mauvaise information vis-à-vis des action-

naires et des tiers, parfois abusés sur la situation réelle des sociétés.

Le rapport distingue ensuite trois types de distorsions entre le bénéfice comptable et la réalité. Les deux premiers jouent dans le sens d'une surévaluation du bénéfice. Il s'agit, en premier lieu, de la sous-évaluation des bases de calcul de l'amortissement, qui ne permet plus d'assurer le remplacement des immobilisations ni la récupération du pouvoir d'achat du capital initialement investi. En France — au moins jusqu'à ces dernières années — cette sous-évaluation a été compensée, et parfois surcompensée pour certaines entreprises par deux éléments : la pratique de l'amortissement sur des durées de vie comptable et fiscale nettement inférieures aux durées d'utilisation effective, et celle de l'amortissement dégressif à un rythme plus rapide que ne le justifierait l'obsolescence (sauf pour les industries soumises à des mutations, la conclusion d'une étude de l'INSEE donc à leur compte, avec certaines atténuations la conclusion d'une étude de l'INSEE que M. Pelletier, directeur général du service économique du C.N.P.F., conteste vigoureusement, la qualifiant même de « tissu d'erreurs » au congrès des experts-comptables de Strasbourg (« le Monde de l'économie » du 19 octobre 1976) (1).

Il s'agit, en second lieu, de la mauvaise estimation des mouvements de stocks : la pratique comptable actuelle conduit à comprendre dans le bénéfice l'appréciation purement nominale de ces stocks, alors qu'elle peut ne correspondre à aucun enrichissement réel de l'entreprise, sous réserve, bien entendu, de la faculté de constituer des provisions fiscales pour hausse de prix.

Une sous-estimation de l'enrichissement réel

Le troisième type de distorsions, en revanche, entraîne une sous-estimation de cet enrichissement réel par dépréciation des dettes et créances de l'entreprise. Comme celle-ci est généralement en position de débiteuse nette, il en résulte pour elle un allègement des charges de remboursement de ses emprunts libellés en monnaie, c'est-à-dire un gain d'inflation. Les auteurs du rapport ont cherché à mesurer l'incidence finale de ces trois types de distorsions sur les résultats des entreprises : dans l'ensemble, les effets « positifs » de l'inflation sur l'endettement ne compensent qu'en partie ses effets « négatifs » sur les amortissements. Mais du fait de cette compensation partielle, et selon des études menées aux États-Unis, les bénéfices des entreprises obtenus sans réévaluation des actifs ne seraient finalement inférieurs que de 10 % environ à ceux qu'elles obtiendraient après réévaluation.

Plus généralement, souligne le rapport, l'inflation et certaines des mesures prises pour y remédier faussent les décisions d'investissement et de financement. L'amortissement dégressif et accéléré pratiqué en France, par exemple, est qualifié par l'un des interlocuteurs du groupe de « mécanisme diabolique », en ce sens qu'il condamne les entreprises à croître, ce qui n'est pas toujours à leur portée — ou à déprimer.

Elles sont poussées à privilégier les investissements à faible durée de vie aux investissements longs, ce qui n'est pas toujours conforme aux exigences de l'économie. L'inflation, enfin, constitue une incitation permanente au financement par l'emprunt, plutôt que par l'appel aux capitaux propres, ce qui constitue une fuite en avant dangereuse en cas de ralentissement et du rythme d'expansion et de celui de l'érosion monétaire.

C'est en fonction de cette analyse que le rapport examine les méthodes possibles de redressement des comptes des entreprises en période d'inflation. Un objectif prioritaire a guidé ses auteurs : rétablir autant que possible la vérité comptable, afin de fournir aux chefs d'entreprises, aux investisseurs, aux banques, aux organismes statistiques les informations financières qui sont nécessaires à la prise de décisions.

Il est jugé insuffisant, de ce point de vue, les méthodes qui se bornent à corriger les seuls effets « négatifs » de l'inflation en réévaluant seulement les actifs physiques, et qui furent utilisées en France de 1947 à 1959 ou sont proposées par le rapport Sandilands en Grande-Bretagne.

(1) Lire ci-dessous la réponse de l'un des responsables de l'étude, M. Mairesse.

A propos d'une étude de l'INSEE

M. Mairesse, maître de conférences à l'École polytechnique, nous a adressé la lettre suivante :

Dans « le Monde de l'économie » du 19 octobre, M. François Renard, envoyé spécial au trente et unième congrès national de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, rapporte des propos de M. Pelletier, directeur général des services économiques du C.N.P.F., qualifiant une étude de l'INSEE de « tissu d'erreurs ». Ayant à connaître de très près cette étude, je m'inscris évidemment en faux contre cette affirmation qui porterait à croire que son auteur appelle erreurs les vérités qu'il ne juge pas bonnes à être dites.

D'après les propres rapports, « l'étude ne tient pas compte de la prodigieuse révolution technique qui s'effectue sous nos yeux et qui entraîne une obsolescence très rapide des matériels ». Or l'un des buts de l'étude est justement de mieux apprécier les durées d'utilisation réelles des équipements par les entreprises ; et il se confirme que ces durées de vie économiques effectives sont de l'ordre de deux fois les durées de vie fiscales pratiquées. Mais l'argument plein de verve fait aussi écho à l'idée souvent défendue sur la base de plusieurs exemples que l'obsolescence serait non seulement rapide mais de plus en plus rapide. Il paraît exclu cependant que l'importance du phénomène soit telle qu'il ait pu réduire un écart estimé de simple au double. La réalité d'ensemble d'une réduction des durées de vie économiques n'est d'ailleurs pas établie.

Deux autres considérations sont éga-

lement avancées : « Si les entreprises utilisent si longtemps leurs équipements, c'est que souvent elles ne disposent pas des ressources suffisantes pour les renouveler » et « la notion simpliste de remplacement à l'identique est périmée, la sophistication croissante des matériels ayant vertigineusement gonflé leur coût d'acquisition ». Ces considérations sont peut-être fondées, mais elles ne mettent pas en cause les résultats de l'étude. Le fait est que les entreprises utilisent « si longtemps » leurs équipements, quels que soient les problèmes de leur renouvellement ou les raisons de leur déclassement.

Bien sûr les considérations de M. Pelletier sous-entendent qu'il serait souhaitable que les entreprises investissent plus et qu'elles remplacent qu'il faudrait mieux les y aider. Mais il est permis de penser sur ce point (et c'est là une réflexion indépendante de l'étude) que les mesures d'aide à l'investissement ne devraient pas aller à l'encontre de la recherche de la « vérité » des comptes et bilans des entreprises, puisque aussi bien chacun s'accorde sur cet objectif (chefs d'entreprise, actionnaires, responsables des impôts et du budget de l'Etat, comptables et économistes, puissance publique et public en général).

Plus précisément la réévaluation des bilans et le retour sur les facilités d'amortissement accéléré laissent dans le sens d'une amélioration des comptabilités et d'une information plus significative : ces mesures ne doivent pas être envisagées et poursuivies en fonction de leurs seuls effets favorables ou défavo-

rables sur les résultats financiers des entreprises et donc sur l'investissement (ni d'ailleurs de leurs conséquences sur les recettes fiscales). En ce qui concerne les incitations et les aides à l'investissement, il serait plus clair et aussi plus efficace d'y pourvoir par des mesures directes de type détaxation, par exemple (qui pourraient être assez facilement modulées suivant la conjoncture et les secteurs).

Si l'étude de l'INSEE n'est nullement un « tissu d'erreurs », il est vrai, néanmoins quelle reste affectée de certaines incertitudes importantes, de même que les travaux d'ensemble sur les résultats, le capital et la rentabilité des entreprises, dans lesquels s'insère cette étude. De telles incertitudes ne doivent pas étonner à chaque fois que l'on explore des domaines encore mal connus. Des investigations sont poursuivies pour essayer de mieux les délimiter et de les réduire ; et, en attendant, les précautions de rigueur ont été prises et les mises en garde données. A cet égard les interrogations que le Monde a déjà contraindre à faire connaître sont souvent pertinentes, notamment celles d'Yvonick Renard et de Gilbert Mathieu dans les articles intitulés : « Les incertitudes de la statistique et la baisse dite tendancielle de la rentabilité du capital » et « Les profits des entreprises françaises ont-ils tendance à baisser ou à augmenter ? » (le Monde : 17 février 1976 et 31 août 1976). Lorsque les recherches actuelles auront suffisamment progressé, le Monde pourra en rendre compte et continuer de les soumettre ainsi à la publicité et à la critique.

FRANÇOIS RENARD.

L'exportation des armes

(Suite de la page 19.)

Comme l'a fait remarquer Jacques Isnard (1), le résultat, est que les Français, qui viennent au troisième rang des marchands d'armes du monde, avec 16 % des ventes mondiales, derrière les Russes (30 %) et les Américains (46 %), sont les champions toutes catégories si l'on rapporte leurs performances à leur population : avec une part par habitant de commerce mondial une fois et demie supérieure à celle des États-Unis, et deux fois et demie à trois fois supérieure à celle de l'Union soviétique.

Lorsqu'il est question d'industrie de l'armement, comme lorsqu'il s'agit de dépenses militaires, tout est une question de mesure : il en faut, mais pas trop. Car, passé un certain seuil, de nombreux effets pervers s'ajoutent à ceux qui sont attendus immédiatement, et rendent dangereux le déroulement des processus.

Ainsi en va-t-il, par exemple, du renforcement de la compétitivité nationale. S'il est bien vrai que les dépenses de recherche et de développement militaire

jouent un rôle moteur dans la progression technologique d'un pays, il est vrai aussi que les industriels qui prennent trop l'habitude de compter sur les crédits d'Etat pour lancer de nouvelles études, et sur les commandes publiques pour avoir des débouchés, perdent de leur mordant industriel et commercial aussi bien en France qu'à l'étranger.

C'est pourquoi notamment M. Hugues de l'Estolle, ancien directeur des affaires internationales à la délégation ministérielle à l'armement, actuel directeur général de l'industrie et possible dirigeant des usines Dassault en cas de nationalisation de celles-ci par l'actuelle majorité, s'est toujours montré prudent et plutôt réservé sur la notion de « retombées » commerciales des affaires militaires. Aux États-Unis, il a été démontré que l'économie de guerre qui s'est développée dans les secteurs de pointe avec la guerre du Vietnam, a d'abord donné un coup de fouet à ces industries, mais a ensuite nui à la compétitivité des firmes concernées et a stérilisé des ressources qui auraient pu être employées autrement.

Des cercles vicieux

Il est certain que de telles orientations engagées rapidement dans le « cercle vicieux » de la multiplication des armements (nuisible à la sécurité) et dans celui de l'économie dirigée (nuisible au développement) et le dirigisme n'est pas justifiée précisément par un contrôle d'ailleurs limité — de ce développement. Il est clair, en effet, que l'exportation massive des armes, surtout à destination des pays sous-développés, détourne des ressources financières de fins plus utiles, et qu'elle accroît l'insécurité mondiale, ce qui incite encore les pays riches à renforcer leurs potentiels de défense, et les oblige encore à exporter plus pour diminuer le coût de leurs capacités de production, etc.

En outre, à force de compter sur les exportations d'armements pour équilibrer la balance des paiements, on en vient à exporter volontairement ces produits pour équilibrer les comptes, alors que ce n'était auparavant qu'un effet secondaire de la politique de défense. Le moyen devient une fin en soi. Ce qui n'est pas, soit dit en passant, pour plaire forcément aux militaires, qui se voient obligés de faire des compromis sur le choix de matériels qui conviennent plus ou moins aux besoins de défense, mais ont plus de chance de se trouver bien placés sur les marchés internationaux.

A cet égard, la France est entrée dans le processus. Dans un pays dont les exportations de biens d'équipement ma-

nufacturés sont notoirement insuffisantes par rapport aux ventes de produits agricoles et semi-fins, les armements ont atteint 16 % du total des exportations de biens d'équipement en 1974, montrant une dépendance croissante de l'industrie française envers le secteur militaire. Il est un nombre croissant de biens (des bateaux notamment) que l'on vend de plus en plus à des fins militaires et de moins en moins à des fins civiles. Et la demande étrangère de produits français dits « de pointe » est, pour la moitié d'origine militaire.

Ainsi, l'orientation de la technologie française, aussi bien que celle de son commerce, est-elle de plus en plus marquée par ce que les analystes américains ont appelé en son temps le « système militaro-industriel ». C'est dire que, indépendamment des risques politiques (importants) que cela suppose, la France accepte aussi de nombreux risques économiques. Sans parler des risques immédiats dont il a été question dans le rapport présenté à l'inspection générale des finances, en février dernier, par M. Pierre Mayer sur les exportations françaises d'armements, et qui tiennent au fait que l'Etat se met imprudemment en première ligne, ce qui l'oblige à cautionner financièrement des opérations dont il pourrait se dispenser d'assumer la responsabilité, ou à couvrir « des mouvements de fonds internationaux dont la connaissance risquerait fort d'empêcher la réprobation publique.

Des risques à long terme

D'autres risques s'annoncent à plus long terme. La compétition, notamment avec les États-Unis, est de plus en plus sévère auprès de clients de moins en moins solvables et de plus en plus exigeants. L'orientation industrielle française dépend de moins en moins des marchés et de plus en plus de la demande extérieure d'États dont les revirements sont imprévisibles et non contrôlables. Les capacités de production d'armements françaises sont déjà environ deux fois supérieures aux besoins nationaux : il faut maintenant les alimenter.

La moitié des exportations françaises de matériels de pointe dépendent des commandes militaires : il faudra bien poursuivre avec les autres la course aux technologies de pointe, même si ce ne sont pas celles qui intéressent les populations pacifiques. A terme, aussi, il faudra financer l'assistance militaire sur place, et, si les exportations sont des rentrées de devises, le service après-vente « en est une sortie.

Il y a là sans doute un avantage stratégique et diplomatique. Sur le plan de la sécurité, toutefois, il n'est guère certain que ce grand mouvement de commerce d'armements ait quelque chose de rassurant. La dissémination massive des armements conventionnels à quelque chose d'absurde qu'il ne peut que satisfaire les Deux Grands, les premiers à faire tourner leurs usines dans ce domaine, tout en limitant soigneusement l'entrée des autres dans le petit club nucléaire, où ils maintiennent leur domination, malgré le lent élargissement qu'ils ne peuvent empêcher. On voit d'ailleurs la propagande en faveur des armements conventionnels fleurir sur le territoire européen, tandis que les budgets nucléaires ont bien du mal à passer. C'est, en quelque sorte, le signe que l'Europe a aussi son côté « sous-développé ». Il ne faut donc pas s'y tromper : le fait que la France vende des armements ne suffit pas à la faire accéder parmi les grands, mais l'incite, au contraire, à poursuivre ses investissements

dans des armements conventionnels dépassés par la défense de l'Europe.

« La saturation des marchés extérieurs, les contraintes qu'une telle orientation impose aux armées, le risque lié à une surcapacité de production dans le secteur des armements, les conséquences économiques de l'impact politique négatif sur les plans international et intérieur de cette solution de facilité, commandent une réévaluation des objectifs de la stratégie industrielle de l'armement français », écrit M. Jean-Bernard Pinatel dans une étude sur l'économie des forces, que vient de publier la Fondation pour les études de défense nationale (2). Quand l'exportation des armements n'est plus l'instrument de la politique étrangère qui se trouve au service du commerce des armes, il est temps, en effet, d'y regarder de plus près.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Le Monde du 3 juin 1976.
(2) L'économie des forces. Sous la direction de Jean-Bernard Pinatel. Cahiers de la Fondation pour les études de défense nationale. Quatrième trimestre 1975.

Denis-Clair Lambert

les économies du tiers monde

Inégalité et croissance dans les pays sous-développés

ARMAND COLIN

FORMATION CONTINUE

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

En 1 an... sans interruption de votre activité professionnelle, une formation par correspondance pratique, complète, efficace à la FISCALITÉ DES ENTREPRISES

FRANCIS LEFEBVRE FORMATION

F.P.V. Etablissement privé d'enseignement à distance

15, rue Vieille 75017 Paris — Tél. : 758.16.20 (+4)

مركز الامم

MONDE

صكناش الامل

QUI PAIE L'IMPOT ?

(Suite de la page 19.)

Ces 418 000 contribuables aisés déclarent donc à eux tous autant que les 4 300 000 autres situés au bas de l'échelle fiscale (qui n'étaient d'ailleurs probablement pas les plus démunis de la nation, puisque 10 millions de Français ne payaient, eux, pas d'impôt du tout).

Le fisco prélevait sur ces 3,5 % de contribuables aisés, détenteurs de 77 % du revenu imposable global, 41,2 % de l'ensemble de l'impôt sur le revenu. A eux seuls, les 41 200 contribuables les plus riches (0,25 % de l'effectif total) déclaraient 4,7 % du revenu global et payaient ensemble 16 % de l'impôt.

Quelle profession exercent-ils ? La Rue de Rivoli ne le dit pas. Une fois seulement un coin de voile a été levé sur le sujet : c'était en août 1974, par le Conseil des impôts, qui a révélé l'appartenance professionnelle des trois mille Français possédant le plus « lourd » des aux du fisco. Ce groupe de privilégiés comportait « grosso-modo » un tiers de chefs d'entreprise, un septième de membres de professions libérales, et un dixième de cadres, le reste s'éparpillant entre les notaires, les agents de change, les architectes, les médecins

ou chirurgiens, les artistes, les promoteurs, les conseillers fiscaux et une vingtaine d'agriculteurs.

L'écart signalé plus haut entre la part prise par les groupes aisés dans le paiement de l'impôt et celle qu'ils occupent dans la population nationale traduit en tout cas la progressivité de la fiscalité sur le

UN MILLION DE CONTRIBUABLES SUPPLEMENTAIRES EN DEUX ANS

Revenu annuel imposable (*)	Nombre de contribuables			Différentiel en 1974 (en %)
	En 1972	En 1973	En 1974	
En-dessous de 7 500 F...	616 123	349 616	81 987	- 76,5
De 7 500 à 10 000 F...	1 328 489	1 206 683	928 842	- 23
De 10 000 à 15 000 F...	2 968 727	2 943 577	2 815 113	- 4,5
De 15 000 à 20 000 F...	2 280 558	2 384 783	2 374 044	+ 2,5
De 20 000 à 25 000 F...	1 363 878	1 564 590	1 840 888	+ 17,7
De 25 000 à 30 000 F...	822 100	980 764	1 251 658	+ 27,6
De 30 000 à 40 000 F...	513 488	599 062	1 331 971	+ 33,3
De 40 000 à 50 000 F...	345 292	430 570	558 740	+ 35,7
De 50 000 à 70 000 F...	277 744	338 619	460 949	+ 38
De 70 000 à 100 000 F...	135 532	166 121	224 940	+ 35,4
De 100 000 à 200 000 F...	89 958	111 073	151 940	+ 36,4
De 200 000 à 400 000 F...	15 151	23 876	33 434	+ 41,2
Plus de 400 000 F...	4 141	5 513	8 241	+ 49,4
Ensemble	11 619 782	11 592 269	12 092 270	+ 5,1

(*) Il s'agit des ressources nettes, après abattements et exemptions diverses. Les plus-values sur cessions de terrains à bâtir, soit environ 210 millions, dont ont bénéficié quelque 7 900 contribuables en 1973 ne sont pas comptabilisées ici, non plus que les revenus encaissés hors de France (639 millions touchés par 38 540 personnes).

revenu. On peut l'illustrer de façon plus évocatrice encore : 46 % des ménages français ne paient pas d'impôt sur le revenu ; le taux d'imposition ne dépasse pas en moyenne 3 à 8 % du revenu imposable pour la majorité des contribuables, c'est-à-dire 28 % des Français (ceux dont le revenu imposable était en 1973 inférieur à 20 000 F). L'impôt va de 7 à 12 %

DE 1 A 130...

Selon les déclarations faites au fisco par les Français, le revenu imposable des 8 241 plus gros contribuables était en moyenne de 81 700 F par mois en 1973 (plus-values pour cessions d'actifs non comprises). Ce qui équivaut à un pouvoir d'achat de 130 millions de francs par mois, compte tenu des abattements et déductions diverses autorisés par la loi, à un revenu effectif de l'ordre de 50 000 à 85 000 F par mois. Le fisco prélevait à l'époque quelque 40 % de ce revenu (environ 32 000 F).

A l'époque, les quelque 2,2 millions de personnes âgées touchant le minimum vieillesse — seule ressource pour beaucoup d'entre elles — percevaient 387 F par mois. Selon ces chiffres officiels, la hiérarchie des revenus, entre groupes extrêmes de Français allait donc en 1973, après impôts, de 1 à 130 (387 F à 50 000 F par mois) et probablement davantage en réalité, vu l'ampleur de la fraude fiscale.

du revenu imposable pour un gros tiers des assujettis, soit 20 % des Français (de 20 000 à 40 000 F de revenu).

Au-delà, la progressivité de l'impôt s'accroît rapidement : 13 à 25 % du revenu entre 40 000 et 100 000 F de revenu imposable (6 % des Français) et de 30 à 65 % pour les autres contribuables (environ 0,5 % des Français).

Ces chiffres, au-delà de leur sécheresse, donnent une idée assez claire de l'impact de la fiscalité française et de ses « trous » considérables. On apprécierait mieux la portée de ceux-ci — et on comprendrait mieux leur cause : évasion légale ou fraude proprement dite — si le Conseil des impôts mettait à jour, dans son prochain rapport, son fameux tableau de l'été 1974. A moins que le Centre de recherche des revenus et des coûts, dont M. Barre vient d'élargir la mission, ne se saisisse lui-même du dossier. Peu importe la source, pourvu qu'on ait les chiffres.

GILBERT MATHIEU.

Les comptes de la nation

(Suite de la page 19.)

C'est la raison pour laquelle le président de la République n'a jamais reconnu, contrairement à ce que vous pensez, l'utilité de publier simultanément deux types de comptes.

On peut d'ailleurs noter que les nombreuses institutions qui réalisent des prévisions économiques — c'est le cas de la C.E.E., de l'O.C.D.E., mais aussi

de nombreux organismes privés — ne se livrent pas à l'exercice que vous appelez de vos vœux et qui consiste à séparer le « spontané » du « volontariste ». En effet, cet exercice ne résiste pas à la pratique effective et sérieuse de la prévision. En revanche, ils peuvent procéder par esquisses successives, par « variantes », pour tenir compte d'hypothèses de politiques économiques alternatives.

« Nécessairement normative »

Les pouvoirs publics ont, en ce qui les concerne, la responsabilité d'arrêter une politique économique, à laquelle ils associent, par conséquent, un compte prévisionnel.

C'est ainsi que, pour l'année 1977, le gouvernement a décidé de retenir une norme d'évolution des prix de 6,5 % de janvier à décembre 1977, norme qui lui sert de référence pour les décisions publiques. Vous vous étonnez que cette norme soit reprise dans les comptes économiques pour 1977. Mais n'auriez-vous pas été davantage surpris de lire dans ces comptes une évolution différente de celle à laquelle nous nous référons ?

Pour ma part, j'admets bien naturellement que les instituts spécialisés, notamment, le cas échéant, d'autres prévisions de prix. Ils sont libres, en effet, d'apprécier les chances de succès de l'action gouvernementale. J'imagine mal, en revanche, que ceux qui ont la responsabilité de la politique économique inscrivent dans leurs tableaux économiques des valeurs différentes de celles qui concrétisent leur ligne d'action.

Il faut rappeler, et je m'en suis déjà entretenu personnellement avec vous, que la prévision économique exige une attitude de bon sens. Elle ne peut prétendre à une précision scientifique.

Outre les incertitudes qui affectent l'appréciation quantitative des paramètres et des comportements, elle est nécessairement normative. Son intérêt essentiel est d'illustrer des tendances, d'exprimer une volonté d'action et non pas de fournir des évaluations chiffrées qui ne peuvent être qu'indicatives. La prévision économique doit alimenter la réflexion, et non s'imposer comme une vérité.

Comme l'a fort opportunément rappelé M. Durafour devant la commission des comptes et budgets économiques de la nation, le 8 octobre dernier, « il serait illusoire de vouloir trop préciser une projection dont chacun sait qu'elle présente des éléments conditionnels ; l'environnement peut être différent de ce qui est prévu ; la réalité peut s'écarter des modèles ».

En fait, je pense que c'est de l'examen comparé des différents comptes économiques publiés ici et là que pourrait s'engager un débat utile pour le public, plutôt que des procès d'intention qui sont faits au budget économique officiel.

Voilà les observations que m'inspire le point de vue que vous défendez. Il vous appartient de juger de l'intérêt qu'elles pourraient présenter pour vos lecteurs.

Comment rendre crédibles les comptes officiels ?

La lettre de M. Raymond Barre est plus ouverte, mais guère plus encourageante, que le propos de M. Giscard d'Estaing il y a trois ans. Plus ouverte, en ce sens que le premier ministre reconnaît considérablement l'intérêt des comptes prévisionnels de la nation. Notant que la prévision économique « ne peut prétendre à une précision scientifique », il juge que son « intérêt essentiel est d'illustrer des tendances », d'« alimenter la réflexion » ; pour M. Barre, c'est l'« examen comparé des différents comptes publiés ici et là » — celui qui émane du gouvernement n'étant apparemment aucune supériorité de principe sur ceux qui proviennent d'autres sources — qui pourrait nourrir un « débat utile ». M. Giscard d'Estaing n'avait jamais autant limité la portée des comptes officiels.

Les observateurs que le compte prévisionnel public laisse sceptiques se réjouissent de cette largeur d'esprit du premier ministre : c'est, pour reprendre l'expression de M. Barre, « une attitude de bon sens », après les revers des comptes officiels des dernières années. En revanche, ceux qui s'appuient sur les prévisions officielles pour justifier leur optimisme à l'approche de 1977 en seront pour leurs frais.

Le propos du premier ministre n'est cependant pas plus encourageant que celui du président de la République il y a trois ans. De ce point de vue, il semble bien y avoir un recul de

l'attitude officielle. Il est vrai qu'en octobre 1973 M. Giscard d'Estaing n'avait pas laissé entrevoir la possibilité de publier deux comptes : celui que nous appelons « spontané » parce qu'il prolongerait simplement l'évolution des tendances en cours, et le compte d'« objectif », qui traduit les résultats que le pouvoir attend des inflexions qu'il apporte à la conjoncture. Mais, six mois plus tard, à la veille des élections présidentielles, le « candidat Giscard d'Estaing » nous promettait formellement la publication prochaine de ces deux comptes, au cours d'un entretien dont il est bien naturel que M. Raymond Barre n'ait pas eu connaissance à l'époque. Le propos actuel du premier ministre donne à penser que cette intention, qui n'a pas été suivie d'effet, est abandonnée. Définitivement ?

Ce serait dommage, car la crédibilité des prévisions officielles en souffrirait. On ne peut demander aux Français d'accorder leur confiance à des comptes si souvent démentis par l'événement que si on leur permet d'apprécier eux-mêmes le sérieux du calcul officiel, en leur montrant clairement où et de quelle ampleur est l'inflexion voulue par le gouvernement. Ne pas le faire, c'est prendre son parti que les comptes prévisionnels associés au budget continuent à passer pour des comptes politiques, au mauvais sens du terme, donc peu crédibles.

Cela est-il techniquement possible ? Nous avons rappelé plusieurs fois dans ces colonnes que la préparation simultanée de plusieurs comptes alternatifs — avec ou sans telle ou telle inflexion politique — était permanente dans les services spécialisés, et que les calculs de ce type pour la période consacrée à la dévaluation de 1969 avaient même été publiés par les services officiels. Si nous sommes bien informés, un travail analogue a été fait cet été, avant et pendant la préparation du « plan Barre ». Pourquoi n'en pas donner connaissance à l'opinion ?

Le premier ministre a bien tort de penser que nous spéculions autour d'un trait de caractère sans pilote. Nous désirons seulement que l'opinion sache où trait une voiture nationale si l'on ne changeait pas les consignes données au pilote : à Lille ou à Strasbourg ? Nous trouvons assurément normal que le gouvernement fasse, dans le compte qu'il publie, comme si ses objectifs de prix étaient atteints — attendent être atteints. L'important est que soit simultanément mentionné ce qui risquerait de se passer si le gouvernement ne choisissait pas ces objectifs-là, ou s'il ne se donnait pas les moyens de les atteindre. Pourquoi demander à des « instituts spécialisés » privés de faire le travail, alors que les contribuables financent, par l'impôt, et la Direction de la prévision et l'Institut de la statistique ?

L'explication chiffrée et comparée des choix publics, qui a été publiée dans le passé pour le VI^e Plan, et qui l'est chaque année pour les budgets de l'Etat et des collectivités locales, doit s'étendre à la comptabilité nationale. M. Barre répète souvent que, si la France n'appliquait pas le plan du 22 septembre, elle devrait faire face à des difficultés plus grandes qu'aujourd'hui. Si tel est bien le cas, que les comptes officiels le montrent dès à présent, en comparant ce qu'on peut prévoir des deux situations. Le discours officiel y gagnera en crédit.

G. M.

opinions matières premières

DANS SA DEUXIEME ANNEE
Tous les lundis, la seule
lettre européenne consacrée
aux matières premières

Publiée par le groupe « Vie Française/Opinion », « Opinions-Matières premières » est la première lettre européenne consacrée exclusivement aux matières premières. La sécheresse des diagnostics ordinaires est confrontée avec les réflexions et les analyses plus nuancées des experts. Les investisseurs privés et les responsables d'entreprise peuvent, ainsi, prévoir et agir dans les meilleures conditions.



La prix d'abonnement à « Opinions-Matières premières » est de 1.900 F par an.

Bon pour 1 an d'abonnement à
OPINIONS-MATIERES PREMIERES
2, r. du Pont-Neuf, 75001 Paris
Où, je désire m'abonner à la
lettre O.M.P. au prix de 1.900 F
pour un an.

NOM
PRENOM
ENTREEPRISE
N° SIRET
CODE POSTAL
VILLE
Il est inutile de joindre votre
paiement, nous vous ferons
venir la facture du montant
correspondant avec le premier
numéro d'O.M.P.

DATE ET SIGNATURE
OBLIGATOIRES :

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

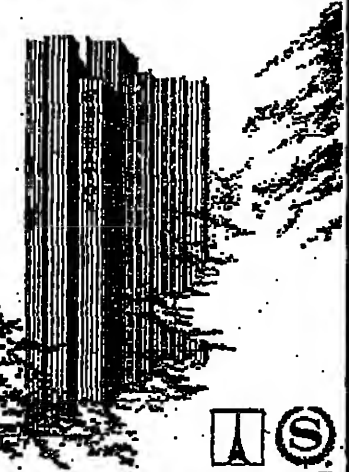
«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles», «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder, «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...

... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :
260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND RES. WORLDWIDE
AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDEUR MOUCHOTTE 75270 PARIS

ECONOMIE.

Prospéctives de l'économie dirigée par Christian Serfaty

Milton Friedman
Prix Nobel 1976
Inflation et systèmes monétaires

François Morin
La structure financière
du capitalisme français

Wladimir Andreff
Profits et structures
du capitalisme mondial

M. Delapierre / Ch. - A. Michalet

Les implantations étrangères
en France,
stratégies et structures

CALMANN-LEVY

L'ÉGYPTÉ ET LA MISE EN VALEUR DE LA CUVETTE DE QATTARA

Un projet digne des pharaons

De notre correspondant

Alexandrie. — Le projet hydro-électrique de Qattara est de nouveau à l'ordre du jour. Cette cuvette de 20 000 kilomètres carrés, située dans le désert de Libye, au sud-ouest d'Alexandrie, à 135 mètres au-dessous du niveau de la mer, fait actuellement l'objet d'études très poussées de la part d'experts ouest-allemands.

L'Égypte veut, en effet, creuser un canal de 75 kilomètres de long et de 300 mètres de large qui amènerait les eaux de la Méditerranée dans la dépression de Qattara. Le flot ferait fonctionner au passage plusieurs centrales hydro-électriques, la première d'entre elles pouvant être mise en service dans une dizaine d'années. La réalisation totale du programme (8 000 mégawatts par an) est prévue pour l'horizon 2000.

Autour du lac de près de 3 000 kilomètres carrés formé par l'eau de mer au fond de la cuvette s'installeraient, dans un microclimat favorable aux activités humaines, notamment à l'agriculture, des dizaines de milliers d'Égyptiens, comme à l'époque des pharaons. La concentration du sel dans le

lac devrait permettre, comme sur la mer Morte, la création d'une industrie chimique.

S'appuyant sur des observations de la commission américaine de l'énergie atomique, les Allemands de l'Ouest ont suggéré, « pour des raisons d'économie », que le canal soit creusé avec des explosifs nucléaires. Sauf sur la côte, la région est désertique.

À la réunion du comité technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se tiendra à Vienne à partir du 22 novembre, l'Égypte défendra cette idée et présentera au comité les études déjà réalisées sur Qattara par les spécialistes étrangers. Le Caire voudrait que les travaux puissent commencer sur le terrain au début de 1978. Bonn, qui a déjà financé les études préliminaires, serait prêt à contribuer au financement de ce très important projet, estimé, pour la seule percée du canal, à près de 400 millions de livres égyptiennes (1 livre = environ 10 F).

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

STAGE DE COLLABORATRICE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

— 30 semaines avec stage en entreprise (interruption mercredi et 5 semaines options).

- Gestion du personnel-relations humaines;
- Gestion financière-comptabilité;
- Anglais commercial.

NIVEAU : fin études secondaires avec expériences professionnelles ou études supérieures sans expérience professionnelle.

BUT : insertion ou réinsertion dans vie active.

Promotion - Reconversion.

Tarif : 4.500 F (options non comprises).

Prochaines sessions : 24 janvier et 1^{er} mars 1977.

C.N.O.F.-C.S.S.E. : 14, rue Monseigneur-la-Princesse, 75008 PARIS

(Tél. : 033-83-40, 033-83-75 et 328-55-33.)

MALTE APRÈS LES ÉLECTIONS

Vivre sans les Anglais

Le parti travailliste maltais doit rester au pouvoir pour cinq ans, après les élections qui ont eu lieu les 17 et 18 septembre (« le Monde » des 22 et 23 septembre). Le développement économique du pays figure parmi ses tâches prioritaires, alors que la base militaire britannique, qui assurait une grande partie des ressources de l'archipel, doit être évacuée en 1979. Pour maintenir l'emploi et promouvoir l'industrialisation, Malte entend faire davantage appel aux capitaux étrangers en leur accordant des avantages fiscaux et financiers.

Une mission d'industriels français, placée sous

l'égide du C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), doit d'ailleurs se rendre à Malte du 8 au 11 décembre. Ce déplacement, qui fait suite à une visite, en juin, à Paris, des responsables de la Malta Development Corporation, a pour objectif d'étudier sur place les possibilités d'investissements. La France, dont les exportations ont atteint 58 millions de francs en 1975, est le sixième fournisseur de Malte, après la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale, les États-Unis et les Pays-Bas. L'archipel comptait, à la fin de 1974, près de quatre-vingt-dix filiales de sociétés étrangères.

De notre envoyé spécial

Importations. Restée dans le Commonwealth, Malte a prudemment quitté la zone sterling en 1971. Heureuse conséquence : sa monnaie, dont le taux est fondé sur celles de ses différents partenaires économiques (Royaume-Uni, Italie, Allemagne fédérale, France, Belgique et Pays-Bas), vaut aujourd'hui 30 % de plus que la livre anglaise, ce qui pose, d'ailleurs, des problèmes aux nombreux Maltais qui avaient exporté des capitaux en Grande-Bretagne.

En matière d'inflation, Malte est restée à l'abri de la tempête qui secoue ses deux principaux fournisseurs, la Grande-Bretagne et l'Italie. Le coût de la vie n'a augmenté que de 7,3 % en 1974 et de 6,1 % en 1975. La viande, notamment, y est trois fois moins chère qu'à Rome et le pain, subventionné, y est vendu à très bas prix. Pour empêcher une valse des étiquettes au cours de ces cinq dernières années, le gouvernement travailliste a importé lui-même

des produits de première nécessité, qu'il mettait en vente à un prix modeste. Il faut dire que le revenu par tête est encore celui d'un pays en voie de développement, même si l'on compte soixante-cinq mille téléviseurs pour trois cent vingt mille habitants, deux cent vingt-cinq établissements scolaires, et un lit d'hôpital pour cent habitants.

Actuellement, la base britannique rapporte à l'État un loyer annuel de 14 millions de livres maltaises (un tiers est payé par les Britanniques, le reste par les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne fédérale, la Belgique et les Pays-Bas, membres de l'OTAN). D'autres recettes (réparations de navires, entretien des avions, etc.) représentent un montant un peu plus équivalent. Ces quelques 30 millions de livres représentent une bonne partie de la balance des paiements puisque les exportations de biens et de services n'atteignent l'an dernier que 135 millions. La base emploie aussi quatre mille Maltais, ce qui est beaucoup pour une population active de cent cinq mille personnes.

Chinois, Libyens, Français...

Prenant son bâton de pèlerin, séduisant les uns et inquiétant les autres, M. Don Mintoff, le premier ministre, a réussi à recueillir des prêts de divers pays, à des conditions défiant toute concurrence. L'intérêt ne dépasse jamais 3 % (Allemagne fédérale, Libye, France). Il est même parfois inexistant (Arabie Saoudite et Chine populaire). Dans ses

négociations avec le Marché commun — il existe un accord d'association depuis 1971 — le premier ministre s'est montré très ferme. Il s'est acquis, d'autre part, diverses assistances techniques : celles de la Chine (chantiers navals ou industries), de l'Italie (formation de corps para-militaires, télécommunications), de la Libye (modernisation de bateaux, forage de puits et surtout vente à un prix préférentiel de pétrole raffiné en Sicile).

M. Mintoff ne s'est pas contenté de négocier avec les États. Parmi ses transactions réussies, on cite le tout récent accord avec l'éditeur italien Rizzoli, qui diffusera des programmes de télévision en Italie.

Le plan maltais de développement (1973-1980) a été conçu en fonction du départ des Britanniques. Son principal objectif est de créer vingt mille six cents emplois apportant un accroissement et une diversification de l'industrie, dont la production totale devrait être multipliée par 2. Déjà au cours des cinq dernières années, les exportations (articles de confection, produits textiles et manufacturés) ont presque triplé. À mesure que le pays s'industrialise, le déficit de la balance commerciale s'accroît en valeur absolue. Mais le pourcentage de couverture des importations par les exportations s'améliore. L'industrie maltaise reste en effet très compétitive malgré les augmentations récentes de salaires : un contre-maître est payé 7,58 F l'heure, un ouvrier qualifié 4,30 F. Les charges sociales ne représentent que 30 % du traitement. Les grèves sont rares et brèves, l'absentéisme très faible : ici un poste de travail est trop précieux pour être abandonné.

Les chômeurs ne représentent que 3,2 % de la population active contre 4,9 % en 1971, quand les travaillistes ont pris le pouvoir. C'est un argument dont ceux-ci ont usé pendant la campagne électorale. La question de l'emploi est particulièrement délicate à Malte, car chaque chômeur est un émigrant en puissance. L'exode massif qui avait commencé au début du siècle dernier est aujourd'hui en forte régression. On a enregistré mille deux cent soixante-quatre départs en 1975 (c'est le chiffre le plus bas depuis vingt-huit ans), essentiellement pour l'Australie, le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ils auraient été compensés par deux mille neuf cent cinquante-sept retours.

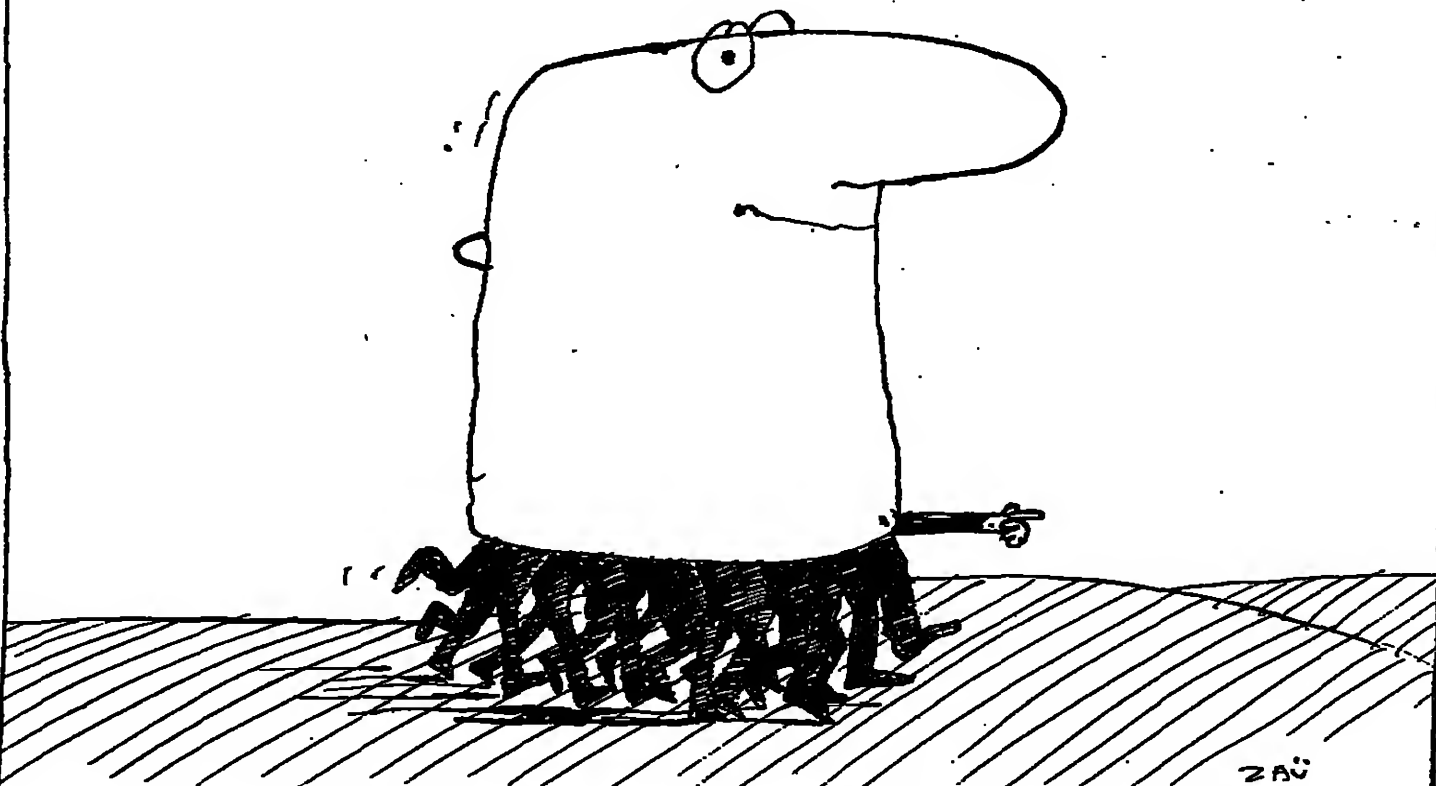
Jadis comptoir et forteresse, Malte s'est ouverte au tourisme depuis une quinzaine d'années. Vantant la douceur de son climat, la beauté de ses ports naturels et le pittoresque de villes très bien conservées, l'archipel s'est progressivement équipé. Il dispose de sept catégories d'hôtels totalisant 9 500 lits. Cet équipement a suivi la courbe ascendante des visiteurs : de 13 000 en 1959, ils sont passés à 137 000 en 1968 et 335 000 l'an dernier.

Les Britanniques arrivent très largement en tête (près de deux touristes sur trois). Ils forment par ailleurs la seule colonie étrangère d'une certaine importance : près de quatre mille personnes. Les liens entre les deux pays se maintiendront après 1979, précisément de part et d'autre. Et pas seulement dans le domaine économique : l'anglais restera sans doute longtemps encore à Malte la langue étrangère prédominante, les autos rouleront à gauche et les hommes porteront des shorts type « armée des Indes ».

ROBERT SOLÉ.

(1) 1 livre maltais vaut 11,20 francs celtion

1 heure de travail Technip crée 30 heures de travail en France.



Nous sommes une société française d'ingénierie. Notre travail : l'étude et la réalisation d'ensembles industriels, dans le monde entier. Nos domaines d'activités : le gaz, le pétrole, la chimie, l'agro-alimentaire, les industries légères.

En France, nous employons 2 500 personnes mais en vérité nous en faisons travailler beaucoup plus. Lorsque nous remportons un

contrat à l'exportation, c'est toute l'économie française qui est concernée.

Les 2 milliards de francs de contrats que nous signons en moyenne chaque année, entraînent des millions d'heures productives pour l'industrie française. Et cet effet multiplicateur joue sur 2 à 4 ans, durée moyenne de réalisation des projets qui nous sont confiés.



Groupe Technip

Chaque année, Technip passe plus de 3 000 commandes à l'industrie française.

En France : Cœci - Guigues - Intercontrôle - Ipedex - Technip Géo-production - Technipex - Technocrac.
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

سكيا في الامم

Près de 50 % de hausse des prix en un an

Il n'y a plus de « modèle brésilien » de lutte contre l'inflation

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les militaires ont pris le pouvoir en 1964 parce que le gouvernement civil, celui de José Goulart, avait démontré son incapacité et conduit le pays à l'hyperinflation. Aujourd'hui, ils peuvent se demander si leur régime n'a pas perdu une de ses justifications majeures. Nous sommes revenus à des taux d'inflation comparables à ceux du temps du populisme.

Venant d'un économiste officiel, cette réflexion est quelque peu sacrilège. Pourtant, les faits sont là : la hausse des prix, cette année, se situera entre 45 et 50 %, c'est-à-dire au même niveau que pendant la première moitié du gouvernement Goulart (1961-1964). Les raisons avancées par les milieux d'affaires ont une curieuse apparence de « déjà vu », ou plutôt de « déjà entendu ». Ces milieux s'en prennent en effet à l'Etat, et à ses dépenses, reproche adressé autrefois à Kubitschek, qui a cons-

ruit Brasília au prix d'une flambée inflationniste.

Le gouvernement Geisel commence à reconnaître le mal qui ronge l'économie. De même admet-il qu'une fois de plus ses prévisions — optimistes — en matière de commerce extérieur ont été déçues. Au train où vont les choses, le déficit commercial peut approcher 3 milliards de dollars à la fin de l'année, trois fois plus que l'objectif annoncé.

Certes, Brasília réussira une fois encore à équilibrer sa balance des paiements, grâce à l'argent « capté » à l'étranger. L'inflation, c'est l'impasse à laquelle conduit une telle politique : le pays s'endette pour payer ses dettes, sa capacité d'exportation étant insuffisante. Cette année, le service de la dette extérieure (4,5 milliards de dollars) correspond, à lui seul, à près de la moitié de la valeur prévue des ventes à l'étranger.

A contretemps

Tous les facteurs de la crise étaient déjà visibles l'an dernier. Ils commandaient une « décélération » de l'économie, au moins dans des proportions identiques à celles de 1975, qui avait vu la croissance limitée à 4 % (contre près de 10 % en 1974). Or c'est l'inverse qui s'est produit. Pendant le premier semestre, il y a eu une surchauffe de l'industrie. Face à l'emballement des prix, Brasília s'est à nouveau convaincu de la nécessité d'un freinage, mais le coup d'arrêt risque d'être brutal. Officiellement bannis, les mots de « stagnation » et de « récession », reviennent avec insistance dans les milieux spécialisés.

Pour lutter contre l'inflation, le régime militaire avait d'abord choisi la médecine classique : équilibre du budget, baisse du pouvoir d'achat, freinage de l'expansion monétaire, contention du crédit au secteur privé. Puis il avait renversé la vapeur à partir de 1968 en libérant le crédit, mais en imposant le contrôle des prix aux entreprises en échange d'une croissance accablée. Le résultat avait été une forte diminution de l'inflation, mais, fait notable, celle-ci avait rarement été inférieure à 20 %.

Ambitions excessives

Le « modèle » brésilien de lutte contre l'inflation a été évidemment battu en brèche à partir de 1974 par la hausse du pétrole (le Brésil importe 80 % de son « brut ») et des principaux produits importés. Aujourd'hui, les autorités ont tendance à affirmer que le monde développé a transféré la crise vers le monde sous-développé et lui fait payer de plus en plus la note pétrolière. Le Brésil s'inscrit au rang des victimes. Mais lui en prend, puisqu'il a longtemps affirmé contre l'évidence, qu'il restait « une île de prospérité » dans un monde en crise. C'est bien ce qu'on lui reproche aujourd'hui : « Brasília a été aveugle aux effets de la récession mondiale, et s'est lancé dans des programmes de développement démesurés. »

Le 1^{er} plan de développement (1975-1979) n'est-il pas prévu, en effet, une croissance de 10 % par an, comme à la meilleure époque ? Au moment où il aurait été sage de limiter ses ambitions, le gouvernement Geisel a décidé de lourds investissements dans de nombreux secteurs : sidérurgie, métaux non ferreux (cuivre et aluminium), recherche pétrolière, barrages, pétrochimie, télécommunications, routes et voies ferrées. Aujourd'hui, il est accusé d'avoir vu trop grand. De tels programmes ont « emballé » la demande dans l'industrie et provoqué, dès l'année dernière, une expansion monétaire excessive, qui s'est maintenue jusqu'au milieu de cette année (45 % par an environ). Aussi le secteur privé et les grandes entreprises, qui lui sont étroitement liés, sont-ils repartis en campagne contre l'« étatisation » de l'économie, thème fort à la mode ces dernières années.

La participation de l'Etat dans les inves-

tissements est généralement estimée à 80 %. Certains, même, la chiffrant à 66 %. Tel est le cas, par exemple, de M. Rubem Novas, chef du département économique à la Confédération nationale de l'industrie. M. Novas affirme : « Le déséquilibre entre les investissements publics et privés est inflationniste, même si les dépenses de l'Etat n'entraînent pas de déficit budgétaire. » Pourquoi ? Parce que ces dépenses financent des projets à « maturité lente », qui génèrent immédiatement la demande mais « n'ont pas de retour économique immédiat ».

C'est pourquoi, depuis quelques semaines, le chœur des « empresarios » est unanime : il faut que l'Etat fasse des « coupes » dans ses programmes, disent-ils ; ce que le gouvernement a finalement accepté. Mais quand les journaux ont annoncé que le chef de l'Etat, le général Geisel, étudierait une à une les économies à faire, les mêmes « empresarios » ont été envahis par une nouvelle vague d'optimisme. Depuis longtemps, en effet, ils incrimaient l'administration en place pour ses contradictions et sa lenteur excessive, fruit d'une concentration caricaturale du pouvoir.

Voici près d'un an, par exemple, que Brasília « prend des mesures » pour diminuer les importations : or celles-ci ont monté. Voici huit mois que le gouvernement s'est engagé à lutter contre l'inflation, notamment en renchérissant le crédit : or les prix n'ont jamais autant dérapé. Pourquoi ces ratages ? Indiscution incohérente, incapacité à réagir vite à l'événement : tels sont les griefs formulés contre les dirigeants. Entre l'annonce des « mesures » et leur application, les délais sont longs, assez longs pour offrir aux victimes, désignées bien des échappatoires. « Le public anticipe l'inflation », dit M. Rubem Novas, parce qu'il ne croit pas à l'efficacité gouvernementale.

L'expansion monétaire a pourtant été ralentie à partir du mois d'août, et les restrictions de crédit commencent à produire leur effet : les ventes diminuent, le commerce se plaint, l'industrie s'alarme. Mais la thérapeutique ne convainc pas tout le monde. « Pendant le premier semestre », dit M. Novas, notre taux de croissance a été de 10 % par an, ce qui était exagéré. Il est tombé maintenant à 2 % par an, ce qui est également exagéré. Cette politique en dents de scie est inconsistante. Si nos difficultés sont abordées seulement avec des mesures de contention monétaire, nous allons entrer dans une période de récession forte. »

Déjà invité à l'austérité lors de la réunion du F.M.I. à Mantille, le Brésil sait bien — les commentaires de la presse le prouvent — qu'il n'a fait qu'ajourner, jusqu'ici, la solution de ses problèmes. Les courbes de croissance de cette année ne peuvent pas faire illusion.

CHARLES VANHECKE.

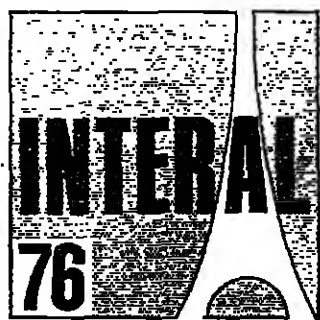
INTERAL 76

est pour vous une occasion unique de prendre connaissance, à son stade d'évolution le plus récent, du marché international des produits et techniques intéressant les professionnels de l'Alimentation.

**SUR 210.000 m²
TOUT CE QUI CONCERNE**

les produits alimentaires, leur emballage,
leur conditionnement, leur présentation, la publicité
sur le lieu de vente, les matériels et procédés du génie
industriel alimentaire, les matériels et techniques pour
l'industrie et le commerce de la viande.

SE TROUVE A



qui regroupe :

EMBALLAGE - EURO-PLV	15-20 Nov. 76
SIAL	15-20 Nov. 76
GIA (Emballage - Matériel - Brosserie)	15-21 Nov. 76
MATIC	15-22 Nov. 76

PARIS - Parc des Expositions - Porte de Versailles

LE RÊVE. UN ORDINATEUR QUI FAIT PARTIE DES MEUBLES.

Vous envisagez sérieusement l'acquisition d'un ordinateur mais vous hésitez encore un peu.

Vous hésitez parce que vous savez l'importance de cette mutation, vous savez que le matériel coûte cher et qu'un démarrage raté coûte plus cher encore. Alors, vous avez décidé d'y voir vraiment clair avant de prendre une décision. Ces quelques lignes peuvent vous y aider.

Choisir un ordinateur avant d'évaluer avec précision ce qu'il aura à faire, cela revient à choisir un collaborateur sans connaître le travail qu'il aura à effectuer. C'est dangereux.

Avant de choisir un matériel, il faut se poser les bonnes questions.

Une « analyse des besoins » cela peut paraître simple. Il faut bien connaître l'entreprise et personne ne la connaît mieux que vous. Pourtant nous pouvons vous aider dès cette première phase. L'ingénieur du Management Informatique qui vient vous assister est un spécialiste. Il a déjà assisté des dizaines de dirigeants de P.M.E. dans votre situation. Il a appris tout ce que l'on peut oublier, toutes les erreurs à éviter. Il vivra chez vous le temps qu'il faudra avant de vous dire : « Monsieur, vous pouvez y aller, nous n'avons rien oublié ».

Le moment est venu de choisir le matériel. Ce fameux ordinateur.

Gageons que chacun des constructeurs consultés aura en stock l'unique solution de votre problème. Pour vous le prouver, il vous enverra sous les performances et les détails. Comment vous y retrouver ? Nos ingénieurs peuvent vous y aider. Les différents matériels nous avons appris à les connaître sur le tas. Nous en avons mis en œuvre des dizaines, ce qui est plus instructif que la lecture des notices techniques.

Ce choix, nous l'assurons complètement puisque nous assurons le « démarrage clés en main ».

D'abord nous dessinons avec vous, dans les moindres détails, tous les « états » que l'ordinateur devra sortir. L'ensemble de ces dessins constitue la référence à partir de laquelle nous réalisons tous les programmes requis, (gestion de la production et des stocks, facturation, comptabilité, paie, etc.).

Lorsque ceci est fait, vous vérifiez que tout fonctionne en testant les programmes sur des cas de votre choix. De plus, cette « réception » faite, nous garantissons les programmes pendant six mois, contre toute anomalie du fonctionnement. Parallèlement, pendant ces quelques semaines, nous avons formé votre personnel.

Le jour de notre départ, la machine ronronne, votre Chef-comptable a accepté l'intrus, votre Directeur des Ventes sait tout ce qui se passe chez chacun de ses clients.

L'ordinateur fait partie des meubles.



Le Management Informatique Jacques Chanfrau Directeur Général
« La Forestière » Avenue F. Roosevelt 69130 Lyon Ecully. Tél (78) 33.25.08

Le Monde
dossiers
et documents

NUMERO DE NOVEMBRE

- LA SÉCHERESSE EN FRANCE
- LA TÉLÉVISION EN QUESTION

Le numéro : 250 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Michel Beguery

L'EXPLOITATION DES Océans
L'ÉCONOMIE DE DEMAIN

LEINE lumière sur un sujet de pleine actualité ou qui va le devenir. « Oh ! mer, qui ne connaît les richesses intimes ! » disait Baudelaire : aujourd'hui, elles sont plutôt méconnues. L'extrême modicité du budget du CNEO (Centre national pour l'exploitation des océans), simplement suggérée ici, avec un tact bien rare en de telles occasions, n'est qu'un symptôme parmi d'autres.

Dans un style alerte, clair, évitant avec soin l'embellissement et l'image d'Épinal, le jeune océanographe décrit les diverses ressources possibles de l'océan, ainsi que la nécessité immédiate ou prochaine d'y faire appel, vu l'accroissement important de la population des pays en développement et l'indigence en richesses minérales des pays européens, du Japon, et même des États-Unis. Successivement sont décrites les diverses ressources : alimentation (pêches et aquaculture), pétrole (avec des précisions, difficiles à trouver ailleurs), fonds marins (phosphorites notamment), nodules métalliques et énergie.

Sur les nodules en particulier, sujet de thèse de l'auteur, l'an dernier, nous trouvons de précieuses informations : espaces explorés, techniques utilisées ou envisagées et même coût probable d'équipement et d'exploitation. La Communauté européenne ne trouve, dans son sol, que 42 % de ses besoins en métaux non ferreux (chiffre en voie de diminution) et le Japon 26 %. De gros obstacles sont encore à surmonter, mais la longueur même du temps nécessaire peut porter à accélérer le mouvement.

Pour l'énergie, il s'agit de figures plus familières (marémotrices, centrales nucléaires flottantes, éoliennes en éerie, etc.).

Vient ensuite la préservation de l'immense domaine, si menacé (pollution, dégradation), et l'aspect juridique, surtout à l'échelle internationale, qui prend chaque année une importance croissante.

Excellente mise au point ; lecture enrichissante. Bibliographie.

★ P.O.F., Paris 1976, 21 cm, 139 p., 38 F.

HISTOIRE, SOCIALISME
ET CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE
POLITIQUE

Sous la direction de Jean Weiller,
en collaboration avec G.-D. Desrousseilles
et M. Saint-Marc.

LE titre omet curieusement l'ouvrage est un extrait) le personnage principal, sinon unique, Simon de Sismondi. Nous trouvons les textes des communications présentées par vingt-sept auteurs à la Sorbonne, à l'occasion du bicentenaire du célèbre économiste et historien italo-genevois.

Cet hétérodoxe, ce non-satisfait, présente, à peu près, les caractères du prophète, au sens sociologique du mot : remettre en cause l'ordre établi, offrir aux commentateurs lointains les champs les plus fertiles, les déductions les plus variées, voire les contradictions les plus troublantes, donne bien

plus de chances de passer à la postérité que d'être le peintre fidèle et minutieux de son temps. Comme le dit lui-même, on trouvera, dans l'ouvrage de cet écrivain prolifique, de quoi justifier les considérations les plus diverses.

Marx puis Lénine ont été si gênés par ce « socialisme » si peu dans leurs vues qu'ils l'ont traité, à la fois, de petit bourgeois, d'utopiste et de réactionnaire (articles de N. Rubel, K. Grigorov, M. Lutfalla et C. Passadeo, notamment). On imagine les économistes chinois d'aujourd'hui, sinon de demain, porter un jugement sur K. Guibal.

La position de Sismondi sur la population, bien présentée par P. Guillaumont et A. Parguez, précise et étend les thèses de l'optimum, esquissées par Voltaire, Condillac, Neckers et Auxiron, et annonce Stuart Mill. Tout le reste est de bonne venue, sans complaisance excessive.

Les textes des communications sont suivis de dix-sept lettres de Sismondi à l'amie fraternelle Caroline Frances Cornwallis et d'une lettre à sa mère Mary, puis d'une postface sur quelques aspects de sa vie, plus sentimentaux que doctrinaux d'économie.

★ Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, Paris 1976, 21 cm, 266 p., 27 F.

Bernard Guillochon

THÉORIES
DE L'ÉCHANGE INTERNATIONAL

IL est toujours utile, sinon agréable, de passer en revue les opinions, les théories sur un sujet aussi important que les échanges internationaux, surtout si leurs imperfections sont bien mises en évidence, ce qui est souvent le cas ici, pour la première partie, statique, qui nous introduit bien dans le sujet.

Plus personnelle que la première, la deuxième partie, consacrée à la vue dynamique, s'appuie assez largement sur l'erreur classique, universelle même, concernant les « termes de l'échange » en longue durée. La comparaison est faussée par le fait que les produits fabriqués, suivis dans le temps, ne sont pas comparables. Alors qu'une tonne de cuivre est toujours identique à elle-même, un tracteur d'aujourd'hui (ou une tonne de tracteur) est plus ou moins perfectionné qu'un tracteur d'hier. Tout statisticien sait combien il est difficile de suivre un indice des prix des objets fabriqués. D'autre part, les auteurs résultats des analyses de W. Leontief, sur le travail contenu dans les produits importés et exportés, auraient dû être analysés.

Quant à l'antagonisme mondial, classique, il est quelque peu à modifier, depuis que le quadruplement des prix du pétrole a créé une troisième catégorie de pays, novation d'importance.

Enfin, le rôle du manque aigu de matières premières vitales en Europe et au Japon, qui explique certaines attitudes impérialistes, est gagné à être mis en évidence.

Œuvre de mérite, néanmoins, sur un sujet traquenard, d'un jeune spécialiste, qui a une belle évolution devant lui.

★ P.U.F., 1976, Paris, 20 cm, 200 p., 45 F.

Fernand Gigon

« JEUDI NOIR » : LE JOUR
DU GRAND KRACH DE 1929

CET ouvrage, qui retrace la crise des années 30 aux États-Unis, pour la comparer à celle de 1929, présente un vif intérêt, à plus d'un titre.

La principale est que, plus qu'aucun autre, il fait ressortir le contraste entre les deux façons extrêmes de juger les faits : suivre les informations et les impressions du moment, la rumeur aussi, ou bien, à l'inverse, procéder à une observation scientifique et continue, au moyen des instruments appropriés. Aucune période ne se prêtait mieux que ces années spectaculaires à la mise en évidence de ce contraste, si classique. Dès la première page, nous lisons : « A cette époque (deuxième moitié de 1929), les États-Unis roulaient à toute vapeur sur les rails de la prospérité... »

C'est peut-être ce que croyait le public, y compris certains hommes d'affaires, mais la crise était en marche, le mois de février. En particulier, les prix des matières premières, l'indice le plus significatif, avaient déjà baissé de 15 % sur toutes les places. La baisse des valeurs à Wall Street a d'ailleurs commencé bien avant le « jeudi noir », qui n'a été qu'un épisode.

Il est peu de pages où l'observateur scrupuleux casse de sourde ou de l'ingénieur, à moins de se laisser gagner, car l'imagerie d'Épinal est saisissante, continue, sans défaillance. Qu'en fin de volume la « crise » actuelle soit jugée identique à celle de 1929 ne peut plus nous étonner : nous sommes aguerries.

Cependant, quand l'auteur dénonce la défaillance des économistes et la faible connaissance que nous avons de notre économie, nous ne pouvons guère trouver... d'indices allant en travers de ce jugement.

Par ailleurs, le livre est vivant, bien écrit, évite dans une certaine mesure le français, tient tout son monde en haleine. Une leçon... d'histoire s'il en fut. Illustrations. Bibliographie.

★ Robert Laffont, 1976, Paris, 24 cm, 345 p., 46 F.

J.-E. Chapron et M. Sérusier

INITIATION PRATIQUE
À LA COMPTABILITÉ NATIONALE
SELON LE NOUVEAU SYSTÈME

Préface de M. A. Vanoli

À GEE de près de vingt-cinq ans, la comptabilité nationale française a dû faire quelque peu peau neuve et s'adapter davantage aux impératifs internationaux d'origine anglo-saxonne. La France a, le plus longtemps possible, eu son modèle propre, mais aujourd'hui le système élargi (S.E.C.N.) est identique à l'impératif SEC (Système européen de comptes économiques intégrés). Au-dessus, plane toujours l'aigle S.C.N. (Système de comptabilité nationale) des Nations unies, qui permet, peut-être trop facilement, les comparaisons internationales.

L'ouvrage ne concerne, comme le souligne le préface, chef de service à l'INSEE, que le cadre central

du S.E.C.N. Celui-ci est complété par les comptes satellites et les systèmes intermédiaires, qui n'ont pu être abordés cette fois.

Ce précis, que nous devons à un jeune « inconnu » et à un professeur de l'école de statistique, est plus qu'une initiation. Il constitue un traité général et peut servir aussi bien aux comptables nationaux, plus ou moins chevronnés, qui désirent connaître le nouveau système, qu'aux néophytes ou aux enseignants de la matière.

Présentation excellente, en effet, notamment grâce à de nombreux exemples ou « cas ». Il est utile, cependant, de bien montrer sur un cas (le fameux TEE, tableau économique d'ensemble 1975, par exemple) la différence entre nouvelle et ancienne méthode et particulièrement l'influence des produits non marchands.

Formulons aussi deux regrets, qui ne s'adressent pas aux auteurs : voir remplacer l'excellent terme « agent économique » par le lourd « secteur institutionnel » (la matière est déjà suffisamment ingrate, dans son abord) et constater une fois de plus que la comptabilité nationale connaît quelquefois l'existence de produits, mais jamais celle des hommes. Le mot emploi ne concerne ici que l'affectation des ressources et la liquidité ne traduit pas tout, ni même l'essentiel. Excellent instrument de travail.

★ Masson, Paris 1976, 24 cm, 102 p., 48 F.

Béatrice Majoni d'Intignand

LES INVESTISSEMENTS
HOSPITALIERS

Préface d'Henri Guillemin

PUISSANT et profond. Après les premiers balbutiements, cette science nouvelle et exigeante qu'est l'économie de la santé pose des problèmes d'autant plus troublants qu'ils ne sont généralement pas tout à fait bien posés. Il y a désormais (il y a toujours eu, mais la discrétion était de règle), deux objectifs indépendants, ou que l'on voudrait tels, vie humaine et satisfaction matérielle. Cette dualité se retrouve quelque peu dans la distinction établie ici, dès le début — et qui domine tout l'ouvrage — entre investissements (hospitaliers) de santé et investissements d'usage. Elle sert de base à de remarquables développements, auxquels peuvent être cependant reprochés une insuffisante précision dans les données des divers problèmes et un manque regrettable d'exemples chiffrés (fussent-ils imaginés de toutes pièces).

Tout ceci n'est qu'un brillant commencement, tant la lecture ouvre de champs immenses et redoutables. La mesure des « avantages avec l'unité valeur de la vie humaine » est encore à peine esquissée. Aucun des auteurs de modèles ne semble d'ailleurs avoir été jus « au bout du feroc adage » prioritaire absolue de la vie humaine. Ce serait l'ouverture de drames que dissipe seule une sincère « non-franchise ». Nous n'en sommes pas encore là, mais seulement à la première marche.

Bibliographie. Annexes.

Éditions médicales et universitaires, Paris 1976, 21 cm, 348 p., 130 F.

(Avis financier des sociétés)

Progression spectaculaire de la CAECL

Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales

En 1975, les résultats ont augmenté de 70 %

Avec un montant supérieur à 5 milliards de francs pour ses interventions à moyen et long terme, la CAECL, qui entre dans sa dixième année d'existence, fait désormais partie du groupe des grands organismes de crédit.

Si, en effet, on excepte les prêts consentis

sur le produit des émissions obligataires, qui a régressé, les prêts sur dépôts ont par contre doublé de volume en engagements. Les prêts sur emprunts — Villes de France — ont progressé encore plus, atteignant un montant supérieur à 2 milliards de francs (+ 137 %). Les concours à la constitution des réserves

foncières à long terme se sont accrus de 96 % en engagements et de 38 % en versements. Telles sont les principales caractéristiques de l'exercice 1975, dont les comptes ont été approuvés le 25 juin 1976 par le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Edouard Schloessing, député du Lot-et-Garonne.

Le 8 novembre 1976

la CAECL

lance un emprunt
de 600 millions

Résultats financiers en 1975

Les opérations provenant des prêts sur comptes de dépôts laissent apparaître un solde créditeur de 136 305 805 F. Ces affectations aux prêts à long terme se soldent par un excédent de 120 244 212 F. En revanche, les emprunts — Villes de France — s'inscrivent avec un déficit de 10 119 574 F. Ainsi, le bilan à fin décembre 1975 fait

apparaître un excédent de 266 430 443 F, dont 180 millions sont affectés aux « réserves immatérielles » et le solde aux réserves tactiques. Les fonds propres, résultats 1975 non compris, passent ainsi de 310 à 482 millions de francs (+ 55 %).

Prêts à long terme

La CAECL a émis un emprunt en février 1976 pour un montant de 700 millions, au titre duquel les versements réalisés atteignent déjà en août 581 millions.

Les emprunts « Villes de France » ont connu, eux, un

« moindre succès », durant les huit premiers mois de 1976, il en fut placé 1 017 millions au lieu des 1 300 millions pour la période correspondante de 1975. Ce tient à la stabilité des taux de rendement, à la durée d'amortissements, qui est de vingt ans — alors que la faveur des souscriptions va au « quinze ans » actuellement — mais également aux directives gouvernementales relatives au crédit.

En ce qui concerne les réserves foncières à long terme, les engagements s'élevaient à 201 millions, les versements à 204 millions, contre respectivement 172 et 169 millions, toujours au 31 août de chaque année.

En somme, si, dès le début de l'année, les collectivités locales ont présenté des demandes pressantes d'investissements, moyennement satisfaites jusqu'alors, car, entre autres raisons, les procédures spécifiques à ces investissements, telles que les opérations régionales et la voirie départementale, ne sont souvent mises en place définitivement qu'au second semestre, il est possible d'avancer que les objectifs retenus pour l'ensemble de l'exercice seront largement atteints.

pour un montant de 600 millions de francs ; on sait qu'en février dernier le ministère de l'économie et des finances avait lancé un emprunt de 700 millions. Donc 1976 permettra à la CAECL de collecter 1 300 millions, qui, ajoutés à 1 200 millions d'emprunts « Villes de France », essentiellement souscrits par la Caisse des dépôts, rendront possibles des engagements pour 2 500 millions de francs. D'autre part, l'évolution très favorable des fonds de dépôts laisse envisager que l'objectif de 2 700 millions sera, de ce côté-là, également atteint.

Le conseil a accepté, d'autre part, au vu des résultats de 1975, de porter à 350 millions le montant des prêts à consentir en 1976 pour les réserves foncières à long terme.

Garantie des emprunts

Avec la rentabilité, le souscripteur recherche auprès de tout emprunt le maximum de sécurité. Triple est donc la garantie offerte par un emprunt CAECL :

— La CAECL elle-même, établissement public national, dont les résultats (voir supra) sont rassurants ;

— La Caisse des dépôts et consignations, qui gère administrativement la CAECL ;

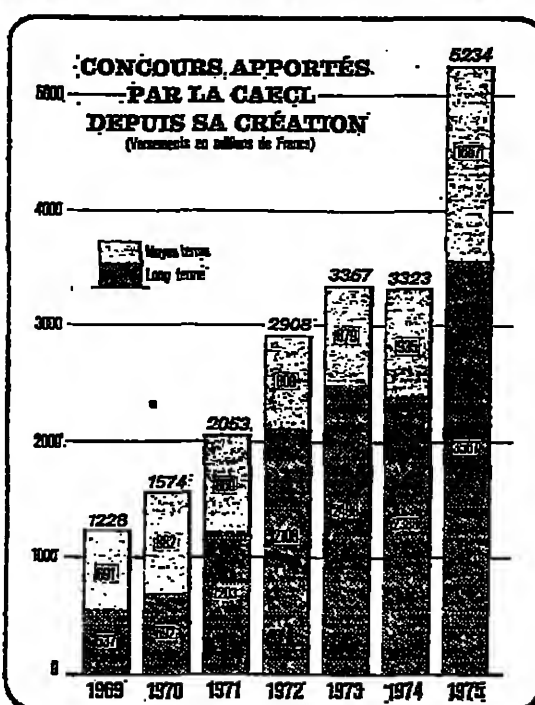
— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

OU PEUT SOUSCRIRE L'ÉPARGNANT ?

CAECL	EMPRUNTS
— A la banque ;	— « VILLES DE FRANCE »
— A la Caisse d'épargne ;	— Chez les comptables du Trésor ;
— Chez les comptables du Trésor ;	— A la Caisse d'épargne ;
— Dans les bureaux de poste ;	— Dans les bureaux de poste ;
— Partout.	— Et ce, tout au long de l'année.

Le second semestre 1976 aura pour centre d'intérêt l'emprunt qui va sortir prochainement

Le lecteur trouvera des précisions sur l'organisation de la CAECL dans le Monde du 16 décembre 1975.



SITUATION

A FIN SEPTEMBRE 1976

Prêts sur comptes de dépôts

Au 31 décembre 1975, le montant cumulé des dépôts des collectivités locales à leur compte CAECL, montant provenant du versement à ce compte de 50 % des prêts consentis par la C.D.C. et les caisses d'épargne, atteignait 6 576 millions. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1976, la différence entre les versements au compte des collectivités locales et les retraits effectués par ces mêmes collectivités fait apparaître un solde excédentaire de 1 556 millions. De ce fait, le montant cumulé des dépôts atteignait au 30 septembre 1976 un total de 8 242 millions.

L'encours des prêts, compte tenu des opérations sur prêts réalisées durant les huit premiers mois de 1976, représentait 4 718 millions, et les liquidités, 3 241 millions, soit un taux de liquidité de 41 %, le même que celui constaté à fin décembre 1975.

صندوق الادخار

ARTS ET SPECTACLES

Souffrances et bonheurs de l'exil

C'est le 28 mai 1974 que Matlaev Rostropovitch et Galina Vichnevskaya ont quitté l'U.R.S.S. pour deux ans, après quatre années difficiles causées par leur intervention, dans une lettre, en faveur de leur ami Soljenitsyne (le Monde du 18 novembre 1970). Au retour d'une série de concerts en France, pendant laquelle Rostropovitch avait été jouer une sarabande de Bach sur la tombe d'Elza Triolet (poète salué par un poème d'Aragon, Chant pour Slave), interdiction leur était faite de se rendre à l'étranger. Bien que, par deux fois, le « blocus » ait été forcé pour des raisons de politique internationale (notamment à l'occasion des concerts de l'UNESCO à Paris, en janvier 1974), leur situation devenait peu à peu intenable, comme devait l'expliquer le grand violoncelliste dans une lettre au Monde (7 mars 1975).

— Qu'en est-il aujourd'hui ? La situation a-t-elle changé ?

— Absolument pas, répond Rostropovitch. Personne ne parle de retour dans notre pays, personne ne nous propose quoi que ce soit.

— C'est plutôt le contraire, renchérit sa femme : mon nom est rayé du Bolchoï, barré partout : c'est comme si je n'avais pas vécu, comme si je n'étais jamais née, et

je n'y suis même pas morte. Quand les gens meurent, il reste au moins une tombe. Moi je n'ai rien.

— Avez-vous demandé une prolongation de séjour à l'étranger ?

— Oui, jusqu'à la fin de nos contrats. Pour l'instant, jusqu'au 25 mai. Ensuite, il faudra redemander.

— Comment supportez-vous cet exil ? Tout ce que vous faites compense-t-il un peu la douleur de n'être pas chez vous ?

— Si je considère ces deux derniers mois, Galina a joué dix fois Macbeth de Verdi, ce qui est une expérience toute nouvelle pour elle, chantée dans dix concerts à Londres et à New-York, et elle a fait un disque. Elle n'a pas le temps de s'ennuyer et moi non plus. Je suis heureux que tous les rêves qui faisaient éclater ma tête puissent se réaliser les uns après les autres. C'est un tel bonheur que je ne souffre pas. — Je ne te crois pas, excuse-moi, réplique Galina. Ce qui t'apporte le bonheur, c'est le travail. Mais (s'adressant à nous), l'offense qu'on lui a faite en annulant quarante ans de sa vie, ça, on ne peut pas l'oublier ; on ne peut pardonner à ceux qui disent : « Ces gens-là n'ont jamais existé. Si vous les avez vus, c'est que vous êtes des imbéciles. » Et moi aussi je souffre.

cesse d'exister en dehors des hommes. Les relations humaines, les émotions, l'amour, je ne veux pas perdre ça, parce que c'est ce qui me permet de rester vivant pour la musique. C'est pour cela que nous avons quitté notre pays : sentir qu'on peut faire de la musique, bien, et ne pas en avoir la possibilité, comment le supporter ?

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

Quand vous serez à Tokyo, comment ferez-vous pour envoyer un télex à Paris ?

Pour aider les hommes d'affaires à résoudre leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. **JAPAN AIR LINES** Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

Avec Soljenitsyne

— C'est à cause de Soljenitsyne que vous avez dû finalement quitter votre pays ; vous sentiez-vous proches de ce qu'il écrit ?

— Nous lisons ses livres et nous sommes allés le voir plusieurs fois à Zurich, mais nous parlons peu de tout cela. Pour moi, l'homme est libre de penser comme il veut. Même à Moscou, nous n'étions pas toujours d'accord, mais cela ne peut nuire à notre amitié, ni surtout à notre respect mutuel. Lui s'occupe de littérature et de politique, nous de musique. J'ai remarqué que sur Mozart, Beethoven ou Chostakovitch, nous sommes d'accord, mais sur le même point de vue qu'aujourd'hui. En politique, cela peut être exactement le contraire ! Alors je laisse la politique aux spécialistes.

— Soljenitsyne aime-t-il la musique ?

— Oui, bien qu'il n'y ait pas toujours pénétré. Mais je me rappelle que lorsque mon fils aîné, mon fils aîné, était encore tout petit, par les fenêtres de la petite maison qu'il habitait chez nous, j'entendais toujours une excellente musique. — Je veux, alors que mon fils ne comprend encore rien, que la musique entre en lui, disait-il. Une soirée entière, je lui ai parlé d'Onéguine, je lui ai joué au piano et il est même allé chercher un magnétophone pour m'enregistrer. Il a em-

porté cette bande, mais quand il est arrivé en Suisse, la bande était effacée.

— Vos amis musiciens étaient-ils étonnés que vous hébergiez Soljenitsyne ?

— Je ne peux répondre. Je dirai seulement qu'à la fin de notre séjour à Moscou il y avait quantité de musiciens qui, quand ils nous rencontraient, nous exprimaient, les larmes aux yeux, leur bouleversement. Mais nous pouvons dire avec Galina que malheureusement pas une seule personne n'est venue nous défendre ouvertement, pas une seule. Je voudrais donc qu'on sache combien l'amitié des gens nous touche. Nous aimons infiniment nos nouveaux amis et, quelles que soient les circonstances, nous ne les oublierons jamais. Pour nous, quand la musique que nous faisons leur plaît, c'est notre pain et notre soutien.

— Mais c'est que justement, grâce à vous, la Russie est présente au milieu de nous, vous en êtes l'image ! — Nous vivons également par cela. Aussi tenons-nous beaucoup à cette Dame de pique de décembre et nous voulons jouer encore bien d'autres œuvres russes qui ne sont pas très connues. De tout cœur, nous donnons ce que nous avons et avec le même plaisir nous l'aurions donné à notre peuple.

Chostakovitch le livre de l'histoire russe

— Vous dirigerez bientôt à Paris la Huitième Symphonie de Chostakovitch : que pensez-vous de lui ?

— C'était un des êtres les plus complexes, les plus compliqués que j'ai connus, un compositeur de génie, mon maître et mon ami. Tout ce qu'il a écrit est écrit avec du sang. A travers ses symphonies, on peut suivre sa vie, ses humeurs, ses luttes. On y découvre aussi la recherche d'un certain « équilibre » : souvent, à une œuvre géniale succède une « avant-garde », séduisante, comme s'il avait voulu donner des gages afin de pouvoir continuer à écrire, telle la Neuvième symphonie à succès qui a plu à tout le monde, entre les deux plus tragiques et profondes, ou bien la Treizième sur Baby-Yar, d'Evoutchenko, après la Douzième, Octobre, dédiée à Lénine. C'est vraiment le livre de l'histoire russe de notre temps, intérieure et extérieure. Il sortait par toutes ses fibres la vie de son peuple et sa Symphonie Leningrad (Septième) fut comme un drapeau pour nous tous pendant la guerre. La musique de Chostakovitch parle tellement à nos gens ! Il faut voir leurs visages quand on la joue, des visages pleins de souffrance, de compréhension...

— Vous vous êtes donné à la direction d'orchestre avec passion ; cela ne nuit-il pas à votre activité de virtuose ?

— Au contraire, après avoir dirigé, je me sens beaucoup mieux à mon violoncelle, j'ai des idées bien plus riches. Il faut dire que j'ai appris à entretenir ma technique dans un temps assez restreint, et pour le reste, la musique, j'y pense toujours. Sauf quand je dors, et encore !

— Que pensez-vous de l'Orchestre national de France avec qui vous avez fait une si belle Tosca et vous répétez actuellement ?

— Cet orchestre, je l'aime beaucoup : ce sont des gens extraordinaires qui aiment la musique et sont prêts à la servir. Je dis toujours à mes amis de l'Orchestre : « Ce n'est pas vous qui jouez pour moi, ni moi qui dirige pour vous. Nous nous retrouvons sur un troisième plan : nous travaillons tous pour notre dieu, la musique. » C'est comme cela qu'on doit jouer ensemble. Imaginez : qu'il y ait un musicien à qui mon-

visage ne plaise pas. Je lui dirais : « Crache-moi à la figure si ça te fait plaisir, je m'essuierai. Mais ne joue pas pour mon visage, joue pour notre dieu. » Rien ne peut me faire plus de plaisir que lorsqu'on me dit qu'avec moi l'Orchestre révèle de nouvelles qualités.

— Quelle sera votre ligne de conduite avec l'Orchestre de Washington dont vous allez prendre la direction l'an prochain ? Jouerez-vous beaucoup d'œuvres russes ?

— Non, la première année, seulement la Quatrième Symphonie, de Tchaïkovski et Alexandre Nevsky. Les programmes seront très internationaux ; mais c'est un orchestre américain et les compositeurs et artistes américains y trouveront des portes doublement ouvertes. Je souhaite aussi avoir des œuvres écrites spécialement pour cet orchestre, et j'en ai commandées à Britten et à Dutilleul notamment. On doit pouvoir jouer tout le répertoire, de Mozart à Boulez.

— Avez-vous justement des projets avec Boulez ?

— Il m'a promis une œuvre pour violoncelle et je crèlerai un concerto de Berio pour son Festival du Centre Pompidou.

— Et avec l'Opéra de Paris ?

— Nous avons prévu dix représentations de la Dame de pique en 1978.

— Si vous êtes un grand chef d'opéra, n'est-ce pas un peu à cause de Mme Vichnevskaya ?

— J'adore l'opéra, mais il est évident que je n'ai commencé cette carrière-là qu'à cause d'elle...

— Et au piano, dit triomphalement Galina, il ne joue que pour moi !

— Le rêve de ma vie actuellement, c'est cet enregistrement de la Dame de pique, et puis Katherine Isralova, de Chostakovitch, Boris Godounov et, aussi, j'ai peur de vous le dire, Carmen que j'adore.

— Au terme de cet entretien, après ces années si dures, redites-vous, comme il y a six ans : « De nos jours, les hommes ne s'effrent pas le temps de s'aimer » et de souffrir ; de cela je me garde « comme la peste » ?

— Oui, la même chose. Dans la vie, la nourriture spirituelle, c'est le contact avec les hommes qui nous la donne ; pour moi, la musique

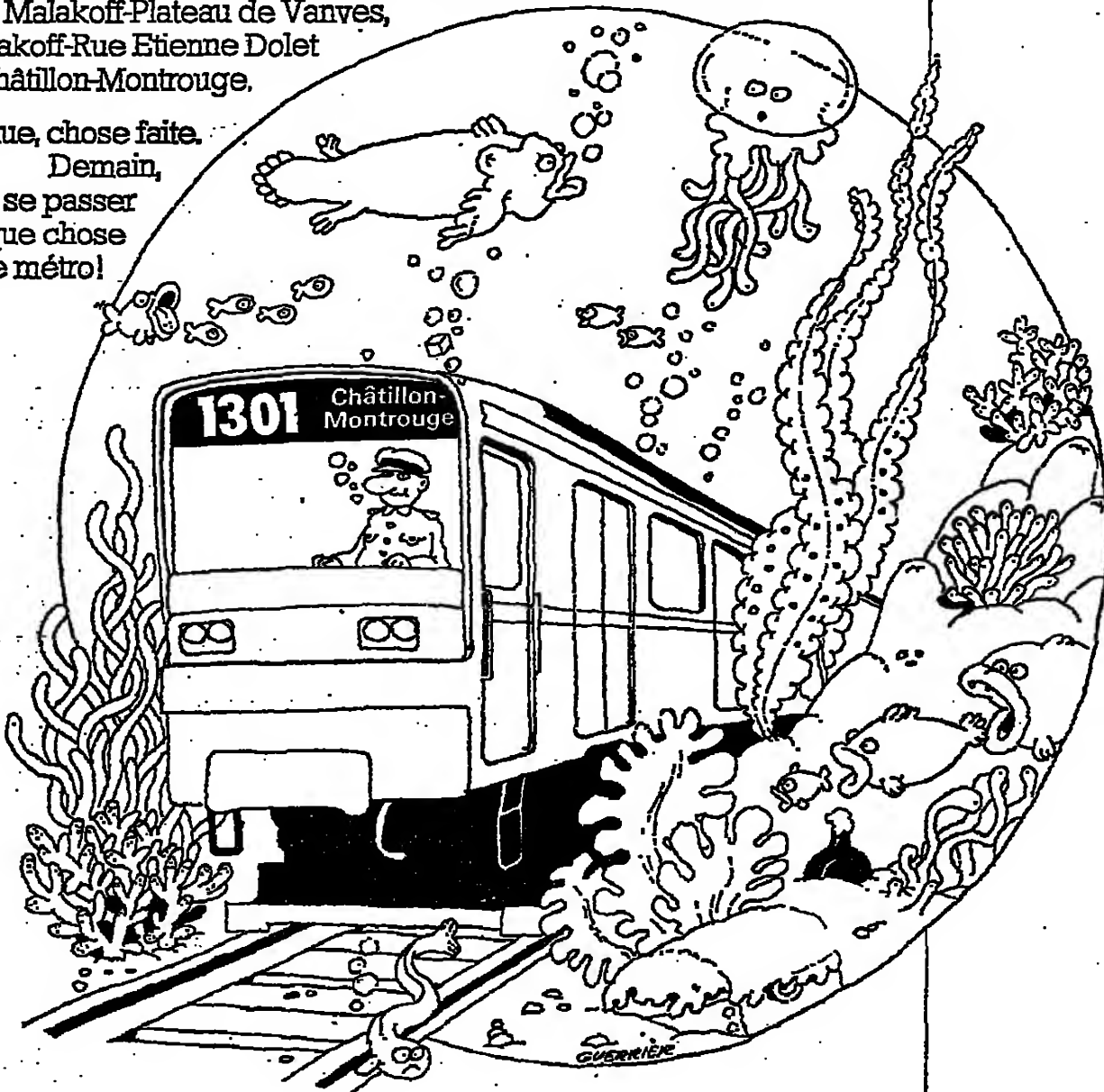
Ligne 13 UN NOUVEAU PONT SOUS LA SEINE

Jonction faite : Demain, 9 novembre 1976, il y aura du nouveau dans le métro. La ligne 13 (St-Denis-Basilique-Porte de Clichy) et la ligne 14 (Porte de Vanves) vont se rejoindre sous la Seine entre les stations Champs-Élysées-Clemenceau et Invalides. Demain : une nouvelle ligne 13.

Le métro change : vous pouvez changer plus facilement. Vous allez simplifier vos déplacements en évitant certains changements. La nouvelle ligne 13 sera en correspondance avec 9 autres lignes de métro. C'est la quasi-totalité du réseau. Dès maintenant, choisissez votre nouvel itinéraire. Il vous fera gagner du temps.

Et la ligne 13 grandit encore...
...au sud. Trois nouvelles stations vont être ouvertes :
Malakoff-Plateau de Vanves,
Malakoff-Rue Etienne Dolet
et Châtillon-Montrouge.

Chose due, chose faite.
Demain,
il va se passer
quelque chose
dans le métro!



RATP
Il y a du nouveau dans le métro.

Escom

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio.

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épée-de-Bols, 21 h. : Yuro.
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boëlge-Boëlge.
Dumoulin, 21 h. : Le Portrait de Dorian Gray.
Madame, 20 h. 30 : Peau de vache.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Neuilly, 21 h. : Nina.
Palais-Royal, 20 h. 30 : Rencontres.
Renaud, 20 h. 30 : Les sont là.
Roches-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la Sage-Femme.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le boucher.
Théâtre des Arts, 20 h. 45 : Le Jardin de cristal.
Théâtre d'Argas, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre du Marabout, 18 h. : Vitro-magie.
Théâtre du Marais, 21 h. : La Croix opulente.
Théâtre de la Pépinière, 20 h. 30 : En attendant Godot.
Théâtre de la Cité Internationale, 21 h. : La Métaphysique d'un veau à deux têtes.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Pulchérie.
21 h. 15 : Les commes fou.
22 h. 30 : Madame Moin.
Au Vrai, 20 h. 30 : La chanson inconnue.
Café d'Argas, 20 h. 30 : Maffia.
Délire, 22 h. : Sybil Joly.
Il, 22 h. 15 : Deux femmes au-dessus de tout soupçon.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : Étrange plaisir.
21 h. 30 : Les Jeunes.
Café des Miroirs, 20 h. 30 : Henri.
Tachan, 22 h. : Émile Brilla.
L'Échelle de Jacob, 20 h. 30 : Quand la sole se va pas tout puit.
Le Palais, 20 h. 30 : Le Président.
Petit Casino, 21 h. 15 : Partez du pied gauche.
22 h. 30 : J.-C. Monville.
Le Splendid, 20 h. 45 : Prisons sur la lecture.
22 h. 15 : Le Pot de terre contre le Pot de vin.

Les concerts

Le Palais, 18 h. 30 : Le Quatuor Bernadette et les Quatuor Bernadette.
Théâtre de la Pépinière, 20 h. 30 : Am. Antiqua de Paris (musique du Moyen Âge).
Église des Élisées, 20 h. 30 : L'Atelier Musical de Ville-d'Avray, dir. J.-C. Pardi (Mozart).
Théâtre Montmartre, 20 h. 30 : Kris (musique algérienne).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : London Chamber Orchestra, dir. A. Susskind.
avec O. Kogan, violon (Mozart, Vivaldi).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Le Quatuor Parnet, dir. R. Veyron-Lacroix.
avec M. Kogan, violoncelle (Mozart, Schumann, Bloch).
Salle Chopin-Pleyel, 20 h. 30 : Quatuor Polymnie (Lully, Couperin, Rameau).
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : R. Noda, saxophone, avec R. Noda, piano (Bach, Schumann, Noda, Chopin, Tchaïkovski).
Théâtre 13, 21 h. : F. Maza, piano (Mozart, Schumann, Liszt).
Palais des congrès, 21 h. : G. Chopin, piano (Chopin, Liszt, Schubert, Beethoven).
Église de la Madeleine, 21 h. : M. André, trompette, avec A. M. Lortie, orgue (Chopin, Purcell, Albinoni, Vivaldi).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Soixante ans de chansons.
Doux-Anes, 21 h. : Marianna, ne vois-tu pas.
Dir-Henry, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs ?

Chansons

Théâtre Fontaine, 21 h. : Brigitte Fontaine et Areski.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATION SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 8 novembre

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque
Chaillet, 21 h. : Une femme à sa fenêtre, de P. Granier-Deferre.

Les exclusivités
L'AILLE OU LA CUISSE (Fr.) : A.R.G. 2 (223-55-54), Berlitz 2 (742-60-33), Cluny-Palace 5 (033-07-78), Quinette 2 (033-35-10), Ambassade 2 (338-19-08), Mercury 2 (225-75-00), Gaumont-Sud 14 (331-11-18), Montparnasse-Palace 14 (338-65-13), Cambodge 14 (734-42-58), Victor-Hugo 14 (727-48-58), Wepler 14 (387-50-70), Gaumont-Gambetta 20 (770-70-74).

Les films nouveaux
DU CÔTÉ DES TENNIS, film français de Madeleine Harman, Studio de la Harpe, 5 (333-34-83), Saint-Lasare-Palace, 14 (338-65-13), Olympia-Spectacles, 14 (782-57-42).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBER (It.) : Studio Média, 5 (338-65-13), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25), V.F. Cinéma, 5 (723-50-25).

THEATRE DE LA VILLE
20 h 30
places 16,50 F et 29 F
9-10-11 novembre
reprise
du succès de la saison 76-77
l'échange
CLAUDEL
mise en scène
ANNE DELBEE
avec
MARTINE CHEVALIER
GENEVIEVE PAGE
J.-C. DREYFUS - J.-C. DURAND
18 h 30
une heure sans entr'acte 12,50 F
ZOUZ
r'albom
2, place du Châtelet
tél. 887.35.39

THEATRE EDOUARD VII
Loc. 073.67.20 & Agence
Jean DESAILLY
Simone VALERE
Yvette CHAUVIRE
Jean PAREDES
AMPHITRYON 38
Jean GIRAUDOUX

BELMONDO
LE CORPS DE MON ENNEMI
VERNEUIL
BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
BAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VI
GAUMONT SUD VI
HAUTEUILLE I VO
14 h 17 h 20 h 21 h
HAUTEUILLE II VO
12 h 15 h 30 h 19 h 22 h 30
HAUTEUILLE III VO
13 h 30 h 17 h 20 h 23 h

BARRY LYNDON
Stanley Kubrick
BAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
BAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VI
GAUMONT SUD VI
HAUTEUILLE I VO
14 h 17 h 20 h 21 h
HAUTEUILLE II VO
12 h 15 h 30 h 19 h 22 h 30
HAUTEUILLE III VO
13 h 30 h 17 h 20 h 23 h

BORIS VIAN
MOULOUJJI
JUSQU'AU 14 NOVEMBRE
SEULEMENT
SIGNÉ : *morning*

HARRY BELAFONTE
11-13-14 NOVEMBRE
Location: Théâtre, Agences et par téléphone 225 41 36

Une Femme à sa fenêtre
PIERRE GRANIER DEFERRE
JORGES SEMPRIN
GASTONE MOSCHINI
PIERRE GRANIER DEFERRE
JORGES SEMPRIN
GASTONE MOSCHINI

VOTRE TABLE CE SOIR
Ambiance musicale M. Orchestre F.M.R. - Prix moyen du repas - J. h. : ouvert jusqu'à - h.

DINERS
OSAKA 260-66-01
163, rue Saint-Honoré, 1^{er}, T.I.J.R.
ASSIETTE AU BEUF-POCARDI
5, bd des Italiens, 2^e, T.I.J.R.
LE CARRÉ 887-40-88
50, rue Rambuteau, 3^e, P./dim.
ASSIETTE AU BEUF T.I.J.R.
Face église St-Germain-des-Près, 6^e
CANTERBURY 724-00-36
72, avenue de Suffren, 7^e
ASSIETTE AU BEUF T.I.J.R.
123, Champs-Élysées, 8^e
AU DRAGON IMPERIAL 277-70-37
181, St-Saint-Honoré, 8^e, T.I.J.R.
LES VIEUX MÔTIERS 588-00-03
13, bd Auguste-Blanqui, 13^e, P./dim.
LE ROCK LORRAINE 206-17-28
27, bd Magenta, 10^e, et 303-23-44
AU PETIT MARGUERY 331-38-38
5, bd de Port-Royal, 15^e, P./mar.
LE SULLY DAUPHINE 559-22-47
85, avenue Foch, 16^e

DINERS SPECTACLES
AU JOUR ET NUIT T.I.J.R.
2, rue de Berri, 8^e, ELX, 12-63/84
Avec G. Ulmer, Michel Lech, Julie Land, etc. MENU 145 F.R. + café + P.
S.C. Son Bert. de 12 h. à l'aube : meilleures viandes de Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	10,33
CARTELS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La page	La page 12
"Placards encadrés".	28,00	32,66
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	39,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,66

REPRODUCTION INTERDITE



Directeur Musée des beaux-arts de Montréal

Les personnes intéressées au poste de directeur du Musée des beaux-arts de Montréal sont invitées à présenter leur candidature. Les qualités requises: leadership, initiative et capacité de communiquer avec divers secteurs de la population afin d'encourager la participation active et l'intérêt de la collectivité. La connaissance du français et de l'anglais est nécessaire.

Prière d'adresser sa demande avant le 31 décembre.

Comité de sélection
Musée des beaux-arts de Montréal
3400, avenue du Musée
Montréal, Québec H3G 1K3
Canada

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE
de TRAVAUX PUBLICS
à vocation internationale

recherche pour sa filiale du

NIGÉRIA

**INGÉNIEUR
CHEF SERVICE
ÉTUDES DES PRIX**

C'est un diplômé, âgé de 35 ans minimum. Ayant plusieurs années d'expérience d'études et d'exécution de gros chantiers - routes - autoroutes - barrages - complexes industriels, etc.

Sous l'autorité de la Direction Générale, il est responsable du service études de prix et méthodes avec suivi des chantiers.

La connaissance de l'anglais lu, écrit et parlé est indispensable.

Une expérience similaire sur des chantiers à l'étranger serait appréciée.

Ecr. avec C.V., photo et prêt. sous numéro 84.015, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

Société d'engineering à vocation internationale
rech. pour projets avec financement international
en Extrême-Orient

**CHEF DE PROJET
D'ADDITION D'EAU**

Cette offre s'adresse à des ingénieurs de Grandes Ecoles, ayant 10 ans d'expérience dans ce domaine (plus particulièrement dans l'étude des réseaux).

La résidence sur place est obligatoire pour un séjour de 40 mois couvrant la durée de l'étude et de la surveillance des travaux.

Salaire élevé + avantages en nature.

Langue anglaise indispensable.

Adr. C.V. dét. avec prétentions sous réf. RH 12 à

Conseils en Recrutement
3 bis, rue Kepler
75115 PARIS.

GROUPE BATIMENT GÉNIE CIVIL
TRAVAILLANT EN FRANCE ET EN AFRIQUE
recherche

**POUR AFRIQUE NOIRE
ADJOINT ADMINISTRATIF**

DE DIRECTION RÉGIONALE

Ayant très bonne expérience comptable et administrative en bâtiment et génie civil, pour diriger et contrôler les comptabilités et trésoreries de centres d'exploitation et assurer leur fonctionnement administratif, fiscal et social.

Adr. C.V. et prêt. sous numéro 7486, «le Monde» P., 5, rue des Italiens 75001 PARIS-9.

LEADING AGRICULTURAL COMPANY
offre carrière opportunité in
PROTEIN MARKETING FIELD

Requirements:
— Fluency in English, French and Italian.
— Other languages an advantage.
— Experience in food and/or related industries.

LOCATION:
Brussels, Belgium.
Good salary and fringe benefits.
Please apply with full C.V. to

n° 7565 à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75001 Paris (9).

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

DIRECTEUR TECHNIQUE DU PORT

Port Kamsar, République de Guinée, Afrique Occidentale

Consortium minier international, en collaboration avec la Banque Mondiale et le gouvernement guinéen, cherche un Directeur Technique pour son port minier prévu pour exporter 3 millions de tonnes par an.

POSITION : Responsabilité générale du fonctionnement et de l'entretien du complexe portuaire et du chenal pour permettre l'exportation de bauxite en vrac par bateaux minéraliers (30.000 T-500 navires par an). Environ 70 navires importeront matériel et produits nécessaires aux opérations minières au complexe industriel et aux cités.
Sera responsable de l'organisation portuaire et des services suivants : pilotage, remorqueurs et vedettes, entretien et fonctionnement des « aides à la navigation », entretien de l'équipement portuaire, toutes les activités annexes, budgets et contrôles financiers, formation du personnel.
Ce bureau agit en tant que seul Agent pour les navires utilisant le port. Travaille en collaboration étroite avec les services gouvernementaux. Contrats de trois ans.

QUALIFICATION : Connaissance des opérations portuaires dans tous les domaines acquis en qualité de Directeur du Port ou Assistant, dans un port à grand trafic maritime. Connaissance parfaite du français et connaissance pratique de l'anglais indispensables.

SALAIRE : Payé en Dollars U.S.A., négociable selon expérience.

AVANTAGES : Congés payés de 6 semaines chaque année, avec voyage aux frais de la Compagnie. Logement moderne, meublé avec conditionnement d'air. Boîte médicale et assurance gratuite. Enseignement scolaire gratuit sur place pour enfants jusqu'à 14 ans, et indemnité scolaire pour enfants plus âgés. Prière envoyer C.V. détaillé à :

M. G. Pepin
Directeur de l'emploi
HALCO (MINING) INC. - 908 Two Allegheny Ctr.
Pittsburgh, PA 15212 - U.S.A.

SON DIRECTEUR INGÉNIEUR confirmé

ECP, ETP ou équivalent

Ayant une solide expérience du bâtiment en général et de la préfabrication lourde en particulier, des qualités d'organisateur et un très bon contact humain.
Il aura, entre autres, à superviser la formation et l'assistance technique du personnel des usines et à être le négociateur et l'interlocuteur auprès des autorités du pays. Excellente pratique de l'Anglais nécessaire.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi

584125-13130118h
par Information Carrière
SVP 11.11 qui donnera
un rendez-vous aux
candidats concernés.
Un petit équipement adresser
sur dossier, réf. 281.
55, avenue de Wagram
75017 Paris

POUR AFRIQUE DU NORD

nous recherchons

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

SÉCURITÉ (Exploitation Pétrolière et Gaz)

OIL TERMINAL, INSTALLATIONS PORTUAIRES (Exploitation)

MANUTENTION-STOCKAGE (pour entrepôt frigorifique mixte)

AGRONOME (Agriculture)

AGRONOME (Bovins)

Veuillez envoyer C.V. détaillé à :

The Clem Corporation S.A.

20, avenue Général-de-Longueville,

Boîte 14, 1150 Bruxelles (Belgique).

COLGATE PALMOLIVE MAROC

Siège à Casablanca

recherche son

Directeur des ventes
Directement rattaché à la Direction générale avec laquelle il élaborera la politique marketing, il assurera la promotion des ventes et animera une équipe de 30 représentants.

Nous souhaitons un homme de 25 ans minimum, si possible de formation E.I.C. ou possédant une expérience équivalente.

Adresser candidature, photo et C.V. Service Recrutement - COLGATE PALMOLIVE 92401 COURBEVOIE

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRÈRES

recherche

POUR IMPORTANT CHANTIER

AFRIQUE FRANCOPHONE

UN DIRECTEUR

ADMINISTRATIF

Bonne formation comptable nécessaire, expérience chantiers outre-mer souhaitée.

Poste stable dans l'entreprise et de haut niveau.

Envoyer avec curriculaire à ENTREPRISE RAZEL, Christ-de-Sacay - B.P. 109 - 91403 ORLY Cedex.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour

AFRIQUE NOIRE

INGÉNIEUR

DIPLOMÉ

ÉLECTROMÉCANIQUE

pour poste technico-commercial et de gestion après formation.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à :

84209, CONTESSE PUBLI.

20, av. de l'Opéra, Paris-16, CE.

YALE UNIVERSITY

Department of French

Poste vacant à partir de l'automne 1977. Assistante Professeur (with tenure) (maître de conférences titulaire). Spécialisation recherchée : littérature de la Renaissance ou théorie de la littérature, ou combinaison des deux.

Seules sont encouragées les candidatures reposant sur une expérience de l'enseignement et des travaux de premier ordre.

Adr. C.V., principales publications ou liste suite correspondance à : Chairman, French Department, Yale University, New Haven, Connecticut 06511, États-Unis d'Amérique.

INGÉNIEUR

ou TECHNICIEN

en équipements thermiques pour surveillance chantier en R.D.A.

Connaissance parfaite de l'allemand exigée.

Libre immédiatement.

Adresser C.V. L'INDUSTRIELLE DE CHAUFFAGE, B.P. 404,

92100 SOUSBOIS.

Important Groupe

d'experts comptables recherche

pour séjour prolongé

au SÉNÉGAL.

COTE D'IVOIRE,

CAMEROUN ou GABON

Experts Comptables

MÉMORIALISTES

ayant obligatoirement plusieurs années d'expérience cabinet et plus récemment de missions d'Audit.

Ecrire avec C.V. et photo S.G.F.P.A.

65, rue de la Victoire, Paris-P.

Pour l'ASIE

SUPERVISEUR

GÉNIE CIVIL

pour contrôle études

et travaux (ponts et bâtiments)

Envoyer C.V. détaillé, à

A.T. 25, av. de Friedland,

75008 PARIS

emplois régionaux

GROUPE HACHETTE

recherche pour Agence de PROVINCE

CHEF COMPTABLE

IL S'AGIT D'UNE CHARGE :

— d'analyser une équipe de 7 personnes et de contrôler la bonne exécution des travaux compt. jusqu'à la préparation du bilan ;

— de suivre les comptes de tiers et de préparer les budgets.

NOUS SOUHAITONS :

— H.P. ancien régime ou D.E.C.S. ;

— environ 3 ans d'exp., si possible dans une Société à plusieurs centres comptables.

Adresser rapidement C.V. détaillé et prétentions, au Service de l'emploi, LIBRAIRIE HACHETTE, 70, bd St-Germain, 75006 PARIS, sous réf. 81.178.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE

recherche pour

Usine en BASSE-NORMANDIE

ADJOINT du CHEF

COMPTABILITÉ USINE

30 ans minimum - DECS ou équivalent

possédant 5 à 10 ans d'expérience dans Société industrielle ; connaissance approfondie en matière de comptabilité analytique et si possible Informatique.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 1.559 à

Sépar., 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

SSCI RÉGION OUEST, recherche

LE RESPONSABLE

DE SON SERVICE BUREAU

(45 personnes)

MATÉRIEL IBM - GROSSE CONFIGURATION

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

DATA-ANALYS - FRANCE SÉLECTION

15, bd Victor, 75015 Paris. (Il sera répondu à toutes les candidatures.) Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

LEADER DANS SA BRANCHE

Plusieurs établissements en Province

recherche

UN RESPONSABLE

du Service Contrôle

pour Unité 650 personnes

Qualités requises :

• Technicien expérimenté dans le contrôle qualité des pièces électromécaniques de grandes séries.

• Ayant plusieurs années d'expérience dans poste similaire.

Adr. C.V. dét. + photo + prêt., sous réf. 27.444 à

RUSE PUBLICE, 84, rue d'Antenneville, 75010 Paris, qui transmettra.

Burroughs

recherche pour LILLE et NANCY

2 ANALYSTES de GESTION

pour assistance en clientèle

Ces postes comportent des déplacements de courte durée.

Ils nécessitent une maîtrise d'informatique ou équivalent

Adresser lettre de candidature C.V. et prétentions à M. GRANDFILS, 6, rue Jean-Baptiste, B.P. 38,

59005 LILLE CEDEX.

SOCIÉTÉ SIPLAST

en pleine expansion

recherche pour son usine de

MONDOUBLEAU (Loire-et-Cher)

UN JEUNE

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ICAM-AM ou équivalent

pour son service mécanique.

Le poste conviendrait à un candidat dynamique avec ou sans expérience et pourrait déboucher sur un poste d'adjoint de direction.

*Adresser curriculum vitae et prétentions à SIPLAST, M. POPOU, route de Cormeilles, 41170 MONDOUBLEAU.

صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	29,00	32,69
Double insertion	34,00	38,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NOUS SOMMES
Une importante Société, Marché en très forte
expansion, Membre d'un Groupe International
implanté dans une ville universitaire du
VAL DE LOIRE

NOUS RECHERCHONS
pour renforcer notre département PLANNING
et RECHERCHES

UN CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES

pour lui confier la RESPONSABILITE de
L'ANALYSE et la PLANIFICATION
des VENTES (Produits de Grande
Consommation).

- SI VOUS AVEZ :
• Une formation supérieure scientifi-
que et STATISTIQUE
• 2 à 3 ans d'expérience dans un
service statistique ou d'Etudes
• Une grande aptitude aux contacts
avec les hommes de la vente
• De bonnes connaissances en Anglais

**NOUS SOHAITONS VOUS REN-
CONTRER, VOUS PROPOSER :**
• L'encadrement et le soutien néces-
saires à votre intégration et à votre
développement au sein de notre
groupe
• Un niveau de rémunération pas
inférieur à **65.000 F/an**
• Un système d'intéressement aux
résultats
• Des régimes de prévoyance et de
retraite très complets.

Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à
No 84006, CONTEXTE PUBLITE, 20, avenue de
l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Le Président d'un Groupe Agricole Régional recherche son
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il doit avoir : Une solide expérience de gestionnaire. — Des capacités
confirmées d'organisateur. — La dynamique personnelle propre à susciter
l'innovation et l'adhésion du personnel ou devenir de l'entreprise. —
Une expérience soignée du milieu agricole.

Il disposera — notamment — d'une équipe de direction jeune et
opérationnelle et d'un niveau de responsabilités inhérent à sa fonction.
Le poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Envoyer les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. + photo
+ prétentions à GERMINAL, 11, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

**ENTREPRISE I.P. ROUTIERS
BRETAGNE**
recherche
**1) INGÉNIEUR E.T.P.
POUR SA DIRECTION**
**2) INGÉNIEUR
CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

Les candidats devront posséder :
— sévères références de chantiers de terrasse-
ments, travaux routiers V.E.D., assainissement,
fabrication et mise en œuvre de grave-ciment ;
— expérience de la direction et de la gestion des
chantiers, sens de l'organisation ;
— connaissance approfondie des études de marchés ;
— âge minimum 35 ans.

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae
détaillé indiquant dernières rémunérations perçues,
photo et prétentions, n° 7 93.175 M. H&L-Press, 85
bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

RECHERCH. SAGES - FEMMES
et I.D.E. pr serv. de chirurgie
et spécialités et rééduc. chi-
rurgicale. Avanc. scs, promots,
soins, rap. sur pl. aming. des
hor. journée cont. ou mi-temps.
Chercheuse dans une ville
universitaire du centre.
Ecr. n° 7 558, « le Monde » Pub.
3, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche IMMÉDIAT :
CADRE ayant
déjà
l'expérience des placements
de biens d'équipement,
Fis + avantages sociaux
+ volume de fonction.
Ecr. JD/101 HAVAS (B.P. 907)
70002 Rouen Cedex

I. C. A. R. E.
Société d'Economie Mixte
Informatique Communale
RHONE-ALPES
recherche
**DEUX INGÉNIEURS
INFORMATIQUES DE GESTION**

2 à 3 ans d'expérience professionnelle, diplômés
Grande Ecole ou équivalent, intéressés par les
problèmes d'organisation et de gestion d'une
collectivité locale.

Adressez C.V. et prétentions s/réf. 76/6 à
I.C.A.R.E., 30, boulevard Vivier-Marie
69431 LYON CEDEX 3

Importante Société multinationale
recherche

responsable des relations humaines

pour une de ses unités de production
(400 personnes)

Située en région Rhône-Alpes, dé-
pendant hiérarchiquement du Directeur
de l'Usine et en liaison fonctionnelle avec
le Siège, il devra :

- Appliquer et animer en liaison
étroite avec les Cadres de l'établissement
la politique de gestion du Personnel (sé-
lection, accueil, classification, mutation,
promotion, rémunération, formation...).
- Veiller aux actions d'amélioration
des conditions de travail et de sécurité.
- Diffuser l'information à tous les
niveaux et maintenir les relations avec les
instances de représentation du Personnel
et les Organismes extérieurs.
- Etre capable d'apporter une contri-
bution active à l'intégration de chacun
dans l'entreprise.

Les candidatures doivent être adres-
sées avec C.V. détaillé + rémunération
recherchée + photo s/réf. 253 à

SEXTANT/DPA
182, av. Charles-de-Gaulle
92200 Nanterre-Seine, qui transmettra.

P.M.E. BOULOGNE-SUR-MER
spécialisée dans la fabrication de machines
mécaniques pour l'industrie de l'alimentation
recherche

CADRE COMMERCIAL

sa mission :
— développer les ventes des produits actuelle-
ment fabriqués ;
— créer un nouveau réseau de vente pour la dif-
fusion de produits importés ;
— rechercher des créneaux complémentaires.

Il aura, sous l'autorité du P.-D.G., l'entière res-
ponsabilité de la création et du fonctionnement
des nouvelles structures.

Son profil :
Il doit avoir :
— au moins 35 ans ;
— une expérience de plusieurs années dans une
fonction de responsable commercial ;
— le sens des responsabilités ;
— de l'imagination et du dynamisme.

Un diplôme d'Etudes Supérieures n'est pas indis-
pensable, mais l'Anglais écrit et parlé est néces-
saire.

Nous lui offrons :
— un poste qui peut évoluer vers de très intéres-
santes perspectives ;
— une grande indépendance dans son travail ;
— un salaire de départ intéressant : 60.000 francs ;
— un mode de rémunération qui sera évolutif
par incitation sur les résultats ;
— position cadre et tous avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé à :
HAVAS - BOULOGNE-SUR-MER (50) - No 1477,
en précisant date de disponibilité.

Groupe régional en pleine expansion spécialisée
dans l'équipement de la maison recherche, pour
assurer la gestion financière et administrative
de l'ensemble de ses magasins, son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Dépendant du Directeur Général et membre du
comité de direction, il aura pour mission :

- d'assurer la fonction financière de l'entreprise
(services de comptabilité, relations bancaires,
trésorerie...)
- de perfectionner et de promouvoir les outils de
gestion existants (budgets, tableaux de bord...)
- de mettre en place un équipement informatique
(type IBM 320).

Cette fonction s'exercerait à l'égard d'un candidat
(30 ans min.), titulaire du D.E.C.G. ou diplômé
d'une Ecole de commerce (option comptabilité-
finances) ayant acquis une première expérience
de 2 à 3 ans, en cabinet anglo-saxon, et possédant
complètement d'une activité en P.M.E. en qualité de
responsable de service. La maîtrise de la gestion
informatique des stocks constituerait un atout
appréciable.

Les perspectives de développement personnel liées
aux projets de l'entreprise et la jeunesse de
l'équipe de direction (34 ans de moyenne d'âge)
rendent cette fonction particulièrement attrayante.

Envoyez votre proposition de collaboration
(C.V., photo et prétentions n° 6888) à
HAVAS, 5, rue Carnot 51100 REIMS, qui tr.

**IMPORTANT ABATTOIR
DISTRIBUTEUR de VIANDES et SALAISONS**
pour des fabrications en région de ST-ETIENNE
recherche

1 TECHNICIEN des INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Familiarité avec les problèmes des produits carnés
ayant aptitudes et expérience du personnel pro-
ductif.

Sera responsable : bureau méthodes, organisation
du travail, contrôle bactériologique et qua-
lité produits. Attaché à la direction générale, la
fonction évoluera vers la direction de l'usine (cen-
taine de personnes).

Rémunération et plan de carrière intéressants pour
candidat actif, dynamique, ayant le sens de ses
responsabilités.

Adressez à Georges S. MAY-International, B.P. 212,
Bureau de la Colline de Saint-Genès, 42125 SAINT-
GENES-CHAMPAGNE, C.V. et lettre de candidature manuscrite
avec photo et rémunération désirée sous la ré-
férence 225-354, B.

**SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
FABRIQUANT DES JANTES AUTOMOBILES
EN ALLIAGE LÉGER
EXPORTÉES SUR LES CINQ CONTINENTS**
recherche son

ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette personne aura de solides connaissances
en mécanique.
Langues étrangères souhaitées.
Env. C.V. et lettre manuscrite plus photo, précisant
niveau et, éventuellement, durée du préavis.

210 - Rue Altmeyer 57000 SAINT-AVOUD.

L'un des premiers groupes français
d'Assurances
PARIS, recherche

JEUNE INGÉNIEUR AGRONOME

(Diplômé de l'I.N.A. GRIGNON
ou I.N.A. de Lille, de Reims, etc.)
POUR DEVENIR INSPECTEUR AGRICOLE

Il sera chargé d'animer les Agences, d'établir des
bases de tarification, d'effectuer la vérification
des risques agricoles.

Formation assurée au siège avant sa nomination
dans la région du Nord.

Adr. C.V. photo et présent. sous le n° 84.006 à :
CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

L'UN DES PREMIERS GROUPES
CHIMIQUES FRANÇAIS recherche
pour ses USINES et CENTRES de
RECHERCHES du NORD et du
PAS-DE-CALAIS

ingénieurs exploitation

Diplômés Grandes Ecoles : E.C.P. -
Mines-I.D.N...
Possédant quelques années d'expé-
rience industrielle, ou débutants
ayant la volonté de s'affirmer dans ce
domaine.

Après formation pratique dans les
usines du Groupe, les intéressés
participeront aux démarrages d'unités
nouvelles.

Les conditions sont très intéres-
santes.

La taille de l'entreprise et son déve-
loppement impliquent de très bonnes
possibilités de carrière.

Envoyer C.V. et photo sous réf. VIOR
(à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Verneil, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
LEADER DANS SA BRANCHE
Plusieurs établissements en Province
recherche

Un RESPONSABLE de PRODUCTION pour Unité 650 personnes

PETITS MATÉRIELS ÉLECTROMÉCANIQUES
GRANDES SÉRIES

Qualités requises :
• Formation enseignement technique supérieur.
• Plusieurs années d'expérience industrielle, avec
réussite prouvée dans poste similaire.
• Forte personnalité.
• Qualités certaines d'organisation et de
coordination.

Adresse C.V. dét. + photo + prêt. sous réf. 27.441 à
RUEH PUBLITE, 84, rue d'Alsace,
75010 PARIS qui transmettra.

SNR LA SOCIÉTÉ NOUVELLE
DE ROULEMENTS

MÉCANIQUE DE PRÉCISION
(4200 personnes) à ANNECY
recherche pour son Unité de Vente
« Paris-Rhône »

A VANVES UN COLLABORATEUR

Responsable opérationnel
d'une équipe de gestionnaires de stocks et de
magasinières, d'environ 10 personnes.

Formation : bonne culture d'ensemble baccalauréat
au minimum.

Une expérience de travail administratif ou com-
mercial dans une entreprise de biens d'équipement
serait appréciée.

La fonction exige une grande facilité dans les
contacts et un bon équilibre pour assurer des
travaux variés demandant des prises de décisions
rapides.

Formation spécifique assurée avant la prise en
charge de l'équipe.

Envoyez votre curriculum vitae à : S.N.R. Service Mises
en Place du Personnel, B.P. 17, 75010 ANNECY.

Institut Pasteur
PRODUCTION
recherche

PHARMACIEN- MICROBIOLOGISTE

en vue fabrication et contrôle
de vaccins bactériologiques

Séjour de 2 ans MOYEN-ORIENT envisagé
après un an à l'usine du
VAUDREUIL (27).

- Bonnes connaissances de l'anglais ;
- Age : 30 ans minimum ;
- Expérience industrielle souhaitée.

Env. C.V. + photo au DÉPARTEMENT DU PHE-
SONNEIL, 28, rue du Docteur-Morax, 75015 PARIS.

**USINE TRANSFORMATION
EMBALLAGES
CENTRE OUEST**
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Responsable vente
et représentation externe

Adressez candidatures
C.V., manuscrite, photo (réf.),
prétentions, sous réf. 101, à
CIPPE, 2, place de la Bourse
33070 BORDEAUX Cedex

Société de matériels de
préparation du sol, la Société
HARD-UP-F.S.C.M., qui em-
ploie 1500 personnes, recherche
pour son usine de CHATEAU-
BRIANT, ville située à 45 km.
au nord de Nantes, un

CHEF DE PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur
général, le candidat, âgé de
35 ans minimum, assurera la
gestion du personnel ouvrier et
E.T.P.A.M. (recrutement, for-
mation, classification, rémuné-
ration, sécurité) et sera chargé
de l'information et des relations
avec les instances de représen-
tation du personnel.

De formation supérieure, il
doit avoir une expérience réelle
des relations sociales dans un
cadre industriel et de la
régulation du travail.

Envoyez C.V. avec photo, pré-
tentions et lettre manuscrite
expliquant les motivations de la
candidature à
M. le Directeur général
HARD-UP-F.S.C.M.,
Les Vaulxelles,
47110 CHATEAUBRIANT.

GRANDE BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST
de la France avec siège à NANTES
cherche

FISCALISTE

spécialisation et expérience
en fiscalité des personnes.
Bonne connaissance des E.A.P.
20 624 - 801 Paris Avenue,
7 25 400 Nantes Cedex

**USINE D'EMBALLAGE
PLASTIQUE SOUPLE**
Recherche

pour son développement
dans secteur industriel
et animation de réseau

CADRE COMMERCIAL EXPERIMENTÉ

RESIDENCE SUD-OUEST
OBLIGATOIRE

Adressez candidatures, C.V.
manuscrite, photo (réf.),
prétentions, sous réf. 102, à
CIPPE, 2, place de la Bourse
33070 BORDEAUX Cedex

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TRANSPORTS URBAINS**
recherche

CHEF DE GARAGE
chargé de l'entretien général
de 100 autobus.

Position cadre, Niveau II de la
convention collective nationale.
Ecr. N° 3454 « le Monde » Pub.
3, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

**IMPORTANTE
ENTREPRISE
SPORTS D'HIVER**
recherche

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Formation technique de base
indispensable (Ingénieur ou
E.T.P.) et possédant 8 à 10 ans
d'expérience industrielle et au
moins 4 à 5 ans dans poste
similaire.

Ce poste comporte la respon-
sabilité totale du service achats-
approvisionnement et de sa section.
Env. C.V. photo et prêt. au
N° 82 à L.F.P.A. 38, av. Hal-
lardon, 38000 GRENOBLE.
Discr. absolue. Réponse assurée
si env. avec adresse jointe.

MARSEILLE - I.M.P.
EXTERNAT (C.A.P. - C.A.E.)
recherche

si possible éducateur spécialisé
niveau 3^e degré
Ecr. n° 7 544 M. H&L-Press, 85
bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

**ATELIER URBANISME
VILLE DE MACON (71)**
recherche immédiatement
ou pour le 1^{er} janvier 1977

UN CHARGE D'ETUDES D'URBANISME CONFIRMÉ

En complément de ses tâches
techniques (composition urbaine)
il devra assurer la direction
de l'atelier.

Pendra contact d'urgence avec
l'atelier d'urbanisme, Hôtel de
ville, 71018 MACON CEDEX.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	38,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société de distribution équipements automobiles, leader dans sa branche, souhaitant innover en matière de politique commerciale, recherche :

Un jeune diplômé HEC SUPCO ESSEC

qui accepterait :

- de prouver, pendant six mois ses capacités de vendeur auprès de la clientèle grossiste.
- de démontrer ensuite ses qualités de gestionnaire en prenant durant une nouvelle période de six mois la responsabilité du service administration des ventes.
- de prouver enfin son aptitude à la négociation en assumant pendant six autres mois la représentation de la firme à l'étranger, auprès de ses clients et licenciés.

Un franc succès dans ces trois postes permettrait au candidat, au terme de ces 18 mois, d'accéder à la fonction de **DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT** puis, éventuellement, au poste de : **DIRECTEUR COMMERCIAL DE L'ENTREPRISE**

Une expérience de quelques années est nécessaire. **RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE.**

Écrire avec photo, C.V. et prétentions s'adresser à : **R. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui trans.**

LEADER EUROPÉEN DANS UN SECTEUR DE TECHNIQUES AVANCÉES

recrute

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Anglais souhaités

Formation : SUPELEC, ENSI électronique ou ISO

Expérience : 2/3 années dans les domaines aéronautiques ou télécommunications.

Fonction : étude de marchés, représentation de la société au niveau international et promotion commerciale de ses produits.

Écrire avec C.V., manuscrit, photo et prêt, n° 83.661 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. 1^{er}.

Société parisienne dynamique, spécialisée dans la réalisation d'études de Circulation, de Transport et d'Urbanisme recherche :

DIRECTEUR jeune et ambitieux

qui assurera, à terme, la totalité des responsabilités techniques, commerciales, administratives et humaines de la formation :

X. Ponts et Chaussées ou similaire et expérience dans le domaine des Etudes de Transport

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous R.N. 76474 à : **LEPA-RECRUTEMENT**, 94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

UN DES PLUS IMPORTANTS CABINETS DE BREVETS DE LA PLAGE DE PARIS recherche :

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé grande école : Mines, Centrale, Sup. Aéro, Arts et Métiers

désireux d'orienter sa carrière en propriété industrielle.

Niveau d'action international. Une parfaite connaissance de l'allemand est indispensable.

Adr. lettre manuscrit, curriculum vitae détaillé et prétentions, sous la référence 811 à : **Serge BAILLY Conseil**, 40, avenue Hoche, 75008 PARIS

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale.

Notre Direction Administrative et Financière recherche son

chef du département finance

Âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (H.E.C., ESSEC, SUP de CO, option finances et comptabilité), il devra avoir une solide formation de base en matière financière, être familiarisé en tant qu'utilisateur, avec les techniques informatiques (modèles de prévisions, système de suivi de la Trésorerie, etc.), avoir des connaissances suffisantes pour dialoguer avec le Département Comptabilité, être doté d'un esprit d'analyse et de synthèse poussé, faire preuve de sérieux et de rigueur dans les méthodes de travail et dans les contacts.

Sa mission sera :

- de participer directement à un certain nombre de fonctions : - traduire, en termes de flux financiers, des objectifs de production, de ventes et d'investissements, suivre l'activité des comptes, la politique d'amortissements et de distribution, - établir le plan financier en liaison avec le Directeur du Plan, - contrôler les budgets à moyen et long terme, - réaliser des études financières diverses, - assister les filiales.
- et d'animer les Services Trésorerie et Caisses, et Crédit-Clientèle (12 personnes dont 4 Cadres).

LOCALISATION : PARIS-LA DEFENSE.

RÉMUNÉRATION : sera intégralement en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 604/M, 25, rue du Rempart, 75004 Paris

PROSSEL International
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

Nous exploitons le plus grand réseau civil mondial de transmission de données et de commutation de messages, à l'usage exclusif des compagnies aériennes.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités et services, nous recherchons des ingénieurs multilingues parfaitement l'anglais écrit et parlé, aptes au travail en équipe et sachant faire preuve d'initiative.

Deux ingénieurs informaticien ou télécommunication (réf. DT)

Ces postes comportent la conception et la rédaction des spécifications fonctionnelles et techniques des systèmes et procédures de transmission, ainsi que la vérification de la performance. Ils s'adressent à des ingénieurs ayant au moins 3 ans d'expérience dans l'étude des communications en temps réel et possédant une solide connaissance des matériels de transmission.

Un ingénieur systèmes (réf. FS)

Diplômé SUPELEC, ENSIMAG, ENSEITZ ou maîtrise d'informatique, option système, cet ingénieur devra s'intégrer dans une équipe de développement de logiciel travaillant sur PHILIPS DS 714. Expérience souhaitée.

Ingénieur responsable d'exploitation (réf. ON1)

Responsable de l'exploitation du réseau SITA et de la mise en œuvre opérationnelle des projets. Chargé de diriger des activités faisant appel à des effectifs importants et à des matériels et techniques de mise en œuvre très avancés, le candidat devra démontrer son sens des responsabilités et son esprit de décision, ainsi que son goût des contacts humains et de l'animation d'équipe. Ce poste peut convenir à un ingénieur spécialiste des télécommunications ayant un excellent niveau de formation générale et une expérience professionnelle impliquant organisation et commandement acquis dans l'exploitation des systèmes de télécommunications et grands ensembles informatiques.

Un ingénieur d'exploitation (réf. ON2)

Chargé de superviser l'exploitation du réseau et la mise en œuvre opérationnelle des projets, ce jeune ingénieur (INSA option informatique ou équivalent) possédera esprit de décision et, si possible, une expérience de l'exploitation des réseaux ou systèmes informatiques.

Ingénieurs organisation et méthodes d'exploitation (réf. ON3)

Chargés de définir l'organisation, les méthodes et procédures de l'exploitation du réseau, ces ingénieurs Grandes Ecoles connaîtront bien les techniques de télé-informatique. Une solide expérience de l'exploitation des réseaux de télécommunications et de grands ensembles informatiques sera un atout important.

Un ingénieur d'études (réf. OE)

Responsable de l'étude, du développement et de la réalisation d'un système intégré de contrôle et de supervision appliqué au réseau mondial SITA, cet ingénieur Grandes Ecoles (ENST, ENSE, Mines, ECP) possédera 3 à 5 ans d'expérience en télé-informatique et, plus particulièrement, dans l'étude et la mise en œuvre des réseaux de commutation automatique de messages. Une expérience supplémentaire de l'étude ergonomique de postes de travail et de leur organisation est hautement souhaitable.

Un programmeur (réf. RF)

Nous demandons : expérience programmation assembleur, qualités d'organisation et, si possible, connaissance « LIBRARIAN ».

Nous offrons : gestion des corrections des programmes, coordination et mise en place des systèmes dans les différents centres, et la maintenance de la documentation.

Pour tous ces postes, une parfaite maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Env. CV détaillé et prétentions à SITA, Direction du Personnel, 112 avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

gestion

Nous sommes une société d'ingénierie et de conseil spécialisée dans la réalisation d'études de formation Ecole Supérieure de Commerce, Maitrise de Gestion ou équivalent pour assister sur les plans budgétaires et financiers le chef d'un de nos importants projets.

Intégré au sein du département "gestion prévisionnelle", le titulaire de ce poste doit avoir une première expérience industrielle.

Écrire à No 83854, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

ANSWARE

Filière de puissants Groupes Industriels Français, dans le cadre du développement de ses activités en France et à l'étranger recherche des :

ANALYSTES PROGRAMMEURS (UIT ou équivalent) • un an d'expérience minimum (réf. 1102/A)

ANALYSTES (Formation supérieure) • 2 à 3 ans d'expérience (réf. 1102/B)

CHEFS DE PROJETS Grandes Ecoles ou très expérimentés. (réf. 1102/C)

Chargés de la conception et de la mise en œuvre de systèmes de gestion.

Connaissances T.P. (CICS...), D.B. (DB/1...) et de plusieurs langages et systèmes exploités.

Adresser C.V., photo, et prétentions sous réf. correspondant à : **ANSWARE 101, Boulevard Mouton - 75016 Paris**

Vous avez acquis une compétence en INFORMATIQUE DE GESTION

soit dans un Service Etudes, soit dans une Société de Magasins et vous souhaitez accéder à des responsabilités opérationnelles.

Nous pouvons vous confier le poste de :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE MAGASIN

dans la première surface spécialisée en meubles (7000 m² dont 5000 à la vente) que nous ouvrons à BELLE ÉPINE (Paris Sud)

Vous contribuerez avec le siège à l'étude et à la réalisation de l'outil de gestion : saisie des données, gestion des stocks - circuits administratifs et comptables, etc.

A l'ouverture vous devrez assurer le bon fonctionnement de cet outil, sous la responsabilité du Directeur du Magasin.

Ce poste doit vous amener à prendre des responsabilités importantes au sein de notre Société.

Adresser C.V., photo + prétentions sous référence 8-410.08/M à la Division Cadre - Direction du Personnel, 57, rue de Valenciennes 59100 ROUBAIX

La Redoute

Si vous aimez le rugby

sa chaleur
sa force virile
sa finesse tactique
son élégance de gestes

Si vous admettez ses disciplines

sa rigueur
ses sacrifices
ses impératifs communautaires

Si vous savez, Si vous voulez "aller au charbon" écrivez-nous

Notre Equipe colle au noble jeu de rugby en transposant au plan professionnel l'âme, le sens et la finalité d'un sport de contact.

La fédération (l'Entreprise) est riche. Le fond de jeu (les produits) est solide. L'Equipe est soudée, fraternelle, faite pour gagner, avec la manière en plus.

Et, si le jeu est dur il nous reste les trois quarts de temps pour que "la fête continue"

Attention, il faut avoir 21 ans et une solide formation générale.

1^{re} lettre manuscrite à : **SANS-PUBLI** réf. 1145 13, rue Marvaux - 75002 PARIS, qui transmettra.

Société liée à un groupe industriel en expansion constante

désirent développer son département réparations par **SOUDURE**

JEUNE INGÉNIEUR

FORMATION SOUHAITÉE : Arts et Métiers ou Ingénieur Mécan. de la Marine

Ce collaborateur devra posséder LE DYNAMISME nécessaire pour FORMER et ANIMER une équipe de TECHNICIENS et faire preuve de bonnes capacités de GESTION.

ANGLAIS NECESSAIRE.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae, à : **CABINET LECONTE** 75116 - PARIS.

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement

ingénieur en organisation

ou intéressé par les problèmes d'organisation

- Formation HEC, AM ou équivalent (grandes écoles et universités)
- Ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle si possible dans une Société de Conseils
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires

Envoyer CV et prétentions à **SFICA** (dapt DOP) 44, rue des Petites Écuries 75010 Paris

Continuant notre développement, nous recherchons des

COMMERCIAUX DYNAMIQUES ET AMBITIEUX

pour diffuser la gamme de nos copieurs-duplicateurs.

Vous voulez :

- travailler dans une équipe jeune,
- être responsable et gestionnaire de votre secteur de vente, tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent,
- avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez :

- être un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- une formation solide (5 semaines de stage rémunérées)
- un salaire élevé dès le départ (32.800 F de fixe annuel + variable important + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- des possibilités d'évolution.

Cela vous tente ?

Des postes sont à pourvoir à PARIS et sa banlieue et dans les départements suivants : 06, 14, 16, 22, 29, 33, 43, 44, 49, 50, 54, 56, 57, 59, 76.

Faire parvenir votre candidature s/réf. V4. Service recrutement **RANK XEROX** B.P. 63 93602 AULNAY-sous-BOIS Cedex

سكنا من الامم

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société mondialement connue dans le domaine des travaux d'équipement destinés aux travaux de creusement au rocher recherche

le DIRECTEUR de sa Division « travaux souterrains »

Cet emploi est réservé à un JEUNE INGENIEUR DES MINES, E.C.P., A.M., E.T.P., ENSTIM, qu'une expérience récente d'une durée de 2 à 5 ans en creusement de galeries au rocher, soit en exploitation minière soit en Génie Civil, aura familiarisé avec des problèmes techniques variés. Le caractère par ailleurs commercial de la fonction exige de réelles qualités de contact, du dynamisme, de l'initiative, de la ténacité.

Les déplacements à prévoir, essentiellement en France, sont de courte durée.

Connaissance de l'anglais lu et parlé indispensable. Base de travail en proche banlieue Nord de Paris.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présent, n° 83.137 à CONTEXTE Public, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra à toutes les candidatures.

MAISON PHENIX

RECHERCHE POUR SES SERVICES COMPTABLES A PARIS

COMPTABLE (244. 577)

(TITULAIRE DES)

Pour assister le Responsable de la Comptabilité de gestion (Prix de revient, Comptabilité budgétaire)

COMPTABLE (244. 578)

(D.E.C.S. ou NIVEAU)

Pour assister le Responsable des travaux de bilan (Expérience Cabinet appréciée)

COMPTABLE (244. 579)

(NIVEAU DES COMPTABLES)

Pour la Comptabilité PAIE (Centralisation et suivi des comptes)

Adresser C.V. détaillé et présentations (en indiquant la référence du poste choisi) à SVEVETIS, B.P. 208, 75040 PARIS CEDEX 06 qui transmettra.

SPECIALISTE EN FORMATION

BILINGUE ANGLAIS-FRANCAIS/ HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront la possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats potentiels.

Adresser curriculum vitae, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous le n° 1.617 à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX, qui transmettra.

PHILIPS

Chargé d'études de marché

Notre département analyse et étudie les aspects économiques de la recherche et du développement ou avec début d'expérience, diplômé Grande Ecole Commerciale, Sciences Eco, pour lui confier la responsabilité d'études de marketing de produits grand public.

- Formation assurée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 377 à

PHILIPS Départ. de Personnel 50, avenue Montaigne 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES (7 départements différents) recherche

ADJOINT COMMERCIAL

après de la Direction du Développement minimum 27 ans

FONCTIONS :

- développer la clientèle de la société,
- effectuer une prospection à haut niveau,
- étudier les marchés et leurs créneaux,
- participer aux plans de relance.

FORMATION :

- universitaire (style ESSEC - H.E.C.),
- 3 ou 4 ans d'expérience dans un service commercial ou de marketing.

QUALITÉS SOUHAITÉES :

- initiative certaine et goût de l'équipe,
- esprit ouvert, rapide, précis,
- efficacité et combativité,
- excellente présentation et sens de la communication.

Envoyez, lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 14.065 à :

An.p.m. 123, rue de Valenciennes, 75013 PARIS

MATRA INFORMATIQUE

développe ses activités et crée de nouveaux postes

ADJOINT DU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ

pour son département Utilisateurs

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Ils assistent techniquement les ingénieurs commerciaux dans l'analyse des problèmes des clients.
- Ils ont la responsabilité de la mise en exploitation des équipements (mini-ordinateurs de gestion) et du suivi des utilisateurs.

Ces postes conviendront à des Ingénieurs Informaticiens de formation, ayant de préférence une expérience des mini-calculateurs de gestion. Pour l'un des postes, une formation ENST ou une expérience dans le domaine des télécommunications serait très appréciée.

Réf. JRD 164

*** RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ET DES MOYENS INFORMATIQUES DE GESTION**

- Il met en place des moyens informatiques de gestion à partir d'études d'organisation déjà réalisées ou projetées.
- Il est responsable de l'animation du système et de son évolution.
- Il a une expérience de 5 ans de la fonction.

Réf. JRD 165

*** CADRE FINANCIER**

- Il est chargé de la supervision des opérations de trésorerie, de recouvrement et de financement.
- Il travaille en liaison avec la comptabilité et les services commerciaux.
- Ce poste nécessite une expérience d'au moins 3 ans et une connaissance de l'environnement bancaire.

Réf. JRD 166

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ces postes.

Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence du poste.

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

IMPORTANT GROUPE leader européen dans la fabrication et la distribution de matériel d'aménagement intérieur pour le « bâtiment » recherche

1 CHEF DE MARCHÉ EXPORT

POUR LE MOYEN-ORIENT (domicile parisien)

Responsable de la réalisation d'un C.A. élevé, en progression rapide, il aura notamment pour mission :

- de renforcer les relations commerciales déjà existantes,
- de rechercher de nouveaux acheteurs et distributeurs,
- de négocier à tout niveau des contrats de fourniture concernant des programmes de construction.

En plus d'une bonne formation commerciale, la maîtrise parfaite de la langue anglaise et une première expérience dans un domaine similaire, la fonction nécessite une personnalité affirmée et une grande disponibilité.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée à : No 83.818 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC

recherche pour son Département **COMMANDE NUMERIQUE**

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

FONCTIONS :

- commercialiser nos commandes numériques et accessoires auprès des constructeurs de machines-outils ;
- apporter le support technique à ces constructeurs.

PROFIL :

- bonnes connaissances en électronique ;
- très bonne connaissance de la langue anglaise ;
- 2 années d'expérience professionnelle.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS et déplacements environ 3 jours/semaine

Adresser curriculum vitae et présentations à : GEYSO Service du Personnel 42, avenue MONTAIGNE - 75008 PARIS

La C.I.C.E.M. (Compagnie Internationale d'Education et de Marketing) recherche

1) CHARGÉ D'ETUDES (poste A)

Techniquement très qualifié, imaginatif et actif (très présent sur le terrain).

Polyvalence appréciée dans un ou plusieurs domaines :

- Marketing
- Etudes Industrielles, notamment Bâtiment
- Communications (Média, Pédagogie, Formation)
- Edition (Olivier, Presse, Joutet, A.V.)

Poste susceptible de déboucher sur des fonctions de « Directeur d'études ».

2) ENQUÊTEURS (trices) VACATAIRES (poste B)

Pour tous types de questionnaires.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations à : C.I.C.E.M. 228, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS, en précisant la référence du poste.

Société fiduciaire d'Expertise Comptable fonctionnant en cabinet de groupe existant depuis 30 ans (15 millions d'heures en 1975) recherche

JEUNES GENS ou JEUNES FILLES

se destinant à l'expertise comptable.

- Avant au minimum l'examen probatoire d'Expertise Comptable.
- Un certificat D.E.C.S. (souhaité).
- Avenir dans le Cabinet et formation assurée.

Adresser curriculum vitae + photo à S. 330, R.T.O. 5, place des Victoires - 75001 PARIS, qui transmettra.

QUARTIER MONCEAU

Fonds d'assurance formation Offre situation intéressante et d'avenir à :

COLLABORATEUR NIVEAU LICENCE (30 ans minimum)

SEEA CHARGES :

- essentiellement de travaux d'ordre administratif,
- d'étudier les demandes de stages et de les répondre sur le plan administratif et comptable.

Adresser C.V. manuscrit très complet et indiquer préférences à : 526 à Campbell B.P. 57, 75024 Paris Cedex 17 qui transmettra.

IMPORTANT Groupe chimique

recherche pour NEUILLY-SUR-SEINE

JEUNE CADRE JURIDIQUE

pour études et contrats

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant rémunération souhaitée, n° 83.887, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}).

Syndicat professionnel recherche

CHEF DE SERVICE

plus spécialement chargé, au sein de l'organisation, de l'étude des problèmes d'ordre juridique et fiscal. Convientrait tout particulièrement à un jeune cadre possédant bonne formation juridique de base et désirant faire carrière dans l'organisation professionnelle.

Envoyer C.V. et présentations à n° 7.879 « le Monde », 5, rue des Italiens, 75421-PARIS-9^e.

Recherches d'urgence pour place stable

UN TRÈS BON CHEF DE CHANTIER

en ELECTRICITE BATIMENT et INDUSTRIE

S'adresser à SOCIÉTÉ GUERINEREAU Tél. : 200-20-44, M. Eugène.

Groupe recherche pour : son département de fabrication de matériels pour le traitement mécanique des surfaces Gamme standard et installations spéciales

LE RESPONSABLE TECHNIQUE

Ingénieur A.M. de préférence

Age minimum : 35 ans.

Devra diriger :

- service des études et des devis ;
- suivi des installations en usine.

Connaissances nécessaires : Automatismes - Dispositifs mécaniques - Tôlerie. Soudage - Circuits.

Adresser C.V., présentations et photo sous n° 84.001 à BLEU PUBLICITE, 17, rue du Docteur-Lébel, 93400 VINCENNES, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

ACTIVITÉ INTERNATIONALE

SIEGE PARIS

recherche

TRADUCTEUR (TRICE) TECHNIQUE FRANÇAIS-ANGLAIS

pour rédaction de textes vers langue anglaise.

- Espagnol apprécié.
- Expérience en milieu industriel exigée.

Avantages sociaux intéressants.

Ecrire avec C.V. et photo, sous n° 1.124, à SPERAN 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX, qui transmettra.

Importante Société en forte progression sur marché porteur (biens d'équipement de l'habitat) crée le poste de :

CHEF DE MARKETING

100.000 +

Dépendant de la Direction Commerciale et Marketing, et animant douze collaborateurs (dont 1 Assistant et 3 Chefs de Produits), il sera responsable du marketing-unité de la Société.

Il est demandé :

- Une formation supérieure commerciale de type E.C.C.
- Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction identique ou en tant que Chef de Produits (si possible en grande consommation).
- D'être bilingue français-anglais.

Le lieu de travail est à moins d'une heure de Paris-Ouest.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous n° 6.105 à : CINQUEM, 104, rue Lafayette, 75001 PARIS.

Survez la Seine et à 100 km de Paris, vous reconnaîtrez Le Vaudreuil, une ville qui a huit villages, deux fleuves et une forêt.

On y respire 1.000 habitations mais 50 arbres par habitant. Rien n'est démesuré, couchez-vous dans l'herbe, les immeubles ne dépassent pas les pommiers.

On y entre et on en sort facilement par l'autoroute de Normandie, l'aéroport de Roissy, et les huit trains quotidiens pour Paris St-Lazare.

On ne s'y ennue pas et ce n'est pas étonnant: la route du Vaudreuil, c'est la route de vos week-ends. Golf, équitation, tennis, chasse en forêt de Bondy, et voile sur 80 hectares de plan d'eau. Tous les soirs, si vous voulez.

On y vit et on y travaille déjà. Aujourd'hui la nouvelle commune du Vaudreuil compte 5.000 habitants (20.000 en 1980).

De la Maternelle au Collège, la rentrée 76 s'est bien passée. Au théâtre de plein air, les acteurs sont les enfants.

Le maire a célébré les premiers mariages.

Sept experts en nature organisent et anticipent la lutte contre les nuisances. Les parcs d'activités ne sont plus des chantiers. Ils sont viabilisés et rodés par les entreprises déjà installées: l'Institut Pasteur en 1973, et depuis: Upjohn, Télémécanique, CII, les parfums Hermès, etc.

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives, c'est à lui qu'il faut vous adresser:

M. Viger, Etablissement Public du Vaudreuil, BP 5 - 27690 Léré
Tél. (32) 59 00 80

Venez travailler ou vous avez envie de vivre, vous économiserez une résidence secondaire.



GO WEST

La région parisienne

DU NEUF DANS LE MÉTRO

TOUJOURS amoureux de leur métro, les Parisiens commencent à s'en lasser : pas de lignes nouvelles pendant plusieurs dizaines d'années et le style porcelaine des stations qui finissent par vieillir. Pis que cela : depuis quelques temps les couloirs et les stations, qu'avaient désertés les agents à casquette, tendent à devenir des endroits peu sûrs.

Il n'y a pas eu de grands bouleversements, mais le climat est en train de changer. Après la grande percée du R.E.R., la R.A.T.P. multiplie les chantiers plus modestes, notamment en direction de cette banlieue qu'avait ignorée le début du siècle. On habille à neuf les quais et les voies en cherchant parfois à en faire des réalisations de goût et même des lieux de rencontre agréables.

Un point d'interrogation : réussira-t-on à redonner tout à fait confiance à l'usager traumatisé par la vague de délinquance qui n'épargne pas la ville souterraine ?

« C'est direct... »

LA BASILIQUE VAUT-ELLE LE DÉTOUR ?

On a vu dans les couloirs du métro des affiches représentant une rame déversant son contingent de voyageurs à l'intérieur même de la basilique Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). La légende affirme que « la basilique Saint-Denis vaut le détour... » et c'est direct avec le métro, grâce à la ligne 13 (Saint-Denis - Châteaillon-Montrouge).

Jusqu'à Châteaillon-Montrouge (Hauts-de-Seine). Les usagers sont-ils sensibles à cette « réclamation » culturelle ?

La station « Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville » est, certes, une invitation au voyage dans le passé. La publicité est absente de ses murs et des éclairages indirects mettent en valeur les reproductions ou les photos des trésors de l'abbatiale des rois de France : statues, détails du porche, objets d'art. Dans la salle de la bibliothèque, une grande baie découvre la face nord de la nef, et des tapisseries et des mosaïques en cours de restauration. Une vitrine présente des objets d'antiquité, une gourdine de terre, des bijoux.

Quelques regards distraits les effleurent. Un garçonnet tire sa mère vers cette source de lumière : la contemplation ne dure pas plus de trente secondes car, si les trésors brillent, ils ne parlent pas.

Pourquoi ce couple de retraités

est-il venu par le métro pour visiter la basilique ? « Il faisait beau, dit le mari. Nous avions décidé de prendre l'autobus, mais il n'est plus, parait-il. Je trouve très commode de venir par le métro, mais la dénomination de la station « Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville » m'avait fait croire que la ligne partait de l'Hôtel de Ville de Paris. D'autre part, je ne savais pas qu'il convenait de prendre un billet supplémentaire pour la section située hors de Paris. »

Ce jeune Algérien, étudiant en électronique, a du temps à perdre. Il est venu à Saint-Denis pour flâner. Oui, il a vu l'affiche de la R.A.T.P. et il souhaite, un jour, admirer les tombeaux des rois de France. Mais, pour l'instant, il s'intéresse plus au métro et à ses automatismes qu'à l'architecture.

« Qu'est-ce que c'est la basilique ? Ah ! oui, l'église qui est là. » Ce Guadeloupéen, élève en électro-mécanique, se déclare vaguement attiré par les vitrines d'art de la station, mais il vient faire ses emplettes à Saint-Denis, et c'est tout.

Une employée pressée comme on peut l'être à 18 heures au retour du bureau : « La basilique ? Je m'en moque. Les vitrines ? Ça ne m'intéresse pas. L'affiche de la R.A.T.P. ? Elle est très jolie, ça change de la publicité habituelle. »

Ces jugements reviennent comme des leitmotivs. « Vous savez, il faut être à la retraite comme moi pour admirer notre basilique, déclare une habitante du quartier Jean-Jaurès. La municipalité fait beaucoup d'efforts en matière culturelle, mais ça ne marche pas. J'ai été déçue par la station de métro. Je m'attendais qu'ils fassent, comme à la station du Louvre, des niches pour y placer des reproductions. Ils se sont contentés de diapositives. Vous avez vu la statue de ce pauvre saint Denis ? Ils lui ont fait une tête disproportionnée. » Le Louvre du pauvre.

Non, les Dionysiens (habitants de Saint-Denis) ne font pas le détour, et c'est à se demander si les touristes se substituent à eux, car la dame de la bibliothèque de la station affirme vendre des cartes postales de Paris, mais pas celles de la basilique. Personne ne s'acquiert de l'emplacement de celle-ci. Personne ne demande de brochure sur l'histoire du haut lieu qui étaient sacrés les rois de France.

Saint-Denis, c'est la banlieue, et la banlieue n'a ni le temps ni le goût de penser à autre chose qu'au métro et au boulot. La vie à l'envers : comme la casquette de Dagobert.

ALAIN FAUJAS.

« ON SE SENT PLUS RASSURÉS »

Une nouvelle police dans les couloirs

Le 1^{er} octobre 1976, une police spécialisée était mise en place dans le métro après une longue polémique qui opposait, avec la progression de la délinquance sur le réseau ferré, la Régie au ministère de l'Intérieur. Cette inquiétante augmentation des usagers et des porteurs du métro étaient les victimes d'un crime observé depuis 1971, et même si (le métro transporte quatre millions de voyageurs par jour) les couloirs de la Régie ne sont pas plus dangereux qu'un autre lieu, cette brusque flambée des agressions était préoccupante.

La Régie, qui ne voulait pas mettre sur pied sa propre police, demandait alors l'aide des forces de l'ordre, mais les responsables de la police lui rétorquaient que c'était à eux, transporteurs, d'assurer la sécurité de ses usagers. Il fut enfin décidé d'instaurer des opérations « métro-police » au cours desquelles les forces de l'ordre multiplieraient les interpellations, qui passaient ainsi de dix mille en 1972 à cinq cent cinquante mille en 1975. Première conséquence : le nombre des agressions baissait de 11 % durant les huit premiers mois de 1976.

Enfin, le 1^{er} octobre une véritable police du métro installée dans les locaux de la Régie était créée : la compagnie centrale de sécurité du métro. Une centaine de policiers en uniforme, un commissaire, cinq officiers, dix policiers en civil spécialisés dans les vols et un secrétariat basé à la Bastille constituent la compagnie. Par groupes, les policiers de la police circulent dans les couloirs et les wagons du métro, particulièrement sur les lignes les plus touchées par la délinquance : « numéro 4 » (Porte d'Orléans-Porte de Clignancourt), « numéro 6 » (Etoile-Nation), « numéro 2 » (Porte Dauphine-Nation), et un certain nombre de stations telles que Châtelet, Barbès-Rochechouart et celles qui desservent les gares.

En revanche, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux techniques de la Régie ni dans les cabines de pilotage et ne sont pas habilités à dresser des procès-verbaux en cas de fraude ou d'infraction, puisque c'est la fonction des inspecteurs de la Régie.

Un mois après l'installation de la compagnie, les bilans sont difficiles à faire. Tout d'abord, l'effectif des policiers n'a été que progressivement mis en service ; ensuite, plusieurs mois seront nécessaires pour que des statistiques sérieuses puissent être établies. Mais à défaut de chiffres, les premiers effets de l'apparition de la police se font sentir.

Autour des kiosques à journaux, parmi les usagers qui attendent sur les quais, des voix unanimes affirment : « On se sent plus rassuré. » « Je me suis fait attaquer une fois, j'avais peur. Aujourd'hui, j'ai moins d'appréhension. » « La peur de l'uniforme est le commencement de la sagesse. »

M.-C. R.

ENVIRONNEMENT - ANIMATION

La fin de la porcelaine

La R.A.T.P. vient de prendre des dispositions qui vont améliorer l'environnement et la qualité du service rendu aux usagers du métro. Des études ont en effet démontré que les voyageurs reprochent au métro d'être trop replié sur lui-même, de manquer d'ouverture sur le monde extérieur, la vie et les activités de l'agglomération.

Mesure depuis longtemps réclamée, des horloges seront installées dans les salles de billets et à certaines intersections de couloirs. Des plans de réseaux vont se multiplier ainsi que des plans de quartier qui porteront des indications sur les différents équipements de surface que chaque station dessert.

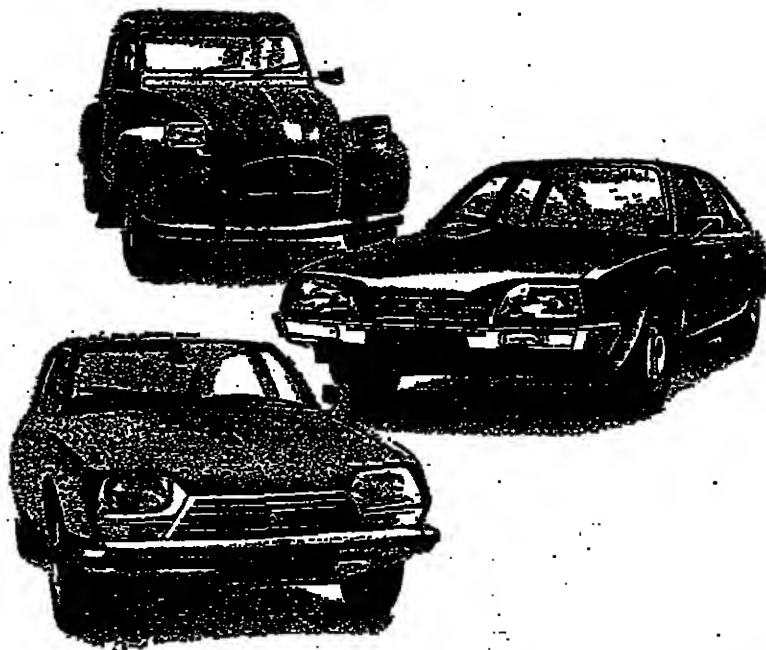
Un programme d'animation a d'autre part été mis au point par la Régie. Il s'agit de personnaliser les stations et de préparer une série d'animations ponctuelles.

Les stations Louvre et Saint-Denis-Basilique ont été décorées de reproductions et de photos qui

rapellent le musée ou le monument historique qui se trouve à proximité. Les projets portant sur les stations Gobelins (les tapisseries), Varenne, Iéna (les musées voisins), Rambuteau (le Centre Pompidou), Saint-Michel (une décoration cinétique), ne sont pas encore réalisés. En effet, de telles opérations coûtent cher et la participation financière du secrétariat d'Etat à la culture n'est pas assurée. On peut néanmoins envisager des projets moins ambitieux : ainsi, à la station Jussieu, une seule vitrine a été placée sur le quai.

Des animations ponctuelles peuvent, enfin, se dérouler dans le métro. L'expérience a déjà été tentée : des démonstrations de judo ont eu lieu à la station Auber, où elles ont obtenu un vif succès. Des peintures ont exposé leurs toiles à Montparnasse-Blanche, et le principe a été retenu d'ouvrir, pour un dimanche, les couloirs à des groupes de musiciens bénévoles.

IL Y A DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER 3 EXEMPLES:



2 CV 4 1976 : 10 760 F
Garantie 3 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

GS Spécial 1976 : 18 900 F
Garantie 6 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

CX 2000 1976 : 29 500 F
Garantie 6 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

10, place Etienne-Pémet, 75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS - Tél. 208.86.60

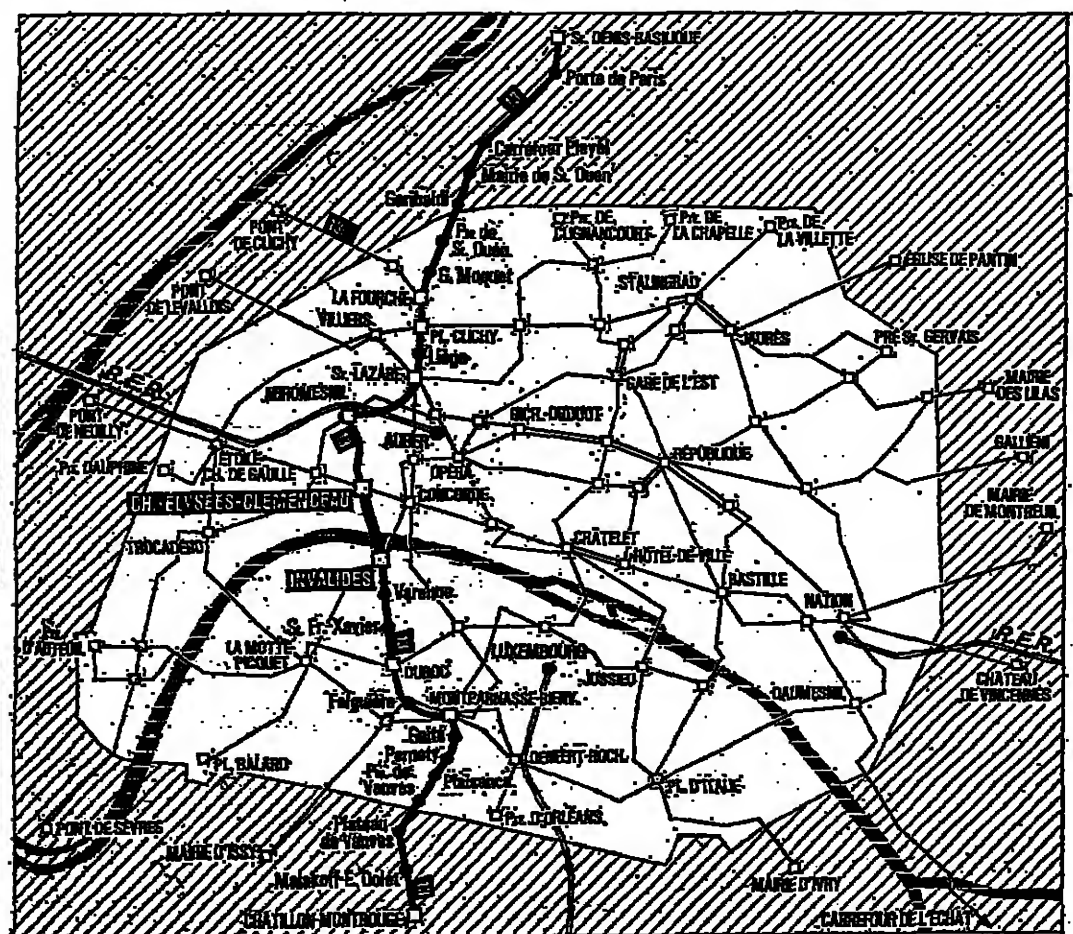
50 à 64, bd Jourdan, 75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN TOTAL

CITROËN

SAINT-DENIS-BASILIQUE-CHATILLON-MONTRouGE

Du nord au sud : la ligne 13



Le mardi 9 novembre, la jonction des lignes 13 (Saint-Denis-Basilique - Châteaillon-Montrouge) et 14 (Porte de Vanves-Invalides) sera inaugurée. Avec la prolongement de la ligne 14 à Châteaillon, la R.A.T.P. met en service une grande liaison régionale

nord-sud, la nouvelle ligne 13, qui joint Saint-Denis-Basilique, inaugurée au printemps, à Châteaillon-Montrouge.

Le 15 février 1975, le prolongement de la ligne 13 jusqu'à Châteaillon-Montrouge était inauguré. Dix-huit mois de travaux ont été nécessaires pour l'achèvement de l'ouvrage.

La jonction des lignes 13 et 14 (438 mètres) a nécessité le franchissement de la Seine ; quatre caissons préfabriqués ont ainsi été coulés dans le fleuve. Les tunnels (190 mètres) ont été creusés sur les rives gauche et droite de la Seine.

La station Invalides a été totalement remodelée, le quai allongé à 135 mètres, et une nouvelle salle de billets a été construite. Les travaux, qui ont nécessité la déviation

des réseaux annexés (conduites de gaz, chauffage urbain), ont été exécutés sans que le trafic ait jamais été interrompu.

Le prolongement au sud de la ligne 14 (Porte de Vanves-Châteaillon-Montrouge) passe sous le boulevard périphérique, traverse la commune de Malakoff et de Châteaillon-Montrouge. Il dessert trois stations : Malakoff-Plateau-de-Vanves, Malakoff-Rue-Etienne-Dolot et Châteaillon-Montrouge. Il comporte un tronçon souterrain de 220 mètres et une trémie de 120 mètres, après laquelle la ligne remonte à l'air libre à la station Malakoff-Plateau-de-Vanves, en un tronçon aérien de 1.500 mètres. La protection des riverains est assurée par la pose d'un écran antibruit. Le coût total de cette jonction (départ du début des travaux en 1968) et des prolongements de ligne atteint 700 millions de francs.

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos messages télégraphiques sont reçus par nos télégraphes. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télégraphions.

Service Télex
345.21.62 + 348.00.28
35, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Les frontaliers, premières victimes de la crise

Genève. — Belges travaillant en France et au Luxembourg, Français de Moselle occupant un emploi au Luxembourg, Français du Bas-Rhin se rendant en Allemagne fédérale, Italiens, Autrichiens et Français employés en Suisse, ont étudié, le samedi 6 novembre, à Genève, leur situation respective dans les pays d'accueil.

En réponse au reproche fait aux travailleurs frontaliers de ne rechercher que les « retombées » d'un taux de change souvent avantageux, le président du Comité national des frontaliers de France, M. Simon Kessler, a déclaré : « Le mouvement frontalier répond le plus souvent à des difficultés économiques propres au pays d'origine. »

Dans tous les pays d'Europe, les frontaliers ont été les premières vic-

De notre envoyé spécial

times de la « crise ». Dans les usines et les bureaux, une discrimination évidente s'est installée entre les frontaliers et les résidents. Les entreprises licencient entre 20 et 40 % des travailleurs frontaliers, ou imposent un chômage partiel, alors que, dans le même temps, les résidents chômeurs dans une proportion de 8 à 10 %. Ainsi, le nombre des frontaliers travaillant à Bâle est passé de 18 500, en 1974, à 14 000 en 1975 ; à Genève, ils étaient 24 728 en septembre 1974, on en compte aujourd'hui 5 900 de moins.

La président du Conseil d'Etat suisse, M. Jean Babel, a dénoncé ces « faux frontaliers », c'est-à-dire des salariés provenant de régions françaises souvent situées à plusieurs centaines de kilomètres de Genève. Leur nombre doit être dorénavant limité, estiment les autorités genevoises.

L'une des solutions serait de faire bénéficier les jeunes frontaliers « authentiques » d'une priorité par rapport à des frontaliers qui ne sont pas, en réalité, originaires de la région. La mise en place de structures « trans-frontalières » pourrait permettre de contrôler ce phénomène. Dans ces conditions il est nécessaire d'associer la plupart des contraintes engendrées par la frontière et de confier des responsabilités accrues aux élus locaux dans la négociation des affaires d'intérêt local. Mais les traditions de centra-

lisme des administrations françaises le permettent-elles ?

Pour l'instant, les travailleurs frontaliers souhaitent être « à égalité » avec leurs collègues, tant sur le plan social que fiscal, que ce soit dans les communes de résidence ou sur les lieux de travail. Lors de son congrès réuni à Thonon le 7 novembre, le Groupement des frontaliers de l'Est et de la Haute-Savoie s'est, pour sa part, félicité de la signature et de l'application, le 1er novembre 1976, de la Convention franco-suisse de sécurité sociale qui permet aux travailleurs frontaliers de bénéficier de l'assurance invalidité et du droit à la retraite, après une année de cotisation. Mais les frontaliers réclament avec insistance leur affiliation au régime maladie de la Sécurité sociale.

En outre, le 1er avril 1977, les travailleurs frontaliers seront assujettis à l'assurance chômage obligatoire, ce qui permettra une indemnisation directe par la Suisse du chômage partiel ; les chômeurs complets étant pris en charge par les caisses du régime français des ASSÉDIC, comme c'est le cas actuellement.

Selon M. Kessler, « il s'agit d'une modification fondamentale de la situation juridique du travailleur frontalier », qui désormais ne sera plus considéré comme une simple « main-d'œuvre d'appoint ».

CLAUDE FRANÇILLON.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS

S. 1 - Art déco et 1930. Verrerie art nouveau de Galle.
S. 15 - Obj. de fouilles, bronzes cloisonnés, ivroires, obj. sculptif, argent.
S. 20 - Bijoux argent.

VENTE

S. 8 - Obj. d'art, bel ameublement XVIII^e et XIX^e.
S. 13 - 500 tableaux modernes.
S. 10, à 18 h. - Tapis d'Orient.
HOTEL GEORGE V - Salon de la Paix Monnaie de collections.

Faits et projets

Les pluies torrentielles qui, pendant une dizaine de jours, étaient tombées sur la région avaient entraîné une pollution passagère des eaux de l'étang.

Urbanisme

LES MARINES DE COGOLIN ET LE FISC

La société du port des Marines de Cogolin (Var) s'estime abusivement imposée pour occupation du domaine public maritime : 159 000 francs, au lieu des redevances symboliques réclamées aux deux ports voisins de Saint-Tropez et de Port-Croix. « La redevance a été fixée sans notre accord », estime la société devant

le tribunal administratif de Nice. On ne tient pas compte de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

L'administration estime, au contraire, qu'il n'est pas question d'égalité fiscale entre le port de Saint-Tropez, où la gestion est publique et qui assure un service public, Port-Croix, construit sur des terrains privés, et d'autre part les Marines de Cogolin, qui occupent un hectare du domaine maritime en vue d'un usage privé. Le commissaire du gouvernement, avant de proposer le rejet de la requête, a estimé qu'une partie du domaine public maritime avait été retranchée au bénéfice d'une catégorie d'usagers et que « l'administration n'avait même pas été jusqu'au bout de ce qu'elle pouvait exiger ». Le jugement a été mis en délibéré.

Circulation

PEAGES ET COUT DE LA VIE

Répondant à la question orale de M. Pierre Vallon, sénateur (non inscrit) du Rhône, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a répondu, le 5 novembre, qu'il était favorable au péage sur les autoroutes, même aux abords des agglomérations.

Dans ce dernier cas, la mise en place de systèmes d'abonnements ou de formules du genre « carte orange » lui paraît « indispensable » et « la possibilité doit être laissée aux collectivités locales de procéder au rachat partiel ou total du péage ».

Plus nouvelle est la distinction que le ministre fait entre la part du péage qui couvre les charges d'entretien et d'exploitation (elle « doit varier avec le coût de la vie ») et la part correspondant aux charges financières de la société concessionnaire, qui, elle, ne peut « varier que faiblement ».

VOIS DE VOITURES : MARSEILLE EN TÊTE

De plus en plus de voitures sont volées dans les grandes villes françaises et en particulier dans le midi de la France. On compte 40 voitures volées pour 1 000 véhicules en circulation à Marseille en 1975 ; Paris et Lyon viennent ensuite avec 20 véhicules volés pour 1 000 habitants. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance constate également une augmentation importante des vols de voitures dans les zones rurales. La fréquence des vols a en quatre ans doublé dans ces régions ; elle est passée de 3,4 pour 1 000 en 1971 à 7 pour 1 000 en 1975.

Le Centre signale, d'autre part, une progression des vols parmi les petites cylindrées. La fréquence a plus que doublé en quatre ans pour les véhicules d'une puissance inférieure à 4 CV (5 pour 1 000 en 1971, 12,5 pour 1 000 en 1975). Les grosses cylindrées restent cependant les plus prisées des « adeptes » d'une telle fréquence de vol qui dépasse 22 pour 1 000 à l'heure actuelle.

Qualité de la vie

LES « BIOS » A NEUILLY

Les agriculteurs biologiques, c'est-à-dire ceux qui cultivent sans engrais chimiques et sans pesticides de synthèse, demandent 1 % des fonds publics alloués à la recherche agronomique à la formation et à l'encadrement des agriculteurs. Tel est l'essentiel de la motion que plusieurs centaines d'entre eux ont votée à l'occasion de douzième congrès, qui était réuni à Neuilly (Bords-de-Seine), du 5 au 7 novembre. Leur association Nature et Progrès compte aujourd'hui sept mille membres. Un millier sont des cultivateurs, les autres des citoyens consommateurs.

Longtemps brocardés, ils sont à présent soutenus par des agronomes, des médecins et, d'une manière générale par l'ensemble du mouvement écologique, dont ils démontrent les thèses. Ils n'ont aucune peine à écouler leurs produits, puisque deux mille magasins « diététiques » leur font une promotion gratuite.

L'association Nature et Progrès peut se permettre aujourd'hui d'interroger les formations politiques. C'est ce qu'elle a fait au cours d'un débat qui achevait son congrès. Tous les partis avaient promis de venir, mais finalement seuls M. Philippe Saint-Marc, représentant le Centre des démocrates sociaux, et Mme Christiane Mora, pour le parti socialiste, se sont déplacés. Ils ont affirmé — mais sans beaucoup convaincre — l'un pour la majorité, l'autre pour l'opposition, que la défense de l'environnement faisait partie de leur constante préoccupation.

OPPOSITION AU PARC NATIONAL D'HYÈRES

Trois cents pêcheurs professionnels, plaisanciers et habitants de Forquerolles viennent de fonder une comité de défense pour s'opposer au projet de création d'un parc national dans les îles d'Hyères qui étendrait les restrictions de pêche et de navigation déjà appliquées autour de Port-Croix aux alentours de Forquerolles.

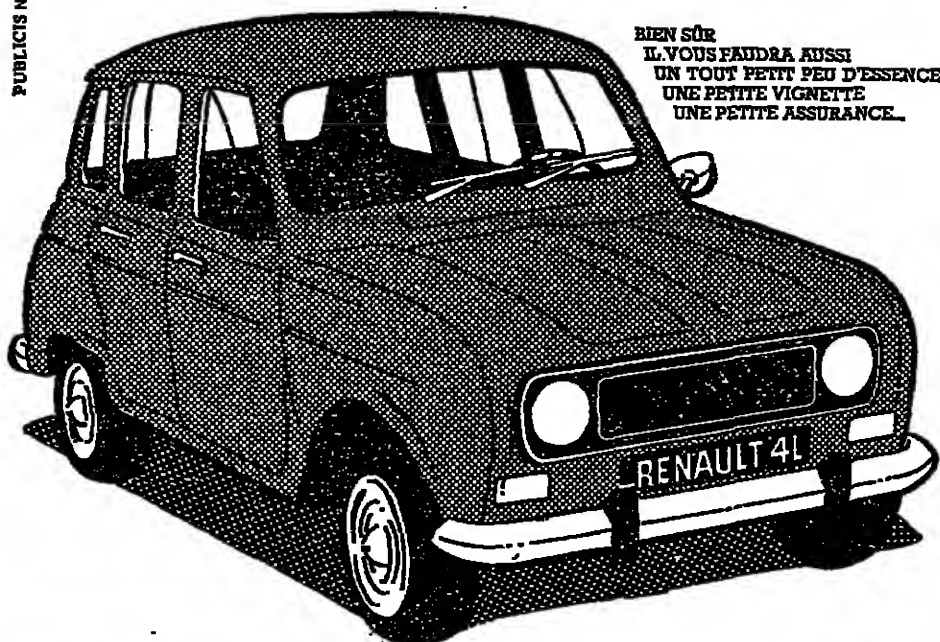
Quant à M. Mario Bénard, député U.D.R. du Var et maire d'Hyères, bien que favorable au projet du parc, il souhaite que les collectivités locales gardent la responsabilité de la décision définitive. — (Corresp.)

LES EAUX DE THAU GUÉRIES

Les moules de l'étang de Thau peuvent à nouveau être commercialisées à partir du samedi 6 novembre. Cette décision a été annoncée par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes de Sète.

C'est par mesure de précaution que la récolte et la commercialisation des moules du bassin, qui fournissent le quart de la production française avaient été suspendues le 28 octobre dernier.

VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT 298F PAR MOIS*



BIEN SÛR, IL VOUS FAUDRA AUSSI UN TOUT PETIT FOD D'ESSENCE UNE PETITE VIGNETTE UNE PETITE ASSURANCE...

*MENSUALITES LEASING 1^{RE} ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e et 4 ^e années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

RENAULT 4L

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART, TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT DE LA RENAULT 4L.

NOM: _____

ADRESSE: _____

RETOURNER CE BON A: R.N.U.R. BP 14292 108 BOULOGNE-BILLANCOURT

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 17 000 m² de bureaux disponibles à vos mesures
- des conditions financières privilégiées
- une situation géographique stratégique
- un personnel nombreux et qualifié sur place
- des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m², aménagés ou bruts de décoffrage, « open space » ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans.

Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m² sont disponibles à 280 F le m² en location, à 3.300 F le m² en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

Sarcelles ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.



4, place de Navarre 95200 Sarcelles
950 71.01 - 950 75.34 - 950 67.19

صلى الله عليه وسلم

PRESSE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les projets de M. Hirsant

LES JOURNALISTES C.F.D.T. : vers le journal unique.

Le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., dans un communiqué relatif aux projets de M. Robert Hirsant — un *Figaro* aux éditions multiples dont l'abonnement de Paris-Normandie constituerait le prototype (le monde du 6 novembre) — considère que ces projets « instaurent en France le régime du journal unique ou quasi unique pour de larges portions du territoire ».

« La confiscation de l'information par un monopole privé bénéficierait de soutiens politiques occultes et de complicités politiques travesties tend à mettre fin, précise-t-il, à tout pluralisme et toute diversification des sources d'information ».

« Ses conséquences maintiennent prévisibles comportent : une régression considérable de l'emploi pour toutes les catégories de travailleurs de la presse, un conditionnement autoritaire des journalistes, des pressions limitées à partir d'une position dominante sur toutes les fonctions concourant à l'information du pays, depuis l'indépendance de l'A.F.P. et des autres agences jusqu'aux conditions de distribution des journaux et périodiques ».

« Qu'un monopole privé, ajoute le communiqué, assure de moyens sans précédent depuis plus d'un siècle pour monopoliser l'opinion, cela concerne chaque citoyen, toutes les organisations attachées à la liberté d'opinion, d'expression et de presse, toutes les institutions de la République ».

En conséquence, et si l'existence d'un tel monopole devait s'assurer, le S.J.F. — C.F.D.T. — demande que Hirsant soit dessaisi et que les moyens dont il s'est emparé soient placés sous séquestre afin de rétablir les conditions d'une information démocratique ».

Le syndicat en appelle à la confédération, finalement, « pour faire échouer l'opération Hirsant en mobilisant l'opinion française avec l'aide des autres organisations de travailleurs ».

● Au « *Quotidien de Paris* », M. Paul Guilbert vient d'être nommé chef du service politique. Il reste cependant conseiller de la direction des Nouvelles littéraires où il occupe la place de rédacteur en chef à M. Jean-Marie Borzeix.

L'os

(Suite de la première page.)

Le dossier de M. Bergeron n'est pas mince. Lorsqu'il fut inauguré, fin 1969, cette procédure de négociation fut saluée par M. Chaban-Delmas de manière éphémère : il y voyait une « révolution » et la promesse de la fin des grèves dans le secteur public pour un bon bout de temps. Son enthousiasme était excessif mais il faut reconnaître que, de 1969 à 1974, les électriciens et les gaziers n'ont déclenché aucun mouvement. Cette « paix sociale » fut ébréchée en mars 1974, puis en mars 1976 parce que les syndicats intéressés trouvaient insuffisantes les propositions gouvernementales sur les rémunérations, mais on peut dire tout de même que les dégâts, sous forme d'arrêts de travail, ont été limités (sauf dans les P.T.T., mais pour des raisons différentes).

Les gouvernements qui se sont succédés depuis M. Chaban-Delmas ont tous, au reste, exprimé leur accord avec cette politique contractuelle qui avait aussi pour mérite de beaucoup mieux déterminer où l'on allait en matière budgétaire.

Du côté des agents du secteur public, le bilan est encore plus

positif, si bien qu'après avoir fait la fine bouche tous les syndicats y ont finalement adhéré. A l'automne 1972, pas une signature ne manquait aux accords conclus à l'E.D.F., ni au « contrat » entériné à la S.N.C.F. C'est que les centrales des travailleurs ont magnifiquement tiré parti du renouvellement des contrats, éliminant peu à peu les coups d'avenants, les contraintes d'origine. Ainsi, les liens entre l'augmentation de la masse salariale et les performances de l'entreprise, la progression de la production intérieure brute se sont peu à peu relâchés pour déboucher à l'E.D.F. sur ce qui fait précisément problème aujourd'hui : quel qu'il arrive, la garantie d'augmentation du pouvoir d'achat a été fixée à 2 % (et même à 2,5 % en 1973). La durée du travail a été réduite d'une heure chaque année de 1969 à 1973 et le plancher des « quarante heures » atteint, l'extension des congés payés a été amorcée.

La clause « anti-grève » a été assez vite supprimée et divers avantages ont été ajoutés au lot : améliorations des retraites, reclassement des petites catégories, revalorisation des indemnités de résidence, notamment.

Deux poids, deux mesures ?

En temps d'euphorie, d'expansion dans une inflation contenue, ces conquêtes répétées d'un personnel déjà assez bien situé dans l'année des travailleurs pouvaient ne risquer pas le chômage) ne paraissent pas trop préoccupantes, bien que, déjà, le ministre des finances et le C.N.P.F. eussent renoncé, notamment sur la garantie d'une augmentation fixe du pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, le respect de ces « droits acquis » paraît de nature à faire échouer la bataille contre l'inflation, le gouvernement ne voyant pas comment il pourrait défendre une politique de deux poids, deux mesures : l'une pour le secteur privé appelé à contrôler rigoureusement les salaires, de telle sorte que leur évolution ne dépasse pas en cours d'année celle des prix, l'autre pour le secteur public où, parce que des engagements ont été pris, le pou-

voir d'achat des agents serait, quel qu'il arrive, augmenté de 2 %.

Bien sûr, on peut discuter à perte de vue des dispositifs du plan Barre et de leur opportunité. Le fait est qu'il n'y a pas d'autres aujourd'hui et que l'un de ses ressorts est précisément de jouer sur le couple prix-salaires afin qu'il revienne graduellement dans les eaux des 6,5 % par an.

La tentation est donc grande pour le gouvernement, après avoir constaté que les syndicats ont réussi à faire jouer en leur faveur toutes les modifications des contrats de 1969 et de 1970, d'invoquer aujourd'hui la clause *rebus sic stantibus*, sous-jacente dans nombre de conventions ou de traités internationaux.

Les choses ayant changé depuis la signature des contrats, ne convient-il pas de les revoir, de les adapter à la situation nouvelle, quitte à revenir ensuite aux premières formules lorsque l'horizon sera éclairci ? Est-il admissible que l'on s'arbitre sur des positions conquises sans regarder ce qui se passe autour de soi ? Au reste, si l'inflation galope demain, comment les beaux engagements sur l'augmentation du pouvoir d'achat garantis ne seraient-ils pas emportés comme fétus de paille ? Un « moratoire » ne peut-il être invoqué par le gouvernement, vu l'urgence ?

M. Raymond Barre se garda bien pour le moment de prendre une position autre que très générale sur un sujet aussi délicat (« l'état donnera l'exemple »), quel qu'il ait lésé pointer le bout de l'oreille, l'autre jeudi, à la télévision en déclarant : « Il y a un certain nombre de revendications qui proviennent de secteurs qui sont les plus favorisés à la fois en matière de niveaux des rémunérations, de pouvoir d'achat, de durée de travail, de statut, car l'emploi n'est pas menacé et enfin du point de vue des retraites ».

Il y a fort à parier que le premier ministre ne passait pas seulement aux employés des caisses d'épargne de Paris, dont le comité s'alarme, et dont le gouvernement fait un test, mais notamment aussi à ceux de l'E.D.F.

Si M. Barre devait céder sur ce

● L'INSTITUT AMÉRICAIN DU FER ET DE L'ACIER, organisme patronal regroupant seize entreprises sidérurgiques représentant 95 % de la production d'acier des États-Unis, a demandé au gouvernement américain d'examiner rapidement la plainte qu'il a déposée, le 6 octobre, contre l'accord conclu l'an dernier entre la C.R.E. et le Japon. Selon l'institut, cet accord, qui limite les exportations d'acier nipponnes vers l'Europe, a eu pour effet d'écarter une partie vers les États-Unis.

chapitre, après avoir dû, depuis le lancement de son plan, laisser filer certains prix du fait, notamment, de la hausse des matières premières (café, corps gras, cacao), que restait-il de la belle détermination qu'il affichait au départ, et donc des chances — déjà faibles — de réussite de son opération ?

Mais il y a façon et façon de résister. C'est vers l'aménagement des conventions par la négociation qu'il faut se diriger, et on a le temps de préparer la manœuvre, puisque c'est seulement au début de l'année prochaine que la question deviendra chaude.

Plusieurs voies pourraient s'ouvrir à la discussion, si l'on voulait bien sortir des sentiers battus. Par exemple, il ne serait pas indécrot que l'on mette aux plus petits salaires l'assurance d'une augmentation de 2 % du pouvoir d'achat qui serait compensée par une réduction d'autant en haut de l'échelle. Cette contraction des inégalités en temps d'austérité n'aurait rien pour contraindre à la « philosophie » générale de l'action gouvernementale, et l'on a déjà été en ce sens ces dernières années.

Autre hypothèse : repousser à la fin de l'année 1977 l'exécution des assurances d'augmentation du pouvoir d'achat, ce qui permettrait de dégonfler la pression salariale à un moment où le « plan Barre » est le plus fragile, et aussi de « voir venir ».

Enfin, pourquoi ne pas essayer de rompre avec les habitudes d'échanges des concessions sur un plan (celui des traitements) contre d'autres, dans un tout autre domaine ? Les Italiens sont passés maîtres dans cet art difficile mais productif. En gros, les syndicats transpirent, qui ont beaucoup mieux compris que les nôtres la nécessité d'une politique de rigueur (à défaut de laquelle les travailleurs seraient entraînés vers les zones rouges d'inflation et de chômage), cherchant à obtenir des compensations sous la forme de nouveaux droits de contrôle sur les investissements des entreprises, sur la politique de l'emploi, de la mobilité du travail, etc. (1).

Dans le secteur public, une plus grande participation aux décisions, des facilités d'embauche nouvelles là où le travail est particulièrement ardu, des aménagements d'horaires (par exemple, extension du « mi-temps », notamment pour les femmes), etc., pourraient être proposés par les directions contre une « pause » pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce ne serait pas là un marché de dupes.

Les organisations syndicales ont intérêt — comme elles ont commencé de le faire — à élargir leur champ de revendications et à parler plus souvent de « pouvoir » et de « qualité de la vie ». Sur ces thèmes elles étaient moins aisément entendues jusqu'ici que sur celui de la progression des rémunérations. N'est-ce pas au moment où il faut, par tous les moyens, « tordre le cou » à l'inflation que le champ est plus libre pour la reconnaissance des besoins « immatériels » ?

PIERRE DROUIN.

(1) Voir *Intersocial* n° 20 - Octobre 1976.

« jeunes artisans »

Revue trimestrielle
Pour les jeunes artisans...
par des jeunes artisans.

« JEUNES ARTISANS »
3, rue des Immeubles-Industriels,
75013 PARIS. — Tél. : 367-73-82.
Abonnement : 28 F - Le N° : 5 F.
C.C.P. PARIS 5028-96.

République algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (SONELGAZ)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un avis d'Appel d'Offres International ouvert est lancé pour la fourniture de vannes destinées à énipper le gazoduc Centre 42 « HASSI R'MEL (NORD) ISSER » et ses ouvrages annexes.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 27 octobre 1976 auprès de la SONELGAZ - Service Engineering Gaz - 2, boul. Salah Bouakour, 3^e étage, ALGER.

La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1976.

(PUBLICITE)

PRÉFECTURE DE LA MANCHE

2^e DIRECTION - 4^e Bureau - N° 76-3406

Avis de mise à l'enquête publique de la demande présentée par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale nucléaire de FLAMANVILLE (Manche)

1. Conformément à l'arrêté du Préfet de la Manche en date du 14 octobre 1976, il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet présenté par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la construction d'une centrale nucléaire et de ses installations annexes sur le territoire des communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE (MANCHE).

Une commission d'enquête est désignée, dont le siège est à la Sous-Préfecture de CHERBOURG.

2. Le dossier du projet restera déposé à la Sous-Préfecture de CHERBOURG pendant six semaines consécutives, du 5 NOVEMBRE au 14 DÉCEMBRE 1976 inclus, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les dimanches et jours fériés et samedi de 14 h. à 17 h.).

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Président de la Commission d'Enquête où l'un des membres de celle-ci sera ouvert par le Sous-Préfet de CHERBOURG et déposé pendant la même durée et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourrait donner lieu ce projet.

3. Pendant la durée de l'enquête, les observateurs pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'Enquête qui les annexera au registre susvisé.

Les membres de la Commission d'Enquête recevront le public à la Sous-Préfecture de CHERBOURG et à la mairie de FLAMANVILLE pendant les trois derniers jours de l'enquête, aux heures ouvrables ci-dessus mentionnées.

4. Pendant la durée de l'enquête, dans les communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE, un exemplaire du dossier du projet et un registre subsidiaire à feuillets non mobiles coté, paraphé et ouvert par chacun des maires desdites communes seront déposés dans les mairies concernées.

Ces documents seront accessibles au public dans les conditions précitées, pour recevoir les observations auxquelles pourrait donner lieu le projet.

SAINT-LO, le 14 Octobre 1976
LE PRÉFET,
Pierre CAZEJUST.

Industriels!

à moins de 6 km de Paris

Semarbo

vous propose :

Zone industrielle de Bobigny
lots à partir de 1000 m²
Lotissement industriel
de La Courneuve - Le Bourget en bordure
de l'autoroute A1

Documentation
Renseignements
S'adresser

Semarbo

16 avenue Paul Eluard 93 600 Bobigny

semarbo

844 23 86



OUVERTURE DE LA ZONE D'ACTIVITÉS

les Molières
MIRAMAS B&R

Lots viabilisés à partir de 30 F le M2

Située à Miramas, sur les axes de communication avec tous les centres régionaux, la zone d'activités des MOLIERES s'ouvre aujourd'hui aux industriels. Elle offre des avantages exceptionnels à un coût très bas :

- viabilité entièrement réalisée,
- découpage de lots à partir de 1.000 m²
- main-d'œuvre abondante,
- logements assurés,
- équipements socio-culturels et de loisirs très diversifiés.

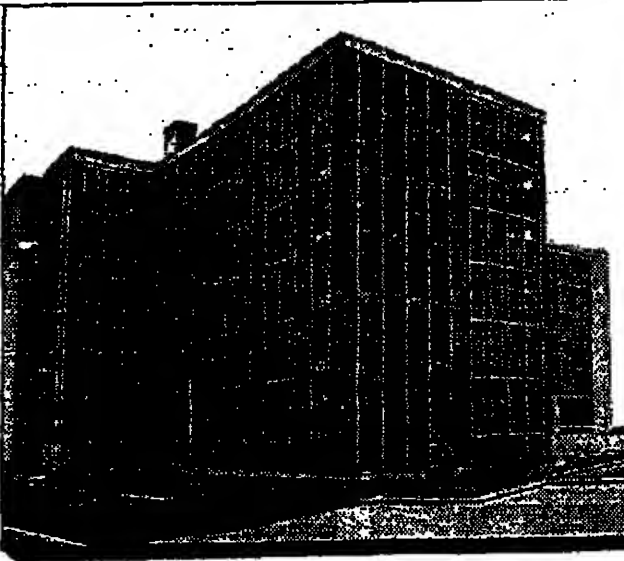
Toutes les entreprises non polluantes sont acceptées.

Pour tous renseignements et vente s'adresser à :

montus industrie  **ISTRES**

(01) 43.20.23 (01) 55.03.54

Une réalisation SCA - Ville nouvelle de Fos



SUD EXPANSION

EN BANLIEUE SUD,

4900 m² de bureaux disponibles immédiatement.

Si deux sociétés de renommée nationale viennent de choisir SUD-EXPANSION, ce n'est pas par hasard !

SUD-EXPANSION, des bureaux conçus pour permettre une exploitation économique.

RENSEIGNEMENTS, SOVIC
173, RUE DE LA CROIX NIVERT 75015 PARIS
TÉL. 533.80.90



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

La santé des entreprises allemandes

1975 a été une année difficile pour les entreprises européennes. En faudrait-il une preuve qu'on la trouverait dans la lecture de l'enquête annuelle du mensuel économique l'Expansion intitulée « Europe compétition », qui classe, par secteurs, les grandes firmes du vieux continent selon leur rentabilité.

« L'année des pertes », titre la publication. De fait, sur deux cent trente-cinq firmes prises en compte, seulement seize ont vu leur bénéfice diminuer et trente-huit accusent des pertes.

La santé des entreprises allemandes a été au grand jour : sur trente-sept firmes d'outre-Rhin retenues, trois seulement affichent des pertes, dix voient leur bénéfice diminuer, mais vingt-quatre enregistrent une hausse de leurs profits. Couronnement symbolique, c'est Daimler-Benz (Mercedes) qui enlève la première place du classement général, suivie par B.M.W.

La France tire nettement moins bien son épingle du jeu. Sur les quarante-cinq firmes retenues, un tiers amoindrent leur rentabilité, un tiers voient leurs bénéfices fléchir, un tiers enfin voient l'exercice se solder par une perte. Consolation dans ce tableau gris : quatre entreprises françaises occupent la première place dans leur secteur : Michelin (pneumatiques), Rousselot (chimie), l'Air liquide (gaz industriel) et Dumez (bâtiments et travaux publics).

Comme à l'ordinaire, est-on tenté d'écrire, les firmes italiennes figurent en queue de peloton, leurs structures apparaissant parfois catastrophiques. La proposition mérite toutefois d'être nuancée pour deux raisons : la première est que la comptabilité telle qu'on la pratique dans la péninsule est si particulière — qu'il est bien difficile de s'y retrouver ; la seconde est que les grands groupes italiens, souvent soutenus à bout de bras par les pouvoirs publics, ne sauraient être représentatifs de la santé de l'ensemble de l'industrie.

Reste le paradoxe britannique. Si l'on se réfère au palmarès d'« Europe compétition », les entreprises d'outre-Manche sont les grandes triomphatrices. Sur cinquante-huit firmes, deux seulement sont déficitaires, vingt-deux voient leurs résultats croître, trente-quatre enregistrent une hausse sensible de leur bénéfice.

A la vérité, comme le notent les auteurs de l'enquête, ces performances avaient été accueillies avec la plus grande prudence. Les entreprises d'outre-Manche, bénéficiant souvent de rente de situation (dans les ex-dominions notamment), investissent généralement peu, ce qui gonfle artificiellement le rapport entre les bénéfices nets et les capitaux investis. De surcroît, l'inflation accablée dénature totalement les comptes.

Au total, la solidité allemande apparaît plus rassurante que l'apparent brio britannique.

Ph. L.

AUTOMOBILE

LE 46^e SALON DE TURIN

La fête est finie

De notre envoyée spéciale

Turin. — Grisaille, morosité, inquiétude, la crise a-t-elle été aux Italiens le goût de la fête ? Le 46^e Salon de l'Automobile de Turin, qui a ouvert ses portes le 3 novembre, semble le prouver. La ville paraît avoir définitivement perdu le goût des fêtes joyeuses d'antan. Il est vrai que les hausses du prix de l'essence et de la vignette, annoncées par le gouvernement italien, n'étaient pas de nature à déridier les constructeurs italiens.

Le marché ne s'est pas encore vraiment remis de la crise, au contraire des marchés français ou allemand. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les immatriculations ont certes atteint 885 000 unités, soit 11,33 % de plus que l'an passé, mais elles restent encore très inférieures aux niveaux records de 1973 (moins de 20,47 %). Cifées par d'incessants conflits sociaux et une inflation redoublée, les constructeurs italiens n'ont pu tirer vraiment parti d'une reprise timide. Ce sont les constructeurs étrangers (français notamment) qui se sont taillé la part du lion, conquérant près de 40 % du marché.

Après une année 1976 médiocre, les constructeurs prévoient un premier semestre 1977 assez faible et une amélioration au cours de la seconde moitié de l'année. Au total, la progression des ventes devrait être d'environ 5 à 7 % l'an prochain. « Nous ne retrouvons les niveaux d'avant la crise qu'à la fin des années 70 », a précisé M. Tuffarelli, membre du conseil de direction de la Fiat, au cours du débat réunissant sept dirigeants de firmes automobiles la veille de l'ouverture du Salon.

Débat terne mais significatif du

nouvel état d'esprit des constructeurs européens : nulle trace de l'optimisme à tout crin qui prévalait avant la crise. Certes, le cadavre est toujours vivant, comme l'a affirmé la direction de General Motors en Europe. Mais au-delà de leur confiance réaffirmée en l'automobile, les dirigeants ont vu l'idole trembler sur ses bases. Les débats organisés autour de trois thèmes en ont porté la trace.

Le premier portait sur les perspectives d'évolution à moyen terme en Europe. Les constructeurs se sont d'abord interrogés sur le seuil de saturation du marché n'est guère éloigné, et que l'industrie européenne est globalement suréquipée par rapport aux possibilités raisonnables d'écoulement de la production. « Nous pouvons d'ici à 1985 construire et vendre en moyenne 11 millions de voitures par an. Or les capacités atteignent déjà 13 millions », a déclaré M. Remdacker (B.M.W.). « Il en résulte que la lutte des entreprises automobiles (...) se renforcera (...) et elle portera probablement plus que dans le passé sur les prix. »

Second thème : l'interventionnisme croissant des Etats. S'interrogeant sur les réglementations de plus en plus contraignantes et des mesures conjoncturelles pénalisant l'automobile, la plupart des intervenants ont souligné le rôle de cette industrie dans l'économie. « L'automobile est la roue qui fait tourner l'économie : la population européenne en dépend pour 7 % », a précisé M. Hagstrom (Volvo). « L'automobile et les automobilistes ont rapporté en

1975 au fisc italien 4 000 milliards de lires. En 1976, l'industrie rapportera, par ses exportations, 4 000 millions de dollars », a ajouté M. Tuffarelli.

Enfin, dernier thème particulièrement cher aux constructeurs italiens : la productivité et les conditions de travail. « Je me demande s'il n'y a pas quelque chose, dans ce pays qui nous empêche de gérer nos entreprises comme nos concurrents », s'est exclamé M. Cortesi, président d'Alfa Romeo, avant d'interroger le président de Volvo sur les « secrets » qui lui ont permis de réduire l'absentéisme dans certaines de ses usines de 18 % à 5 %.

Rien de ce qui a été dit n'était pourtant de nature à révéler l'intérêt d'un Salon automobile d'après crise placée sous le signe de la sagesse et de l'économie. Peu de nouveautés, sinon des ajustages de gamme ici et là. Seule voiture nouvelle, la Beta coupé 1300, de chez Lancia, version coupé de la berline 1300 et destinée à remplacer la Fulvia coupé.

Est aussi présente la 126 Personal de Fiat, étudiée encore plus spécialement pour la ville avec son aménagement « transformable » de l'espace à l'arrière. Paradoxe et signe des temps, la « vedette » du Salon n'est pas une voiture, mais un petit véhicule tout-terrain, le Leopard, de chez Ciletti, qui ressemble à un véhicule amphibie.

Quant aux carrossiers, ils semblent avoir, eux aussi, tiré la leçon de la crise. Dans le hall qui leur est réservé, le « club », est un taxi. Prototype déjà présenté par Ital Design, en juin, au Museum of Modern Art of New-York, à mi-chemin entre la voiture de maître et le minibus. Autre source d'inspiration, les carrossiers, la petite voiture rustique de type Méhari, sur laquelle se sont exercés Farina et Ghia.

Enfin, conformes à la grande tradition, les Bertone Rainbow et Nardio, aux lignes aplaties et aux arêtes carrées, sur mécanique Ferrari, ainsi que l'As de carreau d'Ital Design, sur châssis et mécanique B.M.W. Au total, peu de découvertes.

Turin n'est plus une fête.

V. M.

Alpine Renault A 310 V6 une GT silencieuse et surprenante

Présentée au Salon de Genève en mars 1975, l'Alpine Renault A 310 avait été dessinée autour d'une maquette de six cylindres F.R.V. Il aura donc fallu attendre presque cinq ans pour qu'elle reçoive le moteur qui lui était destiné, une étape indispensable pour que la Régie nationale mise enfin sur elle son avenir en compétitions routières après l'homologation en groupe 4 qui pourrait être acquise au printemps prochain.

L'Alpine A 310 V6 sera produite à la cadence de cinq voitures par jour, les versions précédentes étant abandonnées (l'usine de Dieppe continue la fabrication quotidienne de deux berlinettes 1600 SX équipées du moteur de la R 16 TX). Par rapport à sa devancière — qui était équipée d'une 1600 cm³ à injection de 128 ch, la nouvelle A 310 a gagné de la puissance, de la vitesse et, surtout, du confort.

Le moteur est celui de la R 30 TS (de même que la boîte de vitesses à quatre rapports). Son taux de compression a été augmenté, afin de porter la puissance à 150 ch DIN à 5 000 tr/min. Mais l'augmentation de poids par rapport à la 310 1600 est considérable (140 kg) et la puissance à la tonne (103 ch/t contre 150 ch/t) est pratiquement la même. Le progrès n'est donc particulièrement évident qu'en vitesse pure (222 km/h avec deux personnes à bord, ce qui n'intéressera que les randonneurs...), les accélérations relevées étant de 14,4 sec. aux 400 m, départ arrêté et 28 sec. aux 1 000 m.

Quant au confort, l'adoption du nouveau moteur a été déterminante pour la souplesse d'utilisation (le couple maximal est obtenu à 3 500 tr/min, au lieu de 5 000) et pour l'abaissement du niveau sonore. L'Alpine A 310 est désormais une vraie « Grand Tourisme » silencieuse et adaptée

à une conduite paisible dans le respect des règlements. Elle garde bien entendu les qualités des modèles précédents : la maniabilité (on peut regretter, toutefois, celle de la Berlinette), l'équipement et la finition de l'habitacle (qui adopte les sièges « pétales » des coupés R 15 et R 17), mais aussi les défauts : une habitabilité insuffisante et une visibilité générale presque dangereuse. Ainsi le champ de vision frontal est obstrué, à droite, par le rétroviseur intérieur, et à gauche par le montant de pare-brise et les routes de pluie éparpillées par les essuie-glaces.

La suspension elle-même n'est satisfaisante que sur bon revêtement, mais elle est adaptée à une conduite rapide et sa sécheresse (relative) autorise une tenue de cap exceptionnelle. Les choses se compliquent dans les virages serrés ou glissants : les deux tiers du poids total sont portés par les roues arrière motrices. En freinage et en accélérations brusques, le comportement devient d'autant plus instable que la charge de transfert de charge inhabituelle sur des volants de série. Qu'en sera-t-il lors de la version de compétition aura fait son plein de puissance ?

MICHEL BERNARD.

* Prix : 78 900 F. Consommation (normes UTAC) : 7,5 l, 4,2 l et 17,2 l.

Ne payez que la qualité.

Maintenant il y a les collants libres chez Carrefour. Il a fallu attendre 6 mois avant de vous les proposer. Parce que Carrefour a voulu que ce premier produit libre dans le domaine du textile soit irréprochable.

Comme c'est en France et non à l'étranger que se fabriquent les meilleurs collants du monde, Carrefour s'est adressé à l'un des plus grands fabricants français.

Après de nombreux tests de contrôle, Carrefour est maintenant sûr de vous présenter des collants de grande qualité aux meilleurs prix possibles.

Les collants libres existent dans 3 coloris préférés des femmes et dans un large choix de tailles, pour que chacun trouve sa mesure.

Deux séries : mousse 20 deniers, 3 tailles, 2,80 F fins 15 deniers, 5 tailles, 3,90 F

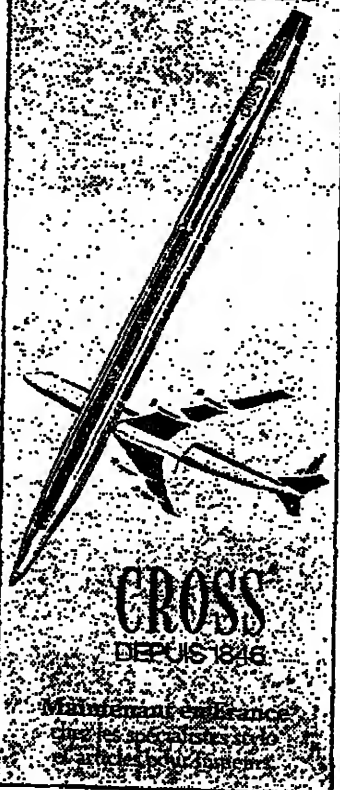
Vous ne payez que la qualité chez Carrefour.

Mousse: 2,80
Fin: 3,90



Les collants libres.
Chez Carrefour.

Une ligne...
une classe internationale



Offrez
investissez
diamants
Francis Javitt

1	109, av. du Général Leclerc 75014 Paris, Tél. 640.71.05
2	Centre Commercial Mairie-Montparnasse 68, bd du Montparnasse 75015 Paris, Tél. 638.66.52
3	13, av. de Fontainebleau 94701 Le Kremlin-Bicêtre 266.27.97

Certains
Français
lisent
un second
quotidien
chaque
jour.

صوتك من الامم

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

AUX TRENTE-SIX HEURES D'OPTION

M. Krasucki : la C.G.T. défend le principe d'une hiérarchie nécessaire des salaires

Les trente-six heures d'option, organisées les 5, 6 et 7 novembre par cette revue mensuelle publiée par l'U.G.I.C.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), étaient consacrées à la coopération université-industrie.

A l'issue de cette rencontre, M. René Leguen (secrétaire général de l'U.G.I.C.T.) et Henri Krasucki (secrétaire confédéral), en traitant de la défense du personnel d'encadrement, n'ont pas manqué de préciser l'attitude de la C.G.T. sur la hiérarchie des salaires, objet de controverses ces derniers jours.

« La C.G.T. a fait et fera la part de ses positions. Il faut rendre l'argent où il est, chez les très riches pour améliorer en priorité la situation des travailleurs actifs et retraités qui sont dans des conditions difficiles. Elle ne l'insiste pas de déformer sa position dans un sens ou dans l'autre », a dit pour sa part M. Krasucki.

« Face à une politique d'austérité, nous luttons pour la défense et le maintien du pouvoir d'achat de tous les salariés et pour son amélioration dans des proportions variables, permettant de réduire les écarts excessifs. Il est inadmissible que plusieurs millions de travailleurs gagnent moins de 1 000 F par mois et que le gouvernement et le patronat tendent à réduire les salaires responsables de l'inflation. La C.G.T. défend le principe d'une hiérarchie nécessaire des salaires, pour des raisons évidentes que tout travailleur comprend, parce qu'elle correspond aux exigences des réalités de la société au point où elle est et des qualifications réelles. »

M. Séguéy et les revenus supérieurs à 12 000 F

Si M. Krasucki n'a prononcé aucun chiffre précis pour aller jusqu'à quel niveau de rémunération on peut être considéré comme salarié, M. Georges Séguéy, interrogé deux jours plus tôt, avait déclaré : « Me référant aux accords de salaires existant ou aux conventions collectives, j'ai répondu que parmi les personnes dont les revenus mensuels dépassent 12 000 F, il y en a peu qui sont classées dans les grilles de salaires en vigueur. »

Cette appréciation ne peut évidemment pas être interprétée comme une thèse de la C.G.T. C'est une évaluation sommaire. Nous savons très bien qu'elle comporte des exceptions, comme c'est le cas, par exemple, pour le personnel navigant de l'aviation civile qui a des revendications dont la C.G.T. est solidaire. Il est à remarquer d'ailleurs que ces revendications concernent bien plus les conditions de travail que les salaires proprement dits. — J. R.

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE s'est aggravé de 11 milliards de francs par rapport à la même période de 1975. Les importations françaises ont

SÉCURITÉ SOCIALE

La guerre des tarifs médicaux

DEUX CENTS MÉDECINS LILLOIS ONT MANIFESTÉ CONTRE LA MENACE DE SANCTIONS

(De notre correspondant.)

Lille. — Près de deux cents médecins ont manifesté, samedi 6 novembre, devant les locaux de la caisse primaire d'assurance-maladie. Ils tentaient de protester contre la procédure de déconventionnement engagée contre quatre-vingt-trois d'entre eux pour dépassement des tarifs conventionnels. Le président du conseil d'administration de la caisse primaire a reçu une délégation à qui il a précisé que l'engagement d'une procédure ne signifiait pas décision et que, par conséquent, toute action revendicative était prématurée.

Le docteur Soulié, porte-parole du syndicat, s'est adressé aux manifestants : « Il n'est pas normal d'opposer une répression individuelle à une action organisée. C'est toute la pratique libérale qui est attaquée quand cent médecins sur sept cents reçoivent une menace de déconventionnement. Nous demandons que la caisse revienne sur sa décision, sinon nous appliquerons la consigne prévue par la Confédération des syndicats médicaux français : la rupture des relations administratives avec la caisse. Autrement dit, nous ferons la grève administrative. »

Des procédures de déconventionnement sont engagées contre quatre-vingt-deux médecins des arrondissements de Lens et de Béthune, quarante-huit à Tourcoing et également un certain nombre à Roubaix, Douai et Valenciennes.

augmenté de 34 %, pour se situer à 42,3 milliards de francs (assurance et fret compris), et les exportations de 21 %, pour s'établir à 33,3 milliards, indiquent la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Plus de dix mille personnes à la journée « portes ouvertes » des grévistes de Lip

De notre correspondant

Besançon. — Cela tenait un peu de la kermesse et de la vente de bienfaisance avec son cortège de guirlandes et de ballons de baudruche, ses salles aménagées en stands où les visiteurs pouvaient acheter des ouvrages de dame, des assiettes décorées, des pendulettes de bureau ou encore des chaussettes de Rehauf. Avec aussi sa tombola où, pour 10 F, on pouvait gagner une montre à quartz, ses démonstrations de « chymagopoppy » et l'interminable cortège qui conduisait à la chaux-croûte préparée par les sept employés récemment renvoyés du restaurant que la société Borel exploite sur la zone industrielle de Besançon.

Mais derrière cette apparence de fête, derrière le sourire épanoui des « Lip », qui la veille pouvaient encore douter du succès de cette journée « portes ouvertes » et qui voyaient dans l'usine de Palente déambuler en rangs serrés une foule de dix à douze mille personnes, tout conduisait à la réflexion, au contact, non seulement avec les ouvriers, les femmes, les ingénieurs de Lip, mais aussi avec les délégations d'une dizaine d'entreprises en lutte, les paysans-travailleurs du Jura, les viticulteurs occitans, les Bretons, les juristes du Syndicat de la magistrature, les médecins s'interessant à la recherche sur la santé, actuellement développée chez Lip.

Installée dans le hall d'honneur de l'usine, devant la fresque où Fred Lip s'était fait représenter en compagnie d'Einstein, le centre de la recherche médicale délivrait les premières cartes d'adhésion à l'association 4 M (micro mécanique et matériel médical). Constitué à la fin du mois d'octobre en tant que comité d'urgence de Lip, l'association entend promouvoir cette nouvelle branche d'activité dont l'ancien recteur Pierre Magnin, professeur de médecine, membre du conseil économique et social et directeur général du nouvel institut national de la recherche pédagogique et de surveillance de la majorité à la mairie de Besançon, confiait ré-

comment qu'elle lui semblait être la seule issue possible pour l'industrie horlogère franc-comtoise. L'association 4 M qui pour l'heure a des contacts avec des spécialistes de Besançon, Nancy, Paris et avec un institut belge de recherche sur les radio-éléments intéressés par la réalisation de prototypes a volontairement limité son existence à six mois. Ce n'est pas par hasard. Dans six mois, en effet, les ouvriers de Lip arriveront au terme de leur prise en charge à 90 % par l'ASSÉDIC. Beaucoup comptent bien d'ailleurs qu'une solution, qu'elle vienne des commissions régionales, départementales ou d'ailleurs, sera prête à cette échéance.

CLAUDE FABERT.

AUX LABORATOIRES SUBTANCIA, à Orléans, qui emploient trois cent quatre-vingt-cinq salariés, une grève se poursuit, depuis le 22 octobre. Les grévistes occupent les locaux de l'entreprise installés sur la zone industrielle de La Source. Ils revendiquent notamment le cinquième semaine de congés payés, une augmentation uniforme de 100 F pour tous et l'amélioration de leurs conditions de travail. — (Corresp.)

IMMOBILIER

LE GROUPE DE M. JEAN-CLAUDE AARON A PRIS LE CONTRÔLE DU HOLDING DU GROUPE DE BALKANY

A la fin de la semaine dernière, le contrôle de la société holding du groupe de Balkany (la Société de gestion immobilière et mobilière) a changé de main. L'Union internationale immobilière, dont le P.D.G. est le promoteur immobilier, Jean-Claude Aaron, et la Société privée de gestion financière (S.P.G.F.), que préside M. Jean-Luc Gendry, ont en effet acheté en Bourse (au cours de 3 047 F) à la famille de Balkany mais aussi à l'Union de banque suisse 108 380 actions de la S.G.I.M. pour un coût total de plus de 533 millions de francs.

L'U.I.L. détient donc désormais 49 % du capital de la S.G.I.M. et la S.P.G.F. 37 %. Cette opération, qui concrétise le dégelage de M. de Balkany d'une part importante de ses activités était en projet depuis plusieurs mois (le Monde du 22 juillet).

La S.G.I.M. contrôle actuellement la Société des centres commerciaux, mais également des sociétés d'ingénierie, de développement foncier et urbain, qui assurent la promotion de programmes de logements, de bureaux et de centres commerciaux. Ces activités s'ajoutent donc à celles de l'U.I.L. (dont le capital va être triplé) dans le domaine immobilier : prises de participation dans les « tours de table » de programmes de construction, mais aussi promotion, conception et commercialisation d'immobiliers, par le biais de filiales spécialisées comme la SEPI (Société d'études financières et de réalisations immobilières), qui a construit, entre autres, la tour Maine-Montparnasse.

TOYOTA S'IMPLANTERA AUX ETATS-UNIS dans deux ans environ, lorsque ses exportations atteindront 500 000 unités par an, a déclaré M. Yamamoto, vice-président de la firme automobile japonaise. Les exportations de Toyota aux Etats-Unis s'élèveront en 1976 à 400 000 unités.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	3 1/2	2 1/4
1 mois	5 1/8	3 3/8	2 1/2
3 mois	5 1/2	3 1/2	2 1/4
6 mois	5 1/2	3 1/2	2 1/4

POUR VOTRE ÉPARGNE



quotidiennement votre
LA POSTE

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'Etat
chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum

L'Entreprise, l'Etat et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'Etat. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'Etat, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Arrighi de Casanova (CCI Paris), Chatelet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (ICNPP).

L'après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'Etat, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES

Pourquoi faut-il visiter le



22^e Salon international de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation ?

- parce que :
- toute entreprise a besoin aujourd'hui de réduire au minimum ses coûts de fabrication dont l'emballage constitue une part non négligeable,
 - l'évolution des techniques dans ce domaine est permanente.

Ce 22^e Salon vous offre une gamme exceptionnelle de matériaux, d'emballages, d'accessoires et surtout de machines en provenance de tous pays.

Vous y trouverez des idées, des conseils et des produits qui vous permettront d'abaisser vos prix de revient.

Un Congrès organisé par l'Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement aura lieu dans le cadre du Salon sur le thème : "Conditionnement des produits alimentaires, problèmes actuels, techniques de pointe".

Aux mêmes dates également aura lieu :

EURO-PLV, l'exposition spécialisée du matériel de présentation et de publicité sur le lieu de vente.

Ne manquez pas de visiter ces 2 manifestations du 15 au 20 Novembre 1976

Porte de Versailles • PARIS • de 9 h à 18 h.

1.600 firmes groupées en 655 stands vous y attendent

Renseignements : SEVIC-Emballage - 40, rue du Collège - 75008 PARIS - Tél. : 256.38.94

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— R.F.A. : un millier de personnes ont assisté à une cérémonie à la mémoire de Joachim Peiper.

4. ASIE

— CHINE : la critique de la « bande des quatre » s'est accompagnée d'une volonté de développer les « forces productives ».

5. AMERIQUES

— CANADA : les querelles linguistiques affaiblissent la position de M. Trudeau.

6. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : le président Sarkis demande à la population de coopérer avec la force arabe d'intervention.

7. DIPLOMATIE

— La budget des affaires étrangères sera encore réduit en 1977.

8 à 11. POLITIQUE

— La voyage de M. Barre à Troyes.
— L'élection législative partielle de la Haute-Loire.
— LIBRE OPINION : « De leur silence à notre volonté », par Michel Jobert.

12. EDUCATION

— La rentrée des mouvements étudiants.

14. DEFENSE

— Le comité directeur du P.S. : un effort de recherche.

15. RELIGION

— AUTOMOBILISME : le Tour de Corse.

16. SPORTS

— JUDO : le championnat de France.

17. JUSTICE

— La loi de justice.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

— **PAGES 18 A 24**
— Qui paie l'impôt ? 46 % des Français ne sont pas taxés sur le revenu.
— Les effets pervers de l'exportation des armes.
— La prévision économique ne peut prétendre à une précision scientifique : nous écrit M. Raymond Barre.
— Les experts proposent de prendre en compte la dépréciation de l'endettement des entreprises.
— M. Barre après les élections : vivre sans les Anglais.
— Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

— FESTIVALS : des immigrés de Surcouville à Clichy.

— THEATRE : Dialogues d'exilés au Petit TTP.

— LA REGION PARISIENNE : Du neuf dans le métro.

— EQUIPEMENT ET REGIONS : 37 à 40.

— LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE : L'automobile : à Turin, la fête est faite.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15)
— Annonces classées (28 à 33) : Bourse (41) ; Carnet (11) ; Informations pratiques (17) ; « Journal officiel » (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17).

daté 7-8 novembre 1976 a été tiré à 528 902 exemplaires.
tiré à 528 902 exemplaires.

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE
nouvelle boutique



53, rue saint-andré-des-arts
75006 PARIS tél. : 033.50.12

A B C D F G H

Trois scrutins en Algérie

- Référendum constitutionnel le 19 novembre
- Election présidentielle en décembre
- Election de l'Assemblée nationale en janvier 1977

De notre correspondant.

Alger. — « Au nom du F.L.N., je demande à l'Assemblée de constater que la constitution est M. Houari Boumedienne. » M. Chérif Messadia, responsable du département d'information et d'orientation du parti, a fait cette annonce aux cadres de la nation réunis au Palais des Nations, qui venaient d'approver le projet de Constitution, lequel sera soumis à référendum le 19 novembre.

Après avoir, à l'issue d'une journée de travail, le chef de l'Etat avait annoncé que l'élection du président de la République (1) aurait lieu en décembre, et celle de l'Assemblée nationale en janvier 1977. Le congrès du F.L.N. sera préparé au cours de l'année prochaine, en vue de sa convocation, si possible avant le 19 juin 1978, à encore précisé M. Boumedienne, avant d'indiquer que 1977 sera également consacré à l'élaboration du troisième plan quinquennal 1978-1981.

Rappelant que l'A.P.N. viendra couronner les A.P.C. (assemblées populaires communales) et les A.P.W. (assemblées populaires des wilayas), le président Boumedienne a souligné que la Constitution, « chef de vote de l'édifice constitutionnel », est la première application de la charte nationale adoptée le 27 juin dernier. « La loi fondamentale de l'Algérie, elle est la traduction juridique de la charte, qui est elle-même la source suprême de la politique de la nation et des lois de l'Etat. »

La Constitution est divisée en trois titres. Le deuxième, intitulé « Du pouvoir et de son organisation », définit le fonctionnement de l'Etat. Il s'agit d'un régime présidentiel. Le président de la République, élu pour six ans, est

rééligible. Il peut, s'il le souhaite, nommer un vice-président et un premier ministre. C'est lui qui fixe leurs attributions, mais la Constitution ne leur donne aucun pouvoir. Ainsi, le vice-président pourrait être chargé de représenter le chef de l'Etat dans les affaires internationales, tandis que le premier ministre se verrait confier les problèmes de gestion. Mais ni l'un ni l'autre n'auraient la possibilité de renvoyer les ministres. Ceux-ci sont responsables devant le président, qui sera lui-même responsable devant le congrès du parti.

Une Cour suprême

L'Assemblée populaire nationale, renouvelable tous les cinq ans, vote le budget et est dotée de prérogatives substantielles dans le domaine législatif. Le nombre des députés et les modalités du scrutin ne sont pas précisés dans la Constitution ; le soin de les fixer est confié au F.L.N. Le président est assisté par un conseil de six ans à l'A.P.N. un message sur l'état de la nation. En cas de vacance du pouvoir, l'intérim est assuré par le président de l'A.P.N. Celui-ci doit organiser le scrutin pour l'élection du nouveau chef de l'Etat dans un délai de quarante-cinq jours, et il ne peut être lui-même élu.

La Constitution prévoit la création d'une cour suprême ayant des prérogatives assez étendues. Elle garantira le fonctionnement normal de la justice et devra lutter contre les abus de pouvoir. La loi fondamentale prévoit également la création d'une cour des comptes, qui aura droit de regard sur tous les problèmes concernant les fonds publics, et d'un conseil supérieur de la défense relevant de la présidence de la République.

Le texte constitutionnel a été élaboré pendant l'été par des juristes, notamment par M. Mohammed Bedjaoui, ambassadeur à Paris, et a été examiné par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres. Revu, corrigé, enrichi, ce texte, devenu avant-projet définitif, a été soumis à l'Assemblée nationale à un « séminaire préparatoire » comprenant notamment les représentants du parti et des organisations de masse, puis il a été discuté et approuvé le 15 novembre par la Conférence nationale des cadres de la nation. Cette conférence comprenait notamment les membres du Conseil de la révolution, les ministres, la direction de l'appareil du F.L.N., les secrétaires nationaux des organisations de masse, les responsables de l'Armée populaire algérienne, les ministères, les walis (préfets) et les élus des A.P.C. et des A.P.W.

PAUL BALTA.

(1) M. Boumedienne est président du Conseil de la révolution, qui est actuellement l'instance suprême du pays, et du conseil des ministres.

Abordant le dialogue euro-arabe, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

SECON LE SOVIETIQUE DISSIDENT JAURES MEDVEDEV

Une catastrophe nucléaire aurait provoqué plusieurs centaines de morts en U.R.S.S. en 1958

Londres (A.P., U.P.I., Reuter, A.P.F.). — Une explosion accidentelle, survenue en 1958 dans un dépôt de déchets nucléaires des montagnes de l'Oural, aurait provoqué la mort de centaines de personnes, affirme le biologiste soviétique Jaures Medvedev (frère de l'historien dissident Roy Medvedev), exilé depuis 1973 en Grande-Bretagne, dans un article paru dans la revue britannique New Scientist. Selon M. Medvedev, les déchets radio-actifs n'auraient pas été enterrés à une profondeur suffisante, malgré les mises en garde répétées des savants soviétiques sur leur immersion dans l'Océan Pacifique ou l'Océan Indien, « solutions qui ne furent pas retenues, parce qu'elles étaient coûteuses. »

La surchauffe du stock provoqua « une formidable explosion, comparable à celle d'un volcan », et des particules radioactives furent portées à la surface de certaines de kilomètres. Mais les autorités refusèrent d'évacuer les localités de la région jusqu'à l'apparition des premiers troubles chez les personnes irradiées et il y eut des dizaines de milliers de cas et des centaines de morts, et les chiffres exacts ne furent jamais divulgués », affirme M. Medvedev, qui ajoute que la zone où s'est produite la catastrophe reste dangereuse et que son accès demeure interdit. L'autre part, toujours selon M. Medvedev, l'explosion d'une fusée spatiale, en 1960, sur le cosmodrome de Baïkonour, aurait causé la mort d'un grand nombre de personnes et de l'élite de la technologie spatiale soviétique. Le lancement de la fusée, prévu pour coïncider avec l'arrivée de Khrouchchev à New-

York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, ayant échoué, le maréchal Nédeline, responsable des fusées, ordonna de procéder à une vérification rapide, au mépris des consignes de sécurité, c'est-à-dire sans avoir fait évacuer les réservoirs de combustible. L'allumage aurait alors eu lieu accidentellement et la fusée, prise dans les échelles des équipes de vérification, aurait basculé et explosé, tuant toutes les personnes présentes.

La mort du maréchal Nédeline fut officiellement attribuée, à l'époque, à un accident d'aviation qui survint le 26 octobre 1958. Trois jours auparavant, on avait annoncé le décès du général Pavlovski, chef d'état-major adjoint des armées soviétiques. Des rumeurs coururent dès lors que cette époque, liant ces deux décès à une « explosion catastrophique » survenue sur un polygone d'essais. Dès novembre 1960, le magazine américain Newsweek avait donné une version des faits semblable à celle donnée aujourd'hui par M. Medvedev.

On est, en revanche, beaucoup plus réservé dans les milieux nucléaires britanniques et français sur la réalité de l'accident nucléaire dont parle aujourd'hui M. Medvedev. On souligne notamment que, s'il s'agit bien de déchets, une explosion nucléaire est impossible, et qu'il est douteux qu'une explosion d'un autre type, due à une réaction chimique ou à une surpression, ait pu provoquer la mort de centaines de personnes.

A la conférence de Nairobi

L'ADMISSION D'ISRAËL DANS LE GROUPE EUROPEEN DE L'UNESCO EST EN BONNE VOIE

Par 70 voix pour et 17 abstentions, la conférence générale de l'UNESCO, à Nairobi (Kenya), a adopté ce lundi 8 novembre dans la matinée, une résolution reconnaissant à tous les Etats membres de l'Organisation le droit d'appartenir à un des cinq groupes régionaux de celle-ci (Europe, Asie, Afrique, Etats arabes, Amérique latine). Ce sont les Etats de chaque groupe qui déterminent l'admission de nouveaux membres en son sein.

Cette procédure avait été proposée par le comité exécutif de l'UNESCO et approuvée par le directeur général, M. Amadou Mahtar Mbow : elle doit normalement permettre l'entrée d'Israël dans le groupe européen.

Des contacts entre Taïpeh et Pékin ? — Le gouvernement de Taïpeh a démenti des informations parues samedi 6 novembre dans l'Asahi de Tokyo. Le correspondant à Pékin du journal écrit que trois émissaires venus de Taïpeh ont pu, grâce à une médiation américaine, se rendre en Chine pour proposer que Taïwan conserve ses forces militaires, que son personnel administratif soit, en principe, maintenu en place, et qu'une certaine autonomie soit accordée à l'île. Les officiels chinois auraient émis l'avis que certaines des conditions pourraient être acceptées, mais qu'il leur fallait le maintien des forces militaires.

Le repli de la livre a entraîné celui du dollar, qui est revenu à 2,4415 francs suisses (contre 2,4445 francs suisses) et à 1,9375 francs français (contre 1,9325 F). Parallèlement, le deutschemark a progressé. En fin de matinée, il s'échangeait à 2,6625 francs français (contre 2,6625 francs) et à 1,0101 franc suisse (contre 1,0091 franc suisse).

Selon les cambistes, les transactions sur la livre ont été toutefois peu nombreuses et portées en général sur des montants assez moyens.

LA PRODUCTION D'ACIER DOIT ÊTRE AUGMENTÉE

déclarent les P.C. français, allemand, belge et luxembourgeois

« Seule la limitation de la domination brutale des monopoles peut assurer le maintien, la relance et le développement de la sidérurgie », déclarent les quatre partis communistes de France, d'Allemagne fédérale, de Belgique et du Luxembourg, dans un texte commun publié au terme d'un week-end de travail consacré à cette industrie.

« Il est possible dès à présent, ajoute la déclaration, de mettre un terme au chômage, aux mutations et déclassements, aux pertes de salaires, et en augmentant la consommation populaire, en satisfaisant les besoins sociaux, en faisant droit aux justes revendications des travailleurs. En réalité, aujourd'hui, le niveau de

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples. Face à l'intervention concertée des milliardaires de la sidérurgie, les partis communistes appellent les travailleurs de tous les peuples à renforcer leurs luttes, dans l'union la plus large, pour faire échec aux plans du grand capital et sauvegarder leurs conquêtes. (...) »

Les quatre partis ont décidé d'approfondir leur coopération. Ils sont convenus d'initiatives communes pour empêcher le nouveau cartel et les capitalistes de la sidérurgie d'imposer leur loi et pour donner la plus grande ampleur à la protestation des travailleurs, des démocrates et des patriotes. Un rassemblement populaire sera organisé à cet effet en janvier en Lorraine.

Le livre sterling, qui, à partir de mercredi dernier, avait amorcé une assez vive remontée, s'est à nouveau affaibli lundi matin 8 novembre sur les différents places financières internationales à la suite d'informations selon lesquelles le déficit budgétaire britannique dépasserait 2 milliards de livres en 1977.

A Paris, la devise anglaise s'est traitée à 8,064 F (contre 8,12 F). A Zurich, elle a valu 3,95 francs suisses contre 3,975 francs suisses. A Londres, enfin, les échanges se sont effectués sur la base de 1,6150 dollar pour 1 livre (contre 1,6258 dollar).

Le repli de la livre a entraîné celui du dollar, qui est revenu à 2,4415 francs suisses (contre 2,4445 francs suisses) et à 1,9375 francs français (contre 1,9325 F). Parallèlement, le deutschemark a progressé. En fin de matinée, il s'échangeait à 2,6625 francs français (contre 2,6625 francs) et à 1,0101 franc suisse (contre 1,0091 franc suisse).

Selon les cambistes, les transactions sur la livre ont été toutefois peu nombreuses et portées en général sur des montants assez moyens.

Mgr LEFEBVRE SE DECLARE DECIDE A ALLER « JUSQU'AU BOUT DE SA MISSION »

Mgr Marcel Lefebvre a réaffirmé le 6 novembre à Rouen qu'il était décidé à aller jusqu'au bout de sa mission, malgré l'opposition du Saint-Siège. L'ancien archevêque-évêque de Tulle, suspendu « à divinis » depuis le 24 juillet dernier par le pape pour son hostilité à l'Eglise post-conciliaire, a déclaré devant quelques centaines de personnes réunies dans une ancienne chapelle désaffectée de Rouen qu'il n'avait pas question pour lui de céder « sur l'essentiel ».

« La dernière réponse que j'ai reçue de Rome, a-t-il dit, ne me donne aucun espoir. Mais j'espère malgré tout qu'un jour l'horizon s'éclaircira. Je ne veux pas quitter les rails parce qu'il y a du brouillard devant moi », a-t-il ajouté sous les applaudissements de l'assistance. « Pour le moment, a-t-il précisé, je n'ai nullement l'intention d'ordonner un évêque. » En revanche, il a confirmé qu'il procéderait à de nouvelles ordinations de prêtres d'ici fin 1977.

Le lendemain, Mgr Lefebvre a béni un ancien garage, transformé en chapelle, qui doit servir de lieu de culte aux traditionalistes rouennais.

D'autre part, un architecte suisse a annoncé à la Tribune de Genève qu'il venait de déposer les plans d'une basilique, qui serait construite aux environs d'Écône.

Selon la Tribune de Genève, le bâtiment serait édifié sur les communes de Saxon et Riddes à proximité immédiate du séminaire « intégriste » Saint-Pie-X condamné par le Vatican.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses vœux. »

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

Le 19 novembre, M. Barre a déclaré : « La France se réjouit de ce rapprochement des liens entre la Communauté européenne et les pays arabes, surtout dans le domaine industriel. (...) Ce dialogue s'inscrit aujourd'hui à la nécessité profonde du dialogue, et la France est bien résolue, pour sa part, à en favoriser le développement. »

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international qui, comme l'Egypte, elle appelle de ses v